



L'euro en chute

■ La monnaie unique est tombée à son plus bas niveau

■ Les cours du pétrole continuent à monter malgré la hausse promise de la production

■ Les Verts proposent des économies d'énergie sur les transports et l'habitat

Lire pages 17 et 18 et nos autres informations pages 5 et 6

Le CERN traque le boson de Higgs

LES CHERCHEURS du CERN, le laboratoire européen pour la physique des particules de Genève, pensent avoir détecté sur leur grand accélérateur, le LEP, les premières traces du boson de Higgs, une particule mythique qu'ils traquaient en vain depuis dix ans. Ces « événements » pourraient bouleverser le programme du CERN, car le LEP devait être démonté à partir du 1^{er} octobre afin de céder la place à son successeur plus performant, le LHC. Les physiciens européens réclament un sursis de quelques mois pour le LEP, afin de pouvoir confirmer ou infirmer leur découverte et éviter de se faire devancer par leurs concurrents américains.

Lire page 24

La Poste se mondialise



CLAUDE BURMAUD

LE PRÉSIDENT de La Poste, Claude Bourmaud, est le principal artisan de l'accord commercial signé mardi 12 septembre avec le transporteur américain Fedex. Les clients de La Poste auront accès, pour leurs colis express, au réseau mondial de Fedex et celui-ci utilisera Chronopost en Europe.

Lire page 19

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 10 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Gabon, 900 F CFA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 3000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KR; Pays-Bas, 3 FL; Portugal COV, 270 PTE; Réunion, 10 F; Sénégal, 900 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisie, 1,4 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

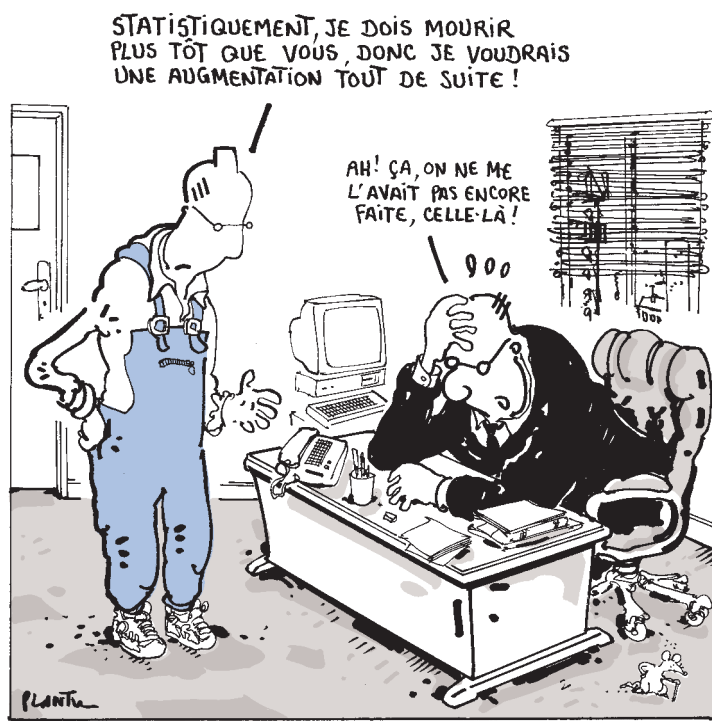
M 0147 - 913 - 7,50 F



Les Français inégaux face à la santé

- Ils se portent de mieux en mieux, mais les inégalités s'aggravent entre catégories sociales
- Un ouvrier vit six années de moins qu'un cadre ● Ces différences concernent aussi bien les cancers que les accidents de la route ● L'Inserm dresse un état des lieux inédit

LES FRANÇAIS se portent bien, de mieux en mieux. Mais, selon la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent, ils sont inégaux face à la santé. Au cours du XX^e siècle, l'espérance de vie est passée de 43,4 ans à 74 ans pour les hommes et de 47 à 82 ans pour les femmes. Pourtant, un ouvrier de 35 ans vivra en moyenne six ans et demi de moins qu'un cadre. Et l'écart se creuse entre les catégories sociales. C'est le constat dressé par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) dans un ouvrage collectif, *Les Inégalités sociales de la santé*, rendu public mardi 12 septembre. Les auteurs évaluent ainsi à 10 000 le nombre de décès prématurés que l'on pourrait éviter si les ouvriers et employés avaient, en France, la même mortalité que les cadres supérieurs et les professions libérales. Ces inégalités sont criantes dans de nombreux domaines: la période périnatale, qui précède et suit immédiatement la naissance, les maladies coronariennes, les



chances de survie après un cancer, la santé bucco-dentaire et aussi, de manière plus surprenante, les décès et les blessures graves dus à des accidents de la circulation. Par exemple, les cadres ont plus bénéficié que les ouvriers ou les employés des progrès de la prévention et de la prise en charge des maladies coronariennes.

Cet état des lieux est d'autant plus étonnant qu'il y a moins de trois mois l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait placé la France en tête d'un palmarès de 191 pays évalués en fonction des performances de leur système de santé. Il devient accablant lorsqu'on le compare avec celui des autres pays européens. Pour l'écart entre le taux de décès dans les professions manuelles et celui des professions non manuelles, la France se classe en tête devant la Finlande et l'Irlande, très loin devant la Suisse, l'Espagne et la Suède.

Lire pages 8 et 9 et notre éditorial page 15



CINÉMA

« Kippour »

Mémoire de guerre

Le 6 octobre 1973, jour de la fête juive du Kippour, fut le jour choisi par l'Egypte et la Syrie pour attaquer l'Etat hébreu. Evoquant ce passé comme on invoque des fantômes, le réalisateur israélien Amos Gitai reconstitue en de longs plans-séquences ce conflit qu'il a personnellement vécu. Une tentative de faire partager l'expérience sensorielle de la guerre, loin des clichés romanesques. Nos pages « Cinéma » avec toutes les sorties de la semaine. p. 30 à 33

L'ancien numéro deux du contre-espionnage jugé pour outrage aux policiers

LA VINGT-NEUVIÈME chambre de tribunal correctionnel de Paris a une longue habitude des procès pour outrage à policiers. Mais, lundi 11 septembre, l'identité du prévenu sort de l'ordinaire: il a appartenu à la « maison » et y a exercé les plus hautes fonctions. A soixante-trois ans, Raymond Nart n'a rien d'un retraité anonyme. Il a conservé l'assurance que lui a sans doute donnée sa prestigieuse carrière à la Direction de la surveillance du territoire (DST). Longtemps numéro deux des services de contre-espionnage, M. Nart a été le fer de lance de la lutte contre les Soviétiques et leurs alliés. L'heure de la retraite venue, il s'est reconverti dans l'entreprise Communication et systèmes.

Le 9 mai, des policiers de la brigade financière se présentent au siège de cette société, pour y effectuer une perquisition dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction parisien Marc Brisset-Foucault. Le ton monte entre M. Nart et ses anciens collègues. Il refuse de leur montrer ses papiers d'identité, leur adresse des menaces voilées - « Vous ne savez pas à qui vous avez affaire » -, lance à l'un des fonctionnaires un « écrasez-

vous ! » accompagné d'un geste controversé, tente enfin de regagner son bureau situé à l'étage, alors que les policiers ont ordonné à l'ensemble du personnel de rester à l'accueil au rez-de-chaussée. Saisi par le bras, M. Nart est fermement reconduit au pied de l'escalier, puis placé en garde à vue durant douze heures. Et les policiers engagent une procédure pour outrage.

A l'audience, Raymond Nart s'indigne d'« un léger incident surdimensionné ». « Autrefois, ça se réglait autour d'un Ricard », précise-t-il. S'il reconnaît avoir lancé à un policier « particulièrement agressif », la phrase: « Ecrasez-vous ! », il nie l'avoir accompagné du geste injurieux dont les quatre fonctionnaires maintiennent avoir été témoins. « La France n'est ni une République bananière, ni une dictature », dit-il pour dénoncer le fait que les policiers ne se sont pas présentés à lui spontanément. Et puis, il y a une chose que l'ancien patron de la DST n'a pas supportée: les officiers de police judiciaire ont traité sa Légion d'honneur avec désinvolture, jetant la décoration sur une table au milieu de clés, de paquets de cigarettes. « Cela,

je ne le pardonnerai jamais », affirme-t-il d'un ton véhément.

A la barre, le commissaire Patrice Demoly, qui conduisait la perquisition, stigmatise le comportement de son ancien collègue: « Nous avons l'habitude de perquisitionner dans des lieux sensibles. Nous n'avons jamais eu affaire à de tels comportements. La dernière fois que nous avons engagé une procédure d'outrage, c'était contre Bernard Tapie, en 1994. » M^e Gilbert Agostini, avocat des policiers qui se sont constitués partie civile, réclame une condamnation, et un franc symbolique pour ses clients. Soulignant que M. Nart a « manqué de sang-froid », le parquet demande également au tribunal de condamner, lui laissant le soin de décider de la peine. Il requiert, en outre, la publication du jugement. M^e William Goldnadel, défenseur de Raymond Nart, estime qu'il n'y a pas eu outrage: « Il n'a tout de même pas dit aux policiers "nique ta mère", il ne les a pas traités de "sales cons". » Le jugement a été mis en délibéré au lundi 18 septembre.

Pascal Ceaux



REPORTAGE

Où est passé le quinquennat?

C'est à la « source » de la réforme constitutionnelle, sur les terres auvergnates de l'ancien président Giscard d'Estaing, que Clarisse Fabre est allée chercher des signes d'intérêt pour le quinquennat. En vain. A Chamalières comme chez les « bibs » de Michelin, à Clermont-Ferrand, c'est avec une même indifférence qu'on l'accueille « le quinquennat, cette histoire de fous ». p. 14

Sida et médicaments : que faire ?

« LES MALADES sont au Sud, les médicaments au Nord »: par cette formule sans appel, Bernard Kouchner rappelait la triste équation des tropiques aujourd'hui. Plusieurs millions de personnes meurent en Afrique, faute de pouvoir utiliser des médicaments qui existent pourtant. Dans le cas du sida, les chiffres abys-

saux ne seront jamais suffisamment rappelés: 25 des 34 millions de personnes infectées dans le monde vivent en Afrique. En Afrique du Sud, on parle de 4 millions de personnes, soit 20 % de la population adulte. Au Botswana, c'est 36 % de la population adulte qui est touchée, et l'espérance de vie s'y est effondrée à

vingt-neuf ans. Le cycle semble infernal: les jeunes filles sont contaminées par des hommes adultes (on n'ose dire vieux); les enfants sont contaminés par leurs mères, à la naissance ou par l'allaitement. Pire enfin, lorsque les médicaments sont utilisés (pendant la grossesse par exemple), ils le sont de manière in-

suffisante, créant une résistance du virus qui rend plus problématique encore le traitement à suivre.

Les médicaments coûtent cher, moins du fait de leur coût de fabrication que des brevets qui les protègent. On s'accorde, en général, à reconnaître les vertus de la propriété intellectuelle: c'est elle qui suscite l'innovation. Les brevets coûtent cher, mais c'est pour les acquérir que les industriels engagent des dépenses considérables de recherche et développement. Dans le cas du sida, on regrette aujourd'hui que les brevets protégeant les anti-rétroviraux soient chers, mais hier, quand la recherche battait son plein, on aurait tout fait pour s'engager à les payer. Ce constat ne clôt pourtant pas le débat, loin s'en faut. Lorsqu'une découverte qui sauve la vie de millions de personnes a été faite, il est en effet difficile d'admettre que le produit doive rester cher et coûteux au motif que ce faisant, demain, on bénéficiera d'autres innovations. Pour ceux qui vont mourir aujourd'hui, « demain » n'est pas une idée au nom de laquelle on veut faire des sacrifices.

Dans le cas des pays pauvres, la situation est encore plus absurde. Le coût des brevets rend dissuasif leur usage, et leur exploitation dans ces pays ne rapporte rien aux compagnies pharmaceutiques.

Daniel Cohen pour Le Monde

Lire la suite page 15

RETROUVEZ LES RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 2000 DE BNP PARIBAS EN PAGE 3

- Forte progression du bénéfice net part du groupe (2,6 milliards d'euros)
- BNP PARIBAS N°2 des banques de la zone euro par le résultat

www.bnpparibas.com

BNP PARIBAS



JEUX OLYMPIQUES

Sydney, centre du monde

A partir du 15 septembre et durant deux semaines, l'Australie va devenir, à l'occasion des Jeux olympiques de Sydney (photo), le pays phare de l'actualité mondiale. Les dirigeants de l'île-continente y voient le symbole du nouveau rôle géopolitique qu'ils souhaitent jouer sur la scène internationale. Paris se met aussi à l'heure australienne pour faire vivre les compétitions en direct sur la « place des Jeux » de l'Hôtel de Ville. p. 2 et 26

International	2	Tableau de bord	21
France	6	Aujourd'hui	24
Société	8	Météorologie/Jeux	29
Carnet	12	Culture	30
Régions	13	Guide culturel	33
Horizons	14	Kiosque	34
Entreprises	17	Abonnements	35
Communication	20	Radio-Télévision	35

STRATÉGIE Pour deux semaines, l'Australie va devenir, à l'occasion des Jeux olympiques de Sydney, le pays-phare de l'actualité mondiale. Les dirigeants de l'île-

continent y voient aussi le symbole du nouveau rôle géopolitique qu'ils souhaitent jouer sur la scène internationale. ● L'IMPORTANCE croissante de l'Australie est manifeste

dans la zone Asie-Pacifique, avec le rôle primordial qu'elle joue depuis un an au Timor-Oriental, où son action a été déterminante dans l'intervention onusienne. ● POUR BEAU-

COUP d'Australiens, « la politique australienne et la question de son environnement en matière de défense ont changé pour toujours » avec l'affaire du Timor. ● CANBER-

RA n'acceptera plus, explique le spécialiste australien de géopolitique Alan Dupont, qu'un « gouvernement non représentatif » de la région agisse « impunément ».

Avec les JO, l'Australie veut accéder au rang de pays majeur

L'ouverture des Jeux olympiques à Sydney, le 15 septembre, a lieu, presque jour pour jour, un an après l'intervention de l'ONU au Timor-Oriental, dirigée par les troupes australiennes. Réaffirmant son ancrage dans la zone Asie-Pacifique, Canberra souhaite affirmer son rôle géopolitique

CANBERRA

de notre envoyé spécial

En prenant la tête d'une force multinationale censée ramener l'ordre au Timor-Oriental dévasté et meurtri, le 20 septembre 1999, l'Australie fait pour de bon une entrée spectaculaire dans la « cour des grands » et s'inscrit au sein d'une modernité géopolitique marquée par la philosophie du droit d'ingérence. Près d'un an plus tard, le 15 septembre 2000, Sydney est la ville hôte des Jeux olympiques et l'Australie va devenir, le temps d'une compétition sportive à résonance internationale, le pays-phare de l'actualité mondiale.

Entre ces deux mois de septembre, il n'y a que l'épaisseur d'une coïncidence. Mais ces deux dates ont valeur de symbole, relançant le vieux débat sur le rôle régional de l'île-continent, de son statut de puissance militaire et politique dans la zone Asie-Pacifique et de l'image qui est la sienne pour le reste du monde. Une certitude : la décision de s'impliquer dans la crise timoraise et le fait d'avoir été choisi comme le pays d'accueil des Jeux du millénaire sont des motifs de fierté pour des Australiens assoiffés de certitude identitaire. Eux qui se sont longtemps vécus comme des Occidentaux oubliés des antipodes, relégués dans cette espace du « down under » où, comme disait l'écrivain voyageur anglais Bruce

Chatwin, « les gens vivent la tête en bas »...

Le rôle dévolu à cette fédération, qui fêtera l'an prochain le premier centenaire de sa création – même si, techniquement parlant, la Couronne britannique « règne » encore sur le Commonwealth des Etats d'Australie –, n'est certes ni nouveau, ni surprenant, au vu des réalités géographiques : les Nations unies lui attribuèrent un mandat en Papouasie-Nouvelle-Guinée jusqu'au début des années 70, et Canberra exerce aujourd'hui une influence fondamentale dans les crises éclatantes dans son pré-carré. Ce fut le cas lors du récent coup d'Etat aux Fidji, ou encore face à la situation de quasi guerre civile prévalant aux îles Salomon. L'Australie se perçoit ainsi comme étant l'indépassable puissance de la région, à laquelle il revient de « gérer » ce que certains spécialistes des affaires stratégiques de Canberra estiment être un « arc d'instabilité » entourant la grande île, depuis l'inquiétant « glacis » septentrional indonésien jusqu'aux archipels perdus du Pacifique Sud.

Reste que la question de la place de l'Australie n'en finit pas de hanter les consciences locales et d'alimenter le débat sur la vision qu'ont les Australiens de leur propre pays à l'égard de ses voisins immédiats. Ce qui revient, vu de Canberra, à se poser d'abord le problème du rapport

Un rôle croissant dans la région



PRINCIPAUX PAYS POUR LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

de l'Australie à l'Asie. Et des relations entretenues par ce pays de 19 millions d'habitants, répartis sur un territoire grand comme quatorze fois la France, avec, par exemple, le Japon ou l'Indonésie. Les rapports étant étroits et bons avec Tokyo et pour le moins ambivalents avec Djakarta...

Le parti travailliste, débouté aux élections de mars 1996, quand l'actuelle coalition conservatrice mit fin à treize années d'hégémonie du Labor, fut l'artisan de la « politique asiatique » de l'Australie. Que ce soit avec l'ancien premier ministre Gough Whitlam, dans la première moitié des années 70, ou avec son successeur Paul Keating, les travaillistes ont résolument ancré leur pays dans la zone asiatique. D'abord pour des raisons économiques, compte tenu du poids représenté par les « dragons » d'Extrême-Orient, avant ou après la crise qui les a frappés en 1997. Pour des raisons de politique intérieure, ensuite, au vu de l'ampleur du

nombre croissant d'émigrés asiatiques venus s'établir en Australie. Pour des motifs géopolitiques enfin, l'Asie représentant pour l'île-continent – ne fut-ce que de manière phantasmagique – à la fois une menace démographique (ou même militaire, dans le cas de l'Indonésie) et un allié naturel.

L'« affaire » du Timor a fait office de révélateur, mais de façon ambiguë : tout en renforçant un peu plus le rôle de l'Australie en tant que « puissance asiatique », elle a rendu plus complexe encore la nature du statut régional de l'île-continent. Canberra s'était en effet distingué, en 1975, par sa passivité, en entérinant l'invasion de l'ancienne colonie portugaise par l'armée de Djakarta. Pire, l'Australie avait été la seule puissance « occidentale » à reconnaître l'annexion du Timor-Oriental par l'Indonésie, pays-clef de sa relation avec le reste de l'Asie. (Lire l'interview ci-dessous)

Pourtant, la détermination qu'a montré Canberra l'an dernier a été

saluée par la communauté internationale. Car l'Australie a osé se risquer à entrer en conflit diplomatique avec l'Indonésie « amie » et s'est décidée à jouer un rôle moteur dans l'envoi d'une force de paix pour ramener l'ordre dans ce Timor ravagé par les soldats de Djakarta et ses miliciens « collaborateurs ». Même si cette décision a sans doute été prise plus pour des raisons liées à la « realpolitik » australienne, Canberra a imposé ses vues. Comme l'affirme Bob Lawry, expert des questions militaires et ancien officier de l'armée australienne : « Après le Timor-Oriental, la politique australienne et la question de son environnement en matière de défense a changé pour toujours. »

FORCES TERRESTRES

La preuve en est que Canberra est en train de réorienter sa politique de défense, continue à moderniser sa marine et son aviation, tout en étant conscient qu'il va lui falloir améliorer le niveau d'entraînement de ses forces terrestres, afin que ces dernières soient capables de répondre rapidement et efficacement à d'éventuelles crises régionales. Le gouvernement sait que ses quelque 2 000 hommes de troupe stationnés au Timor sous mandat de l'ONU sont là-bas pour longtemps...

Il aura cependant fallu une réaction malheureuse du premier ministre conservateur, John Howard, l'an dernier, pour que l'activisme australien provoque des remous au sein des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Et relance le débat sur de supposées « visées impérialistes » de Canberra. En septembre 1999, M. Howard avait plus ou moins répondu par l'affirmative à un journaliste australien qui lui demandait s'il estimait que son pays devait s'attribuer le rôle de « gendarme adjoint » des Etats-Unis dans la région. Cette remarque avait provoqué un tollé chez les voisins de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), alors même que nombre d'entre eux participent aux opérations de maintien de la paix au Timor-Oriental. Le premier mi-

nistre a beau s'être employé par la suite à clarifier son propos, le mal était fait.

Il est d'ailleurs clair que la coalition conservatrice au pouvoir s'emploie à repositionner de manière plus globale, et donc moins centrée vers l'Asie, la politique extérieure du pays. Comme l'a récemment re-

Des liens économiques avec l'Asie du Sud-Est

L'économie australienne a résisté au choc de la crise asiatique qui a touché les pays de la région en 1997. Mais l'ampleur des échanges et l'évolution des chiffres du commerce extérieur entre Canberra, le Japon, les pays de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (Asean), la Chine et la Corée du Sud indiquent bien le niveau d'implication de l'Australie dans la zone économique Asie-Pacifique. En 1994, les échanges avec l'Asie se situaient à 64,5 milliards de dollars australiens (45,3 milliards d'euros), dont 49 avec les seuls Japon et Corée du Sud. En 1998, les chiffres atteignaient 85 milliards, dont 23 pour les échanges avec l'Asie du Sud-Est. Fin août, le ministre australien du commerce extérieur, Mark Waile, se félicitait que les exportations vers les pays de l'Asie de l'Est étaient en croissance de 20 % par rapport à 1999, et qu'ils comptaient désormais pour 53 % du total des exportations australiennes.

marqué John Howard, dans une interview au quotidien britannique *Financial Times* : « Nous passons beaucoup trop de temps à nous demander si l'Australie est en Asie, ou si nous faisons partie de l'Asie. Pourquoi ne pouvons pas simplement nous voir comme des Australiens de cette partie du monde ? »

B. P.

Le Timor, Djakarta et les « mensonges » de Canberra...

En octobre 1975, peu avant d'envahir le Timor-Oriental, l'Indonésie se livre à des incursions dans la colonie portugaise voisine. Le 16 octobre, dans le village frontalier de Balibo, cinq journalistes australiens, néo-zélandais et britanniques sont tués par des soldats indonésiens déguisés en « guérilleros » timorais. L'affaire provoque une intense émotion en Australie. Mais le gouvernement de l'époque renâcle à rendre responsable Djakarta.

Un livre du journaliste Hamish Mac Donald et du spécialiste militaire Desmond Ball montre aujourd'hui que, au nom des bonnes relations avec Djakarta, Canberra (qui devait ensuite entériner l'invasion du Timor-Oriental par l'Indonésie) a délibérément menti à son opinion en affirmant ne pas avoir su que ces journalistes couraient un risque mortel. Les services d'écoute australiens, écrivent-ils dans *Mort à Balibo, mensonges à Canberra*, avaient alors intercepté des messages dans lesquels des militaires indonésiens donnaient l'ordre de supprimer cinq témoins gênants de leurs opérations clandestines. – (Corresp.)

Alan Dupont, chercheur au Centre australien des études stratégiques et de défense

« Il ne s'agit pas de faire le gendarme pour le compte des Etats-Unis dans la zone Asie-Pacifique »

CANBERRA

de notre envoyé spécial

« Pourquoi, après avoir longtemps soutenu le principe de l'annexion du Timor-Oriental par l'Indonésie, l'Australie s'est-elle décidée, il y a un an, à jouer un rôle moteur au Timor-Oriental ? Ce revirement marque-t-il un tournant dans la politique extérieure de Canberra ?

– Un tournant ? Pas vraiment, dans la mesure où le rôle joué au Timor-Oriental par l'Australie ne signifie pas que sa politique soit devenue globalement plus agressive dans la région. Le Timor-Oriental représente un cas d'exception pour les Australiens, qui se souviennent notamment de l'aide apportée par nombre de ses habitants à nos troupes durant l'occupation de la colonie portugaise par les Japonais, durant la seconde guerre mondiale. L'année dernière, le gouvernement australien n'avait donc sans doute pas d'autre choix que d'intervenir et de prendre la tête d'une force de paix : la violence dont s'étaient rendus responsables les milices pro-indonésiennes au Timor-Oriental avait provoqué un tel émoi en Australie que le premier ministre, John Howard, a dû prendre en compte la réaction de l'opinion publique. Je crois qu'il faut voir dans la décision australienne d'intervenir le fruit d'un compromis : entre, d'une part, le souci de Canberra de montrer que l'Australie se souciait de la question des droits de l'homme et, d'autre part, celui de sauvegarder

ses intérêts stratégiques dans la région, ainsi que de promouvoir son image dans le monde.

– Si, demain, la Papouasie occidentale, qui appartient à l'Indonésie, entre en rébellion, comme certains le redoutent ici, ou si une autre crise régionale éclate, l'Australie sera-t-elle entraînée à nouveau à intervenir ?

– Non, je ne le pense pas. Encore une fois, l'affaire du Timor-Oriental a eu ici une résonance particulière. Si la Papouasie occidentale s'enflamme, il est peu probable que l'Australie y intervienne en jouant là-bas un rôle comparable à celui qu'elle a joué au Timor. Même si la possibilité que l'opinion publique puisse pousser le gouvernement à agir n'est pas à écarter. Cela dit, il est certain qu'en s'impliquant comme elle s'est impliquée au Timor Canberra a envoyé des signaux clairs aux pays de la région : un gouvernement non représentatif à l'égard de sa population, comme cela était le cas au Timor, ne peut plus se permettre d'agir impunément.

– Précisément, l'Indonésie a, pour l'Australie, une importance déterminante sur le plan stratégique, puisque que cette nation de plus de 200 millions d'habitants est son voisin septentrional le plus proche... S'aliéner l'Indonésie n'était-il pas un prix trop lourd à payer ?

– L'Indonésie a, en effet, représenté pour l'Australie un pays d'une importance cruciale. En rai-

son de sa valeur stratégique, mais aussi parce que, dans le passé, l'Indonésie nous a, en quelque sorte, servi de tremplin pour intensifier nos relations avec le reste de l'Asie. L'Indonésie a longtemps défendu nos intérêts dans la région, arguant du fait que notre pays avait un rôle à jouer non seulement sur les plans économique et politique mais aussi en ce qui concerne les questions de sécurité régionale. Djakarta partageait avec nous, par exemple, les mêmes vues à propos des visées chinoises sur l'archipel des Spratleys, une zone contestée par plusieurs pays de la région. Djakarta a soutenu la création de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), une alliance très importante pour nous. Il n'y a donc pas de doute : avoir l'Indonésie à ses côtés, c'est très important pour notre politique d'engagement régional.

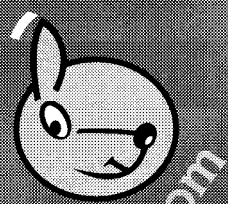
» Aujourd'hui, nos relations sont tendues avec Djakarta, en raison de notre rôle au Timor. A court terme, le prix à payer est potentiellement élevé. Cela dit, je crois aussi que nous avons été trop loin dans notre coopération militaire avec Djakarta. Notamment quand, entre 1992 et 1999, nos troupes spéciales, les SAS, ont procédé à des manœuvres communes avec les Kopassus, leurs équivalents indonésiens...

– Qu'en est-il du prétendu rôle de l'Australie, comme « gendarme adjoint » des Etats-Unis dans la région ?

– Je pense que John Howard, notre premier ministre, se sent personnellement plutôt enclin à voir l'Australie jouer un tel rôle pour le compte des Etats-Unis. Mais je pense que l'ensemble de la classe politique ne partage pas cette vue. Il ne s'agit pas de faire le gendarme pour le compte des Etats-Unis dans la zone Asie-Pacifique. Il faut simplement réaliser que l'Australie a beaucoup changé en dix ou vingt ans. Nous sommes désormais beaucoup plus conscients de l'importance des vues exprimées par les pays de l'Asie. Nous avons désormais beaucoup plus confiance en nous car, pour la première fois dans notre histoire, nous avons joué un rôle déterminant dans une opération de maintien de la paix. Et nous l'avons fait sans pratiquer une politique suiviste à l'égard des Etats-Unis. Au contraire : Washington était, au départ, assez opposé à l'intervention d'une force de paix au Timor-Oriental. Autant en raison de ses liens avec l'Indonésie que parce que le Pentagone n'était pas prêt à croire que l'armée de Djakarta soutenait de manière aussi claire les milices anti-indépendantistes qui ont mis le Timor-Oriental à sac. Ce sont les services de renseignement australien qui ont convaincu les Américains que l'Indonésie était derrière tout cela ! »

Propos recueillis par Bruno Philip

Votre mobile est un excellent journaliste.



diora.com

La radio d'info à la carte sur votre mobile.

01.30.10.30.10
numéro non surtaxé

NE SELECTIONNEZ QUE LES INFOS QUI VOUS INTERESSENT.

Grave menace de famine dans les camps de réfugiés au Timor-Occidental

L'Indonésie s'engage à désarmer les milices

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Sous vive pression internationale, le gouvernement affaibli du président Abdurrahman Wahid s'est engagé à rétablir l'ordre au Timor-Occidental où les forces indonésiennes ont, jusqu'ici, laissé des milices armées tenir le haut du pavé et contrôler les camps insalubres où sont encore regroupés près de 100 000 Est-Timorais, pour la plupart évacués de force voilà un an et aujourd'hui privés de ravitaillement.

La partie s'annonce rude. « *Le Timor-Occidental est une bombe à retardement* », a résumé un fonctionnaire de l'ONU évacué après le massacre, le 5 septembre, de trois de ses collègues par des miliciens.

Depuis le retrait de tout le personnel humanitaire la semaine dernière, les quelque 240 camps de « réfugiés » sont isolés et privés d'aide. Djakarta a promis l'envoi d'urgence de cent tonnes de riz, soit un kilo par tête, abstraction faite des dîmes prélevées au passage par les miliciens. Les rations étant déjà insuffisantes auparavant, les organisations humanitaires redoutent désormais une explosion de maladies – gale, paludisme, troubles respiratoires – dont les enfants en bas âge et les personnes âgées seront les premières victimes.

« MESSAGE DE FERMÉTÉ »

L'agence de presse officielle Antara a rapporté qu'un campement de 1 500 Est-Timorais, à 20 kilomètres au nord de Kupang, chef-lieu du Timor-Occidental, n'avait pas reçu d'aide alimentaire depuis le 28 juillet. Un porte-parole du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) a déclaré, après son évacuation de Kupang, que la famine dans les camps était une véritable menace. Faute de ravitaillement, les pensionnaires des camps risquent de recourir davantage aux vols. « *Dans les conditions actuelles, tôt ou tard nous allons devoir recourir à la brutalité pour survivre ; nous ne pensons plus qu'à*

trouver à manger », a déclaré à Antara le coordinateur d'un camp.

Aux prises avec le tollé soulevé par les meurtres de la semaine dernière, le gouvernement indonésien s'est engagé, pour la première fois, à désarmer les milices, ainsi que l'a exigé le Conseil de sécurité de l'ONU. « *Leur devoir est de désarmer les milices* », a déclaré lundi le général Rusdihardjo, chef de la police nationale, à propos des renforts de troupes dépêchés au Timor-Occidental à la veille du week-end. Susilo Bambang Yudhoyono, super-ministre de la sécurité, a annoncé de son côté qu'il souhaitait une réunion avec l'Un-taet, autorité transitoire de l'ONU qui gère le Timor-Oriental, et le CNRT, Conseil national de la résistance timoraise présidé par Xanana Gusmao, pour élaborer « *ce que nous pouvons faire dans le futur* ». Il a ajouté que miliciens et « réfugiés » au Timor-Occidental « *n'étaient pas les problèmes du seul gouvernement mais également ceux de la communauté internationale* ».

Cette dernière entend, toutefois, maintenir sa pression sur Djakarta. William Cohen, secrétaire américain à la défense, attendu en milieu de semaine dans la capitale indonésienne, est chargé d'y délivrer un « *message de fermeté* ». Surtout, dans la foulée, une mission de l'ONU se rendra en Indonésie et au Timor-Oriental : elle est du même type que celle qui avait conclu, en septembre 1999, à la nécessité de l'intervention rapide d'une force multinationale dans l'ancien territoire portugais.

La communauté internationale, qui ne veut pas déstabiliser davantage par les président Wahid, dispose de deux moyens de pression sur les militaires indonésiens : un embargo total sur les armes et l'organisation d'un tribunal international pour juger des crimes contre l'humanité au Timor-Oriental. Pour éviter d'y recourir, encore faudrait-il que l'état-major de Djakarta souhaite et, le cas échéant, puisse se débarrasser des milices.

Jean-Claude Pomonti

Jolo : espoir d'une libération rapide des derniers otages français

DES NÉGOCIATIONS devant aboutir à la libération des deux journalistes de la chaîne de télévision publique France 2, retenus en otage par des musulmans philippins sur l'île de Jolo, ont repris mardi 12 septembre, a annoncé le chef des négociateurs gouvernementaux. Roberto Aventajado, responsable des émissaires de Manille, a indiqué avoir parlé au téléphone avec le chef du groupe Abu Sayyaf, Galib Andang. Ce dernier aurait accepté « *une date* » pour la libération de Jean-Jacques Le Garrec et Roland Madura. Le médiateur libyen Rajab Azzarouq a assuré que les deux Français devraient être libérés mercredi ou jeudi de cette semaine.

Andang, le « commandant Robot », devrait téléphoner aux négociateurs gouvernementaux dès que « *la situation sera stabilisée* » dans le camp des rebelles, a expliqué M. Aventajado, en faisant allusion aux luttes entre factions qui ont éclaté samedi et qui ont empêché la libération prévue des deux journalistes. Les deux hommes ont été faits prisonniers en juillet avec leur consœur Maryse Burgot, déjà libérée, alors qu'ils couvraient la crise des otages. Sur le groupe des vingt et une personnes, dont dix touristes, enlevées le 23 avril sur l'île malaisienne de Sipadan, seul un moniteur de plongée philippin est toujours retenu par les rebelles. Le groupe du « commandant Robot » détient également quinze autres Philippins. Un autre groupe musulman retient un Américain.

Par ailleurs, la Libye, qui sert de médiateur dans cette crise, a accueilli lundi 11 septembre les quatre Européens libérés samedi, s'important, pour la deuxième fois, comme

une escale obligée pour les ex-otages, en l'occurrence l'Allemand Marc Wallert, le Français Stéphane Loisy et les Finlandais Seppo Juhani et Risto Vahanen. Les hommes libérés ont justifié leur présence à Tripoli par les efforts déployés par les autorités de ce pays pour leur libération. « *Je n'ai pas d'états d'âme*, a indiqué le Français Stéphane Loisy. *Les Libyens ont fait tout leur possible pour nous libérer. C'est juste que nous soyons là pour les remercier.* » « *Ce sera un grand plaisir pour nous tous de passer la nuit à Tripoli*, a renchéri le Finlandais Risto Vahanen. *Nous sommes tellement reconnaissants à M. Azzarouq que nous sommes vraiment heureux d'être ici avec lui.* »

CÉRÉMONIE À TRIPOLI

La fondation que dirige Seif al-Islam, le fils du colonel Mouammar Kadhafi, est au cœur des tractations menées avec les rebelles de Jolo. La cérémonie de remise des otages, d'abord annoncée à la caserne de Bab al-Azizia, devait avoir finalement lieu sur la place Verte, en plein centre de Tripoli. La caserne de Bab al-Azizia avait été bombardée par des avions américains en 1986 et le changement de lieu pourrait avoir été décidé afin de « *ne pas gêner les officiels européens et leurs alliés américains* », indique-t-on dit de source diplomatique.

La cérémonie devait avoir lieu en présence de Seif al-Islam, a ajouté un porte-parole de la fondation. Le mois dernier, le fils du dirigeant libyen n'avait pas assisté à une manifestation similaire organisée après la libération de six autres otages de Jolo. Stéphane Loisy devait arriver dans la journée de mardi à Paris. – (AFP, Reuters.)

A Hongkong, trois ans après la rétrocession les communistes ne font plus peur

Poussée des forces pro-Pékin aux élections législatives

L'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hongkong (DAB), le parti pro-Pékin, a obtenu 29,6 % des voix aux élections législatives di-

manche 10 septembre, un gain de 4,4 points par rapport à 1998. Le Parti démocrate, opposant, perd 8 points à 34,7 %. Le gouvernement de Pé-

kin a su ne pas effrayer l'opinion et détourner les responsabilités des erreurs sur la faiblesse des dirigeants locaux.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

C'est une divine surprise pour Pékin : l'exercice démocratique ne lui est pas nécessairement défavorable. Après le traumatisme qu'a constitué au printemps la déroute électorale à Taiwan du Kouomintang – symbole d'un ancien parti unique balayé par les urnes –, le scrutin législatif de Hongkong du dimanche 10 septembre a tout lieu de rassurer le régime chinois.

L'Alliance démocratique pour l'amélioration de Hongkong (DAB selon l'acronyme anglais) – le parti pro-Pékin – renforce en effet son influence au détriment du Parti démocrate – le parti de la défiance à l'égard de Pékin –, qui essuie lors de ce scrutin un sévère camouflet. Le président du Parti démocrate, Martin Lee, a commenté en termes amers le recul de son mouvement en le qualifiant de « *très sérieux* ».

Les leçons politiques de la consultation ne peuvent porter que sur le contingent de 24 sièges (sur 60) pourvus selon le suffrage universel. Le Parti démocrate ne recueille que 34,7 % des suffrages exprimés, soit

un recul de près de 8 points par rapport au dernier scrutin de 1998. Comparée à la consultation de 1995, sa baisse d'influence monte à 22,7 points. En sens inverse, le DAB pro-Pékin gagne 4,4 points en passant de 25,2 % en 1998 à 29,6 % cette année.

Trois ans après la rétrocession de Hongkong à la Chine, les grosses frayeurs qu'inspirait le régime communiste – surtout après la tragédie de Tiananmen en 1989 – se sont ainsi partiellement dissipées. La formule « un pays, deux systèmes » garantissant un « *haut degré d'autonomie* » au territoire après la rétrocession de 1997 n'est sûrement pas une franche réussite : la manière dont Pékin s'est assuré la haute main sur la vie locale illustre la fragilité de ce beau concept. Mais le gouvernement central a eu la finesse de recomposer à sa guise le paysage hongkongais avec discrétion afin de ne pas effrayer l'opinion ou alerter la communauté internationale. Les bourdes grossières ont été dans l'ensemble évitées. De sorte que les sondages indiquent que l'opinion tend à imputer les ratés du système

d'avantage à la faiblesse des dirigeants locaux – au premier rang desquels le chef de l'exécutif Tung Chee-hwa – qu'à l'interventionnisme du gouvernement central. Joli coup que celui réussi par Pékin, qui verrouille sans avoir l'air d'y toucher.

Outre cette habileté tactique, la poussée du DAB – un mouvement issu de la clandestinité des structures communistes locales – est le fruit d'un gros travail d'enracinement dans les quartiers populaires. A force de tisser sa toile à travers de multiples associations de voisinage, le DAB a su se constituer un véritable réseau de fidèles, parfois lubrifié par des subsides généreusement octroyés par les sociétés continentales basées dans le territoire. Face à cette machine en marche, le Parti démocrate est apparu singulièrement impuissant.

QUERELLES INTESTINES

L'après-rétrocession n'ayant pas été vécu par la population comme une apocalypse politique, le discours traditionnel du Parti démocrate sur la démocratie et les droits de l'homme s'est quelque peu essoufflé

- Forte progression du bénéfice net part du groupe (2,6 milliards d'euros)
- BNP PARIBAS N°2 des banques de la zone euro par le résultat

Le bénéfice net part du groupe marque une progression de 60 % par rapport au résultat pro forma du 1^{er} semestre 1999, soit 17,3 % hors charges de restructuration, et provient des bonnes performances opérationnelles des différents pôles d'activité. La fusion se réalise sans perte de clientèle ni perturbation dans l'activité. BNP Paribas est en avance sur son projet industriel et réalise les synergies de coûts annoncées plus vite que prévu. Pour chacun de ses trois grands domaines d'activité – banque de détail, banque de financement et d'investissement, banque privée et gestion d'actifs –, BNP Paribas a défini les stratégies de développement rendues possible par sa dimension et le niveau de ses résultats et engagé les actions de fond nécessaires à leur mise en œuvre.

LA BANQUE DE DÉTAIL

La Banque de Détail en France a continué à axer sa politique commerciale sur les produits et segments de clientèle les plus rentables, en poursuivant l'amélioration de son coefficient d'exploitation et en confortant sa position de leader de la banque électronique. Le résultat net avant impôt s'élève à 528 millions d'euros au 1^{er} semestre 2000 (+ 17,9 % par rapport au 1^{er} semestre 1999).

La Banque de Détail à l'International a maintenu une rentabilité élevée dans un périmètre élargi par l'intégration globale de Sierra West, banque de l'ouest des Etats-Unis acquise par BancWest, et par l'intégration globale de quatre filiales de banque à réseau en Afrique. Le résultat net avant impôt est de 205 millions d'euros (+ 45,4 %).

Les Services Financiers Spécialisés ont maintenu leur rentabilité tout en accélérant leurs investissements de développement. Le résultat net avant impôt atteint 261 millions d'euros (+ 12,0 %).

Retrouvez le communiqué de presse et l'ensemble du dossier de présentation sur le site

Cetelem a poursuivi son développement international avec des ouvertures au Brésil, en Slovaquie et en Corée. La croissance des encours à l'étranger est de 38 %. BNP Paribas Lease Group a accru ses encours à l'étranger de 15 %. Cortal conforte sa position de numéro 1 du courtage électronique en France avec une part de marché de 33 %.

LA BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La Banque de Financement et d'Investissement (BFI) a réalisé un résultat net avant impôt de 1 436 millions d'euros (+ 19,2 %). Simultanément, le capital alloué a été réduit conformément au projet industriel. BNP Paribas bénéficie d'une large base de clientèle d'entreprises en Europe comme en Amérique du Nord et en Asie, et d'un portefeuille d'activités diversifié, parmi lesquelles elle occupe, sur plusieurs métiers, des positions de leader mondial.

Le groupe est déterminé à tirer parti de ces avantages concurrentiels pour renforcer encore son positionnement en centrant ses efforts de pénétration sur l'Europe et en développant sa forte assise en Asie et ses spécialités aux Etats-Unis.

LA BANQUE PRIVÉE ET LA GESTION D'ACTIFS

Ce pôle enregistre un résultat net avant impôt de 478 millions d'euros (+ 59,9 %). La Banque privée figure dans les dix premiers mondiaux avec 120 000 clients pour 104 milliards d'euros d'actifs. La gestion d'actifs porte sur 222 milliards d'euros au 30 juin 2000.

BNP PARIBAS CAPITAL

BNP Paribas Capital, qui a dégaugé un résultat net avant impôt de 599 millions d'euros (- 4,8 %), a poursuivi sa politique de cession des investissements directs et de développement des fonds de "private equity".

+ 24,6 %

Résultat brut d'exploitation (en milliards d'€)

(en millions d'€)	1 ^{er} sem. 2000 (*)	Variation 00/99
Produit net bancaire	8 385	+ 14,8 %
(Frais de gestion)	(5 142)	(+ 9,3 %)
Résultat brut d'exploitation	3 243	+ 24,6 %
(Coût du risque)	(431)	(+ 29,4 %)
Résultat d'exploitation	2 812	+ 23,9 %
Résultat net part du groupe, avant charges de restructuration	2 594	+ 17,3 %
Résultat net part du groupe, après charges de restructuration	2 594	+ 60,5 %

(*) Ces résultats ont fait l'objet des diligences visant à apprécier leur sincérité par les commissaires aux comptes dans le cadre de leur examen limité semestriel, conformément aux normes de la profession.

BNP PARIBAS
LA BANQUE D'UN MONDE QUI CHANGE

Le « Moscow Times » conteste l'élection de Vladimir Poutine

MOSCOU. Le quotidien moscovite de langue anglaise *Moscow Times* a mis en doute, dans un dossier publié samedi 9 septembre, la conformité du scrutin qui, en mars 2000, a porté, dès le premier tour, Vladimir Poutine à la présidence de la Russie. Falsification des procès-verbaux, bourrages d'urnes, pressions sur l'électorat sont dénoncés par le *Moscow Times*. Par exemple au Daguestan, les journalistes du *Moscow Times* ont constaté que 551 643 voix avaient été indûment attribuées au candidat Poutine. Mais la principale anomalie est l'inscription sur les listes électorales de 1,3 million d'électeurs supplémentaires entre les législatives de décembre 1999 et la présidentielle de mars. Le journal cite aussi des observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) exprimant leur « dégoût » face au « ton insipide » du communiqué officiel émis par cette organisation au lendemain de l'élection.

La Commission européenne veut renforcer la lutte contre les cartels

STOCKHOLM. Le commissaire européen à la concurrence, Mario Monti, a affirmé, lundi 11 septembre à Stockholm, que le renforcement de la lutte contre les cartels exigeait des sanctions pénales et financières plus lourdes. « Les cartels sont le cancer de l'économie de marché (...) et ce sont toujours la société et les consommateurs qui règlent la facture », a souligné le commissaire. Mario Monti a souligné que, contrairement aux pratiques américaines, la Commission européenne ne dispose pas du pouvoir d'infliger des sanctions au pénal.

Il a regretté que les perquisitions des résidences privées des dirigeants d'entreprises ne soient pas légales dans la plupart des pays de l'Union européenne. Or, a-t-il dit, des pièces matérielles disparaissent souvent des locaux des sociétés pour être stockées chez des particuliers. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **AFRIQUE DU SUD** : le ministre sud-africain de la sécurité, Steve Tshwete, a exprimé la crainte, lundi 11 septembre, que l'Afrique du Sud ne soit confrontée à une situation à l'algérienne à propos de la vague d'attentats commis depuis trois ans, et en particulier de l'assassinat d'un juge antiterroriste, le 7 septembre, et d'un attentat à la voiture piégée le lendemain. M. Tshwete a attribué les derniers attentats à la milice islamiste Pagad (Peuple contre le gangstérisme et la drogue). — (AFP)

■ **ALLEMAGNE-RUSSIE** : le plus grand cimetière militaire allemand vient d'ouvrir ses portes près de Saint-Petersbourg, en Russie. Il est appelé à accueillir les corps de 80 000 soldats de la Wehrmacht tombés pendant le siège de Léningrad (1941-1944) et jusqu'ici dispersés dans les cimetières de la région. Ce symbole de réconciliation a été rendu possible par un accord entre l'Allemagne et la Russie datant de 1992. — (AP)

■ **ALGÉRIE** : l'universitaire et opposant Ali Ben Saad, qui vit en exil en Europe depuis cinq ans, compte regagner son pays mercredi 13 septembre. Agé de 45 ans, Ali Ben Saad était enseignant à l'université de Constantine lorsqu'il a été la cible de ce qu'il considère comme une « traque » de la part des autorités algériennes. Ces dernières lui auraient reproché notamment son appartenance au Mouvement des universitaires pour la démocratie et son engagement contre le général Betchine. Les directeurs des journaux *El Watan*, *Le Matin* et *El Khabar* ont décidé de venir à Marseille pour le ramener à Constantine. — (Reuters)

Le pouvoir guinéen durcit son attitude face à l'opposition et aux pays voisins

L'opposant Alpha Condé a été condamné à cinq ans de prison

Alpha Condé, jugé pour avoir fomenté une rébellion armée, ce qu'il a toujours nié, a été condamné, lundi 11 septembre, à cinq années de prison, au terme d'un

procès controversé. La Guinée dénonce, par ailleurs, les incursions menées sur son sol par des groupes libériens ou sierra-léonais.

L'OPPOSANT guinéen Alpha Condé a été condamné à cinq ans de réclusion criminelle incluant une peine de travaux forcés par la Cour de sûreté de l'Etat à Conakry, qui le jugeait depuis le 12 avril pour atteinte à l'autorité de l'Etat, a-t-on appris, lundi 11 septembre, de source judiciaire. Sept de ses 47 coaccusés ont été condamnés à des peines de 18 mois à 3 ans de prison. Les autres ont bénéficié d'un non-lieu ou ont été acquittés « au bénéfice du doute ». La réclusion à perpétuité avait été requise contre M. Condé par le procureur. Alpha Condé, soixante ans, lea-

der du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), avait été arrêté en décembre 1998 au cours d'une élection présidentielle à laquelle il était candidat face au président Lansana Conté. Interpellé près de la frontière ivoirienne, il était accusé par le gouvernement d'avoir eu l'intention de quitter le pays, afin de préparer depuis l'extérieur une déstabilisation du régime par les armes.

Pendant toute la durée de son procès, Alpha Condé a refusé de s'expliquer, estimant qu'il n'avait pas à répondre à des accusations « fantaisistes ». Mais, au dernier

jour, il a lu à l'audience un texte dans lequel il affirme que « tout ce qu'on [lui] impute est faux ». « Je n'ai jamais voulu sortir du pays. Tous les témoins à charge sont des faux témoins, a-t-il assuré. Je suis un intellectuel, mon combat est un combat d'idées et mes armes, la plume et la parole. »

Alpha Condé avait été condamné à mort par contumace en 1970, alors qu'il vivait en France, par le régime de Sékou Touré, qui l'accusait d'être un des instigateurs du débarquement de mercenaires à Conakry. Il a ensuite animé depuis son exil en France plusieurs mouvements de Guinéens opposés à la dictature. Sékou Touré mort, en 1984, et un coup d'Etat militaire ayant porté le général Lansana Conté à la tête du pays, M. Condé s'est lancé dans la lutte pour l'instauration du multipartisme. Il a créé en 1988 le Rassemblement du peuple de Guinée, est rentré au pays en 1991 et s'est présenté à la présidentielle de 1993. Il a perdu face à Lansana Conté, mais a prouvé sa grande popularité en Haute-Guinée, sa région d'origine. Elu député en 1995, il a été de nouveau candidat à l'élection présidentielle du 14 décembre 1998, et a été arrêté avant la proclamation des résultats. — (AFP, Reuters.)

Tensions aux frontières et rafles à Conakry

Les tensions persistent aux frontières de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone et, parallèlement, le pouvoir guinéen a organisé ces derniers jours des rafles à Conakry d'au moins un millier de ressortissants libériens et sierra-léonais. Les arrestations ont commencé le 8 septembre peu après un discours du président Lansana Conté appelant à « écraser l'envahisseur ». Le premier ministre guinéen, Lamine Sidimé, a appelé lundi 11 septembre la communauté internationale à « intervenir et soutenir la Guinée » face à « l'agression » dont elle est victime. Selon Conakry, des incursions armées lancées depuis le Liberia et la Sierra Leone ont fait environ 80 morts et une dizaine de disparus depuis le 1^{er} septembre.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est inquiété lundi des risques de contagion, estimant que les « tensions à la frontière entre le Liberia et la Guinée (...) pourraient avoir des conséquences défavorables en Sierra Leone ». — (AFP, Reuters.)

Paris ne s'opposerait pas à l'opération « Un avion pour l'Irak »

LE MINISTRE des transports, Jean-Claude Gayssot, leur ayant fait savoir que leur projet « peut être envisagé favorablement », pour peu que les procédures douanières exigées par l'ONU soient accomplies, et la compagnie Air France leur ayant

demandé un simple délai pour étudier la faisabilité technique de l'opération, les quatre associations françaises organisatrices du vol « Un avion pour l'Irak » sont plus déterminées que jamais à aller jusqu'au bout de leur initiative. Celle-ci est destinée à violer « légalement » l'embargo imposé sur les vols passagers à destination de l'Irak (Le Monde des 23 juin, 9 et 23 août).

Outre le soutien de quelque quatre cents personnalités de différents secteurs de la vie civile, une centaine de candidats ont déjà confirmé leur intention de participer au vol, ont annoncé lundi 11 septembre, lors d'une conférence de presse, les organisations non gouvernementales (ONG) concernées : Enfants du monde-droits de l'homme, les Amitiés franco-irakiennes, Co-développement tiers-monde, et Coopération internationale pour la levée de l'embargo.

PORTÉE SYMBOLIQUE

Air France est leur premier choix pour que l'opération prenne toute sa portée symbolique et pour que le gouvernement français « accorde ses actes à sa parole », puisqu'il considère lui aussi que les vols passagers à destination de l'Irak ne sont pas concernés par l'embargo imposé à ce pays en 1990. La compagnie nationale, qui, dans un premier temps, avait fait valoir qu'une réponse favorable était tributaire du feu vert de l'autorité de tutelle, ne demande plus désormais qu'un report du vol, prévu pour le 29 septembre. Elle souhaite envoyer une mission technique à Bagdad pour s'assurer que l'aéroport est opérationnel. Les organisateurs ne désespèrent pas de la convaincre d'entreprendre cette mission dans les délais les plus courts pour que la date prévue soit respectée.

De son côté, M. Gayssot, dans un récent courrier au député communiste du Val-de-Marne Jean-Claude Lefort, a estimé que, dans la mesure où il s'agit d'un vol passagers, « il n'entre pas, en toute logique, dans le cadre financier et commercial tel que défini par les deux résolutions (661 et

670) du Conseil de sécurité » interdisant les transactions commerciales et financières. « La cargaison, précisait le ministre, devra être inspectée par les douanes françaises » pour que celles-ci puissent certifier au comité des sanctions de l'ONU que l'avion ne transporte pas de « produits commercialisables ».

Par précaution, les organisateurs n'en sont pas moins en contact avec des compagnies privées, française et européennes (de l'Ouest et de l'Est), qui selon eux seraient néanmoins soumises à des « pressions », notamment américaines et britanniques, visant à saboter le projet.

Pour ses organisateurs, cette opération n'est en aucun cas une manifestation de soutien au régime irakien. Elle a pour seul but de briser symboliquement un embargo qui ne pénalise que la population. Les participants au vol visiteront des structures socio-médicales, et des quartiers déshérités de la capitale et rencontreront des représentants d'ONG. Admettant que les autorités irakiennes risquent de vouloir « récupérer » l'initiative, elles affirment qu'elles s'emploieront à l'éviter.

Leur démarche ne convainc pas certains opposants au régime de Bagdad, dont « elle vise à briser l'isolement, estime Raid Fahmi, du Parti communiste et d'autres formations de l'opposition demandant la levée de l'embargo économique, transport aérien inclus, mais l'initiative des ONG françaises n'apportera aucun bénéfice à la population ». C'est le pouvoir à Bagdad, ajoute-t-il, qui va « se sentir renforcé » alors qu'il contribue largement aux privations dont souffrent les Irakiens, par le biais notamment du contrôle exclusif des circuits financiers légaux et occultes. Pour M. Fahmi, la question de l'embargo est « hautement politique et pas seulement humanitaire. Elle doit donc être abordée dans sa complexité ».

Mouna Naïm

Un rapport sur la répression cubaine contre les journalistes indépendants

CUBA est aujourd'hui le seul pays d'Amérique latine où le gouvernement, en décrétant que la liberté de la presse doit être « conforme aux objectifs de la société socialiste », exerce un contrôle total sur l'information parvenant à la population, avance l'organisation Reporters sans frontières (RSF) dans un rapport consacré aux journalistes indépendants dans l'île communiste et rendu public mardi 12 septembre. Cuba est également, ajoute l'organisation au terme d'une mission d'une semaine sur place, « le seul pays de la région où des journalistes sont emprisonnés en raison de leur activité professionnelle ».

Le rapport s'attache à comprendre la mécanique de la répression qui touche les journalistes indépendants et sort de l'anonymat les principales victimes de cette répression. Si cinq journalistes ont été jugés et condamnés à des peines de prison depuis 1997, actuellement, trois d'entre eux sont toujours détenus. Il s'agit de Bernardo Arévalo, Jesus Joel Diaz Hernandez et Manuel Antonio Gonzalez Castellanos, accusés d'« outrage » ou de « dangerosité sociale ». Le chef d'inculpation le plus souvent retenu contre les journalistes non officiels est l'« association illicite », inexorable puisque les autorités refusent toutes les demandes de légalisation de leurs statuts.

Parmi les inculpés, José Edel Garcia Diaz est en attente d'être jugé pour cinq délits : « outrage, association illicite, collaboration avec l'ennemi, diffusion de nouvelles fausses et espionnage ». Oswaldo de Céspedes, ancien médecin des hôpitaux, est accusé depuis 1995 d'« association illicite » et de « propagande ennemie ».

Le rapport détaille avec minutie le harcèlement dont font l'objet les journalistes indépendants dans l'exercice de leur fonction. Pour maintenir le monopole de l'information d'Etat, les autorités utilisent aussi bien la répression pure et dure que l'isolement social des journalistes indépendants pour les pousser à l'exil. Quatorze d'entre eux ont quitté l'île en 1999 et dix-neuf depuis début 2000. Ils avaient été dix-sept seulement, entre 1993 et 1998, d'après les données que RSF a pu collecter.

Dans ce panorama assez noir, l'organisation relève que malgré toutes les difficultés il y a une augmentation sensible de leur nombre. « La multiplication des sites Internet diffusant leurs articles et la reconnaissance dont ils ont bénéficié lors du sommet ibéro-américain de La Havane démontrent, selon RSF, qu'ils ont gagné un espace grâce à la mobilisation internationale. »

En conclusion, RSF demande aux pays membres de l'Union européenne et aux pays du groupe Afrique, Caraïbe et Pacifique (ACP) d'« intervenir auprès des autorités cubaines en faveur de la légalisation des agences de presse ». L'organisation recommande également à la presse des pays démocratiques de collaborer avec les journalistes indépendants, notamment en publiant leurs articles. « Outre un soutien financier, une telle collaboration représenterait une reconnaissance de leur travail et permettrait de rompre l'isolement dans lequel ils sont confinés », conclut le rapport.

Alain Abellard

★ Cuba, harcèlement, exil, incarcération, RSF, septembre 2000. Le rapport est disponible sur le site de l'organisation : www.rsff.org

REXEL

Leader mondial de la distribution de matériel électrique

20 000 collaborateurs

Présent dans 30 pays

1 600 points de vente

Nouvelle forte progression des résultats

Le Conseil d'Administration de Rexel, réuni sous la présidence d'Alain REDHEUIL, a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 2000.

L'évolution des résultats consolidés a été la suivante :

	(en millions d'euros)		Var. en %	(en millions de francs)	
	1 ^{er} semestre(*)	2000		1 ^{er} semestre(*)	1999
Chiffre d'affaires	3 265,1	2 615,6	+ 24,8 %	21 418,9	17 158,2
Résultat d'exploitation	176,6	141,0	+ 25,2 %	1 158,3	925,2
Résultat net avant amortissements des survaleurs	89,6	72,1	+ 24,1 %	587,6	473,5
Résultat net part du groupe	79,6	64,9	+ 22,6 %	522,2	426,0

(*) Chiffres 2000 et 1999 aux nouvelles normes comptables en vigueur dans le groupe depuis le 01/01/2000.

Le premier semestre 2000 confirme à nouveau la capacité de Rexel à générer une forte croissance interne et externe et une hausse significative des résultats. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 24,8 % pour s'élever à 3 265,1 M€ (21 418,9 MF) et le résultat d'exploitation a augmenté de 25,2 % à 176,6 M€ (1 158,3 MF).

Croissance interne très dynamique soutenue par des marchés porteurs

Une politique commerciale offensive, soutenue par des marchés porteurs dans la plupart des pays où le groupe est présent a permis une nouvelle accélération de la croissance interne : à structure, taux de change et jours comparables, l'activité a crû sur le semestre de + 6,8 %. Avec + 8,4 % de croissance le 2^e trimestre marque une nouvelle progression par rapport au 1^{er} trimestre (+ 5,0 %).

L'activité a été en forte hausse dans l'ensemble des zones géographiques, avec notamment une belle reprise aux USA (+ 8,2 % à jours comparables).

Croissance externe : poursuite des acquisitions

Durant le 1^{er} semestre 2000, Rexel a poursuivi sa dynamique de croissance externe pour renforcer ses parts de marchés dans les pays développés et préparer de futurs relais de croissance en Amérique du Sud et en Chine.

Rexel a réalisé 10 acquisitions représentant un chiffre d'affaires total annuel de 305 M€ (1 998 MF) dont les principales sont Branch Electric et Maverick aux États-Unis (249 M€ / 1 633 MF).

D'autre part, le groupe a bénéficié de l'impact positif des acquisitions réalisées en 1999 avec un effet report au 1^{er} semestre 2000 de 119 M€ / 778 MF.

L'impact de la variation des taux de change a été positif à hauteur de 154 M€ (1 009 MF).

Résultats : croissance du résultat d'exploitation

La marge brute progresse de 24,3 % pour s'établir à 819,3 M€ (5 374,3 MF), soit 25,1 % du chiffre d'affaires.

Les charges d'exploitation, quant à elles, progressent moins vite que le chiffre d'affaires à + 24,1 %. De ce fait, le résultat d'exploitation s'améliore de + 25,2 %, pour s'établir à 176,6 M€ (1 158,3 MF) soit 5,4 % du chiffre d'affaires.

La politique de croissance externe et la hausse des taux ont entraîné une augmentation de la charge financière de 13,0 M€ (85,4 MF), les frais financiers s'élevant à 35,2 M€ (231,0 MF) contre 22,2 M€ (145,6 MF) au 1^{er} semestre 1999. En revanche, le résultat exceptionnel négatif a diminué pour s'établir à 8,4 M€ (55 MF) contre 11,6 M€ (76,4 MF) au 1^{er} semestre 1999.

Le résultat net consolidé avant amortissements des écarts d'acquisition s'élève à 89,6 M€ (587,6 MF) contre 72,1 M€ (473,5 MF) au 1^{er} semestre 1999, en croissance de 24,1 %. Le résultat net part du groupe s'établit à 79,6 M€ (522,2 MF) contre 64,9 M€ (426,0 MF) en progrès de 22,6 %.

La structure financière est solide et les capitaux propres totaux sont en progression à 1 150,6 M€ (7 547,8 MF) contre 988,2 M€ (6 482,6 MF) au 30 juin 1999. Le ratio de dettes financières sur fonds propres ressort au 30 juin 2000 à 0,86 contre 0,81 au 30 juin 1999.

Perspectives d'activité soutenue au 2nd semestre et acquisition majeure en Amérique du Nord

La forte croissance de l'activité du 1^{er} semestre, à périmètre constant, s'est poursuivie durant l'été. Pour l'ensemble du groupe, la croissance est de 6,8 % à structure et jours constants au 31 août 2000 et de 24,6 % en réel.

Rexel a annoncé le 20 juillet le lancement d'une offre d'achat amicale sur la société canadienne Westburne (CA 99 de 2,47 Mds C\$, soit 1,77 Mds €) pour 987 M C\$ (707 M€). Cette opération qui sera finalisée fin septembre conforte considérablement les positions de Rexel outre-Atlantique. Avec désormais un rang de N° 3, Rexel devient un acteur majeur en Amérique du Nord. Cette acquisition aura un impact positif sur le bénéfice par action de Rexel dès 2000.

De même, Rexel poursuit son expansion en Europe de l'Est avec l'acquisition en cours de la société de distribution de matériel électrique Slovène Electronabava (CA de 61 M€, soit 400 MF), N° 1 avec 40 % sur son marché.

Leader mondial de la distribution de matériel électrique

20 000 collaborateurs

Présent dans 30 pays

1 600 points de vente

Nouvelle forte progression des résultats

Le Conseil d'Administration de Rexel, réuni sous la présidence d'Alain REDHEUIL, a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 2000.

L'évolution des résultats consolidés a été la suivante :

	(en millions d'euros)		Var. en %	(en millions de francs)	
	1 ^{er} semestre(*)	2000		1 ^{er} semestre(*)	1999
Chiffre d'affaires	3 265,1	2 615,6	+ 24,8 %	21 418,9	17 158,2
Résultat d'exploitation	176,6	141,0	+ 25,2 %	1 158,3	925,2
Résultat net avant amortissements des survaleurs	89,6	72,1	+ 24,1 %	587,6	473,5
Résultat net part du groupe	79,6	64,9	+ 22,6 %	522,2	426,0

(*) Chiffres 2000 et 1999 aux nouvelles normes comptables en vigueur dans le groupe depuis le 01/01/2000.

Le premier semestre 2000 confirme à nouveau la capacité de Rexel à générer une forte croissance interne et externe et une hausse significative des résultats. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 24,8 % pour s'élever à 3 265,1 M€ (21 418,9 MF) et le résultat d'exploitation a augmenté de 25,2 % à 176,6 M€ (1 158,3 MF).

Croissance interne très dynamique soutenue par des marchés porteurs

Une politique commerciale offensive, soutenue par des marchés porteurs dans la plupart des pays où le groupe est présent a permis une nouvelle accélération de la croissance interne : à structure, taux de change et jours comparables, l'activité a crû sur le semestre de + 6,8 %. Avec + 8,4 % de croissance le 2^e trimestre marque une nouvelle progression par rapport au 1^{er} trimestre (+ 5,0 %).

L'activité a été en forte hausse dans l'ensemble des zones géographiques, avec notamment une belle reprise aux USA (+ 8,2 % à jours comparables).

Croissance externe : poursuite des acquisitions

Durant le 1^{er} semestre 2000, Rexel a poursuivi sa dynamique de croissance externe pour renforcer ses parts de marchés dans les pays développés et préparer de futurs relais de croissance en Amérique du Sud et en Chine.

Rexel a réalisé 10 acquisitions représentant un chiffre d'affaires total annuel de 305 M€ (1 998 MF) dont les principales sont Branch Electric et Maverick aux États-Unis (249 M€ / 1 633 MF).

D'autre part, le groupe a bénéficié de l'impact positif des acquisitions réalisées en 1999 avec un effet report au 1^{er} semestre 2000 de 119 M€ / 778 MF.

L'impact de la variation des taux de change a été positif à hauteur de 154 M€ (1 009 MF).

Leader mondial de la distribution de matériel électrique

20 000 collaborateurs

Présent dans 30 pays

1 600 points de vente

Nouvelle forte progression des résultats

Le Conseil d'Administration de Rexel, réuni sous la présidence d'Alain REDHEUIL, a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 2000.

L'évolution des résultats consolidés a été la suivante :

	(en millions d'euros)		Var. en %	(en millions de francs)	
	1 ^{er} semestre(*)	2000		1 ^{er} semestre(*)	1999
Chiffre d'affaires	3 265,1	2 615,6	+ 24,8 %	21 418,9	17 158,2
Résultat d'exploitation	176,6	141,0	+ 25,2 %	1 158,3	925,2
Résultat net avant amortissements des survaleurs	89,6	72,1	+ 24,1 %	587,6	473,5
Résultat net part du groupe	79,6	64,9	+ 22,6 %	522,2	426,0

(*) Chiffres 2000 et 1999 aux nouvelles normes comptables en vigueur dans le groupe depuis le 01/01/2000.

Le premier semestre 2000 confirme à nouveau la capacité de Rexel à générer une forte croissance interne et externe et une hausse significative des résultats. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 24,8 % pour s'élever à 3 265,1 M€ (21 418,9 MF) et le résultat d'exploitation a augmenté de 25,2 % à 176,6 M€ (1 158,3 MF).

Croissance interne très dynamique soutenue par des marchés porteurs

Une politique commerciale offensive, soutenue par des marchés porteurs dans la plupart des pays où le groupe est présent a permis une nouvelle accélération de la croissance interne : à structure, taux de change et jours comparables, l'activité a crû sur le semestre de + 6,8 %. Avec + 8,4 % de croissance le 2^e trimestre marque une nouvelle progression par rapport au 1^{er} trimestre (+ 5,0 %).

L'activité a été en forte hausse dans l'ensemble des zones géographiques, avec notamment une belle reprise aux USA (+ 8,2 % à jours comparables).

Croissance externe : poursuite des acquisitions

Durant le 1^{er} semestre 2000, Rexel a poursuivi sa dynamique de croissance externe pour renforcer ses parts de marchés dans les pays développés et préparer de futurs relais de croissance en Amérique du Sud et en Chine.

Rexel a réalisé 10 acquisitions représentant un chiffre d'affaires total annuel de 305 M€ (1 998 MF) dont les principales sont Branch Electric et Maverick aux États-Unis (249 M€ / 1 633 MF).

D'autre part, le groupe a bénéficié de l'impact positif des acquisitions réalisées en 1999 avec un effet report au 1^{er} semestre 2000 de 119 M€ / 778 MF.

L'impact de la variation des taux de change a été positif à hauteur de 154 M€ (1 009 MF).

Leader mondial de la distribution de matériel électrique

20 000 collaborateurs

Présent dans 30 pays

1 600 points de vente

Nouvelle forte progression des résultats

Le Conseil d'Administration de Rexel, réuni sous la présidence d'Alain REDHEUIL, a arrêté les comptes du 1^{er} semestre 2000.

L'évolution des résultats consolidés a été la suivante :

	(en millions d'euros)		Var. en %	(en millions de francs)	
	1 ^{er} semestre(*)	2000		1 ^{er} semestre(*)	1999
Chiffre d'affaires	3 265,1	2 615,6	+ 24,8 %	21 418,9	17 158,2
Résultat d'exploitation	176,6	141,0	+ 25,2 %	1 158,3	925,2
Résultat net avant amortissements des survaleurs	89,6	72,1	+ 24,1 %	587,6	473,5

Tony Blair refuse de « céder aux barrages » des transporteurs routiers britanniques

L'entourage du premier ministre repousse le « mauvais exemple » français

« Nous ne pouvons pas modifier notre politique des carburants à cause de barrages ou de blocus », a averti M. Blair : « Ce n'est pas ainsi

qu'on fait de la politique en Grande-Bretagne. » Les trois quarts des raffineries sont bloquées outre-Manche et une station-service sur cinq est

à sec. Les routiers demandent une baisse des taxes sur les carburants. Les manifestations se poursuivent en Belgique et en Allemagne.

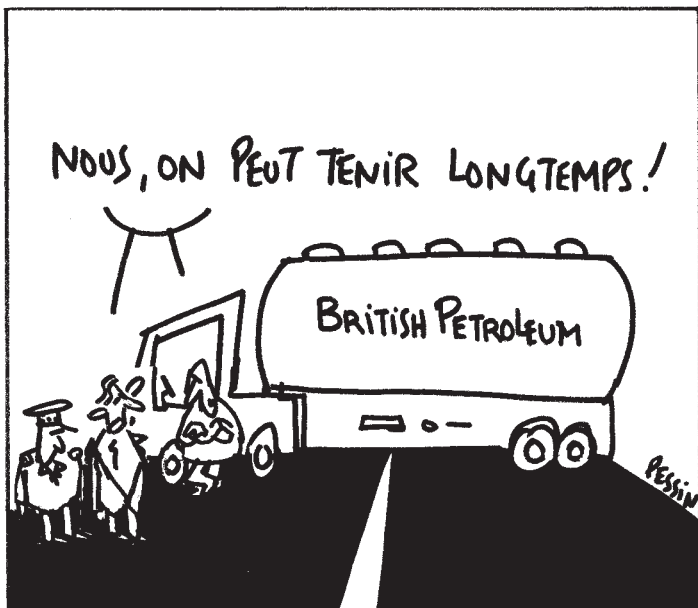
LONDRES

de notre correspondant

Foin du « mauvais exemple » français – ainsi fustigé par l'un de ses proches conseillers –, le premier ministre britannique, Tony Blair, a fermement fait savoir, lundi soir 11 septembre, qu'au contraire de Lionel Jospin, il ne céderait pas aux protestations des professionnels de la route contre la hausse des prix de l'essence. Tandis que les transporteurs routiers, secondés par des agriculteurs et des flottilles de taxis poursuivaient mardi matin le blocus des trois quarts des raffineries et dépôts de carburant du pays, empêchant tout approvisionnement des stations-service et autres détaillants dans la moitié nord du royaume, le chef du gouvernement affichait une tranquille fermeté : « Nous ne pouvons pas modifier notre politique des carburants à cause de barrages ou de blocus », a averti M. Blair : « Ce n'est pas ainsi qu'on fait de la politique en Grande-Bretagne et, tant qu'il en tiendra à moi, ce ne sera jamais le cas. »

Comme le notait lundi soir Mark Mardell, un commentateur de la BBC, dans ce cas d'espèce comme dans d'autres qui l'ont précédé, « le premier ministre préfère apparaître « thatchérien » plutôt que « callaghanien » », du nom du premier ministre travailliste qui dut céder aux grandes grèves syndicales des années 70. « Jamais plus cela », affirme-t-on dans l'entourage de M. Blair.

Le premier ministre pourra-t-il maintenir sa position intransigeante jusqu'au bout ? Tout va évidemment dépendre de la suite des événements et, d'abord, du soutien ou de l'apathie du grand public vis-à-vis des protestataires. Jusqu'ici, à en juger aussi bien par les mini-sondages réalisés pour les médias audiovisuels en continu que par une série de « micro-trottoirs » improvisés ici et là, les automobilistes privés d'essence ou contraints à de longues heures d'attente devant les rares détaillants encore approvisionnés au pays de Galles, en Ecosse et dans le nord-ouest de l'Angleterre, considèrent le mouvement avec compréhension, voire une sympa-



thie qui semble s'accroître. « Le gouvernement doit faire un effort car nous ne pouvons plus payer », disent beaucoup de gens. Impossible, réplique celui-ci, la baisse des taxes sur l'essence réclamée par les protestataires « nous contraindrait à couper dans les budgets de l'éducation nationale ou de la santé », affirmait notamment le ministre du commerce et de l'industrie, Stephen Byers.

Tony Blair, qui a dû annuler lundi soir un dîner privé avec son vice-premier ministre John Prescott en raison des désordres, n'a pas repris cet argument. Bien lui en a pris puisque, selon plusieurs experts, dont Maurice Fitzpatrick, expert comptable de la firme Chantrey

Vellacott, le Trésor ayant tablé il y a seulement six mois sur un prix du baril de pétrole à 22 dollars l'unité pour calculer ses revenus pour l'exercice en cours, il est clair que la montée du baril jusqu'à 34 dollars actuellement va lui rapporter beaucoup d'argent. Grâce au pétrole de la mer du Nord – 9^e producteur mondial, le Royaume-Uni sort 2,7 millions de barils/jour de ses plates-formes off shore – et à la TVA de 17,5 % appliquée, en sus des autres taxes, sur le prix à la pompe, une « cagnotte » supplémentaire, évaluée à 4 milliards de livres (44 milliards de francs) sur l'année par M. Fitzpatrick, serait « largement suffisante pour financer une baisse immédiate de 8 pence

Ultimatum des camionneurs allemands à Berlin

La fronde des transporteurs européens contre le carburant cher ne cesse de s'élargir. En Irlande, les patrons routiers menacent d'établir des barrages. En Belgique, où les négociations piétinent, le centre de Bruxelles était toujours bloqué mardi matin 12 septembre par des camionneurs. En Allemagne, les transporteurs ont donné jusqu'à mercredi au gouvernement pour faire un signe sur le prix des carburants. Le syndicat des poids lourds n'a pas exclu qu'il puisse y avoir des blocages incontrôlés sur les autoroutes mais a appelé les routiers à ne pas bloquer les usines. L'association des automobilistes ADAC réclame l'augmentation de la déductibilité fiscale des kilomètres parcourus. Les ministres européens des transports doivent se réunir le 21 septembre pour discuter de la taxation des carburants. (Corresp.)

En France, les artisans relancent les protestations

LES MOUVEMENTS de colère contre la hausse du pétrole ne sont pas terminés en France. Après les ambulanciers, les taxis et les patrons d'auto-école, les artisans sont à leur tour venus se joindre au mouvement. Plusieurs centaines d'artisans du bâtiment et de commerçants travaillant sur les marchés, des hôteliers, des livreurs ont manifesté lundi 11 septembre, dans plusieurs régions françaises.

En Midi-Pyrénées – Toulouse, Albi, Montauban, Foix, Pamiers –, plusieurs centaines de manifestants ont organisé des barrages filtrants et des opérations escargot. En Alsace, ils étaient environ 150 à manifester à Strasbourg.

Dans la Vienne, environ 250 artisans du bâtiment ont manifesté à Poitiers et bloqué le centre-ville, tandis que, dans la Manche, taxis et ambulanciers ont posé des barrages et bloqué le centre d'Alençon.

Les commerçants s'estiment les « grands oubliés » du gouvernement. ne bénéficiant, rappellent-ils, ni des mesures prises pour les transporteurs ni des allègements prévus dans le plan Fabius. Ils réclament notamment une baisse des taxes sur les carburants, une détaxation de l'outil de travail, la baisse de la TVA sur la restauration et les services à 5,5 %, ou la réduction de la fiscalité sur les très petites entreprises. Les artisans du bâtiment demandent en plus

une meilleure prise en compte de la hausse des produits de construction. Depuis plusieurs mois, ces derniers ont fortement augmenté avec le pétrole.

La situation est très tendue aussi à la Réunion. Les routiers, auxquels pourraient se joindre les dockers, ont maintenu, mardi, des barrages sur plusieurs lieux stratégiques, parmi lesquels le port, l'aéroport fret, et l'unique site de stockage de l'essence.

Les transporteurs routiers réclament une baisse de 1 franc sur le litre de gazole, alors que la région leur a proposé, samedi, 12 centimes pour compenser la hausse du mois d'août. – (AFP.)

Paris veut mettre l'Autriche sous surveillance

La levée des sanctions prises contre Vienne lors de l'entrée du parti de Jörg Haider dans la coalition gouvernementale est acquise

SOUS LA PRESSION de l'Autriche qui tient pour acquise, à la suite du rapport des sages, la normalisation de ses relations avec ses partenaires européens et accuse la France de vouloir retarder les choses, Paris, qui exerce la présidence de l'Union, poursuivait mardi 12 septembre ses consultations sur la manière de procéder. La levée des mesures d'isolement mises en œuvre contre le gouvernement autrichien après l'entrée des populistes de Jörg Haider dans la coalition à Vienne ne fait pas de doute. En revanche, a indiqué Pierre Moscovici, ministre français des affaires européennes, la question se pose de savoir « comment exercer la vigilance qu'implique la nature particulière de ce parti qu'est le FPÖ », la formation de M. Haider.

Le ministre, qui tenait une conférence de presse à Paris, a dénoncé les attaques lancées dimanche par Jörg Haider contre le président de la République française. Il a souligné que le rapport des sages avait qualifié ce parti de « parti populiste aux tentations extrémistes », utilisant « des arguments xénophobes, voire racistes » et entretenant « avec le passé national-socialiste des relations ambiguës ». Pour Pierre Moscovici, il ne peut s'agir ni de donner « une absolution à Haider ni un satisfecit à la coalition ». La formulation de la résolution sur la levée des mesures supposait ainsi, pour Paris, quelques discussions. Seul le Danemark, dont le gouvernement fait face dans deux semaines à un référendum difficile sur l'euro, s'est prononcé ouvertement pour une levée pure et simple de mesures ressenties comme une immixtion inadmissible dans les affaires intérieures d'un Etat membre.

A Vienne, les dirigeants conservateurs, depuis vendredi, se gardent de toute déclaration. Leurs partenaires populistes du FPÖ ne se privent pas, eux, de lancer des piques cruelles contre leurs adversaires.

Ainsi, non seulement Jörg Haider ne regrette « absolument pas », a-t-il déclaré au magazine *Format*, d'avoir traité jadis M. Chirac de « Napoléon de poche », mais il prédit au président français un véritable « Waterloo », égratignant au passage le chancelier allemand Gerhard Schröder, qui croit qu'« en salissant l'Autriche, il peut se débarrasser des charges historiques qui pèsent sur l'Allemagne ».

Le vice-chancelier populiste, Susanne Riess-Passer, qui a succédé en mai à M. Haider à la tête du parti, annonce que « le FPÖ ne changera pas » en dépit des critiques souvent sévères formulées contre lui dans le rapport des trois sages. Le FPÖ – pas plus d'ailleurs que ses partenaires conservateurs de l'ÖVP – n'envisage par exemple nullement une démission du ministre de la justice, Dieter Böhm-dorfer, ancien avocat du FPÖ et seul membre du gouvernement

dont l'attitude soit jugée par les sages comme incompatible avec le respect des valeurs européennes.

Les trois experts lui reprochent surtout ne n'avoir pas pris ses distances avec Jörg Haider, au moment où celui-ci a proposé d'instaurer une forme de délit d'opinion pour les élus qui manqueraient aux devoirs du patriotisme : M. Böhm-dorfer avait d'abord trouvé cette idée « sûrement digne d'intérêt », avant de se rétracter assez mollement, un peu plus tard, devant les députés. Le chancelier Wolfgang Schüssel juge ces explications suffisantes : pour lui, l'incident est clos depuis longtemps, tandis que sa ministre des affaires étrangères estime que les critiques des trois sages concernent surtout le « passé » du FPÖ. Pour les socialistes et les Verts en revanche, le rapport devrait entraîner une démission du ministre.

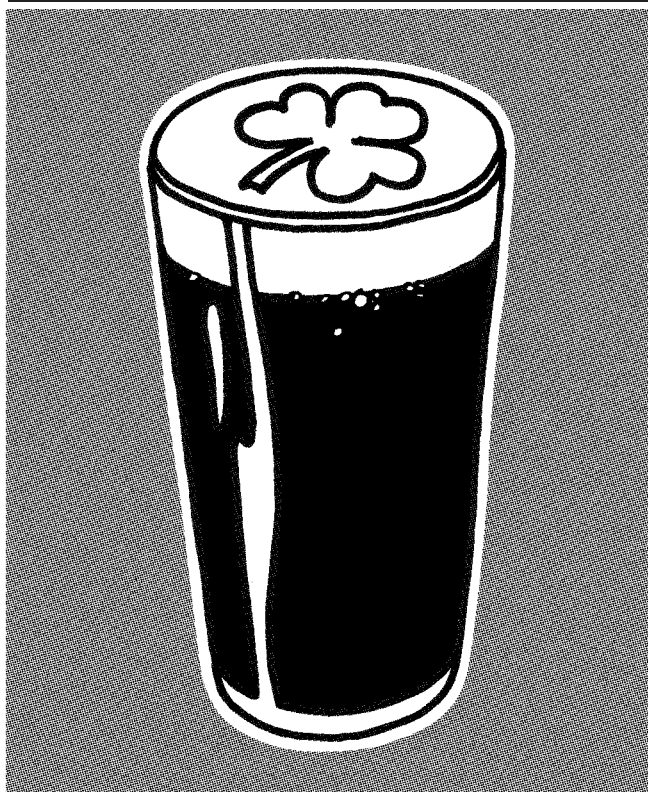
M. Böhm-dorfer vient de recevoir, en outre, l'appui de l'Ordre des magistrats, ainsi que celui de l'Ordre des avocats autrichiens, qui se déclarent satisfaits de son travail de réforme à la tête de la justice et affirment n'avoir pas constaté de sa part une quelconque ingérence politique.

« ÉLÉMENT PERTURBATEUR »

Le ton est donné de ce que seront, au moins dans les mois à venir, les rapports au sein de la coalition de droite. Pour le FPÖ, l'heure de l'autocritique n'est sûrement pas venue – si toutefois elle doit venir un jour. Et pour les conservateurs de l'ÖVP, le moment n'est pas arrivé de tenter de se séparer des « éléments radicaux » parmi leurs partenaires populistes, dont la présence et les provocations verbales récurrentes empêcheront une véritable normalisation des rapports avec l'Europe. M. Schüssel reste dans le même bateau que M. Haider qui, quelques jours avant la publication du rapport des sages, affirmait que c'était lui qui « déterminait la ligne » du gouvernement.

« L'Autriche restera, même après la levée des sanctions, un élément perturbateur dans l'Union européenne », analyse Max Koch, de SOS-Mitmenschen, l'une des principales organisations antiracistes en Autriche. « Car le FPÖ va s'accrocher à l'idée, suggérée par le commissaire européen Verheugen, d'un référendum sur l'élargissement de l'Union à l'Est. Je crois que la situation sera même pire que lors de l'affaire Waldheim, après la publication du rapport de la commission d'historiens qui était censée réhabiliter le président, en prouvant qu'il n'avait pas commis de crimes pendant la deuxième guerre mondiale. En fait, le pays est resté isolé. Et là c'est pire, parce que cela touche directement le débat sur la construction de l'Europe ».

Henri de Bresson et Joëlle Stolz à Vienne



Paris-Dublin
à partir de 931 F*

Voici le moment de découvrir la chaleur de l'hospitalité irlandaise.

Pour de plus amples informations, contactez Aer Lingus tél : Minitel 3615 Aer Lingus (2,23F/mn.) ou votre agence de voyages.

GAUCHE Lionel Jospin et Dominique Voynet devaient mettre un point final, mardi 12 septembre, au différend qui avait opposé la ministre de l'environnement et les Verts au

premier ministre au sujet des concessions faites par le gouvernement dans le conflit des carburants. Prenant la parole, lundi, à la conférence de Lyon sur les changements climatiques, en

présence de M^{me} Voynet, M. Jospin a annoncé des mesures allant dans le sens des souhaits écologistes. ● LES DIRIGEANTS du PS et des Verts se sont rencontrés, lundi, au siège du PS, pour

revoir leurs engagements communs sur les questions d'environnement, dans un contexte marqué par les discussions relatives aux élections municipales et législatives. ● YVES CO-

CHET, député (Verts) du Val-d'Oise, remettra au premier ministre, jeudi, un rapport sur le développement des énergies durables, qui comporte un volet sur les économies d'énergie.

Les socialistes et les Verts reconduisent leur accord de gouvernement

Après la « crise » proclamée par les écologistes au moment du conflit des carburants, les dirigeants des deux partis, Lionel Jospin, d'un côté, et Dominique Voynet, de l'autre, ont défini des orientations communes en matière d'énergies. Et pour les échéances électorales à venir

LE PRÉFET, paraît-il, a vraiment insisté. Le risque de manifestations était trop important. Et puis le premier ministre n'avait guère envie de satisfaire la curiosité de la presse, deux heures durant, sur l'état de la majorité « plurielle » ou sur les leçons d'une semaine de crise. Lionel Jospin a donc renoncé, lundi 11 septembre, à emprunter le TGV de 8 heures, dans lequel une voiture lui avait été réservée. Il a pris l'avion pour aller à Lyon, afin de s'exprimer devant la conférence mondiale sur les changements climatiques. A l'arrivée, une maigre poignée de militants de Greenpeace, fermement tenus à distance par des CRS, était là pour l'accueillir et protester contre le nucléaire. Accompagné à l'aller de Dominique Voynet, M. Jospin est apparu tendu, et manifestement agacé par les questions qui lui étaient posées sur ses relations avec la chef de file des Verts. « Je suis là pour l'effet de serre, pas pour l'effet de Verts », a-t-il lâché, avant d'entraîner la ministre de l'environnement, très sollicitée, loin de la presse.

C'est en privé, aussi, que le pre-

mier ministre devait rencontrer la ministre de l'environnement, mardi, à 17 heures, après lui avoir donné des gages de bonne volonté, comme l'annonce du plan sur les économies d'énergie. La dernière rencontre en tête à tête de leurs rendez-vous bimensuels ? Il est question, en effet, d'y intégrer à l'avenir Guy Hascoët, le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire. Pour l'heure, en tous cas, c'est entre eux que M. Jospin et M^{me} Voynet devaient discuter de l'année et demi qui vient.

POUR PARLER DU FOND

Reste que l'épisode a fait trop de bruit au goût de M. Jospin, qui a recommandé aux ministres de ne pas « théâtraliser » leurs déclarations (*Le Monde* du 9 septembre). Le conseil ne vaut pas pour les partis, puisque, lundi, le PS et les Verts ont, au contraire, mis en scène leur réconciliation, après une rencontre de deux heures rue de Solferino. Premier message : on était là pour parler du fond, et non de cuisine électorale. Ostensiblement, Jean Desessard, chargé des élections

chez les Verts, est arrivé dix minutes avant la fin de la réunion. « Il a eu la délicatesse d'arriver très tard, ce qui prouve que le parti Vert est bien organisé », a relevé avec ironie François Hollande.

Hors de propos, donc, ces élections municipales pour lesquelles, en l'absence d'accord national, les Verts et le PS recherchent des accords départementaux, ont été expédiées en trois minutes. Les deux délégations se sont contentées d'annoncer un bilan des accords départementaux, en octobre, avant la convention des Verts, et un sommet de la gauche - prévu en avril et toujours repoussé - sur des listes communes dans les villes détenues par l'extrême droite. Le 1^{er} septembre, lors de l'université d'été du PS à La Rochelle, après la démission de Jean-Pierre Chevènement, mais avant la « crise de confiance » déclenchée par le conflit des patrons routiers, les Verts s'étaient entendus rappeler la position socialiste. Si cela se passe bien aux municipales, dit-on rue de Solferino, pour les reports de voix au second tour, cela facilitera les choses pour



les élections législatives. Si ce n'est pas le cas, ce sera plus difficile de dire aux socialistes de laisser des circonscriptions aux Verts.

Lundi, M. Hollande a souligné que les quatre orientations présentées dans leur déclaration commune (*lire ci-dessous*) s'inscrivent dans le cadre de l'actuelle législature, mais peuvent aussi servir de base au « contrat » qu'il souhaitait proposer aux Français pour les élections législatives de 2002. Alors que les Verts et le PS ont mis en place, en juillet, deux groupes de travail, l'un sur l'énergie et les transports, l'autre sur les institutions, le premier secrétaire du PS a rappelé que, pour 2002, il souhaitait des « contrats bilatéraux » avec chaque formation de la majorité, mais avec une préférence pour « un accord multilatéral ». Jean-Luc Bannahmias a abondé dans le même sens.

Cela ne suffit pas à se faire une même idée de la collégialité. M. Hollande a récusé l'idée d'un déficit en ce domaine dans la prise de décision au sein du gouverne-

ment. « Entre les Verts et le PS, il n'y a pas de problèmes de circulation d'informations », a-t-il souligné, avant d'insister sur la méthode qui doit, à son avis, prévaloir au gouvernement : « Les deux ministres verts sont associés aux décisions du gouvernement, comme les autres ministres, pas moins pas plus. Je souhaite que la collégialité s'exprime jusqu'au bout et que, une fois les décisions prises, il y ait une solidarité sans laquelle il ne peut y avoir de clarté et de lisibilité. »

CONVICTION PARTAGÉE

Chargée de la solidarité au secrétariat national du PS, Marisol Touraine, qui avait rencontré, le 6 septembre, Stéphane Pocrain, s'était efforcée de dédramatiser la crise quelques heures avant la rencontre. « Le pacte de solidarité et de confiance fondateur de la gauche plurielle n'est pas en cause et doit être réaffirmé », avait-elle déclaré, en faisant état d'une conviction, assez largement partagée au sein du PS, selon laquelle, pas plus pour les Verts que pour les autres forma-

tions de la majorité « il n'y a pas de stratégie alternative à la gauche plurielle pour les Verts ».

La rédaction d'un communiqué final ne s'est pas faite sans mal, avec allées et venues du directeur du cabinet de M. Hollande, Stéphane Le Foll, à la photocopieuse... Trois versions plus tard, les choses semblaient avoir été mises au carré (*lire ci-dessous*). Au grand regret de Martine Billard, porte-parole des Verts, représentant l'aile gauche du parti, il n'est pas fait mention des discussions budgétaires qui ont lieu pendant la réunion. Le PS aurait donné son accord pour défendre des amendements communs avec son allié écologiste, notamment pour l'aide à la transformation des véhicules à essence en GPL et l'aide aux transports en commun en site propre. « Nous voulons une Voynet, comme il y a eu une Jupette », a affirmé Denis Baupin, porte-parole, à sa sortie. « Il nous faut des signes rapides, avant la fin de la législature, sur l'utilisation de la cagnotte », a renchéri M^{me} Billard, qui souhaite en faire « un enjeu décisif de la présence de Verts dans la majorité plurielle ».

« Je n'ai pas le sentiment que Dominique Voynet voulait quitter le gouvernement. Elle y est, avec Guy Hascoët et ils font un travail utile dans la majorité plurielle », a glissé M. Hollande à l'issue de la réunion. Mandaté pour jouer l'apaisement, M. Bannahmias a assuré que la « crise de confiance » entre les Verts et le PS était désormais « dissipée ». « J'attends de voir les chiffres et les mesures tangibles », commentait cependant M. Bannahmias dans la soirée. Les Verts, ou du moins leur exécutif, n'ont ni les moyens, ni l'envie de quitter le gouvernement. « Il faudra bien trouver des compromis. On n'a pas d'autre choix, ni eux, ni nous », résume, optimiste, le secrétaire national.

Béatrice Gurrey
et Michel Noblecourt

Renforcer « la collégialité des décisions »

AU TERME d'une réunion qui a duré deux heures, au siège du Parti socialiste, lundi 11 septembre, le PS et les Verts ont publié un communiqué commun dont voici l'essentiel :

« Les Verts et le Parti socialiste réaffirment que la politique de la majorité « plurielle » doit s'inscrire pleinement dans la logique du développement durable. (...) Les Verts et le Parti socialiste rappellent la nécessité d'une politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables. (...) Ils souhaitent que le gouvernement continue à agir dans les directions suivantes :

1 - Réguler le secteur du transport routier en particulier par une harmonisation au niveau européen des normes sociales, la création d'un fonds de modernisation sociale, la négociation d'un contrat de branche visant à économiser l'énergie avec le soutien de l'Etat.

2 - Favoriser les carburants les moins polluants, par exemple en instaurant une aide aux particuliers pour l'adaptation des véhicules individuels au GPL.

3 - Engager des moyens supplémentaires pour le développement du transport combiné des marchandises par rail, notamment sur les axes les plus chargés.

4 - Engager un plan d'économie d'énergie permettant une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources, en particulier en augmentant la dotation de l'Etat pour les transports en commun en site propre en ville (à hauteur d'environ 10 centimes de TIPP par litre).

Enfin, résolument engagés dans la démarche de majorité « plurielle », les Verts et le Parti socialiste estiment que les événements des derniers jours doivent permettre d'améliorer le fonctionnement et la cohésion au sein de cette majorité. Elle passe par le respect de l'identité de chacun, le renforcement de la collégialité des décisions, et en conséquence la solidarité dans leur mise en application. »



VERBATIM

Des victoires au goût amer pour les militants

IL Y A DES MOTS qui résonnent encore étrangement aux oreilles du *vulgar pecus* et qui font partie du vocabulaire ordinaire des militants écologistes. Des termes qui, chez les Verts, ont une lourde charge symbolique et qui engagent l'avenir : les « écotaxes », les « organismes génétiquement modifiés » ou encore les combustibles et les déchets nucléaires. Autant d'enjeux de bataille politique, sur lesquels ils n'ont pas souvent eu gain de cause.

Il y a pourtant eu quelques petites victoires. Par exemple quand, discrètement, au mois de juin, François Hollande et Claude Estier ont convaincu Lionel Jospin qu'il fallait suspendre la procédure de recherche d'un deuxième site d'enfouissement de grande profondeur de déchets nucléaires, décidé par le gouvernement contre l'avis de la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, en décembre 1998. Les élus socialistes concernés par l'un des quinze sites présélectionnés, sont furieux, la mission de concertation est accueillie à coup

de lancer d'œufs par la population (*Le Monde* daté 4-5 juin). Dans le même temps, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) estime tout à coup « déraisonnable de prétendre prévoir » aujourd'hui « le comportement d'un stockage géologique dans un million d'années ». « C'est autant une semi-victoire qu'un semi-échec », explique le député de Gironde Noël Mamère. « On a fait reculer le gouvernement, mais les choses se poursuivent sans aucune transparence », ajoute-t-il. A Bure (Moselle), premier laboratoire, choisi pour son terrain argileux, les travaux exploratoires n'ont pas été stoppés. Et les hourras seraient bien amers au côté des trois autres grandes défaites des Verts. Le moratoire sur les autoroutes n'a jamais été signé. En juillet 1999, Dominique Voynet a été obligée d'annoncer l'autorisation de produire du combustible nucléaire MOX, deux ans après celle de la culture du maïs transgénique.

Ariane Chemin

Les propositions d'Yves Cochet pour développer les énergies renouvelables

AU DÉPART, ce n'était qu'une bonne manière consentie aux Verts, une façon de leur faire oublier qu'ils n'avaient pu introduire aucun amendement significatif dans la loi sur l'électricité, adoptée par le Parlement le 20 janvier. Aujourd'hui, la mission parlementaire sur les énergies renouvelables, confiée en décembre 1999 à Guy Hascoët, puis à Yves Cochet, député Vert du Val-d'Oise, prend valeur de test. Après les avantages accordés aux transporteurs routiers, le parti de Dominique Voynet se montrera très attentif au sort qui sera fait au rapport que M. Cochet doit remettre à Lionel Jospin, jeudi 14 septembre.

Sorte de banc d'essai d'une nouvelle politique « verte » en matière d'énergie, ce rapport comporte deux parties. La première colle à l'actualité, puisqu'elle examine l'éventail des économies d'énergie réalisables, au moment où le premier ministre a confié à la ministre de l'environnement l'élaboration, « avant la fin de l'année », d'un plan dans ce domaine (*Le Monde* du 12 septembre). Les deux principaux secteurs où les économies seraient les plus efficaces ? Les transports et

l'habitat. En matière de transport, les propositions des Verts sont connues : basculer progressivement de la route vers le rail, moins polluant, sur les transports de longue distance ; donner une priorité absolue aux transports collectifs en zone urbaine.

En matière d'habitat, qui concerne aussi bien les habitations privées que l'hôtellerie ou tous les bâtiments du secteur tertiaire, d'importantes économies peuvent être réalisées en matière de construction, d'éclairage, de chauffage, de climatisation ou d'appareils électroménagers. L'essentiel des mesures proposées tient dans l'isolation (toiture, vitrage, construction de nouveaux murs « thermiques »). Il s'agit d'éviter qu'à l'avenir l'habitat ne soit une « passoire thermique ». Soixante-six mesures, partagées pour moitié entre les deux secteurs, sont présentées.

La deuxième partie du rapport concerne les énergies renouvelables et passe en revue les nouvelles politiques à mener en soixante et onze mesures et quatre éléments, vent, soleil, terre, eau. L'énergie éolienne semble, selon M. Cochet, la plus facile à développer. Le seul frein à la

multiplication des éoliennes réside aujourd'hui dans l'incertitude des producteurs du prix auquel les distributeurs, en l'occurrence EDF, rachèteraient cette énergie. Le prix de rachat proposé par M. Cochet, attendu par le ministère de l'industrie pour publier, après arbitrage gouvernemental, les décrets d'application de la loi sur l'électricité, sera connu jeudi.

AUCUNE FILIÈRE INDUSTRIELLE

En matière d'énergie solaire, le rapport propose le développement de deux sous-filières, aussi bien pour produire du courant photovoltaïque que de l'énergie thermique. En dehors de bricolages individuels, il n'existe en France aucune filière industrielle digne de ce nom. Pour ce qui est de l'énergie hydraulique, M. Cochet propose la création de micro-centrales.

En ce qui concerne l'énergie provenant de la terre, au sens agraire du terme, une infinité de solutions peut être envisagée, au premier rang desquelles l'extension de la filière bois. Produit sur un cycle de vingt-cinq ans - on brûle ce que l'on a planté un quart de siècle auparavant -, le bois est une énergie renouvelable par excellence. La pollution dégagée par le brûlage est compensée par l'absorption du gaz carbonique par les feuillages. Bilan totalement équilibré, conclut le rapport. Un soin particulier a été apporté à ce chapitre, en raison des dégâts causés dans cette filière par la tempête de décembre, elle-même effet d'un dérèglement climatique dû à la pollution.

L'autre moitié de l'énergie qui pourrait provenir de la terre concerne les carburants « propres », ou en tout cas plus propres que le pétrole : colza, betterave, maïs, dont on tire des addi-

tifs pour maintenir le taux d'octane dans les carburants classiques.

Le rapport propose enfin la valorisation énergétique des déchets putrescibles de l'agriculture (tontes, fanes de céréales, etc.), qui pourraient faire de corrects combustibles directs, ou du bio-gaz, par fermentation. Pour quel usage ? Soit alimenter une turbine qui produit de l'électricité, soit être compressé pour être utilisé dans les machines agricoles.

Bref, c'est une véritable révolution écológico-industrielle que les Verts aimeraient, à dix ans, voir mise en œuvre. Les rapporteurs ont rencontré plus de quatre-vingts personnes, dont tous les grands industriels du secteur énergétique, EDF, Framatome, Total... Ils se fixent pour horizon les mêmes objectifs que la commissaire européenne à l'énergie, Loyola de Palacio : doubler en dix ans la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie, soit passer de 6 % à 12 %, et augmenter de 15 % à 21 % la part d'électricité renouvelable dans la production totale d'électricité.

B. G.

SIGNE D'HOSPITALITÉ

Tél : 01 55 04 90 10
www.aeromexico.com

AEROMEXICO

PROJET

263
automne
2000

Demandes de santé et choix politiques

Aujourd'hui, la santé traduit le désir d'être soi et de prendre une part active à une société qui se transforme. Mais les attentes en matière de santé diffèrent. Recherche, prévention et soin sont les composantes fondamentales d'une politique de santé publique. Les critères de choix sont-ils financiers, épidémiologiques, sociaux ? Quelles instances peuvent aujourd'hui énoncer des priorités et gérer la dimension économique ?

LE N° : 78 F - EN VENTE DANS LES GRANDES LIBRAIRIES

PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

NOUVELLE ADRESSE
22, RUE QUENTIN BAUCHARD
(angle Champs-Élysées)

club
OUVERT
TOUS LES JOURS

79

MÊME AMBIANCE - NOUVEAU DÉCOR
THÉ DANSANT SOIRÉE "DANCE"
TOUS LES JOURS de 14h30 à 19h
VENDREDI et SAMEDI de 22h à l'aube

SOIRÉE RÉTRO
Du dimanche au jeudi à 21h30
Tél. 01 47 23 63 75

Des universitaires demandent un débat sur l'enseignement de l'économie

Jack Lang engage une réflexion sur le sujet

C'ÉTAIT, à l'origine, une initiative modeste, presque confidentielle, lancée par une poignée d'étudiants de l'Ecole normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm ; c'est maintenant devenu un sujet de débat important, qui met en effervescence la communauté des économistes : l'enseignement de l'économie, à l'université, ne doit-il pas être repensé ? Près de cent soixante enseignants, chargés de cours ou professeurs en faculté viennent de lancer un appel en ce sens et suggèrent « la tenue d'assises permettant d'inaugurer un débat public ». Le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, va lui aussi se pencher sur la question.

On se souvient qu'au printemps (Le Monde du 21 juin) plusieurs centaines d'étudiants en économie avaient lancé un appel pour dénoncer le manque de « pluralisme » de l'enseignement qui leur est dispensé. Signée, à l'origine, par tous les étudiants de première année de l'ENS de la rue d'Ulm ayant choisi cette filière, et par la majorité de ceux de Cachan, ainsi que par des étudiants de Dauphine, la pétition a circulé ensuite, recueillant des soutiens dans de nombreuses facultés françaises. Le texte s'inquiétait en particulier de la place croissante prise par la formalisation mathématique dans l'enseignement supérieur de l'économie et relevait que cet « usage incontrôlé des mathématiques » conduit à « une véritable schizophrénie » quand elle « devient une fin en soi ». Dénonçant ainsi implicitement la domination du courant de pensée néoclassique, ils prônaient « un pluralisme des approches en économie ».

La communauté des enseignants du supérieur ne pouvait rester indifférente à cette démarche, qui a eu un large écho dans ses rangs. Pour appuyer l'initiative des étudiants, une seconde lettre ouverte a donc vu le jour, contresignée à ce jour par cent soixante économistes enseignant dans le supérieur. On y relève de nombreux noms connus, comme ceux de Michel Aglietta (Paris-X), Michel Beaud (Paris-VII), Robert Boyer (Cepremap), Pierre

Concialdi (IRES), Benjamin Coriat (Paris-XIII), Bernard Gazier (Paris-I), François Milewski (IEP-Paris), El Mouhoub Mouhoud (Paris-XIII), Pierre Salama (Paris-XIII) ou encore Jacques Valier (Paris-X). Coordonnée par un enseignant de Paris-I, Bernard Paulré (paulre@univ-paris1.fr), cette initiative a également reçu le soutien de Jacques Freyssinet, directeur de l'Institut de recherche économique et sociale, de Michel Rainelli, président du Comité national des universités, de Liem Hoang Ngoc, initiateur de l'« Appel des économistes contre la pensée unique » ou encore de Michel Vernières (Paris-I), auteur d'une « note d'étape », commandée par le ministère, sur l'enseignement de l'économie. Dans ce document, remis voici quelques mois, l'enseignant estimait qu'il devenait « opportun de poser la question des excès de la formalisation, dans l'enseignement et la recherche, lorsqu'il y a, ce qui est manifestement le cas, une dérive instrumentale ».

DES ASSISES EN DÉCEMBRE

Ce nouvel appel d'enseignants (lire ci-dessous), soutenant l'initiative des étudiants, plaide lui aussi pour davantage de pluralisme dans l'enseignement. Pour faire entendre leurs voix, les signataires se réuniront le 4 octobre à la Sorbonne. Puis, à la mi-novembre, des réunions locales auront lieu avec les étudiants dans de nombreuses universités pour débattre de la question. Enfin, les signataires prévoient donc de tenir des assises vers la mi-décembre.

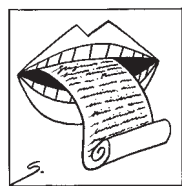
Déjà attentif aux revendications étudiantes, au printemps, M. Lang, de son côté, nous a indiqué qu'il annoncera dans les prochains jours la constitution d'un groupe de travail chargé de faire une évaluation de la situation et de lui soumettre des propositions. Un économiste de renom a été pressenti pour conduire cette réflexion.

Laurent Mauduit

Lire aussi page 16

« La nécessaire confrontation avec les faits »

DANS LEUR APPEL, intitulé « L'enseignement de la science économique en débat. Enfin !... », les enseignants du supérieur expliquent notamment : « La validité et la pertinence d'une théorie ne peuvent s'apprécier in fine que par une nécessaire confrontation avec les "faits". C'est pourquoi nous ne pouvons, avec les étudiants, que déplorer le développement d'une pédagogie de l'économie qui privilégie l'exposé des théories, la construction de modèles, la capacité d'écriture et de dérivation des propriétés d'un modèle dont la pertinence empirique ne serait pas ou trop peu discutée. Ou qui met en avant la qualité formelle de la construction au détriment de la discussion de sa capacité interpré-



VERBATIM

tive et démonstrative par rapport au "réel". » Soulignant qu'il faut « tenir compte des institutions, de l'histoire, des stratégies des acteurs ou des groupes, des dimensions sociologiques, ainsi que des considérations plus épistémologiques », les signataires estiment que « ces dimensions de l'économie font cruellement défaut dans les formations [des] étudiants. » Jugeant « regrettable » que, « dans la plupart des cas », l'enseignement « réserve une place centrale aux thèses néoclassiques », l'appel ajoute : « Le pluralisme doit faire partie de la culture de base de l'économiste. Sur le plan de la recherche, chacun est libre de faire progresser le type de réflexion et le courant vers lequel le poussent ses convictions. (...) Sur le plan pédagogique, dans un monde fortement complexifié et en continue évolution, il est impossible de faire abstraction des représentations alternatives et d'opérer des fragmentations trop fines. »

DÉPÊCHES

■ **QUINQUENNAT** : deux gaullistes historiques, Jean Foyer, ancien garde des sceaux, et Pierre Lefranc, ancien chef de cabinet du général de Gaulle, se sont associés à Charles Pasqua, lundi 11 septembre, pour appeler à voter « non » au référendum du 24 septembre. « Si d'aventure le quinquennat venait à l'emporter, c'est une grande période d'instabilité qui s'ouvrirait pour la France », a déclaré M. Pasqua.

■ **MÉDECINE DU TRAVAIL** : les médecins du travail et internes de cette spécialité se sont « fortement mobilisés » lundi 11 septembre lors d'une grève nationale, ont indiqué le Syndicat national professionnel des médecins du travail (SNPMT) et l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH), opposés au projet patronal d'ouverture de la médecine du travail aux médecins généralistes, pour pallier le manque d'effectifs de cette spécialité. La mobilisation atteindrait 30 % à Poitiers, 50 % à Nantes, 70 % à Rochefort, 80 % dans la Charente-Maritime, 70 % en Bourgogne.

Philippe Séguin s'emploie à consolider sa position à la tête de la droite à Paris

Le député des Vosges critique, au passage, le compromis de Matignon sur la Corse

Candidat du RPR à la mairie de Paris, Philippe Séguin a participé, lundi 11 septembre, à sa première réunion publique. Le secrétaire général du parti,

Adrien Gouteyron, sans nommer Jean Tiberi, a réitéré les menaces d'exclusion à son encontre. M. Séguin a rappelé que les élections parisiennes

seront, pour l'opposition, un « test » d'ampleur nationale et prévenu la droite qu'il n'y aurait pas de « rattrapage » entre les deux tours.

POUR SON PREMIER vrai meeting de campagne, lundi 11 septembre, le candidat du RPR à la mairie de Paris, Philippe Séguin, n'a pas lésiné sur les effets de mise en scène. Il n'a manqué, à cette réunion ou se sont pressés un bon millier de militants RPR, dans une salle du quartier du Marais, ni la musique rock pour saluer l'arrivée du député des Vosges, ni la Marseillaise pour solenniser sa sortie.

Les mains solidement arrimées au pupitre, M. Séguin a délivré un discours-fleuve de trois quarts d'heure. Les parlementaires parisiens du RPR, ainsi que le maire du 13^e arrondissement, Jacques Toubon, et la conseillère de Paris Anne-Marie Couderc avaient été invités à occuper des chaises sur l'estrade. Les concurrents d'hier, Edouard Balladur et François de Panafieu, étaient donc présents, voisinant avec Pierre Lellouche, Nicole Catala, Jean de Gaulle, René Galy-Dejean et Bernard Pons. Il y avait une absence de taille parmi les députés de Paris, Jean Tiberi, bien sûr. Absent de la salle, omniprésent dans les discours.

Invité à s'exprimer au nom du mouvement gaulliste, le secrétaire général du RPR, Adrien Gouteyron, n'a pas prononcé le nom du maire en place, mais il a redit que M. Séguin est « le seul et unique candidat RPR à la mairie de Paris ». « Face à l'obstination, a assuré le sénateur de Haute-Loire, le RPR prendra ses responsabilités. » Autrement dit, les statuts du RPR « seront appliqués strictement et avec fermeté », et les dissidents « seront traités comme tels ».

« L'OBLIGÉ DE PERSONNE »

Cette exclusion annoncée du candidat dissident devait aussi constituer l'un des fils rouges du long discours du candidat officiel. Le niveau des attaques, saluées par les applaudissements nourris de la salle, montait alors d'un cran. Après la longue « histoire d'amour » entre Jacques Chirac et la Ville de Paris, expliquait M. Séguin, « depuis 1995, les Parisiens ressentent un vide, une absence ». Fustigeant « le climat délétère qui s'est installé à Paris », l'ancien président du RPR a fait la leçon à

son concurrent. « On ne peut pas, a-t-il dit, être dehors et dedans (...); on ne peut pas prendre en otage les membres de sa famille pour prouver qu'on existe. Le vrai courage c'est de savoir terminer les aventures sans issue. Ce n'est pas de s'entêter follement dans des combats douteux. »

Les leçons de M. Séguin n'ont pas été réservées à M. Tiberi. Pour le député des Vosges, il convient en effet de « mettre la campagne à son vrai niveau », celui d'un « test », d'un « prélude à ces échéances majeures pour le pays que sont les élections législatives et présidentielles ». « En mars prochain, a-t-il lancé, se jouera le premier acte d'une partie qui engagera, pour longtemps, le destin de la nation. » Bien sûr, M. Séguin n'a pas d'autre horizon que mars 2001, mais ce moment « sans précédent » appelant des hommes d'exception, habités d'un vrai dessein, le député des Vosges n'a pas pu se retenir de livrer son sentiment sur le compromis de Matignon pour la Corse et ses « entorses extravagantes au pacte qui scelle notre vie commune ».

Les interrogations de M. Séguin portent aussi sur la bonne tenue de ses futures troupes parisiennes. Il leur a dressé un message sans équivoque. « Je ne me serais pas lancé moi-même dans cette redoutable affaire si cela avait été pour tolérer les rivalités locales, entretenir des prébendes ou diriger une agence de placement », a martelé le candidat, qui se sent « les mains libres », n'est « l'obligé de personne » et ne considère pas cela comme « un handicap ». En conséquence, rien ne sera « négociable » ni « interchangeable » entre les deux tours, ses listes ne seront pas « provisoires », ses engagements ne seront pas « discutables », son projet pas « intérimaire ».

Avis aux partenaires centristes et libéraux ou à d'éventuels francs-tireurs tentés de rejoindre le camp de la dissidence : c'est maintenant qu'il faut se déclarer, ou jamais, et ils se tromperaient en espérant du candidat Séguin une « hypothétique session de rattrapage ».

Christine Garin

Et Vous, qu'attendez-vous d'Internet ?

“ Qu'il SOIT UN ALLIÉ PUISSANT DANS LA LUTTE MONDIALE CONTRE LE SIDA. ”

Elton John, fondateur de l'association Elton John AIDS Foundation

*Nortel Networks a fait don du cachet d'Elton John à l'association Elton John AIDS Foundation.

Internet optique

Aujourd'hui, Internet peut faire toute la différence. C'est pourquoi Nortel Networks™ construit un nouvel Internet optique hautes performances, fiable à 99,9999 % et conçu pour offrir une qualité et une rapidité supérieures. Internet disposera ainsi d'un potentiel plus fort que jamais, pour la sensibilisation du public comme pour le partage des connaissances et des données scientifiques. Grâce à nos solutions optiques, nous mettons à la portée de chacun des outils encore plus puissants pour travailler ensemble et échanger des informations en un temps record – un atout précieux quand il s'agit de sauver des vies. Suivez la voie Nortel Networks et faites d'Internet exactement ce que vous en attendiez.

www.nortelnetworks.fr

NORTEL NETWORKS

MÉDECINE Un ouvrage collectif publié par l'Inserm, mardi 12 septembre, dresse pour la première fois un état des lieux exhaustif des inégalités sociales de santé en France.

Selon ces enquêtes, qui ont mobilisé une cinquantaine de chercheurs, l'amélioration générale de l'état de santé ces dernières années s'est accompagnée d'un creusement des dis-

parités entre les différentes catégories sociales. ● LA FRANCE est ainsi le pays européen où la différence de mortalité entre les métiers manuels et non manuels est la plus forte.

● CES DIFFÉRENCES sociales s'observent dès le début de la vie. Elles s'amplifient même à la retraite, où les personnes âgées les moins favorisées cumulent les handicaps. ● ELLES

FRAPPENT également dans de nombreux domaines : les accidents de la route sont par exemple plus graves pour les catégories sociales moins aisées que pour les autres.

Les inégalités sociales face à la santé en France : un état des lieux

Selon un ouvrage collectif dirigé par l'Inserm, la France est l'un des pays européens où les disparités entre catégories socioprofessionnelles face à la mortalité, aux maladies, aux handicaps, sont les plus fortes. Ces différences ne se limitent pas à la question de l'accès aux soins

LES FRANÇAIS se portent globalement mieux, mais ce progrès d'ensemble profite inégalement aux différentes catégories sociales. L'espérance de vie a ainsi considérablement augmenté en France au cours du XX^e siècle, passant de 43,4 ans à 74 ans pour les hommes et de 47 ans à 82 ans pour les femmes. Cependant, l'espérance de vie des ouvriers de 35 ans est inférieure de 6,5 ans à celle des cadres et professions libérales du même âge et, entre les deux, son niveau suit la hiérarchie professionnelle. Un manoeuvre a ainsi un risque trois fois plus élevé de mourir entre 35 et 65 ans qu'un ingénieur. C'est l'une des nombreuses observations de l'ouvrage collectif *Les Inégalités sociales de santé*, présenté mardi 12 septembre, qui constitue un état des lieux inédit dressé par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). En effet, si les ouvriers et employés avaient la même espérance de vie que les cadres et professions libérales, on éviterait chaque année

10 000 décès prématurés (avant 65 ans).

Le constat de l'inégalité sociale des Français devant la mort n'est pas nouveau, mais l'ouvrage collectif démontre surtout que l'écart s'est creusé entre les catégories sociales. Il fait apparaître la mauvaise position de la France dans ce domaine, lorsqu'on la compare avec les autres pays européens. La mortalité des hommes de 45 à 59 ans exerçant une profession manuelle dépasse en effet celle des non-manuels dans une proportion allant de 33 % à 55 % chez nos voisins. Elle lui est supérieure de 71 % en France. Cet écart existe également lorsque l'on considère le niveau d'études, pour les hommes comme pour les femmes. Ce qui fait s'interroger les auteurs : « Pourquoi les écarts de taux de mortalité entre les classes sociales différent-ils considérablement d'un pays à l'autre, à niveau de richesse nationale pourtant comparable, et notamment, pourquoi la France est-elle l'un des pays d'Europe occidentale où les inégali-

tés des hommes devant la mort sont les plus fortes ? » Leur réponse est en fait le postulat sur lequel repose le livre : « Les inégalités de santé concrètement mesurées par les taux de morbidité [proportion de maladies] et de mortalité [proportion de décès], la fréquence des handicaps moteurs ou des troubles mentaux, l'espérance et la qualité de vie sont AUSSI des inégalités sociales. »

Le mouvement paradoxal d'un progrès sanitaire global de la société française et d'un maintien ou d'un accroissement des inégalités concerne de nombreux domaines : la périnatalité, les maladies coronariennes, la survie après un cancer, la santé bucco-dentaire, mais aussi, de manière plus inattendue, les décès et les blessures graves lors des accidents de la circulation, ou les conséquences sociales de la maladie et du handicap.

TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE

Depuis de nombreuses décennies, la politique médicale et sociale en faveur des femmes enceintes et des jeunes enfants s'est développée, avec des résultats remarquables, surtout au cours des trente dernières années : la mortalité périnatale a baissé de 21,3 décès pour 1 000 naissances en 1972 à 12,3 pour 1 000 en 1981 et 7,4 pour 1 000 en 1995. Pourtant, les différences sont notables : chez les agricultrices, le taux de mortalité infantile est de 8,5 décès pour 1 000 naissances vivantes ; il est de 6,6 chez les employées et 6,1 pour les professions intermédiaires. Le facteur social se manifeste tôt. Que l'on apprécie la situation sociale par le niveau d'études de la mère, par la catégorie socioprofessionnelle de la mère, du père ou du couple, ou plus rarement par le revenu, les écarts existent face à la



prématurité et au faible poids de naissance.

Chez les hommes adultes, les progrès de la prévention et de la prise en charge ont globalement diminué de 32 % la mortalité due aux maladies coronariennes entre 1970 et 1990. Les cadres en ont cependant davantage bénéficié que les employés ou les ouvriers : en 1990, par rapport à un cadre, le risque de mourir d'une maladie coronarienne était multiplié par 1,8 chez les ouvriers et par 3,5 chez les employés. Vingt ans auparavant, ce risque était respectivement multiplié par 0,9 et par 1,6. Les différences sociales affectent de même la survenue des maladies cardiovasculaires. L'hypertension artérielle, par exemple, est plus fréquemment observée « dans les catégories sociales les plus modestes, niveau de revenus ou d'études plus faibles » : les registres de l'étude internatio-

nale Monica sur les tendances et les facteurs des maladies cardiovasculaires montrent qu'« une différence de pression artérielle de 6 ou 7 mm de mercure sépare les catégories sociales les plus favorisées de celles des employés et des ouvriers », précisent Thierry Lang et Céline Ribet, coauteurs de l'ouvrage de l'Inserm.

SURVENUE D'UN CANCER

Le risque de survenue d'un cancer dans différentes catégories sociales varie selon sa localisation. Les catégories les plus défavorisées sont plus exposées aux cancers du poumon (le risque est plus de deux fois supérieur chez un salarié ayant des tâches d'exécution que chez un cadre), ainsi qu'à ceux des voies aéro-digestives supérieures, de l'œsophage et du col utérin. A l'inverse, le risque de cancer du côlon et de cancer du sein est plus élevé dans

les catégories plus aisées. Ces différences peuvent résulter de nombreux facteurs, dont les expositions professionnelles et le recours au dépistage. Le gradient social semble, en revanche, jouer de manière univoque sur la survie après cancer, première cause de mortalité en France.

Au bout du compte, les inégalités sociales de santé apparaissent dès la naissance, semblent amoindries durant l'adolescence, mais persistent tout au long de l'existence, y compris parmi les retraités. De même, elles ne se limitent pas à la question de l'accès aux soins ou au clivage entre les exclus et le reste de la société, mais s'inscrivent dans une continuité.

Au sortir de ce premier état des lieux, les auteurs appellent à développer la recherche sur les différents aspects des inégalités sociales de santé et tracent des perspectives d'action. « Premièrement, la manière la plus efficace de réduire les inégalités de santé est de réduire les inégalités dans la société », écrivent-ils, évoquant des interventions en amont de la maladie sur ses déterminants sociaux. Ils insistent ensuite sur la question de l'égalité des soins, mais rappellent les effets pervers des dispositifs nouveaux, comme la couverture maladie universelle (CMU), qui peuvent entraîner un effet de seuil et faire se désinvestir les intervenants en santé au profit de structures ad hoc. Constatant que « les programmes préventifs efficaces ne sont plus parmi les catégories sociales supérieures que dans les classes sociales défavorisées », les auteurs estiment que cela impose de « penser d'emblée [les actions de prévention], et d'en mesurer ultérieurement les effets, en termes de réduction des inégalités et non seulement en termes d'efficacité globale ».

De même, ils estiment indispensable une évaluation systématique des politiques publiques « du point de vue de leur impact sur les inégalités sociales en général, et de santé en particulier ». Enfin, avec ce livre, les chercheurs de l'Inserm entendent bien contribuer « à un plus large débat dans l'espace public ». Ils prennent soin de préciser que « les connaissances en la matière ne sont pas le seul fait des experts ». A leurs yeux, « les actions de réduction des inégalités impliquent des choix politiques dans lesquels l'expertise apporte un éclairage essentiel, mais qui relèvent in fine de l'exercice démocratique. »

Paul Benkimoun

★ **Les Inégalités sociales de santé, ouvrage placé sous la direction d'Annette Leclerc, Didier Fassin, Hélène Grandjean, Monique Kaminski et Thierry Lang.** Éditions La Découverte, 448 pages, 225 francs.

P. Be.

Une cinquantaine de chercheurs mobilisés

Pour réaliser cet ouvrage, l'Inserm a mobilisé une cinquantaine de chercheurs de différentes disciplines, dont trois équipes hors de France, pendant trois ans. L'ampleur de la tâche s'explique, selon Monique Kaminski (Inserm U149) l'une des maîtres d'œuvre de l'ouvrage, par le fait que « beaucoup de données étaient éparpillées et que beaucoup de résultats d'études étaient inexploités, par exemple en ce qui concerne les adolescents ou les accidents de la route. » Il a ainsi fallu exploiter certaines bases de données en se livrant à une analyse selon la profession ou la catégorie sociale.

Parfois, les chiffres ont manqué, en particulier en ce qui concerne les enfants et la qualité des soins. De même pour certains domaines comme les maladies transmissibles ou les pathologies respiratoires, et les femmes et les personnes âgées. Comme l'indique Didier Fassin, professeur à l'université Paris-XIII et à l'École des hautes études en sciences sociales, « cette absence traditionnelle s'explique à la fois par la faiblesse du débat » au sein de la communauté scientifique mais aussi de l'espace public.

La prévalence des caries diminue, mais surtout chez les enfants des cadres

L'ENFANT est le parent pauvre des études de santé : « En l'absence de données nationales concernant spécifiquement l'enfance, on est amené à construire un véritable puzzle à partir de sources multiples et parcellaires », précise Anne Tursz (Inserm U 502). Ainsi, il n'existe pas en France de données de mortalité des enfants présentées par catégorie socioprofessionnelle (CSP) des parents (en l'absence d'autre précision, l'enfant est défini par un âge compris entre 2 et 10 ans). Selon des données de 1975, la probabilité de décéder entre 5 et 10 ans ne varie pas considérablement selon la CSP du père, contrairement à ce qu'on observe chez les enfants plus jeunes. Ces derniers sont les plus vulnérables face aux inégalités sociales.

La santé bucco-dentaire est l'un des seuls domaines bien connu pour les enfants. La prévalence des caries diminue, avec à la fois une baisse du nombre de dents cariées et une augmentation du nombre d'enfants indemnes de caries (voir infographie). Cepen-

dant cette réduction globale du nombre de dents cariées est associée à la persistance des inégalités entre enfants des différentes catégories socioprofessionnelles. Les enfants d'agriculteurs ou de non-actifs ont en moyenne deux fois plus de dents cariées que les enfants de cadres. Ces tendances ont été observées dans des enquêtes effectuées dans un département socialement défavorisé, la Seine-Saint-Denis, qui applique pourtant un programme de prévention primaire bucco-dentaire depuis 1984.

Pour les enfants de moins de 15 ans, les maladies les plus fréquentes sont les affections respiratoires, puis les affections ORL, les « maladies de l'œil » (essentiellement les troubles visuels), les traumatismes et les affections cutanées. Une comparaison des bilans de santé à 6 ans effectuée dans l'académie de Créteil (Val-de-Marne) en 1997-1998 entre ZEP et non-ZEP n'a pas montré de différence significative dans les maladies enregistrées. De même, une enquête de

la protection maternelle et infantile dans les écoles maternelles de l'Hérault n'a pas mis en évidence de relation significative entre le milieu socio-économique de l'enfant et les troubles somatiques enregistrés, à l'exception du mauvais état bucco-dentaire, rencontré plus fréquemment « chez les enfants des familles les plus défavorisées et ayant une mère maghrébine. En revanche, des relations fortes ont été retrouvées entre les caractéristiques socio-économiques, éducatives et culturelles des familles et, d'une part, les troubles précoces des apprentissages, d'autre part, les troubles du comportement », écrit le docteur Tursz.

DE LA MALNUTRITION À L'OBÉSITÉ

En dehors des cas liés à la maltraitance, la malnutrition semble avoir disparu en France, mais un autre phénomène apparaît. Comme dans d'autres pays européens, on peut noter « une prévalence élevée d'obésité » dans les populations d'enfants défavorisés. De même, parmi ces enfants, la taille est significative-

ment plus petite à âge égal que celle des enfants des classes plus aisées. L'environnement socio-économique est reconnu comme déterminant dans des pathologies comme le saturnisme, une maladie due à l'absorption de plomb : le risque est le plus élevé pour les enfants exposés à une contamination par l'habitat, au premier chef par les anciennes peintures à forte teneur en plomb dans les appartements dégradés des zones urbaines pauvres. En 1999, une enquête de l'Inserm a montré qu'il s'agissait le plus souvent d'enfants de migrants.

Chez l'enfant toutefois « la pathologie pour laquelle la relation avec l'environnement social est la plus forte est la pathologie accidentelle ». Cette observation s'explique par le fait que le chômage du père, l'exiguïté et le surpeuplement du logement ont pour effet une fuite vers la rue et constituent donc des facteurs de risque d'accidents chez le jeune enfant.

P. Be.

La fin de vie des Français reproduit les disparités du monde du travail

LA HIÉRARCHIE sociale du monde du travail ne disparaît pas dans les statistiques de mortalité au-delà de soixante ans et les fins de vie sont dans la continuité des trajectoires antérieures. « Les avantages et les handicaps acquis durant la vie active continuent de s'exprimer au cours du vieillissement, jusqu'à la date de la mort », écrivent Alain Grand, Serge Clément et Hélène Bocquet (faculté de médecine Purpan, Toulouse), auteurs du chapitre consacré aux personnes âgées dans l'ouvrage. Si la différence d'espérance de vie à soixante ans entre un ingénieur (22,3 ans) et un manoeuvre (17,1 ans) est moindre que celle observée pour l'espérance de vie à 35 ans (la différence entre eux est alors de 6,5 ans), cela est probablement dû à une « sélection par la mort précoce qui frappe plutôt les catégories sociales désavantagées ».

Les manoeuvres, les salariés agricoles et le personnel de service

ont une probabilité 1,8 fois plus forte de mourir entre 60 et 75 ans que les ingénieurs ou les membres des professions libérales.

En fait, les écarts sociaux tendent à s'accroître en vieillissant puisque la diminution du risque de décès entre 60 et 75 ans a été notablement plus forte pour les ingénieurs et professions libérales que pour les manoeuvres : moins 45 % pour les premiers entre 1960-1969 et 1980-1989 ; moins 24 % pour les derniers. Pour expliquer ces différences, les chercheurs toulousains avancent l'hypothèse du rôle d'une surconsommation d'alcool et de tabac dans les catégories sociales défavorisées.

RETRAITE PRÉCOCE

Une retraite précoce ne suffit pas à inverser la tendance. Dans une population ayant pris sa retraite en 1972, 48 % des ouvriers spécialisés contre 18 % des techniciens et cadres étaient décédés dix ans après la cessation d'activité,

alors même que les ouvriers spécialisés avaient pris leur retraite en moyenne trois ans avant les cadres. La place dans la structure sociale a ses effets : « Les secrétaires dont le mari est cadre moyen ou supérieur ont une mortalité inférieure à celle des secrétaires dont le mari est ouvrier. »

LA VIEILLESSE « VÉCUE »

Autre illustration de l'effet durable de l'activité professionnelle exercée avant la retraite, la limitation des activités aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du domicile. Elle est au moins deux fois plus importante chez les anciens ouvriers et apprentis que chez les ingénieurs ou cadres, quels que soient les critères considérés : profession et catégorie sociale, niveau de revenus ou niveau de diplôme (voir infographie).

De même le risque de démence est multiplié par 1,9 chez les sujets ayant un bas niveau d'études par rapport à ceux ayant un niveau

élevé. « Les catégories placées au bas de la hiérarchie sociale ont une vieillesse plus difficile, car marquée par plus d'incapacité », précisent les auteurs. Et si les différences semblent s'atténuer au-delà de 65 ans, cela paraît lié à un effet de sélection qui a éliminé les plus vulnérables des défavorisés avant même qu'ils accèdent à la vieillesse. »

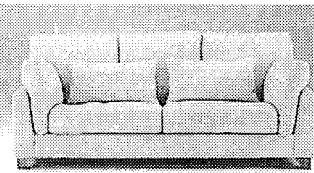
Les difficultés à effectuer les actes de la vie courante rendraient en fait compte de la vieillesse « vécue » et non la seule incapacité matérielle à les accomplir.

Le recours des personnes âgées au système de soins traduit également les disparités sociales. Plus on avance en âge et plus le recours aux soins est développé : les plus de 60 ans ont des dépenses de santé deux à trois fois plus élevées que la moyenne (deux fois pour les 60-69 ans, 3,3 fois pour les 80-89 ans). Pourtant, alors que l'excès de morbidité dans les catégories les plus défavorisées laisserait penser que celles-ci auraient un plus fort recours au système de soins, c'est l'inverse qui est observé. Finalement, concluent les auteurs, « tout se passe comme si on devenait vieux plus tôt lorsqu'on est au bas de la hiérarchie sociale, lorsqu'on a eu un travail pénible et chichement payé ».

P. Be.

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...

MATELAS • SOMMIERS VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Stelner - Durvillier - Coulon - Sufren etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^eème - M^o Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^eème - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7

PERRONO - BIJOUX

Anciens - Occasions - Argentier
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation

Achats, Ventes,
Echanges, Réparations

Sélectionné par le guide "PARIS PAS CHER"

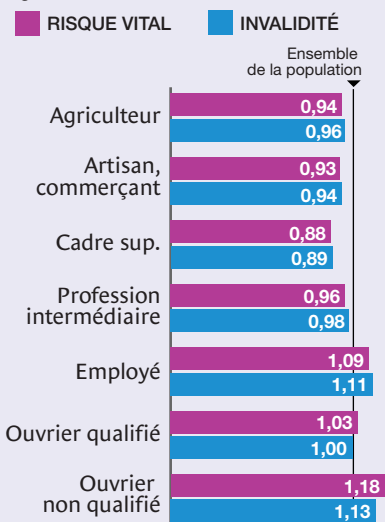
OPERA angle bd. des Italiens
4, chaussée d'Antin

ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

Les disparités se manifestent à tous les âges et dans tous les domaines

LE RISQUE VITAL ET L'INVALIDITÉ

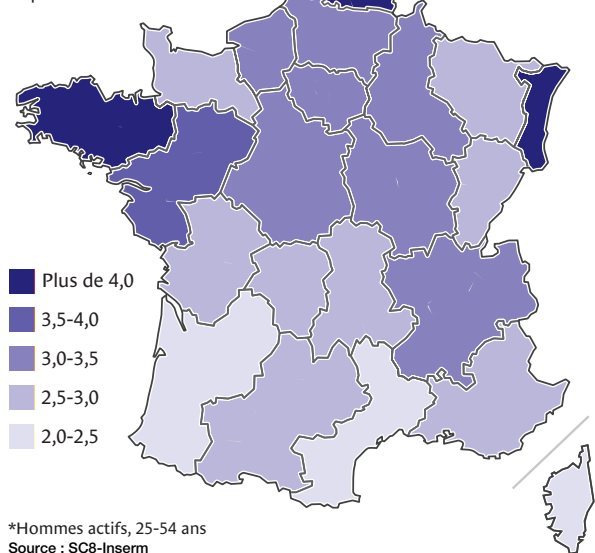
Selon la catégorie socio-professionnelle, âge et sexe standardisés



Source : Enquête sur la santé et la protection sociale, 1996, Dumesnil et alii, 1997

TAUX DE DÉCÈS

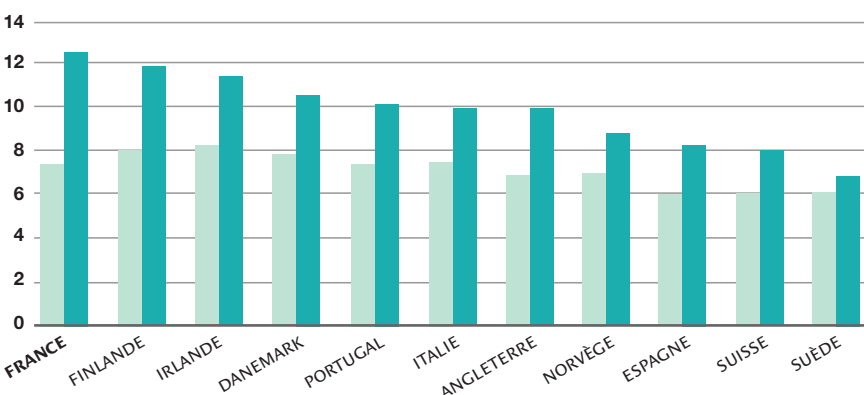
Comparaison ouvriers-employés par rapport aux cadres supérieurs et professions libérales*



*Hommes actifs, 25-54 ans
Source : SC8-Inserm

TAUX DE DÉCÈS PAR GROUPE PROFESSIONNEL

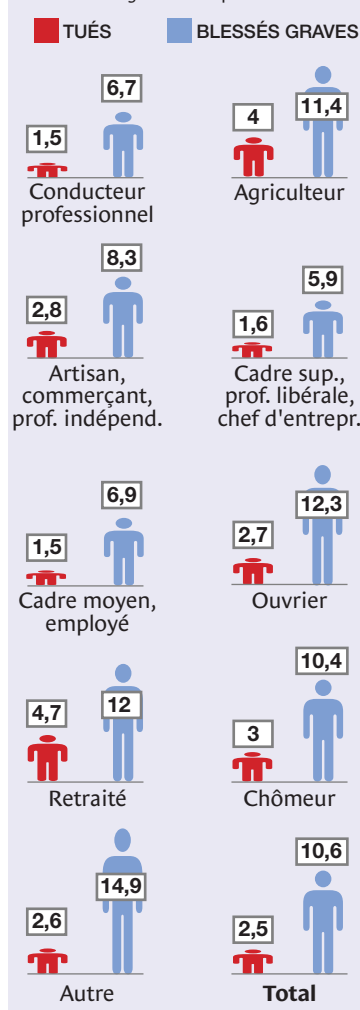
Pour 1000, hommes de 45-59 ans



Source : Les inégalités sociales de santé, Inserm 2000

LA GRAVITÉ DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

En %, chez les conducteurs, selon leur catégorie socio-professionnelle



Source : Cermes, IFRH (Inrets), 1997

LES PERSONNES AGÉES* DÉCLARANT UNE LIMITATION DE LEURS ACTIVITÉS

En pourcentage, selon la profession et la catégorie sociale

* 65 ans et plus

Profession	● À L'EXTÉRIEUR DE LEUR DOMICILE		● À L'INTÉRIEUR DE LEUR DOMICILE	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ouvrier apprenti	40,6	66,8	39,8	46,1
Ouvrier qualifié	42,7	62,7	27,5	36,4
Employé	35,7	49	20	29,6
Technicien	28	14,3	16	0
Agent de maîtrise	31,1	34,6	6,7	15,4
Ingénieur ou cadre	19,8	29,5	9,5	13,1

Source : Etude des inégalités sociales en matière d'incapacité dans la population française, Colvez et alii, 1993

LES SOINS DENTAIRES

Indice carieux¹ à douze ans selon la CSP des parents

CSP	INDICE CARIÉUX		% D'INDEMNES ²	
	1990	1998	1990	1998
Agriculteur	3,4	2,5	18	33
Artisan, commerçant	2,9	1,9	24	38
Cadre supérieur	2,3	1,6	34	47
Prof. intermédiaire	2,9	1,7	23	43
Employé	2,8	1,9	24	43
Ouvrier	3,4	2,3	21	32
Autre	3,5	2,5	16	30
Total	3,0	1,9	23	39

¹ Nombre de caries soignées ² Enfant sans aucune dent atteinte

Les accidents de la route frappent davantage les catégories défavorisées

LES INÉGALITÉS sociales n'épargnent pas les accidents de la route. L'analyse des données concernant les accidents corporels de la circulation a montré que « la profession du conducteur était la variable qui discriminait le plus le risque d'implication dans un accident rapporté aux kilomètres parcourus. Les catégories les plus favorisées avaient un risque moindre », rappelle l'ouvrage collectif de l'Inserm. Une typologie des conducteurs a ainsi été dressée selon le type d'accident : les pertes de contrôle sont le fait des ouvriers, des étudiants et des militaires du contingent ; ceux survenant lors de trajets professionnels touchent les chauffeurs, les cadres supérieurs, les artisans, les commerçants et les représentants ; ceux qui se produisent au cours des trajets domicile-travail affectent les employés, tandis que les accidentés à une intersection sont surtout les retraités.

L'analyse des données de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (Inrets) sur la gravité des accidents de la circulation chez les conducteurs en fonction de leur catégorie professionnelle recoupe une partie de ces constatations (voir ci-contre). Alors que la moyenne des tués est de 2,5 % sur le total des conducteurs accidentés, elle atteint 4 % chez les agriculteurs et 4,7 % chez les retraités. Si les ouvriers et les artisans, commerçants, professions indépendantes sont juste au-dessus de la moyenne, les cadres moyens et supérieurs sont les moins touchés (respectivement 1,5 et 1,6 %). De même ces catégories apparaissent les mieux loties pour la gravité des blessures.

Ces inégalités sociales se retrouvent en matière de handicap. « La prévalence des incapacités décroît lorsque le niveau de formation scolaire ou le revenu aug-

mente. Elle est la plus basse pour les techniciens, ingénieurs et cadres », écrivent Jean-François Ravaut et Pierre Mormiche. Ce constat est valable aussi bien pour la mobilité que pour les activités à l'extérieur ou instrumentales. L'espérance de vie sans incapacité (ESVI) a progressé dans toutes les catégories socio-professionnelles en France entre 1980 et 1991 d'une façon plus importante que l'espérance de vie générale.

FRÉQUENCE D'INCAPACITÉS

Les auteurs font cependant remarquer qu'il y a « une accumulation des inégalités, puisque les catégories favorisées ont à la fois la plus longue espérance de vie et la moindre fréquence d'incapacité, et par conséquent une plus longue EVSI ». Citant le Haut Comité de la santé publique, les chercheurs font remarquer que « globalement les inégalités de mortalité et d'incapacité se cumulent au détriment des CSP les moins favorisées ».

Les données de l'ANPE sur les demandeurs d'emploi handicapés permettent enfin de montrer que, bien que considérés comme prioritaires, « ils ont une durée moyenne de chômage double de celle de la population générale ». La part des demandeurs d'emploi est plus élevée pour les emplois non qualifiés (6,9 % pour les manœuvres et les ouvriers spécialisés, 5,1 % pour les employés non qualifiés) que pour les emplois qualifiés. Le taux de demandeurs d'emploi handicapés est le plus faible parmi les agents de maîtrise et les cadres. Une enquête a par ailleurs montré que les candidats handicapés à un emploi avaient 1,8 fois moins de chances d'avoir une réponse favorable avec une haute qualification et 3,2 avec une qualification modeste.

P. Be.

François Bernardini conteste devant la justice les accusations de gestion « clientéliste »

L'ancien patron du PS des Bouches-du-Rhône est poursuivi pour « abus de confiance »

Ancien adjoint (PS) aux finances d'Istres, François Bernardini est accusé d'avoir mis en place, par le biais d'associations, un système « clienté-

liste ». Lundi 11 septembre, devant le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, où il comparait en compagnie de l'ancien maire

d'Istres, Jacques Siffre, il a assuré qu'il n'y avait « rien de plus clair » que les pratiques mises en place dans sa ville.

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional
François Bernardini, ex-adjoint (PS) aux finances de la ville d'Istres (Bouches-du-Rhône), comparait lundi et mardi en compagnie de l'ancien maire de la ville, Jacques Siffre. Mais, devant le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, ce procès très attendu avait une allure bancale : l'information judiciaire, ouverte le 12 juillet 1996, visait des détournements de fonds publics. Les griefs formulés étaient pour l'essentiel ceux pour lesquels la chambre régionale des comptes (CRC) avait déclaré les deux hommes gestionnaires de fait, ce qui leur avait valu d'être démis de leurs mandats et déclarés inéligibles avant d'obtenir leur quitus une fois les sommes remboursées et les amendes payées.

Pendant ces quatre années, des sommes impressionnantes de dizaines de millions de francs avaient été évoquées. Provenant de fonds publics et transitant par diverses associations, elles auraient alimenté ce que l'accusation

appelle « un système (...) permettant d'utiliser des fonds à leur gré à des fins clientélistes sans que l'Etat ou les administrés ne puissent exercer de contrôle ». Pourtant, cette même ordonnance exonérait les accusés de tout enrichissement personnel et précisait que le détournement de fonds publics n'était pas constitué : M. Bernardini et ses amis n'étaient donc poursuivis que pour des abus de confiance, sans qu'on sache précisément si c'était la confiance des collectivités locales qui avait été trahie ou celles des associations paramunicipales.

ANCIEN JOUEUR DE RUGBY

Dans ce qui semblait être une hésitation de l'accusation, comme dans les imprécisions de l'instruction, François Bernardini et Jacques Siffre s'engouffrent avec une jubilation vengeresse. Le second joue d'un humour désabusé quand il explique qu'il était probablement le seul président de ville nouvelle à avoir « payé avec son argent personnel tout le mobilier d'un bureau désormais occupé

par un autre », allusion au remboursement des sommes exigées par la CRC. Le premier, à la manière rugueuse de l'ancien joueur de rugby qu'il est, prend sèchement à partie un procureur presque muet. Le président Alain Ramy finit par s'amuser de sa connaissance du dossier, entre avec lui dans une discussion serrée sur les règles de comptabilité publique.

Moment fort de cette première journée d'audience, M. Bernardini se lance dans une explication détaillée des trente-quatre dépenses dont l'accusation affirme qu'elles étaient en dehors de l'objet social de l'association Istres Promo, dont il était officiellement simple administrateur et en réalité le véritable patron. L'ex-premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhône a une fiche manuscrite et une chemise cartonnée sur chacune d'elles. Il justifie un sondage contesté, montre qu'aucune des questions posées n'a de caractère électoral et tend ses pièces au président. Il explique comment Istres Promo a contribué au déroulement d'un

combat de boxe dans la commune et offre la cassette du match, retransmis par TF 1. « En quatre ans d'instruction je n'ai jamais eu de question précise sur le fonctionnement des associations ou sur le détail des dépenses qu'on me reproche aujourd'hui », martèle-t-il.

Quant aux subventions municipales en faveur du football amateur et professionnel qui transitaient par une association de loi 1901 avant d'être données à une société d'économie mixte chargée de payer les joueurs professionnels, elles étaient connues de tous : « Il n'y a rien de plus clair, il n'y a rien de plus honnête », dit-il encore. Une dernière question à propos de quatre voyages en jet privé avec le dirigeant du club : « Je suis passionné de foot, je suis invité, j'y vais volontiers », lance-t-il, moins convaincant.

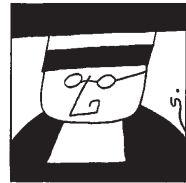
Le bulldozer finit la journée épuisé, mais soulagé d'avoir pu s'expliquer. Il lui reste à attendre les réquisitions du procureur, prévues mardi.

Michel Samson

Les nationalistes corses choisissent le silence au procès du golf de Sperone

Ils se sont contentés de lire un communiqué

JEAN-YVES MONFORT prend goût aux subtilités corses. Le président de la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, habituellement cantonné aux affaires de presse et de diffamation, apprécie les méandres du nationalisme insulaire. En janvier, il avait traité



PROCÈS

une tentative de racket au préjudice du golf de Sperone, un complexe touristique du sud de l'île. De savoureux échanges l'avaient opposé à François Santoni, ancien responsable d'A Cuncolta naziunalista, vitrine du FLNC-canal historique. Neuf mois plus tard, c'est un autre dossier concernant Sperone qui mobilise M. Monfort, lundi 11 septembre : les treize hommes alignés devant lui sont suspectés d'avoir pris part, le 27 mars 1994, à une opération du FLNC-canal historique visant à détruire le même complexe immobilier.

Informée par deux appels anonymes, la police avait interpellé quatorze personnes avant qu'elles ne passent à l'acte à l'aide d'une soixantaine de bonbonnes de gaz et d'un armement quasi militaire. Quatre hommes avaient été arrêtés en flagrant délit, à l'intérieur du domaine, par les policiers du RAID. Dix autres, pour la plupart puissamment armés, avaient été interpellés peu après, à bord de deux véhicules, près d'un barrage de gendarmerie.

OPÉRATIONS DE REPRÉSAILLES

Ces arrestations avaient provoqué la colère des milieux nationalistes. Dans les heures et les jours suivants, une trentaine d'opérations de représailles (attentats, mitraillages...) avaient été menées contre des gendarmeries et des édifices publics. Diverses polémiques sur les imperfections de la procédure, sur l'attitude du juge Laurence Le Vert, suspectée de n'avoir pas poursuivi les prévenus avec l'ardeur voulue, ou encore sur d'éventuelles négociations entre certains leaders nationalistes et le gouvernement, via le ministre de l'intérieur de l'époque, Charles Pasqua, avaient suivi.

Le président Monfort sait que le contexte actuel, notamment les discussions entre le gouvernement et les élus de l'île, ne facilite pas sa quête de vérité sur ce trouble passé. Malgré tout, il voudrait en savoir davantage. Las ! les principaux prévenus restent silencieux. A peine acceptent-ils de confirmer leur date

de naissance. Le magistrat s'en amuse : « On dit parfois les Corses bavards mais cela ne semble pas être, jusqu'à présent, un dicton qui se confirme. » Seules exceptions : un journaliste du *Méditerranée*, Jérôme Ferraci, dont le tribunal devra dire s'il était en reportage aux côtés du commando ou s'il avait rang de complice, et un homme de quarante-sept ans, Horace Rossi, arrêté bien plus tard, dont on devine qu'il niera toute implication dans l'expédition nocturne.

Il faut attendre 17 h 30 pour que l'un des prévenus, Baptiste Canonici, lise un texte au nom des silencieux. « Nous sommes des militants du FLNC-canal historique », annonce-t-il avant d'indiquer que leur « commando » visait, ce soir-là, le « symbole de la spéculation » que représentait le complexe immobilier. Mais M. Canonici revient vite au présent et au « processus de Matignon », salué car il « entretient la flamme de l'espoir ». A entendre M. Canonici, il est temps de déposer « toutes les armes aux vestiaires » et chacun doit « faire une partie du chemin ». Faut-il voir là un appel à la clémence, préalable à la bonne continuation dudit processus ? Le prévenu n'en dira pas davantage mais les magistrats ont confirmation d'une évidence : bien que les faits remontent à 1994, leur jugement sera mesuré à l'aune de l'actualité.

Dans ces conditions, le retour sur le passé perd de sa saveur. Même quand il est l'œuvre d'un témoin aussi attendu que Mireille Ballestrazi, ancienne responsable du service régional de police judiciaire d'Ajaccio. La salle attend des confessions sur les coulisses de l'enquête, les interventions politiques, des tractations inavouables. M^{me} Ballestrazi s'en tient aux faits, rien qu'aux faits, même si elle défend sa procédure et égratigne implicitement le juge Le Vert.

Tout en écartant les questions trop politiques, M^{me} Ballestrazi confirme enfin que François Santoni, compte tenu du « contexte » de tension sur l'île, avait été autorisé – en présence du directeur de cabinet du préfet et sous le contrôle d'un officier de police judiciaire – à voir ses amis en garde à vue. Selon elle, il s'agissait de « contacts » et non d'« entretiens ». M. Monfort rétorque que pareil privilège n'aurait sans doute pas été accordé à Montpellier ou à Roubaix... « Nous, policiers et gendarmes, avons fait notre travail en notre âme et conscience », conclut M^{me} Ballestrazi.

Philippe Broussard

M. Haberer proteste contre un titre du « Monde »

L'ANCIEN président du Crédit lyonnais, Jean-Yves Haberer, a vivement protesté, lundi 11 septembre, contre la publication, à la « une » du *Monde* (daté mardi 12 septembre) d'un titre ainsi formulé : « Crédit lyonnais : M. Haberer dit avoir falsifié les comptes "sur instructions" ». Raccourci malencontreux au regard des informations auxquelles il renvoyait, ce titre était effectivement erroné. M. Haberer a bien évoqué, au cours d'une confrontation judiciaire, le 26 juillet, des « instructions » émanant de l'ancien directeur de la Banque de France, Jacques de Larosière, afin que les comptes 1992 de la banque publique soient falsifiés. Mais, comme l'indiquait sans ambiguïté l'article relatant cette confrontation, ces instructions étaient destinées à la commission bancaire et non aux dirigeants du Crédit lyonnais, selon les déclarations de M. Haberer. De même, M. Haberer n'a pas admis avoir « falsifié » les comptes de la banque, puisqu'il continue de contester toute illégalité dans la présentation des comptes de 1992, sur lesquels porte l'enquête des juges.

Dans un droit de réponse adressé au *Monde*, M. Haberer indique que les informations publiées, qu'il estime affectées de « contrevérités »,

ont porté atteinte à sa présomption d'innocence. L'ancien président de la banque publique affirme que « jamais [il] n'a déclaré avoir falsifié les comptes du Crédit lyonnais » ; que « jamais [il] n'a considéré les recommandations ou instructions des autorités de tutelle comme étant de nature à falsifier les comptes du Crédit lyonnais, c'est-à-dire à les manipuler de manière illégale ». Il ajoute que « lorsque, pour l'exercice 1992, le taux de provisions sur les "risques-pays" a finalement été abaissé de 52,4 % à 50,2 %, cela a été fait en conformité avec les prescriptions de la commission bancaire », précisant que la « reprise de provisions ainsi opérée était parfaitement légale ».

Les deux autres protagonistes de la confrontation rapportée par *Le Monde* ont, eux aussi, réagi à nos informations. M. de Larosière a affirmé, dans un communiqué, n'avoir donné « aucune instruction tendant à arrêter les comptes du Crédit lyonnais ». Ancien directeur du Trésor et actuel gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet a assuré qu'il était « faux de prétendre » que M. Haberer « aurait dit avoir reçu quelque instruction de [sa] part » et que la justice « ne pourra que reconnaître l'entière bonne foi de la direction du Trésor ».

Avec united.com™ et E-ticket™, vous pouvez réserver vous même votre billet, vérifier les heures d'arrivée et voyager sans papiers. Que dirait votre grand-père ? Profitez de vos voyages comme de la vie.

UNITED AIRLINES

MEMBRE DU RESEAU STAR ALLIANCE



Aux assises de Paris, les confessions de « Madame Simone »

Surnommée la « PDG de la rue Saint-Denis », Simone Darridon renseigna la police sur l'assassinat de la policière Catherine Choukroun, sur le périphérique, en 1991

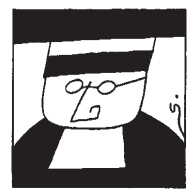
Au procès de l'assassinat de Catherine Choukroun, policière tuée sur le périphérique parisien, en 1991, Simone Darridon, soixante et onze ans, patronne de studios de prostitution et indicateur de police, est venue raconter,

lundi 11 septembre, dans quelles conditions elle avait fourni, juste après le meurtre, l'information qui allait aboutir, six ans plus tard, à l'arrestation des trois personnes aujourd'hui dans la boîte des accusés. Cette déposition de

« Madame Simone » a permis de mieux faire comprendre le subtil jeu de donnant-donnant entre la brigade de répression du proxénétisme et le monde de la prostitution. « Dans la rue Saint-Denis, rares sont les studios qui

n'ont pas de protection, tout le monde le sait ! », a-t-elle affirmé. Entendu, l'ancien patron de la « mondaine », a jugé ces pratiques acceptables « si au bout du compte le bilan est positif pour le service public ».

A LA BARRE, convoquée comme témoin, Simone Darridon, soixante et onze ans, en paraissant dix de moins dans sa livrée de jean et de cuir, ne déclare pas de profession.



PROCÈS

Tout juste cette petite femme carrée aux cheveux noirs et au torse imposant parle-t-elle, entre les lignes de sa déposition, de ses « petites affaires » d'hier, dont l'un des accusés mentionna qu'elles lui valaient, ces dernières années, dans les quartiers chauds de Paris, le surnom de « PDG de la rue Saint-Denis ».

M^{me} Darridon, pour la rue « Madame Simone », ancienne prostituée et tenancière de plusieurs studios de prostitution, fut à l'origine du « tuyau » finalement communiqué à l'aube de 1997 aux limiers de

la brigade criminelle chargés d'enquêter sur l'assassinat de Catherine Choukroun, cette jeune gardien de la paix abattue en février 1991 d'une décharge de chevrotine alors qu'elle effectuait, avec un collègue, la nuit, de banals contrôles de vitesse sur le boulevard périphérique (*Le Monde* des 8 et 9 septembre).

Quoique erroné sur nombre de points, le renseignement, qui visait deux « videurs » d'immeubles et une ancienne prostituée toxicomane, permit finalement l'arrestation d'Aziz Oulamara, Marc Petaux et Nathalie Delhomme, qui comparaissent aujourd'hui aux assises, à Paris, avec, essentiellement contre eux, un entrelacs de déclarations de prostituées, tenancières, « julots », malfrats et autres voyous.

La raison d'un tel cadeau à la police ? « C'est un crime qui n'est pas excusable », assure le témoin, d'une voix sourde, évoquant l'acte insen-

sé, gratuit, qui aurait été commis, selon son renseignement, sur les chemins d'un « plan de came ». « Si c'était un règlement de comptes, je la ferraissais. Mais je fais ça pour cette dame [Catherine Choukroun], qu'elle dorme en paix. On n'a pas le droit de tuer, comme ça, pour rigoler. »

UN SOIR DE LIBATIONS

Face à la rumeur vertueuse, la défense bruit déjà d'une indignation à peine contenue lorsque M^{me} Darridon, devançant les critiques, précise, presque en s'excusant : « Oh ! Mais ma parole ne vaut pas grand-chose, vous savez. Je ne suis qu'une tenancière. On me traite de « balance ». Pourtant, j'ai toujours été honnête dans mon genre. » L'avocat général Philippe Bilger, qui devra bientôt sceller son accusation : « Moi, je vous crois. »

Ainsi, M^{me} Darridon affirme, entre autre, qu'Aziz Oulamara, un

soir de libations, et bien d'autres, lui a déclaré, gestuelle à l'appui : « Moi, je suis pire qu'un tireur d'élite. Moi, je vise la tête. A cent à l'heure, je te mets une balle dans la tête. Si tu me crois pas, demande à Marco [Marc Petaux]. » Aziz Oulamara vitupère. « C'est une affaire d'argent ! Elle a livré de fausses informations pour garder ses studios ! » La défense rappelle : cinq à six studios sur les deux cents répertoriés rue Saint-Denis, d'autres rue Lebel, de cinq à dix filles par studio (des maliennes, surtout), de 8 à 10 000 francs mensuels par fille, soit 700 000 francs encaissés chaque mois, selon l'accusé. Ce qui, évidemment, représente plus que le RMI aujourd'hui annoncé.

Pressée de questions, elle concède bien : Mais elle nie avoir parlé donnant-donnant. D'ailleurs, en 1998, elle a été interpellée par la brigade de répression du proxénétisme (BRP, ex-« mondaine »), et mise en examen pour proxénétisme

aggravé, alors que l'instruction de l'affaire Choukroun n'était pas achevée. A ce sujet, on la dit victime d'une guerre des polices : la crime contre la mondaine, cette même « mondaine » auprès de qui elle affirme avoir donné, juste après les faits, en 1991, le renseignement de 1997, sans qu'il ait été exploité.

« Trouvez-vous scandaleux qu'on fasse preuve de tolérance à l'égard d'un informateur ? », demande l'avocat général au commissaire Yves Castano, patron de la BRP de 1994 à juin 2000. « Non, si au bout du compte le bilan est positif pour le service public », répond celui-ci, pragmatique, en confirmant que Simone Darridon fut, « pendant un certain nombre d'années », « un indic » pour son service. Avant qu'elle ne soit répudiée, vers 1994, pour inefficacité et manque de discrétion.

Jean-Michel Dumay

Le personnel pénitentiaire s'inquiète après le meurtre d'un surveillant

LE MEURTRE d'un surveillant de la maison d'arrêt d'Avignon, tué par balles le 8 septembre à son domicile de Cabannes (Bouches-du-Rhône), a donné lieu à une journée de deuil et de protestation, lundi 11 septembre, dans plusieurs établissements pénitentiaires du sud-est de la France. Le parquet de Tarascon a ouvert, lundi, une information judiciaire pour « assassinat », confiée à la juge d'instruction Fabienne Allard. Conduites par la section de recherches de la gendarmerie de Marseille, les premières investigations ont établi que la victime, Luc Heurend, a été mortellement atteint au cœur et au bras de deux balles de calibre 7,65. « L'hypothèse du suicide est écartée, mais toutes les autres pistes restent ouvertes », a indiqué, mardi matin, une source proche de l'enquête.

Les circonstances du meurtre ont cependant amené le parquet à retenir le chef d'« assassinat », qui suppose une préméditation. Le surveillant venait de descendre de sa motocyclette, vers 21 h, au retour d'une séance de karaté, et se trouvait dans son garage. Il aurait été suivi sur la route ou attendu aux abords du domicile, mais aucun témoin n'a aperçu le ou les tueurs.

DEUX COUPS DE FEU RAPPROCHÉS

La concubine de la victime a indiqué avoir entendu deux coups de feu rapprochés, avant de découvrir le crime en descendant au garage. « Pour l'heure, nous ne pouvons ni dire, ni exclure, que cet assassinat soit lié à l'activité professionnelle de la victime », a commenté, mardi matin, le parquet. Tout en démentant une rumeur, évoquée dans un

tract de FO-pénitentiaire, selon laquelle « un sachet de drogue » avait été découvert près du corps : les expertises ont démontré qu'il ne s'agissait « pas de stupéfiants », a certifié le parquet.

Premier meurtre de surveillant commis « hors détention », selon les responsables syndicaux, la mort de Luc Heurend a provoqué une vive émotion dans la profession. Ses collègues de la prison Sainte-Anne d'Avignon ont assuré « un service minimum », lundi, bloquant tout mouvement dans la maison d'arrêt, hormis l'extraction de détenus devant comparaître devant la cour d'assises. Le mouvement a été suivi dans plusieurs établissements de la région, notamment à Arles où les ateliers, les activités sportives ou socio-culturelles ont été supprimés.

Dénonçant « une montée de la violence », les syndicats ont rappelé la série d'incidents survenus ces derniers mois. Le 27 juillet, un surveillant de la maison d'arrêt de la Talaudière (Loire) avait été blessé à coups de fusil de chasse, sur le trajet entre son domicile et la prison. La voiture d'un autre surveillant de l'établissement avait été incendiée par un cocktail Molotov. Le 23 août, la villa du directeur de la maison d'arrêt de Nice a été dévastée par une explosion criminelle. Estimant que Luc Heurend a été « lâchement assassiné », la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a exprimé lundi « sa détermination à défendre les personnels face aux pressions et agressions en toutes circonstances ».

Erich Inciyan

« Vache folle » : controverses sur les résultats de la campagne de dépistage

COMBIEN y a-t-il aujourd'hui en France de bovins apparemment sains contaminés par l'agent pathogène responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la « vache folle ») et capable d'infecter l'homme par voie alimentaire ? Rien en l'état actuel des données épidémiologiques ne permet, selon les experts, de répondre avec précision à cette question essentielle de santé publique. Quant aux données chiffrées actuellement disponibles, le ministère de l'agriculture a annoncé, lundi 11 septembre, qu'un nouveau cas d'ESB venait d'être diagnostiqué dans le département de l'Isère, portant à 44, depuis le début de l'année en France, le nombre des cas recensés ayant conduit à l'abattage des troupeaux, contre 30 l'an dernier. Le même jour, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments

(Afssa) a publié les derniers résultats disponibles de l'étude d'épidémiologie active qu'elle conduit, à la demande du gouvernement, depuis le mois d'août.

Cette étude consiste à identifier, grâce à un test de dépistage, les bovins porteurs de l'agent de l'ESB sans pour autant présenter les symptômes caractéristiques de la maladie. Au total, 48 000 bovins feront, avant la fin de cette année, l'objet d'un tel dépistage. En pratique, celui-ci est effectué sur des fragments cérébraux prélevés chez des animaux âgés de plus de deux ans, retrouvés morts (à cause d'une maladie ou d'un accident) ou, pour diverses raisons, abattus d'urgence. Cette fraction du cheptel bovin est a priori la plus exposée au risque infectieux et 40 000 de ces tests seront pratiqués dans les régions de Bretagne, de Basse-Normandie et des Pays-de-la-Loire, qui

totalisent à elles seules 80 % des cas français d'ESB.

L'Afssa indique que ce programme avait déjà permis d'identifier 12 bovins en phase d'incubation de l'ESB sur environ 10 000 animaux testés (ce qui porte à 48 le nombre des cas recensés depuis le début de l'année). Cette proportion se situe dans la fourchette qui avait été retenue (celle d'une prévalence comprise entre 0,1 et 3 pour mille) par les responsables de l'étude.

PROCÉDURE SUISSE

Elle n'est d'autre part guère éloignée des observations faites en Suisse, seul pays avec la France à avoir mis en place un tel programme de surveillance. Le principal grief adressé aux pouvoirs publics est de ne pas avoir effectué, contrairement à la Suisse, des tests chez une fraction

des animaux conduits à l'abattoir. En Suisse, cette procédure a permis, en 1999, d'identifier 3 animaux infectés sur 7 138 testés. Cette année sur les 5 000 premiers tests, aucun résultat positif n'a été trouvé.

En fait, ce sont les auteurs du protocole scientifique qui, dans un premier temps, n'ont pas jugé utile de prévoir un tel échantillonnage. Il semble toutefois acquis que cette procédure pourra être mise en œuvre, à court ou moyen terme. « Sur ce point, la situation a évolué, puisque, à la demande de la Confédération paysanne notamment, des tests sont effectués sur les animaux abattus des troupeaux où un animal infecté avait été identifié », a déclaré au Monde Jean Glavany, ministre de l'agriculture. Pour l'heure, ces résultats sont négatifs, ce qui ne signifie nullement, en l'état actuel des performances du dépistage,

que les animaux sont véritablement indemnes. Actuellement, nous continuons, comme les scientifiques nous l'ont demandé, à dépister les animaux qui sont le plus exposés au risque et dans les régions de France les plus touchées par l'épidémie. »

D'autre part, face au risque persistant de recyclage de l'agent de l'ESB via les graisses bovines (*Le Monde* du 28 août) on indique, au ministère de l'agriculture, qu'un arrêté ministériel allait prochainement « interdire les graisses d'os de ruminants dans l'alimentation des ruminants » et que, comme le demandent depuis plusieurs mois les experts des maladies à prions, les colonnes vertébrales des bovins allaient peut-être bientôt être considérées comme un matériel à risque infectieux.

Jean-Yves Nau

Avez-vous une image nette de vos clients?

Une plate-forme logicielle permet de fournir une approche personnalisée à chaque client. En exploitant des scénarios de e-business, ATG Dynamo accroît la fidélité des clients et leur valeur à terme. Cette méthode s'est révélée bénéfique pour AGF, Alafolie.com et Benetton. Avez-vous envie de changer d'image?



atg

© 2000. ATG, la Techmark, le logo ATG, et Dynamo sont des marques déposées du Art Technology Group, Inc. Toutes les autres marques sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. NASDAQ:ARTG

Testez votre gestion de relations clients sur www.atg.com/scenario

Sang contaminé : la chambre d'accusation décide de rouvrir ses débats

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Paris a informé, lundi 11 septembre, les avocats des personnes mises en examen dans le volet « non ministériel » de l'affaire du sang contaminé qu'elle allait rouvrir les débats sur cette affaire. La chambre d'accusation estime en effet que l'adoption de la loi du 10 juillet, qui allège le régime de responsabilité pénale en cas d'infractions non intentionnelles, l'oblige à reconsidérer ce dossier, dans lequel certaines personnes ont été mises en examen pour « homicide involontaire ».

Elle a invité les avocats pour une nouvelle audience, lundi 2 octobre. Au total, 30 personnes ont été mises en examen dans ce volet de l'affaire du sang contaminé, dont d'anciens membres des cabinets ministériels de Laurent Fabius, Georgina Dufouix et Edmond Hervé. La chambre d'accusation devait décider si elle renvoie les mis en examen devant la Cour d'assises – comme le souhaitait le juge d'instruction – ou devant le tribunal correctionnel – comme le souhaite le parquet.

DÉPÊCHES

■ ACCIDENT DE LA ROUTE : quatre personnes ont été tuées et trois blessées, dont l'une grièvement, dans une collision intervenue mardi 12 septembre vers 6 h 30 entre deux poids lourds, une camionnette et un minibus. L'accident s'est produit sur l'autoroute A10, dans le sens Province-Paris, à la hauteur de Poupry (Eure-et-Loir).

■ EUGÉNISME : l'association de défense des handicapées de l'Yonne a déposé plainte contre X... lundi 11 septembre devant le tribunal de Sens à la suite d'opérations de stérilisation par ligature des trompes effectuées sur des handicapées mentales. Selon l'avocat de l'association, une quinzaine de jeunes femmes suivies dans un centre d'aide par le travail (CAT) de Sens seraient concernées.

■ CONSOMMATION : le fabricant de crèmes glacées Artic a décidé de retirer du marché sa glace contenant un Malabar congelé, en raison des risques d'étouffement, a indiqué lundi 11 septembre la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Un enfant de deux ans et demi est décédé le 25 août, dans le Pas-de-Calais, le bubble-gum congelé contenu dans la glace ayant obstrué sa gorge.

■ MEURTRES : un homme a été interpellé, lundi 11 septembre, et placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur deux meurtres commis récemment à Meyzieu (Rhône). Le 31 août, une jeune mère de famille de 22 ans avait été tuée par balles sur le pas de sa porte par un tireur armé d'une carabine 22 LR. Six jours plus tard, un homme était à son tour abattu d'une balle – provenant de la même arme – dans la poitrine, dans le même quartier de cette commune.

DISPARITIONS

Henry Pottier

Un architecte de l'après-guerre très productif

L'ARCHITECTE Henry Pottier, Grand Prix de Rome, qui a travaillé à la reconstruction de Vernon (Eure) après la guerre et réalisé d'importants bâtiments jusque dans les années 70, est mort jeudi 7 septembre à Paris à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Né à Vernon (Eure) le 21 février 1912, élève de l'École des arts décoratifs et de l'École nationale des beaux-arts, Henry Pottier a travaillé pendant dix ans à la reconstruction de sa ville natale et à celle d'Evreux dont il a édifié la cité administrative et la préfecture.

A partir des années 60, il concentre son activité sur la région parisienne où il s'impose comme l'un des architectes les plus productifs. Il réalise ainsi la piscine olympique de Colombes, l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, la tour UAP à la Défense, la nouvelle Ecole polytechnique de Palaiseau, l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris... Hors région parisienne,

Henry Pottier est l'auteur de l'auditorium Maurice-Ravel de Lyon et du stade Louis II à Monaco. Il a également été sélectionné dans plusieurs concours importants, comme celui de 1973 pour l'achèvement de la Défense, un projet de 30 000 m² qui donnera ultérieurement naissance à la Grande Arche, ou pour le nouveau Palais des festivals de Cannes.

MARQUES DE TALENT

Avec Raymond Lopez, Henry Pottier est à l'origine du quartier du Front de Seine, dans le XV^e arrondissement de la capitale, un projet marqué par la séparation des fonctions de circulation, de travail et d'habitat dans la lignée des théories défendues par Le Corbusier et les fonctionnalistes. L'essentiel des projets d'Henry Pottier se trouve situé à une époque charnière où une nouvelle génération d'architectes commence à mettre en cause la pratique des grands constructeurs de l'après-

guerre. 1972 est à cet égard une année fertile en commandes mais sans doute pénible pour Pottier. C'est ainsi que le président Georges Pompidou met durement en cause l'architecture du Petit-Clamart, sans qu'on sache la raison d'un tel exemple pris dans le tout-venant d'une production nationale particulièrement essoufflée.

La presse non plus n'est pas tendre pour l'architecte, qu'il s'agisse du Front de Seine ou de son projet pour Cannes. Henry Pottier pourtant, qui avait obtenu en 1966 le prix « Beauté de Paris et de l'Île-de-France » décerné par la Chambre syndicale des agents immobiliers de Paris, a laissé des marques de talent non négligeables comme le restaurant universitaire du 3, rue Censier (1965), salué à juste titre par le récent *Guide de l'architecture moderne à Paris*, d'Hervé Martin (Ed. Alternatives).

Frédéric Edelmann

Lucien Molino

Une figure de la Résistance marseillaise

LUCIEN MOLINO, qui fonda la première mutuelle ouvrière CGT sous le Front populaire et qui fut, durant la seconde guerre mondiale, l'une des figures de la Résistance communiste à Marseille (Bouches-du-Rhône), est mort vendredi 8 septembre à Marseille où il était né le 25 mai 1907.

Très jeune, Lucien Molino milite au Parti communiste français (PCF) – il participe, à l'âge de treize ans, à une grève comme mousse à bord d'un cargo à Saïgon – et devient, en 1936, secrétaire du syndicat des chauffeurs de taxi de Marseille, avant d'être élu secrétaire général de l'union départementale des syndicats des Bouches-du-Rhône. Il participe aux premiers combats contre l'invasisseur allemand en 1940 et, fait prisonnier, il parvient à s'évader pour gagner la Résistance. En 1943, Lucien Molino joue un rôle important dans l'action régionale clandestine du PCF pendant l'oc-

cupation. A Marseille, il organise des grèves de métallurgistes et une manifestation patriotique le 14 juillet 1944. Il crée des milices patriotiques et participe, avec Gaston Defferre et Raymond Aubrac, à l'insurrection qui libère Marseille en août 1944.

Après la Libération, Lucien Molino reconstitue les syndicats légaux dans les Bouches-du-Rhône. En 1947, il est élu membre du comité central du PCF et, en 1951, il devient secrétaire confédéral de la CGT, chargé des questions d'organisation. Le 24 mars 1953, Lucien Molino est arrêté pour atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat. Il est incarcéré à la prison de Fresnes, jusqu'en août 1953, avec d'autres militants communistes soupçonnés, dans l'affaire dite des « pigeons voyageurs », de communiquer des informations à l'Est. Lors de sa détention, il est élu conseiller municipal communiste de Marseille sur une liste présentée par François Billoux. Suspecté à tort, Lu-

cien Molino pourra, une fois relâché, reprendre ses activités de militant, dans les Bouches-du-Rhône, au sein du PCF et, jusqu'à la fin de ses jours, il se consacrera à la cause mutualiste dont il a présidé de nombreux organismes.

Jacques Isnard

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 8 septembre est publié :

● **Accord international** : un décret portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française, le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le gouvernement du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relative aux personnels scientifiques de l'institut Max-von-Laue-Paul-Langevin, signée à Paris le 7 octobre 1997.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Né le 2 juin 2000,

Olivier

a fêté ses cent jours,

avec
Dominique et Casimir LEPEL,
ses parents,
Silvia,
sa sœur,
Nicole SELS,
sa grand-mère,
et
Suzanne CATTAN,
son arrière-grand-mère.

Anne et Dominique MILLET-DEVALLE

sont heureux d'annoncer la naissance de

Virgile,

le 4 septembre 2000.

9, rue Fodéré,
06300 Nice.

Anniversaires de naissance

– Athènes, 13 septembre 1982.
Bruxelles, 13 septembre 2000.

Danaé,

Joyeux anniversaire et bon courage pour la lourde tâche qui t'attend :
Changer le monde !

Papa, Maman, Etienne et Castalie.

Décès

– Cherbourg (Manche).

On nous prie d'annoncer le décès de

Raymond ALLARD,
directeur d'école honoraire,
président fondateur de l'Alefa,
ancien président
de l'Union française de la jeunesse,
ancien maire adjoint de Lille,
officier de la Légion d'honneur,
commandant des Palmes académiques,
médaillé d'or de la Jeunesse et des Sports,
médaillé de l'Education surveillée,
membre de la R. L. L.
le Réveil à l'O. de Douai

Il a rejoint son épouse,

Emilienne VALEZ,

décédée le 28 août 2000.

Le défunt a été incinéré et selon ses dernières volontés, ses cendres ont été dispersées à l'île de la Réunion.

« Si tu peux voir détruire l'ouvrage
de ta vie...
Et d'entendre mentir sur toi
leurs bouches folles... »

Pour respecter ses volontés, il n'y aura pas de remerciements.

Gémissons mais espérons.

– M. et M^{me} Michel Georges Binet,
M. et M^{me} Marcel Binet,
M. et M^{me} Michel Binet,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine BINET,
née DAUTRAIX,

survenu le 9 août 2000, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Nous associons à sa mémoire celles de

Michel BINET,

son mari,

Henri BINET

et

Bernard BINET,

ses fils.

Ils reposent au cimetière de Manzat (Puy-de-Dôme).

– M^{me} Huguette Blaise,
M. et M^{me} Philippe Blaise
et leur fille,

M. Dominique Blaise,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BLAISE,

survenu le 7 septembre 2000.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Hyacinthe Marcel BOCCHIETTI.

De la part de
Jean-Marc et Nadine Bocchetti,
ses enfants,
Alain Schmitt et Zofia Kowalska,
Edwin, Enzo, Jansen, Laetitia,
Loredana et Théa,
ses petits-enfants,
Huguette Chassagne-Bocchetti,
son épouse.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 14 septembre 2000, à 10 heures, en l'église de La Varenne-Saint-Hilaire (Val-de-Marne).

– La famille,
Et les amis de

Martin BORILSKI

se réuniront pour évoquer son souvenir le mardi 12 septembre 2000, à 17 h 30.

Merci de nous avoir fait partager ta vie.

Daisy BOUND HÉBEL,

journaliste honoraire
de l'Agence France Presse,

est décédée le 9 septembre 2000, à Paris.

Une cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 13 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Poincaré, Paris-16^e.

De la part de
Sylvain et François Hébel,
ses fils,

Pietro, Federico, Niccolo et Margot,
ses petits-enfants,
Les familles Hébel, Etcheverry,
Dumurgier,
Bound, Laurans, Ricart, Moutte, Béhar,
Chiesa, Serani, Théry,
Naimatu Adegbile et Bernadette Demissy.

L'incinération aura lieu dans l'intimité.

50, rue du Ranelagh,
75016 Paris.
20, avenue Trudaïne,
75009 Paris.

– L'université Charles-de-Gaulle - Lille-III a le regret de faire part du décès de quatre de ses collègues enseignants,

M^{me} Danielle CORBIN,

professeur de linguistique
à l'UFR de Lettres modernes,

le 6 août 2000.

M^{me} Corbin était directrice de l'Unité de recherche sur le lexique (SILEX) et membre senior de l'Institut universitaire de France.

M. Emmanuel CHADEAU,

professeur d'histoire
du monde contemporain
à l'UFR d'histoire,
ancien membre junior
de l'Institut universitaire de France,

le 6 août 2000.

M. Félix-Paul CODACCIONI,

professeur émérite
d'histoire contemporaine,
(depuis le 1^{er} octobre 1983),

le 4 septembre 2000.

M. Yves LOMBARDI,

assistant agrégé
à l'UFR de mathématiques,
sciences économiques et sociales,

décédé le 26 août 2000.

Leurs collègues enseignants,
Le personnel et les étudiants

de Lille-III,
s'associent à la douleur de leurs familles.

– Ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques DUMONTIER,

survenu le 10 septembre 2000, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 septembre, à 15 heures, en l'église de Nanteau-sur-Lunain (Seine-et-Marne).

– M^{me} Sylvie Bartos,
sa fille,

M. Stéphane Bartos,
son enfant,

son gendre,
Séverine Bartos,
sa petite-fille,

M^{me} Irmgard Ballereau,
sa sœur,

M. André Ballereau,
son beau-frère,

Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Brigitte KOHLER,
née TEICH,

survenu le 9 septembre 2000, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée jeudi 14 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Romain de Sèvres (1, rue de l'Eglise).

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Elle sera suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille, au cimetière de Ville-d'Avray.

M. et M^{me} Bartos,
213, rue de Versailles,
92410 Ville-d'Avray.

– Cholet. Gétigné. Dacca (Bangladesh). Liège. Nantes. Paris. Tourcoing.

« Le Seigneur a fait pour moi
des merveilles. Saint est son nom. »

M. Maurice Labé,

son époux,

François et Armelle Labé-Perrocheau,
Alexandre, Olivier, Aurélien et Marine,
Yves-Marie Labé et Laura Brunon,

Barthélémy,
Anne-Véronique et Joël Müller-Labé,

Mathilde (†) et Guillaume,
Pierre et Pétula Labé-Ballan,

Nicolas, Amandine et Sophie,
Vianney et Ayshanie Labé-

Médagangoda,
ses enfants et petits-enfants,

Les familles Labé et Lardièrre,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Thérèse LABÉ-LARDIÈRE,

Cholet, le 9 septembre 1922,
Tourcoing, le 7 septembre 2000.

Les funérailles auront lieu à Tourcoing, mercredi 13 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe.

L'inhumation se fera le 14 septembre, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Ceux qui le souhaitent peuvent faire un don à Handicap International, 14, avenue Berthelot, 69361 Lyon Cedex 07, CCP 508-11C Lyon.

47, rue Camot,
59200 Tourcoing.

– Jeanne-Marie Lafay,
son épouse,

Ses enfants et ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Octave LAFAY,

conservateur honoraire des hypothèques,
croix de guerre avec palme,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
chevalier de l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 10 septembre 2000.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Vincennes, le mercredi 13 septembre, à 14 h 30.

– On nous prie d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de

Jean LAVÉDRINE,

professeur émérite
à l'université Stendhal - Grenoble-III.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 septembre 2000, à 15 heures, au centre funéraire intercommunal de Grenoble et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Ismier.

De la part de

M^{me} Jean Lavédrine,
son épouse,

M. et M^{me} François Faure,
ses enfants,

Louise, Roland et Arthur,
ses petits-enfants,

M. et M^{me} Marc Lavédrine,
ses frères et belle-sœur,

Des familles Lavédrine, Baccarani,
Sanguinetti et de ses amis.

463, montée des Chartreux,
38350 Saint-Ismier.

[Linguiste et angliciste, fondateur de l'ALAEF, professeur à l'université de Grenoble depuis 1960, Jean Lavédrine a été de 1981 à 1987 président de l'université Stendhal - Grenoble-III. Il fut aussi pendant plusieurs années président du Comité national d'évaluation.]

– Le professeur Lise Dumasy, présidente,

Et l'ensemble des personnels de l'université Stendhal

ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Jean LAVÉDRINE,
ancien président de l'université
(1980-1987),

le 9 septembre 2000, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Une cérémonie aura lieu au funérarium de La Tronche (Isère), mercredi 13 septembre, à 15 heures.

– Claude Le Quément,

Annie et Yvon Thomas,
leurs enfants et petits-enfants,

Joël et Marie Le Quément
et leurs enfants,

ont le chagrin de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Anne Marie LE QUÉMENT,
née LE CHAPELAIN,

survenu le 10 septembre 2000, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Tréguier (Côtes-d'Armor).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Lézardrieux (Côtes-d'Armor).

Gliz Armor,
allée des Marronniers,
22740 Lézardrieux.
30, clos du Manoir,
1150 Bruxelles.

RUBRIQUE
IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

► **TARIF ABONNÉS :**

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 510 F TTC / 77,75 €

4 Parutions : 705 F TTC / 107,48 €

103 F TTC / 15,70 € la ligne suppl.

- **Bouclage vendredi 12 h.** -

☎ **01.42.17.39.80**

Fax : 01.42.17.21.36

– Le CEFI,
centre d'économie et de finances internationales,
UMR du CNRS
et de l'université de la Méditerranée
Aix - Marseille-II,
André Cartapanis
et Jean-Louis Reiffers,
Le corps enseignant,
Les chercheurs,
Les personnels et les étudiants,
Les anciens doctorants du CEFI,
ont la tristesse de faire part du décès, le 7 septembre 2000, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, à Aix-en-Provence, de

Gérard MARCY,

doyen honoraire de la faculté
des sciences économiques,
ancien président
du comité consultatif des universités
et du concours d'agrégation
de sciences économiques,
initiateur de la création des facultés
de sciences économiques
et de la licence ès sciences économiques,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,

et présentent leurs sincères condoléances
à sa famille.

– Elisabetta, Federico et Giacomo
ont la tristesse de faire part du décès de

Eleonora MARMORI GUCCIARDI,

survenu le 7 septembre 2000.

– M^{me} Ganna Ottevaere-van Praag,
son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de

M. Jean OTTEVAERE,
professeur,

né à Uccle (Bruxelles) le 14 mai 1933 et y décédé le 5 septembre 2000.

La cérémonie a eu lieu dans la plus stricte intimité.

– Le docteur Robert Ouzilou,
son mari,

Les familles Chemama, Darche,
Ouzilou, Narboni, Zerbib,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert OUZILOU,
née Colette CHEMAMA,

survenu à Nice, le 7 septembre 2000.

Elle va rejoindre

Jean-Marc,

son fils,
au cimetière de Bagneux, dans l'intimité
familiale.

43, rue d'Issy,
92170 Vanves.

Le Monde
ECONOMIEProfesseurs d'économie,
documentalistes...

...Faites travailler vos élèves
sur le supplément **ECONOMIE** du *Monde* :
un support de cours concret
en prise directe sur l'actualité.

Conditions exceptionnelles pour vos classes !

Pour tout renseignement :
grondard@lemon

La Haute-Normandie s'évertue à combler son retard dans la formation

Traditionnellement, les jeunes de l'académie de Rouen suivaient des filières courtes. Mais celles-ci ne suffisent plus aujourd'hui à répondre aux besoins des entreprises. Les sorties prématurées du système scolaire sont particulièrement préoccupantes dans les quartiers défavorisés

ROUEN

de notre correspondant

Longtemps la Haute-Normandie fut terre d'industrie et d'agriculture. Et le jeune trouvait rapidement du travail, sans souci de formation. Puis sont venus les temps mauvais de la crise économique et le chômage. Mais les pratiques culturelles n'ont pourtant pas changé : « La démarche des familles témoigne encore souvent d'un déficit d'ambition pour la formation des enfants, celles-ci privilégient souvent les filières courtes, très proches d'une insertion professionnelle. Des corrections sont apportées progressivement, mais l'affirmation de la priorité à la formation reste encore à établir dans les faits », est-il observé en préambule du projet académique que le rectorat de Rouen a lancé en 1988.

L'académie de Rouen recouvre le territoire de la région Haute-Normandie qui, en vingt ans, a connu bien des déclin. D'abord, il y a eu les revers des industries traditionnelles comme le textile, un temps compensés par l'automobile et la forte demande de main-d'œuvre peu qualifiée pour les chaînes des usines Renault de Cléon et de Sandouville. Puis la métallurgie et le matériel électrique ont, à leur tour, été touchés durant toutes les années 80 et 90 jusqu'aux plus récentes et spectaculaires fermetures d'Alstom et des chantiers navals ACH au Havre.

Cette perte de substance n'a pu être enrayerée alors qu'elle réclamait une réaction vigoureuse, notamment par un renouvellement du tissu d'entreprises, particulièrement de PME. Résultat : un taux de chômage constamment à plus de 2 points au-dessus de la moyenne nationale, avec des bassins à plus de 7 et 8 points comme au Havre, à Elbeuf, Fécamp ou Dieppe. Les statistiques le soulignent : les handicaps économiques et sociaux et ceux du système éducatif se superposent.

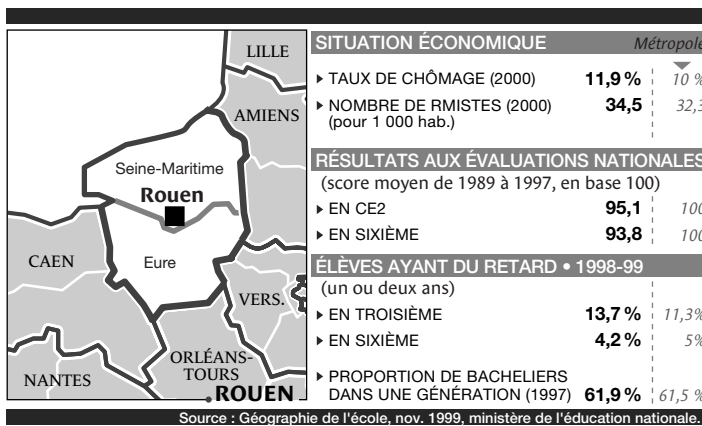
Ainsi les retards scolaires au collège touchent 15,1% des élèves,

contre 12,5% en moyenne nationale. Après une « adaptation délicate en seconde », où 17% des élèves redoublent leur classe, les résultats au baccalauréat sont également inférieurs à la moyenne nationale avec 75,9% de reçus dans l'académie de Rouen (79% en France). Les sorties du système éducatif sans qualification professionnelle par départ prématuré touchent 10% d'une génération, soit 2 points de plus qu'en France.

« SITUATION DÉFICITAIRE »

Les premiers touchés sont les habitants des poches de pauvreté, comme les quartiers périphériques des agglomérations du Havre et de Rouen, mais également des villes moyennes de l'Eure, telles Evreux et, dans la vallée de Seine, Val-de-Reuil, Gaillon ou Vernon, qui se transforment petit à petit en grande banlieue de Paris. C'est là que sont le plus souvent constatés les cas de violence en milieu scolaire. L'académie de Rouen a « bénéficié » à ce titre d'une convention de lutte contre la violence à l'école signée entre le recteur, le procureur de la République et la police. Des moyens supplémentaires spécifiques sont affectés à l'académie avec 9 surveillants, 5 conseillers principaux d'éducation, 87 emplois-jeunes « citoyens » et 79 emplois-jeunes « cadre de vie ». Ils sont répartis à Canteleu, à Rouen, au Havre et dans deux quartiers d'Evreux, Nétreville et la Madeleine.

Dans les salles de classe, ce type de soutien peine à convaincre. « Une seule orientation pourrait peut-être trouver grâce à nos yeux : la reconnaissance de la situation déficitaire de la région », résume Catherine Goué, enseignante dans un réseau d'aide pour enfants en difficulté au Petit-Quevilly, dans la banlieue de Rouen, et secrétaire académique de SUD-éducation. Tous les syndicats enseignants estiment que la question des moyens est « prioritaire » dans une académie jeune, qui



« a accumulé depuis sa création, en 1964, des retards en matière d'encadrement qui ne lui permettent pas de fonctionner dans des conditions satisfaisantes ».

En 1989, les partis politiques, les syndicats et même l'évêque d'alors, Mgr Gaillon, s'étaient mobilisés pour exiger du ministère de l'éducation nationale un plan d'urgence pour l'Eure : il a débouché sur une dotation de 500 postes supplémentaires. Mais cette « prise en compte » s'est effilochée au fil du temps, regrette Michel Miklarz, instituteur, secré-

taire départemental du SNUipp. Le taux de scolarisation des enfants de deux ans est encore de 10 points inférieur à la moyenne nationale.

Dans ce contexte, l'argument de la baisse démographique a eu un effet dévastateur lorsque, en février 1999, l'inspecteur d'académie de Seine-Maritime, Charles Huchet, a annoncé la « fermeture prévisionnelle » de 125 classes primaires, dont 38 au Havre, et le « retrait » de 78 postes d'enseignants ramené depuis quelques jours à 40. Au Havre, l'actualité s'écrivait alors au rythme

de la déconfiture des chantiers navals et de son millier d'emplois perdus, ce qui peut expliquer la réaction spontanée et virulente de parents d'élèves avec une occupation jour et nuit de l'antenne de l'inspection académique. « C'était du cynisme et de la provocation », enrage encore Isabelle, maman de trois enfants scolarisés, du cours préparatoire au lycée.

« ET ON SUPPRIME DES POSTES ! »

La baisse démographique affecte principalement les établissements des quartiers sensibles. « Et on y supprime des postes ! », s'indigne Jean-Louis Maillard, responsable du SNES, qui dresse la liste des classes surchargées, y compris en zone d'éducation prioritaire (ZEP), comme au collège Varlin au milieu des grands ensembles du Havre-Caucrauville. Dans ces secteurs difficiles, une évidence saute aux yeux : « La baisse démographique et la reprise économique ? Eh bien, profitons-en », lâchent en chœur des enseignants du primaire à Rouen. L'académie de Rouen souffre aussi d'une répartition géographique déséquilibrée de sa population, très concentrée le long de la Seine, dans l'Eure

comme en Seine-Maritime, qui

oblige les inspections académiques à jongler avec les effectifs pour éviter la grogne des ruraux et ne pas contribuer au départ des services publics.

A l'heure de la reprise, la Haute-Normandie industrielle se trouve confrontée à un déficit de son enseignement professionnel encore mal adapté, au moment où les entreprises se disent prêtes à embaucher. Au point de devoir réagir dans l'urgence, comme ce fut le cas en juillet, lorsque l'Etat, le rectorat et le conseil régional ont mis au point un plan de formation en alternance pour satisfaire une demande de quelque 1 000 nouveaux salariés sur trois ans pour l'usine Renault du Havre-Sandouville. Au même moment, le rectorat de Rouen regrette que la culture régionale de l'apprentissage ou de l'enseignement professionnel « pour avoir un emploi rapidement » pénalise les filières scientifiques « alors qu'il faut continuer à élever les niveaux de formation ».

Etienne Banzet

PROCHAIN ARTICLE : Crétel

L'académie de Lille se rapproche désormais du niveau national

LILLE

de notre correspondant régional

La rentrée des 945 560 élèves (dont 722 214 pour l'enseignement public) de l'académie de Lille, qui correspond au territoire de la région Nord-Pas-de-Calais, s'est effectuée sans tension perceptible. Il est vrai que la diminution des effectifs, de -1,2%, est sensible dans tous les secteurs sauf celui de l'après-bac, et que l'on a évité ainsi bien des frictions. La fréquentation moyenne des classes a rejoint des niveaux considérés comme tout à fait honorables par rapport aux statistiques nationales.

Ainsi le nombre de 26 enfants par classe de maternelle est-il encore un peu au-dessus de la moyenne nationale (25,5), mais tout le monde admet qu'il y a eu un formidable rattrapage en dix ans. Dans le primaire, les classes sont passées de 25 à 23 élèves, quand la moyenne nationale est de 22,7. Il n'y a que dans les collèges que le nombre des élèves (24) est inférieur à la moyenne nationale. Lycées professionnels et lycées classiques sont légèrement plus chargés que dans les autres régions de France, mais les gens du Nord ont le sentiment de revenir de tellement loin...

FORT RECU DÉMOGRAPHIQUE

En perdant près de 100 000 élèves en dix ans à la suite de l'évolution démographique (chute des naissances entre 1982 et 1996), l'académie de Lille se sent plus à l'aise dans ses vieux costumes ou dans les habits neufs que le conseil régional, les deux conseils généraux et les villes inaugurent à chaque rentrée. Elle a de plus bénéficié de la relative mansuétude de l'Etat, le recul démographique n'ayant pas entraîné une baisse proportionnelle du nombre de postes d'enseignants. D'un point de vue pédagogique, des marges de manœuvre sont donc disponibles, notamment dans les

écoles primaires. Ainsi, toutes les écoles maternelles des zones d'éducation prioritaires (ZEP) du Nord comptent 25 élèves maximum par classe. Et le Nord s'affiche comme le seul grand département qui accueille la quasi-totalité des enfants de deux ans scolarisables, avec un taux de 64% - la moyenne nationale s'élève à un tiers environ.

Le conflit pétrolier, en dominant l'actualité, a sûrement été pour quelque chose dans le fait que jamais rentrée n'aura paru aussi facile. Pas d'occupation d'école pour des ouvertures ou des fermetures de classes. Le mouvement engagé par la FEN et le SNUipp sur le statut des directeurs d'école est passé quasiment inaperçu, même si 92 postes dans le Pas-de-Calais et 104 dans le Nord étaient restés vacants. Enfin, plusieurs regroupements pédagogiques, notamment dans les zones rurales, sont en train de se mettre en place qui concernent des dizaines de classes et semblent bien accompagner le mouvement d'intercommunalité.

Parallèlement aux efforts réalisés depuis plusieurs années pour l'accueil des jeunes enseignants, la gestion des ressources humaines, la mise en place des bassins de formation ou l'aide aux enseignants en difficulté, l'offre de formation universitaire s'est fortement développée ces dix dernières années. Ce contexte explique en partie la progression régulière des performances scolaires de l'académie. Le taux d'accès en terminale a rejoint, depuis deux ans, la moyenne nationale ; avec 77,2% en 2000, le taux de réussite au baccalauréat général se rapproche des 79,5% enregistrés au niveau national. Enfin, étant donné la composition sociologique des effectifs scolarisés dans l'académie, la proportion de bacheliers par génération (63,3%) atteint un niveau supérieur au taux attendu.

Pierre Cherruau

91682

ING DIRECT
LÀ OÙ VOTRE ARGENT EST HEUREUX

A la recherche du quinquennat perdu

LE train Corail Paris-Clermont vient de quitter Vichy, dans l'Allier, dernier arrêt avant le terminus. Il est bientôt 19 heures, mardi 5 septembre. La voiture 11 doit être pleine de Clermontois qui rentrent chez eux. C'est le moment de commencer l'enquête sur le quinquennat.

Ce jeune cadre, qui vient d'éteindre son téléphone portable, doit bien avoir un avis sur la question... « J'ai un scoop, enfin si on peut dire. Il y a un maire, dans la région, qui refuse d'organiser le référendum », commence Denis, responsable du personnel dans un groupe pharmaceutique. C'est noté. « J'irai voter, poursuit-il, mais sans conviction. Je ne sais même pas la date du référendum. » C'est le 24 septembre. « Ah, le 24, il y a un rassemblement de vieilles voitures Matra sur les pistes Michelin. » Il veut bien parler du quinquennat : « J'ai un DEA [diplôme d'études approfondies] en sciences politiques. » Ah, très bien ! Mais alors, pourquoi tant d'indifférence ? « Les Français ne connaissent pas l'enjeu de cette consultation. Le référendum est une mauvaise formule, car la réforme est trop subtile juridiquement », juge-t-il. De la fenêtre du train, on aperçoit déjà la silhouette du puy de Dôme, imposante, avec ses 1 464 mètres. On va bientôt arriver. « Allez voir René Chiroux, c'était mon prof de droit constitutionnel, il défend le quinquennat depuis des années », conseille Denis, avant de prendre congé. Prendre un petit cours de « droit constit », pourquoi pas ?, mais d'abord le terrain, au volant de la voiture de location, avec une seule limite : un plein d'essence pour trois jours ! Il n'y a quasiment plus une goutte de carburant dans tout le département. Allez parler aux gens du quinquennat...

Pendant trois jours, il s'agit d'interroger les habitants du Puy-de-Dôme sur cette réforme constitutionnelle qui vise à ramener la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans. D'essayer de comprendre pourquoi le débat les intéresse si peu. Un « micro-trottoir », en quelque sorte. Pourquoi le Puy-de-Dôme ? Le fait que Valéry Giscard d'Estaing soit président du conseil régional d'Auvergne et député de la troisième circonscription y est pour quelque chose : si l'ancien président de la République n'avait pas relancé, au printemps, ce vieux débat - trentenaire ! -, la réforme ne serait certainement pas à l'ordre du jour. Enquêter dans le Puy-de-Dôme, c'est un peu aller à la source.

PAS la moindre trace de quinquennat à Chamalières, mercredi matin. C'est ici que « VGE » fut maire de 1967 à 1974, avant d'être élu conseiller général, en 1982, dans le canton de Chamalières spécialement créé, un an après sa défaite à la présidentielle. Chamalières fait aussi partie de sa circonscription de député. Bref, Chamalières, c'est « la ville de Giscard », même si l'intéressé a quitté son fauteuil de maire il y a vingt-six ans. Et même si son successeur, le centriste Claude Wolf, s'est encore fait élire en 1995 avec 68,5 % des voix au premier tour.

La mairie a bien installé les panneaux électoraux, sur la place du marché, mais ils sont vides. Un jeune employé municipal, qui balaie le trottoir en face d'une station-service déserte, hausse les épaules. « Il y a des choses plus importantes : du boulot pour les jeunes. » Il ne sait pas s'il ira voter. « Je débarrasserai les classes d'école pour organiser le vote », ajoute-t-il, en se remettant au travail. En face de l'hôtel de ville, au bureau de tabac-maison de la presse, les patrons sont « éternés » par la suppression de la vignette. « Pour la plupart des gens, la vignette, c'est un plein d'essence. Tandis que l'essence, on la paie toute l'année ! », explique le buraliste, avant d'ajouter : « Vous savez, nos clients ne parlent pas du quinquennat. » Voyons voir. « Je suis pour mais je n'irai pas voter, par fainéantise », avoue ce retraité, à la sortie du magasin. « Moi, j'irai voter. Ils feraient bien de se bouger là-haut

Mais où est donc passé le quinquennat ? Il n'est pas dans les massifs d'Auvergne, où règne une égale indifférence, à la « source » de la réforme, sur les terres de l'ancien président Giscard d'Estaing

[les politiques] ! », estime cette mère de famille. Un lecteur de *La Montagne* : « Vraiment, ça ne m'intéresse pas ! » ; un autre, *Le Canard enchaîné* sous le bras : « Non merci, sans façon. » Bon.

Au snack-bar L'Olympic, sur la place de l'église, Madeleine, la patronne, n'est pas étonnée. « Moi, c'est la première fois que je n'irai pas voter. Demandez aux gens : "Qui a relancé le quinquennat ?" Ils ne le savent même pas ! » Bonne idée.

« A l'origine de la réforme ? C'est Jospin, non ? Chirac ne la voulait pas... », répond un passant. « Je ne sais pas, je ne m'intéresse pas suffisamment à la politique », explique cette jeune femme, à la sortie d'une école. Essayons encore. « C'est Giscard, qui a voulu mettre une peau de banane sous les pieds de Chirac », répond ce connaisseur.

Il est bientôt midi et demie, l'heure de la sortie des employés et cadres Michelin, place des Carmes, à Clermont. Un grand blond en costume-cravate s'avance. Il ne comprend pas la question, et pour cause, il est allemand. « Cinq ans ? C'est Clinton ! Ah, en France aussi ? C'est bien : sept ans, c'est trop longue », dit-il dans un français approximatif. Arrive un brun moutachu... un Espagnol : « Je suis pressé », dit-il, puis une grande et jolie jeune femme blonde. « Je suis hollandaise, dit-elle. Chez nous, on a un premier

ministre pour quatre ans, et une reine pour la vie. » Elle repart. Alain, du service informatique, est... clermontois ! « J'irai voter, par devoir. Mais ici, on parle plus des 35 heures », prévient-il. Joël, responsable de formation, ira voter « sûrement, quitte à voter blanc », mais il aurait préféré que le quinquennat soit étendu à tous les mandats électoraux. Dominique, cadre supérieur, est plus amer : « C'est une réforme pour les politiques, par les politiques, alors qu'ils la fassent entre eux. Moi, je n'irai pas voter. Les vraies réformes, c'est l'éducation nationale, les impôts. Je veux bien des référendums là-dessus, au-delà des corporatismes », dit-il.

Quinze heures. La commune dont le maire refuse d'organiser le référendum s'appelle Vernet-Sainte-Marguerite. Un tout petit village de 290 habitants, perché à 1 050 mètres d'altitude, à une quarantaine de kilomètres de Clermont, et une dizaine de Saint-Nectaire. Ironie de l'histoire, c'est aussi... le fief de Valéry Giscard d'Estaing. C'est ici que l'ancien président a commencé sa campagne législative, en 1984. Le maire, Alexandre Bano, un grand gaillard moustachu, reconnaît que le référendum n'est qu'un prétexte : « Le préfet a décidé de rattacher Vernet-Sainte-Marguerite à la communauté de communes de

Saint-Amant-Tallende, alors que mon conseil municipal avait voté, à l'unanimité, notre intégration à celle du Sancy. » Un sacrilège pour ce chef d'entreprise, « vieux gaulliste » mais jeune maire de quarante-trois ans, qui achève son troisième mandat.

La tentation est forte de faire un crochet par Chanonat, où M. Giscard d'Estaing possède un château. Robert, agriculteur à la retraite, prend le frais devant sa porte. « Je cultivais mes champs en face du château de Giscard. Il me faisait un petit signe en passant », se souvient-il. Il a la flemme d'aller voter. « Avant, on votait à la mairie, juste à côté. Maintenant, il faut marcher jusqu'à la salle des fêtes. » Il se souvient soudain : « Le 24, y'a la fête patronale de Chanonat. » Tiens, le même jour que le référendum ? Oui, confirme-t-on à la mairie, tout aura lieu dans la même salle, avec « une petite cloison » entre les deux... Les Chano-nais pourront faire d'une pierre deux coups.

La campagne a-t-elle commencé au Parti socialiste ? « On attendait le matériel de campagne en début d'après-midi. Il n'est toujours pas arrivé, sans doute à cause des problèmes de carburant », raconte un responsable de la fédération du PS à Clermont, mercredi, vers 18 heures.

Jeu, jeudi, enfin, un indice de quinquennat ! Il est là, dans *La Montagne*, en page 2 : Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, est venu à Clermont, mercredi, pour appeler à voter « contre ». Mais, très vite, une autre actualité prend le dessus : jeudi, à 9 heures, cinq cents ouvriers de Michelin ont débrayé devant le site de Cataroux pour dénoncer les propositions de la direction sur les 35 heures. C'est donc là que ça se passe.

A l'entrée du site de Cataroux, un peu avant 13 heures, les « bibs » embauchent. « Vous allez vous faire rembarrer avec votre quinquennat !, rigole un ouvrier. La manif ne s'est pas très bien passée. Les syndicats voulaient rencontrer la direction, les ouvriers préféraient bloquer les rues comme les routiers. Alors tout le monde fait la gueule. » En effet. « Ça ne m'intéresse

pas du tout », dit cet homme en relevant ses lunettes noires. « C'est politicien », râle cet

employé à « Z », le service des mélanges. « Je vote toujours. Mais c'est quoi le quinquennat ? », demande cet ouvrier portugais, « naturalisé depuis cinq ans ».

La députée socialiste Odile Saugues, ancienne bib, a vite compris que le quinquennat ne passionnait pas ses électeurs. Sa circonscription comprend, notamment, la commune de Montferrand et les sites Michelin. « Une seule personne m'en a parlé, un jour, dit-elle. C'est tout. Je n'ai reçu aucun courrier », dit-elle. Passionnée des questions de transport, elle suit heure par heure... le conflit des routiers, et s'inquiète de son réservoir d'essence. Dans sa voiture, elle a éteint « la clim' », pour « écono-

miser 2 litres aux 100 ». Les quartiers « difficiles » de la Croix-Neyrat et de Flamina sont à cinq minutes de voiture. Il n'y a pas foule sur le parking d'Auchan, au pied des tours de la Croix-Neyrat. Les automobilistes ne circulent pas beaucoup, devinez pourquoi...

Un jeune fait de la glisse avec son chariot, à une vitesse impressionnante. Il enlève les écouteurs de son Walkman : Qu'est-ce qu'on lui veut ? « Je vote pas, comme 80 % de mes amis. Mais le quinquennat, oui, c'est une bonne réforme », répond David, les yeux plissés par le soleil. Agé de vingt-neuf ans, il ne s'est jamais inscrit sur les listes électorales. Son problème, aujourd'hui, c'est qu'il n'a « plus de gazole ». « A l'aller, je suis venu en rollers. Au retour, je me laisse glisser sur le chariot jusque chez moi, à Flamina. » Ça tourne au reportage sur la pénurie d'essence...

RETOUR sur le parking. Un homme déverrouille sa voiture à distance. « Je ne serai pas là, le 24, mais je ferai une procuration pour voter contre. Je préfère le septennat », explique « Jérémie », vendeur informatique », comme l'indique la broche Auchan épinglée sur sa cravate. Dans le supermarché, un jeune couple vient de payer ses achats : Abder, Marocain de trente-six ans, gardien d'immeuble à la Croix-Neyrat, explique qu'il n'a pas le droit de vote. « Mes petits frères

« Moi, c'est la première fois que je n'irai pas voter. Demandez aux gens : "Qui a relancé le quinquennat ?" Ils ne le savent même pas ! »

La patronne du bar l'Olympic, à Chamalières

l'ont eu, et peut-être un jour Antoine », dit-il en montrant son petit garçon. Un dernier rendez-vous avant de rentrer : Jean Ponsonnaile, représentant du Puy-de-Dôme au comité politique du RPR, conseiller régional, explique qu'« il faut aller voter ». La campagne ? « Elle relève davantage des grands médias nationaux que du terrain. » Les sondages qui annoncent un taux élevé d'abstention ? « Les sondages, Chirac ne les croit pas. Et ça lui réussit pas si mal ! »

Vendredi, il ne reste plus qu'à rencontrer le « doyen Chiroux ». L'homme est connu dans le pays : conseiller régional (UDF), proche de Valéry Giscard d'Estaing, c'est un grand spécialiste de la V^e République, avec Dominique Turpin, professeur à l'université d'Auvergne, qui défend, lui, le septennat non renouvelable. Costume-nœud pap, un corps rond, une mèche blanche gominée, M. Chiroux reçoit dans son bureau de l'hôtel de région, à Chamalières. Il adore raconter « le quinquennat, cette histoire de fous ». « Je barre les copies de mes étudiants quand ils écrivent que Pompidou a proposé le quinquennat pour des raisons de santé ! », plaisante-t-il. Puis, plus sérieusement : « J'ai fait tous les référendums depuis 1958. Je n'ai jamais vu aussi peu de campagne. Quand même, le président de la République pourrait faire une déclaration officielle, à la télé ! », dit-il, l'air de rien. Et « Giscard », qui n'a prévu aucune réunion publique d'ici le 24 ? « Il a relancé le débat. Cette affaire a été réglée en cinquante jours alors que ça traînait depuis trente ans », plaide M. Chiroux, presque admiratif. En sortant, un dernier coup d'œil à la place du marché : tiens, un « avis » de référendum a été collé sur les panneaux électoraux ! Et le PS a fini par recevoir ses affiches pour le 24. La campagne peut commencer.

Clarisse Fabre
Dessin Sergueï



Chapeau !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

SI PIVOT m'avait invité pour mon dernier livre, si je m'apprêtais à publier d'ici à juin 2001, je tairais ce que m'inspire la fin annoncée de *Bouillon de culture*. Comme ce n'est pas le cas, pourquoi se gêner ! En précisant que nous n'avons jamais été à tu et à toi, malgré des âges proches et trente ans d'activités voisines ; plutôt chiens de faïence, les regards.

Pivot a bien mérité des Lettres et de l'Audiouvuel. L'aide réciproque de ces deux modes d'expression, rarement assurée dans le monde, aurait été son œuvre, essentiellement. A la déferlante des variétés et mariolades télévisées, il a opposé durant vingt-sept ans, chaque semaine, une heure et demie d'échanges entre fous de lecture et profanes tels que la librairie traditionnelle peine à les maintenir. Grâce à ces rendez-vous, qu'on s'en voulait de manquer, les auteurs ont cessé d'être les ermites bizarres dont les Romantiques et les pages 4 de couverture entretenaient la légende : pipe au bec, velours côtelé, grange aménagée, démêlés épiques avec la sainte écriture...

Le plus dur, pour les premiers écrivains de l'ère médiatique, ce fut de savoir quelle figure prendre dans ce nouveau salon. Les bourrus en rajoutaient dans le farouche. Des histrions se révélaient, s'échinaient à couper la parole. L'hôte s'amusait de ces tactiques, et nous avec lui. Bientôt, les querelleurs-nés ont compris le danger qu'il y avait, en lançant des piques, de servir l'agressé plus que soi-même, et de compromettre les ventes en paraissant mal dans sa peau – ou dans son siècle, c'est tout un. Les courtisans

mielleux ont été repérés, avec leurs « cher Bernard », que l'intéressé savait ne pas entendre. Les grands timides ramassaient la mise. Les camelots de choc ont pâli devant les onomatopées et les dyspnées (parfois assassines !) d'un Modiano, champion absolu de l'inadaptation-qui-émeut.

« Passer chez Pivot », « Avoir Pivot », n'était pas suffisant pour percer le mur d'indifférence. Mais c'était nécessaire pour figurer sur le comptoir des libraires, près de la caisse. La photogénie de l'invité et son sens du spectacle étaient devenus des atouts autant que sa prose ; moins pour tant que ne se l'imaginaient les attaché(e)s de presse. De même, la réputation de roman leste ou à clefs, sur laquelle l'invité ne détestait pas s'appesantir, ne garantissait pas les réimpressions. Si on s'amusait bien, les soirs de livres plaisants, on ne se refusait pas à cogiter dru, avec les athlètes du concept. Les émissions ressemblaient à leur thème, même si les sujets et les rencontres qui les motivaient ne s'imposaient pas également.

Pour qu'il y ait de bonnes prestations, c'est comme tout, il en faut de moins bonnes. Beaucoup furent mémorables ; bien peu furent indifférentes. Certaines, d'anthologie, sont entrées dans l'histoire littéraire, en particulier les tête-à-tête avec des « monuments », en nombre fatalement réduit faute de clients de poids : Cohen et sa robe de chambre en soie, Yourcenar et son étoile blanche, Green en *archbishop*, Duras en génie fumeur, Nabokov et ses antisèches, Jouhandeau et son camée au bord des lèvres...

Nous avons vieilli ensemble. A l'image des modes traversées, notre accoucheur de la faune écrivaine a porté les cheveux mi-longs, puis gris ; le roman « nouveau », puis moins. Des lunettes lui sont venues, ainsi que des envies de peser un peu plus sur les choix, de flirter, Audimat oblige, avec le « show biz ». Mais la chose écrite restait la première servie. Entouré des piles de nouveautés, avec ses bouquets de signets sortant du livre-vedette de la soirée, Pivot ne cessait d'en revenir aux mots, dont sa vaste culture contemporaine et ses dictées célèbres attestaient le goût. Culte de bon vivant, pour qui la lecture n'est pas un refuge mais une relance du plaisir à vivre. L'homme était si loyal envers son métier, si rebelle aux arrangements, y compris avec soi-même, qu'une fois éteint le plateau, quand il prévenait ses invités qu'ils sortiraient de là insatisfaits, comme sans doute lui-même, on était sensible à un perfectionnisme de grand professionnel, à une certaine solitude, sous l'ironie.

Pivot a eu la sagesse – la morale, aussi – de ne pas écrire de livre, de distinguer son rôle de diffuseur de celui de critique, de décliner les honneurs et invitations d'éditeurs, de jurys, qui n'ont pas dû manquer. Chapeau, vraiment ! Quelle reconnaissance acceptera-t-il dans quelques mois ? A quel nouvel emploi consentira-t-il pour ces services rendus, ce bagage, cet attachement contagieux à la littérature, à l'image ?

Si je serais l'Académie, je sais bien ce que je ferais.

Le Plus Beau Jour de ma jeunesse

Bernard Faucon, entre 1997 et 2000, a réuni cent jeunes dans vingt pays.

Journées de fête durant lesquelles ils ont photographié leur jeunesse.



Istanbul, Turquie. La journée s'est terminée à la nuit tombante, sur la rive européenne du Bosphore, face au continent asiatique.

Sida et médicaments : que faire ?

Suite de la première page

L'arbitrage entre le présent et le futur n'est donc ici pas même en jeu d'un point de vue pratique. Comment sortir de cette impasse ?

On peut penser tout d'abord à la nationalisation brutale des brevets concernés. Ce serait une bonne chose à faire si l'on pouvait s'assurer que le précédent ainsi créé ne détruit une fois pour toutes l'industrie pharmaceutique : pour ceux qui seront encore en vie dans vingt ans, ce n'est pas un risque que l'on voudrait prendre. On peut également exiger la libre utilisation des brevets pour les seuls pays pauvres. C'est la voie qui paraît aujourd'hui la plus intéressante, et les entreprises pharmaceutiques semblent prêtes à tenter l'expérience. Sous l'égide des Nations unies et la pression de l'administration américaine, cinq parmi les plus grands groupes pharmaceutiques ont engagé une négociation qui pourrait conduire à baisser de plus de 80 % le prix des médicaments concernés. En fabriquant des produits génériques pour les seuls pays pauvres, on trouve une solution qui respecte le droit de propriété là où il est utile (dans les

pays riches) et on l'abandonne là où il n'est qu'un coût sans contrepartie.

Cette solution qui, à défaut d'autres options, est évidemment excellente, n'est pas sans poser toutefois quelques difficultés. Si le même médicament coûte cinq fois plus cher à New York qu'à Johannesburg, il est difficile de ne pas imaginer qu'un immense trafic ne se mette en place entre les deux zones. C'est ce risque qui rend les entreprises pharmaceutiques réticentes (leur marché captif serait écorné), mais c'est un risque qui est aussi et surtout une menace pour la santé publique des pays les plus pauvres. On ne peut s'empêcher de penser que les malades vendraient leur médicament au marché noir (le coût d'une trithérapie excède le revenu moyen des pays pauvres), ou en usent de manière occasionnelle, renforçant le risque d'une résistance accrue du virus aux médicaments distribués.

Le mieux serait manifestement une solution plus radicale, qui libère les droits de propriété pour les pays riches et les pays pauvres. Comment faire si l'on veut se garder des effets pervers de la nationalisation brutale ? C'est tout simple : il suffit de racheter les brevets aux compagnies concernées et de les mettre dans le domaine public. Qui paierait ? Ceux qui se prépareraient à payer des royalties à leurs propriétaires, à savoir les pays du Nord et plus spécifiquement en leur sein les organismes chargés de la santé publique. Si les brevets

sont payés à leur valeur de marché, c'est-à-dire – en moyenne – à la contre-valeur des profits attendus par les firmes pharmaceutiques, personne n'y perd au Nord, et tout le monde en profite au Sud. On gagne sur tous les fronts : on rend la découverte scientifique à sa véritable vocation, être un bien public accessible à tous, sans s'exposer aux inconvénients de la nationalisation brutale, à savoir décourager les innovations à venir.

PROCÉDURE TRANSPARENTE

Le diable est dans les détails. Comment fixer le prix du brevet auquel les entreprises pharmaceutiques vendraient leur licence ? Les mêmes options que précédemment sont possibles. On peut le fixer de manière « juste » mais autoritaire, par expertise des dividendes prévus. On s'expose ici à des querelles juridiques et à des complications politiques qui menacent de retarder la décision, lesquelles pourraient également peser sur le cours de la recherche à venir. Mieux vaut une procédure transparente et reconnue comme telle. La première méthode est d'organiser des enchères. C'est la formule, étudiée en détail par un économiste de Harvard, Michaël Kremer (dans un article du *Quarterly Journal of Economics* de novembre 1998), qui propose que l'OMS dispose d'un budget lui permettant de racheter les brevets afférents à divers médicaments, l'affectation définitive dépendant des rapports efficacité-prix qu'elle

aurait toute liberté d'apprécier. Les entreprises pharmaceutiques font des offres, et l'OMS choisit celles qu'elle veut honorer.

Il existe également une solution plus radicale : racheter purement et simplement sur les marchés financiers l'entreprise pharmaceutique concernée en lançant une OPA dans la tradition ordinaire des raids financiers. L'OMS fixerait ici une offre publique de rachat des actions à un prix attractif. Une fois devenue propriétaire de la firme, elle met le brevet stratégique dans le domaine public et revend le reste de la compagnie.

Quelques ordres de grandeur ne sont pas inutiles. La capitalisation boursière de l'une des plus grandes compagnies pharmaceutiques du monde, GlaxoWellcome, s'élève à 100 milliards de dollars environ. Si l'on estime à 20 % de la firme le champ couvert par l'OMS, il faudrait déboursier 20 milliards de dollars, soit 0,15 % du PIB des pays riches (qui pourraient choisir de l'amortir en deux ou trois ans). C'est beaucoup du point de vue de l'aide au développement, mais bien peu eu égard aux budgets de santé des pays riches qui seraient ici, d'un point de vue strictement financier, les bénéficiaires de l'opération. Tant de millions de vies sont concernées par l'aboutissement de projets qui iraient dans ce sens qu'on peine à croire qu'ils ne fassent pas davantage partie du débat public.

Daniel Cohen pour *Le Monde*

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Santé : le paradoxe français

Il y a moins de trois mois, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) plaçait la France en tête d'un palmarès de cent quatre vingt onze pays évalués en fonction des performances de leur système de santé. Cette brillante performance mérite d'être nuancée. L'ambitieuse enquête conduite pendant trois ans à l'initiative de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), dont nous publions aujourd'hui les résultats, donne, dans ce domaine, une image moins flatteuse de notre pays, en soulignant la persistance, voire l'aggravation des inégalités sociales.

Un premier constat s'impose : les politiques de santé, mises en œuvre en particulier depuis cinquante ans, ont eu des effets positifs souvent spectaculaires. Au cours du XX^e siècle, l'espérance de vie a pratiquement doublé en France : les hommes ont ainsi « gagné » un peu plus de trente ans et les femmes trente-cinq. Les taux de mortalité périnatale et infantile ont été divisés par trois entre 1972 et 1995. La mortalité due aux maladies cardio-vasculaires a régressé d'un tiers entre 1970 et 1990. On doit tous ces progrès au développement de la prévention et à la généralisation des soins. Comment ne pas s'en féliciter ?

Le problème est que cette considérable amélioration globale n'a pas profité à tous de la même manière. Il y a, en France, des laissés-pour-compte de la santé, comme il existe des laissés-pour-compte de la croissance. Exemples : l'espérance de vie d'un ouvrier de 35 ans est inférieure de six ans et

demi à celle des cadres et professions libérales au même âge ; un manoeuvre court un risque trois fois plus élevé qu'un ingénieur de mourir entre 35 et 65 ans ; le risque pour une femme d'avoir un enfant prématuré ou d'un faible poids s'élève au fur et à mesure que l'on descend la hiérarchie sociale. On constate même que le fossé des inégalités se creuse dans le cas des affections coronariennes où, en vingt ans, ouvriers et employés ont vu leur risque de succomber à ces maux doublé par rapport aux cadres.

En vérité, tout se passe comme si l'ascenseur social français avait globalement transporté la population à un niveau sanitaire nettement supérieur, mais sans parvenir à résorber les inégalités existantes. Des dispositifs nouveaux tels que l'instauration de la couverture maladie universelle (CMU) ont certes permis d'améliorer concrètement l'accès aux soins des plus démunis. Mais l'enquête des chercheurs de l'Inserm met en évidence que la France continue d'abriter, dans ce domaine, une regrettable continuité sociale : les inégalités existent dès la naissance, persistent tout au long de la hiérarchie professionnelle et se prolongent pendant les années de retraite.

Que faire pour corriger ces inégalités devant la maladie et la mort ? Les chercheurs de l'Inserm invitent chacun à investir l'espace public et à débattre de cette question au-delà des cercles d'experts. On ne peut que les approuver lorsqu'ils réclament en particulier que les politiques publiques de santé soient aussi évaluées en fonction de leur capacité à réduire les inégalités sociales.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Directeur artistique : Dominique Roynet

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef :

Alain Frachon (*Éditoriaux et analyses*) ;

Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ;

Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ;

Éric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jareau (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;

Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Jossane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;

partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde,

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises,

Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

L'agonie de 300 000 Coréens

CE QUE J'AI VU n'a pas de commune mesure avec les valeurs de l'échelle humaine. Il y a eu Buchenwald, il y a eu Dachau. Ce que j'ai vu n'est ni Buchenwald ni Dachau, c'est dans l'atrocité quelque chose de moindre et quelque chose de pis. C'est un autre cycle de l'enfer, car l'enfer sait varier ses décors pour se repaître des souffrances des damnés.

J'ai vu trois cent mille Coréens affamés agoniser en vrac dans la vallée de la peur. Je les ai vus boire à grandes goulées l'eau putride des rizières et mâcher entre deux nausées l'herbe crue ou bouillie, je les ai vus dégouliner de sueur sous la hutte surchauffée et frissonner nus dans le froid de la nuit. Je les ai vus pleurer. Je les ai vus danser et rire comme des déments de la fosse aux serpents.

J'ai vu l'échouage final de ces pestiférés tourbillonnant dans le

vent de tempête d'une guerre impitoyable et qu'une armée amie pourchasse à coups de fusil.

Alors, pour les arracher à leur supplice, pour les sauver, car on peut encore les sauver, puisse ce SOS lancé dans l'incertain de l'indifférence du monde être capté par les âmes sensibles à l'écoute du malheur.

SOS, latitude 36° nord, longitude 128° 9 est.

Sur la carte d'Asie, ce radeau d'épouvante sur lequel trois cent mille naufragés se accrochent désespérément à la vie est un triangle équilatéral de 10 kilomètres de base, dont les sommets portent les noms de Sinnyong, Hayang, Yongchon, un triangle où le mot terrible de Dante prend son sens fatidique : « Vous qui entrez, laissez ici toute espérance. »

Charles Favrel
(13 septembre 1950.)

Le Monde SUR TOUTS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. *Le Monde* sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

S'il vous plaît... dessine-moi un modèle économique !

par Pierre-Yves Geoffard

SELON les étudiants en économie signataires d'une lettre ouverte dont *Le Monde* s'est fait l'écho (21 juin), cette discipline serait devenue « inintéressante, parce que coupée des réalités et des débats du monde contemporain », la critique portant essentiellement sur l'usage et l'abus de la formalisation, autant dans les recherches contemporaines dites « néoclassiques » que dans la forme de l'enseignement.

Disons-le d'emblée, ce débat est bienvenu. Cette interrogation sur l'apport des mathématiques dans la compréhension des phénomènes économiques vient d'ailleurs de faire l'objet d'un colloque à l'École normale supérieure. Les discussions ont montré la puissance mais aussi les limites de l'approche formalisée de plusieurs questions, entre autres le fonctionnement des marchés financiers, la concurrence imparfaite ou la mesure des inégalités.

Mais, disons-le aussi, ce débat n'est pas récent. Témoin de son ancienneté, le premier texte de Charles Péguy, publié dans *La Revue socialiste* du 15 février 1897, se livre à un panégyrique de la méthode mathématique en économie, telle qu'elle est alors incarnée par Léon Walras, père de l'économie néoclassique et auteur des *Études d'économie sociale*. Péguy n'hésite pas à qualifier ce dernier d'« économiste socialiste ». L'éloge commence très fort : « (...) Comme nous avions la mécanique mathématique, la physique mathématique, aussi exactement et dans le même sens nous avons à présent l'économie mathématique. » Puis Péguy répond aux différents arguments des détracteurs de cette approche : façon inutilement complexe de dire des choses très simples ; incapacité de la formalisation mathématique à rendre compte de

la complexité du réel ; oubli des enjeux politiques de réforme sociale dans les méandres de l'analyse technique.

Ce texte mériterait d'être cité dans son ensemble, mais, s'il faut n'en retenir qu'un passage, celui consacré à la première critique est impeccable : « A quoi bon ? diront-ils, à quoi bon tant de courbes et de formules pour constater quelques vérités si simples ? Ceux-là n'auraient pu que les premières pages des *Éléments d'économie politique* pure et seraient pareils à des écoliers qui refuseraient, à l'école primaire, de commencer l'étude géométrique de la géométrie sous prétexte que, dans un triangle, on voit tout de suite qu'on a plus tôt fait

N'en déplaise aux zéloteurs du libre-échange omnipotent, l'approche formalisée peut aussi fournir de nombreux arguments en faveur de l'intervention publique

d'aller tout droit que de passer par l'autre sommet. De tels écoliers ne tarderaient pas à voir tout de suite qu'ils n'y verraient plus rien du tout, ce pendant que leurs camarades progresseraient régulièrement en géométrie pour avoir suivi la méthode régulière de la géométrie. Pareillement, l'ancienne économie politique arrivait très vite à des propositions très simples, assez vagues, en partie fausses, et ne pouvait plus avancer, tandis que la nouvelle économie, telle que M. Walras nous la présente, est constituée pour progresser régulièrement, indéfiniment. »

Pour ce qui est du deuxième point, la réponse de Walras lui-même a gardé toute sa pertinence : « L'objet que je me suis proposé a été d'exposer et d'expliquer le mécanisme de la production en le

réduisant à ses éléments essentiels. Les économistes qui viendront après moi seront libres d'y faire entrer une à une les complications qu'ils voudront. Eux et moi, je pense, nous aurons tous fait ainsi ce que nous avons à faire. » Mais Walras précise aussi que, « en la matière qui nous occupe, comme en toute matière de science appliquée, la théorie ne fournit que la formule abstraite ; c'est à l'observation et à l'expérience à donner aux coefficients de cette formule des valeurs concrètes ».

Ainsi posée, et ultérieurement précisée, notamment par Joseph Schumpeter dans le premier numéro de la revue *Econometrica*, en 1933, la méthode procède en trois « temps » : définition des termes

de la question économique posée et formulation explicite des hypothèses, conduisant à une formalisation ; analyse formelle du modèle ainsi établi, par diverses techniques mathématiques ; confrontation empirique de la théorie aux observations, récentes ou plus anciennes.

Après quelques allers-retours entre les différents éléments, on espère ainsi pouvoir répondre à la question posée, et illustrer de manière éclairante des choix politiques. On évite ainsi de s'égarer dans une analyse mathématique stérile et fermée sur elle-même et on permet à la réforme sociale de procéder, toujours selon les termes de Walras cités par Péguy, « du sentiment socialiste et de la science économique ».

Ouf ! Un siècle après de telles déclarations enthousiastes, peut-on dire que les économistes venus après Walras ont respecté cette méthode, ou doit-on au contraire déplorer un enlèvement dans les sables du désert mathématique ? Tout d'abord, précisons que l'approche formalisée des questions économiques ne se limite pas, loin de là, à une hypothétique « école » néoclassique composée d'idéologues ultralibéraux. Quiconque se plonge dans les écrits de James Tobin, keynésien reconnu et emblème malgré lui d'une récente croisade antilibérale, retrouvera à chaque page les éléments de la méthode décrite ci-dessus. Sur-tout, une part importante des économistes que l'on appelle « néoclassiques » s'intéresse, depuis une bonne vingtaine d'années, à l'étude des situations où les marchés ne parviennent pas à assurer une coordination efficace des actions individuelles, justifiant ainsi des formes d'actions collectives.

N'en déplaise aux zéloteurs du libre-échange omnipotent, l'approche formalisée peut aussi fournir de nombreux arguments en faveur de l'intervention publique, et l'opinion courante est plutôt celle d'un a priori radicalement sceptique, tant à l'égard des marchés que de l'Etat. Pour ne prendre qu'un exemple, si Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, porte de virulentes critiques contre les organismes internationaux (le Fonds monétaire international, entre autres) qui se livrent, d'un pays à l'autre, à des recommandations de politiques économiques en parfaite ignorance des aspects propres à chaque pays, c'est en s'appuyant sur la méthode formalisée, celle qui lui a assuré sa renommée académique internationale.

Pourtant, la méthode analytique n'est pas sans coût. Si elle impose de préciser les hypothèses et contribue à établir un langage commun, facilitant ainsi les possibilités de contestation et de discussion, c'est souvent au prix d'une moindre prise en compte d'éléments... plus rétifs à la formalisation. De manière générale, le risque est grand de « chercher ses clés sous le réverbère » non parce qu'on pense qu'elles y sont, mais parce que c'est le seul endroit éclairé. Les modèles les plus étudiés sont ceux que les techniques mathématiques permettent de résoudre (ou pire : ceux qui posent des questions mathématiques intéressantes en elles-mêmes), et non ceux qui répondent le mieux à la question économique posée.

En outre, il faut bien garder en tête les limites des possibilités offertes par l'abstraction nécessaire à la formalisation. Comme l'écrit Marcel Proust dans *Du côté de Guermantes* : « Aucune mathématique ne nous [permet] de convertir Madame d'Arpajon et Madame de Montpensier en quantités homogènes. »

Enfin, si l'analyse formalisée permet en principe de s'affranchir plus facilement des erreurs logiques de l'argumentation, c'est souvent au prix d'une analyse longue, techniquement difficile, et cette technicité contribue aussi à isoler la réflexion économique des autres sciences sociales.

Tous ces écueils pèsent sur la recherche en sciences économiques, et a fortiori sur l'enseignement de cette discipline. L'interpellation des enseignants contenue dans la *Lettre ouverte des étudiants...* est tonique (« Réveillez-nous avant qu'il ne soit trop tard »), et mérite certainement une réponse profonde. Gageons que ce rappel à l'ordre est salutaire, souhaitons que le débat soit ouvert et fructueux et qu'il permette à chacun, selon les termes de Walras, de « faire ce qu'il a à faire ». Mais gageons aussi que c'est par un strict respect de la méthode de Schumpeter qu'il sera possible de convaincre de la pertinence de l'approche formalisée des questions économiques.

Pierre-Yves Geoffard, chargé de recherches au CNRS (DELTA), enseigne l'économie à l'École normale supérieure, à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'université de Lausanne.

Le vélo, c'est sérieux

par Jean Sivardière

LE vélo permet de se déplacer en ville librement et sur des distances de plusieurs kilomètres ; il est utilisable par une large fraction de la population ; il est bon pour la santé ; il occupe peu de place sur la voirie ; il ne fait pas de bruit ; il ne pollue pas ; il n'est pas responsable d'accidents graves ; il ne consomme pas de pétrole ; il ne contribue pas à l'effet de serre... On n'en finirait pas d'énumérer ses avantages individuels et collectifs qui expliquent la bonne image dont il bénéficie dans l'opinion.

Pourtant, le vélo reste le parent pauvre des moyens de transport urbains. A l'exception notable de Strasbourg, sa pratique s'est peu à peu marginalisée dans les villes françaises. Certes, quelques cités ont récemment mis en place des aménagements cyclables, mais cet effort, parfois proche du bricolage, a tout juste permis d'enrayer son déclin.

Les perspectives d'avenir ne sont guère encourageantes. Parmi les vingt-sept plans de déplacements urbains adoptés à la date limite du 30 juin 2000 (sur les soixante-cinq rendus obligatoires par la loi sur l'air), beaucoup envisagent des mesures favorables au vélo, mais dix seulement prévoient un financement spécifique, d'ailleurs bien modeste : de 4 millions de francs, autant dire rien du tout, à 100 millions, à peine le prix d'un kilomètre de tramway.

Une telle situation est paradoxale, car les investissements cyclables sont les plus rentables pour réduire la circulation automobile. Un déplacement automobile urbain sur deux se fait sur moins de trois kilomètres : le vélo peut donc devenir un transport de masse, et les moyens financiers nécessaires à une politique du vélo ambitieuse sont dérisoires si on les compare aux crédits affectés aux transports collectifs ou engloutis dans les incessants (et inutiles) travaux de voirie.

Comment expliquer le paradoxe ? En France, la plupart des élus parlent du vélo urbain avec un sourire au coin des lèvres.

Les uns ne voient en lui qu'un mode accessoire, bon pour les étudiants pauvres et les marginaux autophobes, un archaïsme à l'ère de l'automobile, voire un gadget à la mode auquel il faut bien sacrifier une fois par an, en enfourchant quelques minutes un engin flamboyant neuf lors de la Fête du vélo : un bout de piste cyclable par-ci, par-là fera donc l'affaire.

Les autres sont sceptiques : le vélo, c'est bon pour les loisirs, pas pour les déplacements quotidiens ; c'est bon pour les Hollandais, ça ne prendra jamais en France. Inutile, donc, de se lancer dans une politique cohérente englobant itinéraires

res sécurisés sans détours dissuasifs, bien signalés et entretenus, stationnement sécurisé lui aussi, complémentarité avec les transports collectifs, services de location et de réparation, vélos de fonction, promotion du vélo, embauche de techniciens compétents...

Mais, il n'y a pas si longtemps, on disait aussi : le tramway, c'est bon pour les Suisses. Il en est du vélo comme du transport collectif. Son usage n'est pas une affaire de chromosomes ou de particularismes culturels : les changements de comportement sont directement liés aux efforts des aménageurs. A Fribourg-en-Brisgau, ville moyenne prospère de la Forêt-Noire, en vingt ans, la part du vélo dans les déplacements mécanisés est passée de 16 à 29 %, celle des bus et tram-

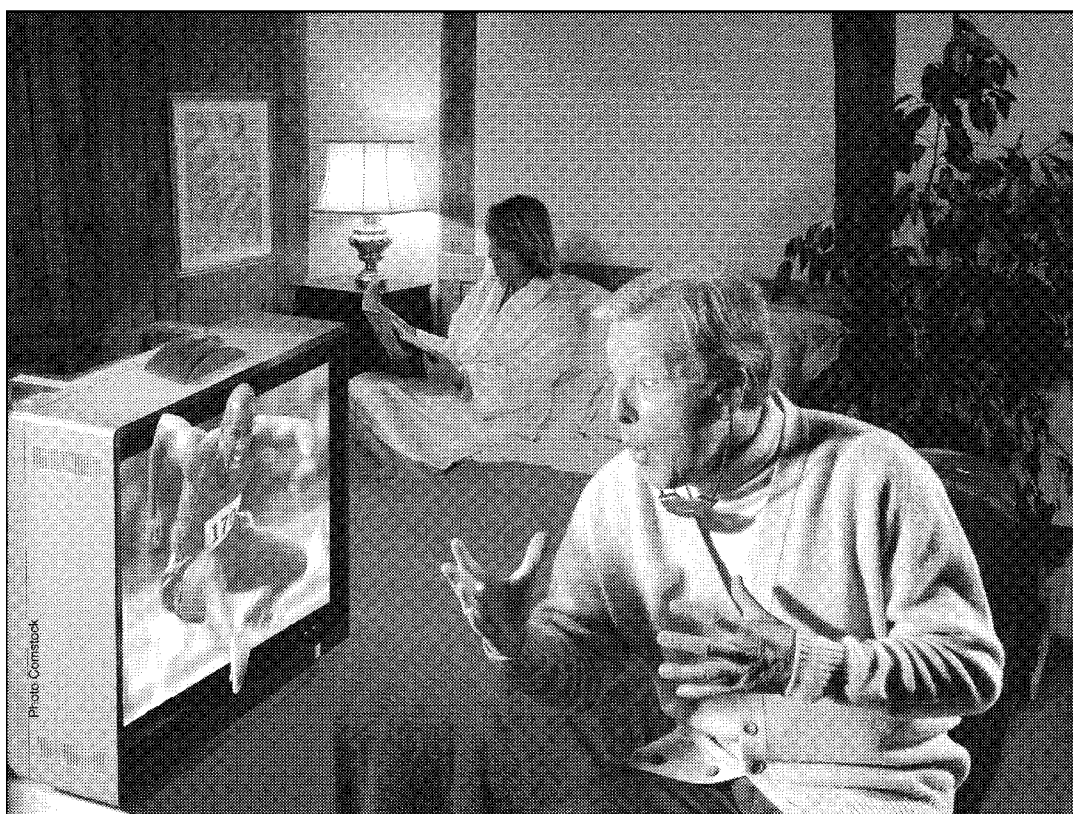
Il est grand temps que nos responsables politiques changent de braquet et le considèrent comme un mode de transport à part entière

ways de 22 à 29 %, et celle de l'automobile de 60 à 43 % ! A Genève, l'usage du vélo a doublé en dix ans parce que ses élus en ont eu la volonté politique.

Il est donc grand temps que nos responsables politiques changent de braquet et considèrent le vélo comme un mode de transport à part entière, car il peut contribuer, au même titre que le transport collectif, à la diminution du trafic automobile, à la qualité de vie urbaine et à la lutte contre l'effet de serre.

Le rôle des élus locaux sera déterminant, mais le gouvernement ne doit pas rester inactif. Il peut par exemple accélérer la réforme du code de la route, dont diverses règles pénalisent les cyclistes. Quant à une suppression de la TVA sur l'achat et la réparation des vélos, elle coûterait moins cher à l'Etat que la démagogique suppression de la vignette automobile. Et surtout, au-delà de son utilité propre, elle aurait un impact psychologique fort : en ces temps de conférence internationale sur l'effet de serre, elle démontrerait que le vélo, c'est sérieux.

Jean Sivardière est président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).



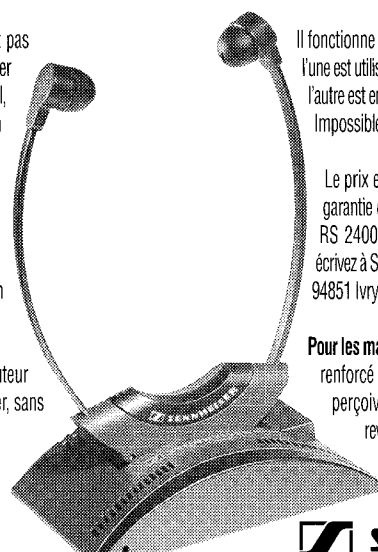
Ecoutez le sport plus fort à la télé sans déranger les autres...

Maintenant, lorsque les programmes télé ne font pas l'unanimité à la maison, plus de problème. Sennheiser propose le RS 2400, un nouvel écouteur télé, sans fil, pour écouter la télévision sans déranger les autres, en solitaire.

On branche le petit émetteur Haute Fréquence sur la prise casque du téléviseur, on met l'écouteur Sennheiser RS 2400 et on est le seul à entendre la télévision. On peut écouter plus ou moins fort, selon son goût, pour les autres c'est le silence.

On peut aussi choisir d'écouter la TV avec l'écouteur RS 2400 plus fort que les autres, sans les déranger, sans couper le son dans la pièce.

Léger, discret, conçu pour ne pas décoiffer, l'écouteur Sennheiser RS 2400 se met ou s'enlève aussi facilement qu'une paire de lunettes, sans y penser.



Il fonctionne sur des batteries minuscules. Pendant que l'une est utilisée (son autonomie est de 11 heures environ), l'autre est en charge dans un compartiment de l'émetteur. Impossible de tomber en panne.

Le prix est tout ce qu'il y a de plus abordable, et la garantie est de 2 ans. Pour tout savoir sur l'écouteur RS 2400 et recevoir la liste des points de vente, écrivez à Sennheiser France 128 bis avenue Jean-Jaurès 94851 Ivry-sur-Seine Cedex.

Pour les malentendants, un modèle spécial (Set 2500) renforcé de 10 dB favorise les fréquences qu'ils perçoivent le mieux. Pour recevoir la liste des revendeurs audioprothésistes spécialisés, écrivez ou téléphonez à Accourex 2, rue d'Estienne d'Orves 94480 Ablon Tél. 01 45 97 03 45.

SENNHEISER

MARCHÉS L'euro est tombé, lundi 11 septembre, à un nouveau plancher historique de 0,8567 dollar. ● LES OPÉRATEURS ne croient pas à l'hypothèse d'une intervention inter-

ationale concertée sur le marché des changes, faute d'un accord entre pays européens mais aussi faute du soutien des Américains. ● LA MONNAIE EUROPÉENNE se retrouve par

ailleurs affaibli par la polémique sur l'absence du président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, au conseil Ecofin de Versailles. ● LE NOUVEL ACCÈS de fai-

blesse de l'euro devrait contribuer au renchérissement des prix de l'essence sur le Vieux Continent. Les cours du pétrole ont fortement progressé, lundi, celui du baril de référence pro-

gressant de 1,51 dollar sur le marché de New York. ● LES PROFESSIONNELS ont jugé insuffisante la hausse de la production décidée, dimanche, par les pays exportateurs d'or noir.

Euro et pétrole : l'impuissance des autorités internationales

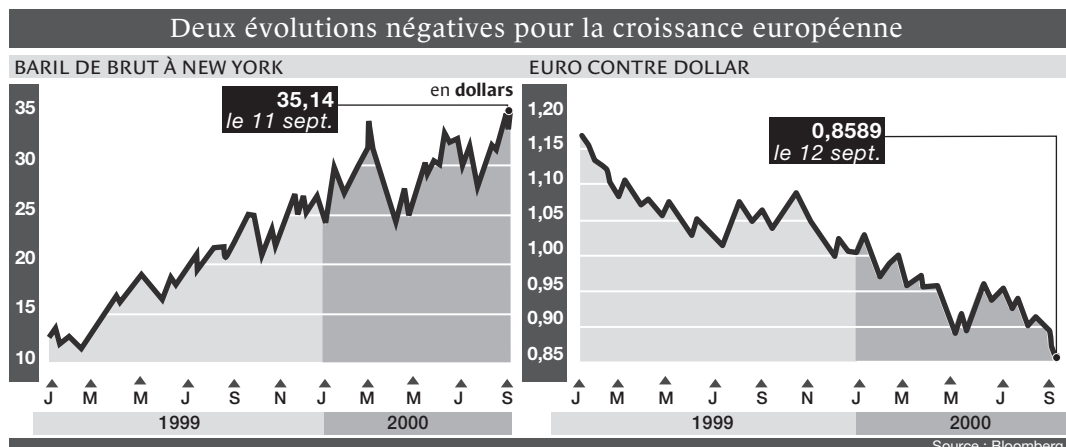
La monnaie européenne est tombée, lundi 11 septembre, à un nouveau plancher historique de 0,8567 dollar, affectée par le regain de tensions entre les gouvernements et la banque centrale. Les cours du baril ont poursuivi leur ascension

Si la plupart des experts des instituts de conjoncture maintiennent des prévisions optimistes pour la croissance économique en Europe, la réalité apparaît plus difficile et tourmentée. Lundi 11 septembre, les cours du pétrole ont continué à flamber tandis que l'euro poursuivait sa chute. A New York, le prix du baril de référence a terminé la séance en hausse de 1,51 dollar, à 35,14 dollars. De son côté, l'euro est tombé à un nouveau plancher historique de 0,8567 dollar (soit un billet vert à 7,67 francs).

Dans les deux cas, les opérateurs des marchés ont été insensibles aux décisions annoncées par les pouvoirs publics au cours du week-end. Ils n'ont pas été convaincus par la hausse de la production annoncée, dimanche, à Vienne (Autriche), par les pays exportateurs de pétrole (*lire ci-dessous*). De la même façon, ils ont ignoré les mises en garde adressées par les ministres des finances européens, réunis vendredi et samedi à Versailles.

« CHAQUE JOUR MOINS LISIBLE »

La menace d'une intervention sur le marché des changes, brandie par le ministre français de l'économie et des finances, Laurent Fabius, et par le vice-président de la Banque centrale européenne (BCE), Christian Noyer, n'est guère prise au sérieux. Pour au moins deux raisons. Rien ne permet d'affirmer, d'une part, que les pays de la zone monétaire unifiée sont aujourd'hui d'accord pour mener une



action commune et puiser dans leurs réserves de changes afin de faire remonter l'euro. La position des Allemands à ce sujet reste difficile à appréhender. Lundi, le chancelier Gerhard Schröder a certes jugé, devant un groupe de parlementaires sociaux-démocrates (SPD), que l'euro disposait « d'un potentiel d'appréciation considérable ». Mais cette déclaration n'a pas réussi à faire oublier les propos qu'il avait tenus quelques jours auparavant, selon lesquels la faiblesse de l'euro était « davantage un motif de satisfaction que d'inquiétude ».

De surcroît, même en cas d'accord des gouvernements sur le principe d'une intervention, les analystes doutent de l'efficacité d'une action isolée des Européens sur les marchés. Et ils imaginent mal la Maison Blanche, à deux

mois de l'élection présidentielle, se lancer dans une vaste opération internationale pour venir au secours de l'euro. Compte tenu de leur situation économique, un dollar fort, qui protège contre l'inflation importée et attire les capitaux étran-

gers nécessaires au financement des déficits, est plus que jamais dans l'intérêt des Etats-Unis.

Dans ce contexte, la plupart des économistes anticipent une poursuite de la chute de l'euro, certains commençant même à évoquer le

niveau de 0,80 dollar, ce qui correspondrait à un billet vert à plus de 8 francs. Dans un entretien au quotidien allemand *Börsenzeitung*, le premier ministre et ministre luxembourgeois des finances, Jean-Claude Juncker, s'est prononcé mardi en faveur d'un meilleur « marketing » de la zone euro. « J'ai l'impression que le projet européen est chaque jour moins lisible », a-t-il ajouté.

INDÉPENDANCE ET AUTISME

A propos de la stabilité des prix dans la zone euro, M. Juncker s'est prononcé en faveur d'un échange de vues entre la BCE et les hommes politiques responsables de la politique financière dans la zone euro. L'indépendance de la banque centrale ne signifie pas « autisme de la banque », a-t-il estimé. Cette critique reflète le brusque regain de tensions entre pouvoir politique et pouvoir monétaire. Plusieurs mi-

nistres des finances ont publiquement et violemment déploré l'absence du président de la BCE, Wim Duisenberg, au sommet de Versailles (*Le Monde* du 12 septembre). Ils ne s'expliquent pas qu'en pleine crise monétaire – et malgré la demande personnelle de M. Fabius pour qu'il vienne à cette réunion –, M. Duisenberg ait choisi de maintenir sa participation à un colloque organisé au Canada.

La position de la BCE est d'autant plus inconfortable que le successeur désigné de M. Duisenberg, le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, se trouve lui-même confronté, dans l'affaire du Crédit lyonnais, à de nouvelles mises en cause. Ce climat général contribue à augmenter la défiance des investisseurs américains et asiatiques à l'égard de l'euro.

Pierre-Antoine Delhommais

La hausse de la production de brut est jugée insuffisante

LE TROISIÈME RELÈVEMENT des quotas de production décidé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) depuis le mois de mars n'a pas, lui non plus, convaincu les marchés. La décision, prise dimanche 10 septembre, par le cartel d'augmenter de 800 000 barils par jour ses quotas, ce qui représente un relèvement de 3 % de son débit, n'a pas endigué l'envolée des prix. Après une hésitation, les cours du baril sont repartis à la hausse. A Londres, le Brent, qualité de référence de la mer du Nord, progressait 0,89 dollar, à 33,67 dollars. A New York, le *light sweet crude* s'appréciait de 1,51 dollar, à 35,14 dollars. Si les analystes ne s'attendaient pas à une inversion brutale de la tendance, ils espéraient au moins un ralentissement de la hausse.

Dès son annonce, le geste du cartel avait pourtant été salué par les pays consommateurs. Cette augmentation « a été bien accueillie » par les gouvernements des banques centrales du G-10, les pays les plus industrialisés du monde, estimait lundi le porte-parole Eddie George, gouverneur de la banque d'Angleterre. Il s'agit d'une décision « globalement positive », jugeait Loyola de Palacio, la vice-présidente de la Commission européenne en charge de l'énergie.

Tous les intervenants ont été surpris par cette nouvelle envolée du brut. Les pays de l'OPEP rejettent toute responsabilité. « Ce sera vraiment 800 000 barils par jour qui se retrouveront sur le marché » mondial, a précisé lundi le secrétaire général de l'OPEP, le nigérian Rilwanu Lukman. Les nouveaux plafonds de production passent de 25,4 millions de barils/jours à 26,2 millions et l'organisation se réserve « l'option de mettre plus de pétrole sur le marché si les prix restent élevés ».

De son côté, le président en exercice de l'organisation, le ministre vénézuélien de l'énergie, Ali Rodríguez, a prévenu que cet effort sera gommé par la politique de pays consommateurs. « L'impact de l'augmentation ne se fera sentir que l'an prochain. Dans l'immédiat, la spéculation et les impôts élevés ne

permettront vraisemblablement pas la baisse des prix excomptée après l'augmentation du volume de la production ».

Le pétrole supplémentaire mettra quatre à six semaines avant d'arriver à destination. En dépit de cet aléa lié au transport, l'OPEP refuse d'être considéré comme le seul acteur à peser les prix. Certes, sa part de 40 % dans la production mondiale, lui donne une position prépondérante, mais les prix se forment selon l'offre et la demande. Actuellement, du côté de la demande, les stocks sont au plus bas, notamment aux Etats-Unis, premier pays consommateur de la planète, où les réserves de fioul domestique sont inférieures de près de 40 % à leur niveau de l'année précédente. A l'approche de l'hiver, cela risque d'amplifier les tensions sur les prix. De plus, les raffineries américaines tournent déjà à plein régime, à 95 % de leur capacité.

AUGMENTER LES RÉSERVES

Cette faiblesse est l'une des préoccupations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Dans son rapport mensuel publié lundi mais qui n'intègre pas la décision du cartel, cet organisme regroupant les pays développés avertit qu'une « augmentation modeste » ne ferait que formaliser des surplus de production déjà existants. Elle n'aurait donc qu'un impact limité sur les cours. Une augmentation des réserves pour fabriquer du fioul domestique est indispensable : « Sans un niveau de stock approprié, le marché passera d'un problème à un autre, ce qui est source d'instabilité et entraîne les cours encore plus hauts ». Les capacités mondiales de production et de raffinage du brut sont suffisantes pour résoudre le problème, mais elles doivent être « vite mobilisées ».

Première conséquence de la flambée des prix, l'AIE a revu à la baisse ses prévisions de demande pour l'année 2000 à 75,7 millions de barils par jour, contre 75,8 millions. Celle-ci s'est affaiblie en Inde et en Chine.

Dominique Gallois

LOCATION
LONGUE DUREE ET
GESTION DE PARC
AUTOMOBILE

LA Fusion ARVAL PHH

La marque d'une nouvelle dimension de service

Grandir pour mieux vous Servir :

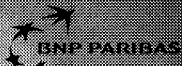
C'est tout mettre en commun pour vous en offrir plus.
Plateaux techniques, services aux conducteurs, informatique, assurances... les services ARVAL PHH sont de première qualité et disponibles au moindre coût quelle que soit la taille de votre parc automobile.

C'est élargir cette capacité de service.
ARVAL PHH propose une palette encore plus complète de services avec de puissants outils d'aide à la décision sur Internet.

C'est avoir la dimension pour être toujours plus près de vous.
Aujourd'hui, ARVAL PHH gère une flotte de 545 000 véhicules en Europe. Une puissance et une dimension de service qui nous permettent d'être encore plus proches de vous.

C'est s'unir pour que votre différence fasse référence.
Une capacité d'adaptation qui anticipe pour mieux servir nos clients est la 1ère valeur d'entreprise d'ARVAL PHH. Cette fusion consacre donc tout naturellement une vision grandie du service pour en faire la référence de la location longue durée et de la gestion de parc automobile en Europe sous le nom d'ARVAL PHH.

www.arval.fr



ARVAL PHH

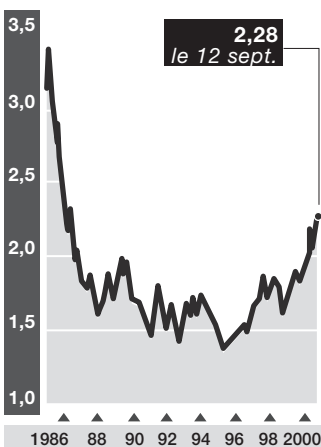
Rien ne doit vous empêcher d'avancer

La devise européenne et le paradoxe allemand

L'Allemagne, naguère si préoccupée de la stabilité du deutschemark, ne semble pas alarmée par la faiblesse de l'euro

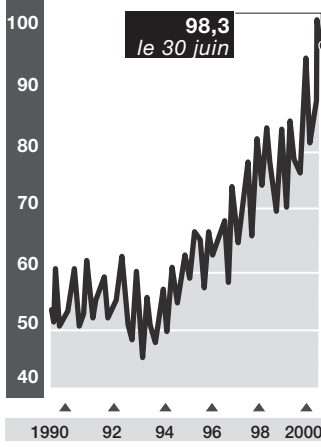
Un effet positif

DOLLAR CONTRE MARK



EXPORTATIONS ALLEMANDES

en milliards de marks



Le chancelier allemand se réjouit de l'impact favorable du dollar fort sur les exportations.

« L'EURO parle allemand », clamait en 1998 le ministre des finances d'Helmut Kohl, Theo Waigel, à la veille du lancement de la monnaie unique. Une expression

ANALYSE

La République fédérale a perdu, avec l'euro, sa prééminence monétaire

que le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, avait cru devoir reprendre à son compte pour apaiser les réticences allemandes, suscitant quelque irritation en France. A l'époque, il fallait convaincre les Allemands que la monnaie unique serait aussi stable que leur mark. L'Allemagne d'Helmut Kohl et de la Bundesbank, qui avait hérité du siège de la BCE à Francfort, entendait bien s'ériger en gardien de la future monnaie unique : elle avait imposé l'adoption d'un pacte de stabilité et de croissance, tandis que le ministre-président de Bavière, le conservateur Edmund Stoiber, ne ratait aucune occasion d'appeler au strict respect des critères de Maastricht, en particulier le fameux 3 % de déficit public. Les pays « laxistes » d'Europe latine – Italie et Espagne en tête – étaient régulièrement brocardés par une classe politique et des médias sûrs

de leur « culture de stabilité ».

Près de deux ans après l'avènement de l'euro, l'Allemagne surprend. Contre toute attente, elle n'a pas endossé le costume de premier élève de la zone euro. Au contraire. Le premier conflit entre responsables politiques et monétaires, début 1999, a été provoqué par l'ancien ministre des finances, Oskar Lafontaine, qui réclamait une baisse des taux pour relancer la conjoncture européenne.

Depuis, les performances économiques de la première puissance de la zone n'ont rien fait pour faciliter l'existence de l'euro et sa bonne tenue face au billet vert. Et Ernst Welteke, le président de la Bundesbank, n'a pas encore la stature internationale de son prédécesseur, Hans Tietmeyer, parti à la retraite dans les premiers mois de l'union monétaire.

DÉCONTRACTION DE M. SCHRÖDER

Sur le dossier des taux de change, l'Allemagne a récemment causé une autre surprise. De taille : l'euro a perdu, depuis son lancement, plus du quart de sa valeur face au dollar, et les Allemands – du moins leur chancelier – ne semblent guère s'en soucier. Gerhard Schröder fait parfois preuve d'une décontraction déconcertante à propos de la chute de la monnaie unique. Il déclarait au printemps qu'il n'allait pas monter sur les barricades pour défendre la

monnaie unique et, la semaine dernière, que sa faiblesse était bonne pour les exportations. Une attitude que les marchés interprètent comme un encouragement à tester de nouveaux planchers.

« Il est difficile de croire que cela soit la position officielle du gouvernement allemand », s'étonnaient ces derniers jours un banquier central. Qui l'eut cru avant les débuts de l'euro ? Les dirigeants français semblent actuellement beaucoup plus nerveux sur le sujet, et pas seulement parce qu'ils occupent la présidence de l'Union. Pendant des années, les Français ont eu l'œil rivé sur le cours du deutschemark : c'est à cette aune que se mesurait le succès de la politique du franc fort, incarnée par Pierre Bérégovoy et Jean-Claude Trichet, au Trésor puis à la Banque de France. Avec l'avènement de l'euro, c'est vers le dollar que se sont naturellement tournés les regards, nouvel étalon de la force économique de l'Europe unie.

Les Allemands, au contraire, se concentraient auparavant sur la stabilité interne de leur monnaie, et ont fait de la lutte contre l'inflation la priorité des priorités : traumatisés par l'hyperinflation, ruinés à deux reprises à l'issue des deux guerres mondiales, les Allemands avaient confié après 1945 à la Bundesbank la gestion de leur argent. D'abord dépourvue d'or et de devises, l'Allemagne ne pouvait pas

pratiquer une politique de change : c'est donc la stabilité interne qui a primé. La force interne du mark s'est reflétée dans sa valeur externe, le pays devant sans cesse réévaluer sa monnaie face à celle de ses partenaires européens, tandis que le dollar restait une devise plus lointaine sur laquelle il était très difficile d'avoir prise.

Toutefois, avec l'arrivée de la gauche en Allemagne, le gouvernement Schröder et le patron de la Bundesbank, Ernst Welteke, membre du parti social-démocrate, ont adopté une attitude moins rigide que celle de leurs prédécesseurs sur la monnaie. Parvenu aux affaires en pleine crise asiatique et russe, en 1998, Gerhard Schröder avait pour principal objectif de relancer la croissance pour lutter contre le chômage. Celle-ci n'est repartie en 2000 que grâce aux exportations, favorisées par une baisse de l'euro, pour la plus grande joie des industriels allemands.

MAUVAIS ÈLEVE

Mais lorsque la baisse de l'euro s'accéléra début 2000, les Allemands commencent à écouter leurs partenaires français qui tirent depuis quelques semaines le signal d'alarme. La faiblesse durable de l'euro, associée à l'envolée du pétrole, pèse sur l'inflation, oblige la BCE à relever ses taux et menace la croissance. Le ministre des finances, Hans Eichel, adopte alors un discours plus clair, affirmant que l'euro a un potentiel d'appréciation. Le ministre, qui veut sauver la croissance, est à l'unisson avec les banquiers centraux, qui, eux, veulent lutter contre l'inflation. Il convient aussi de ne pas entamer la crédibilité de la monnaie unique auprès des populations, en particulier celle de l'Allemagne qui a toujours été réticente à propos des vertus de la monnaie unique. Selon un récent sondage, seuls 34 % des Allemands se réjouissent d'adopter billets et pièces en euro en 2002, 63 % sont sceptiques. Selon certains observateurs, la « petite phrase » de Gerhard Schröder pourrait chercher à dédramatiser la situation, pour rassurer les Allemands : le coût des vacances en

Italie et en Espagne ne s'est pas envolé, la croissance a plus que doublé entre 1999 et 2000, le chômage baisse enfin.

Mais les « dérapages » de M. Schröder ne doivent pas faire illusion. Les Allemands n'ont pas abandonné leur culture de stabilité interne. Le chancelier a d'ailleurs corrigé le tir, lundi 11 septembre, en affirmant que l'euro avait un « potentiel d'appréciation considérable ». En faisant un ménage important dans ses finances publiques, en consacrant les sommes perçues grâce aux enchères sur les licences de téléphone mobile UMTS au désendettement, l'Allemagne respecte durablement les critères de stabilité, tout comme les autres pays. Leur respect ne fait plus l'objet du moindre débat, chacun, ou presque, s'accordant à les trouver... insuffisamment stricts. Dès qu'un dérapage se profile, l'Allemagne donne de la voix : l'entrée de la Grèce dans l'euro a été accueillie de façon mitigée et M. Eichel a déjà prévenu que les pays de l'Est candidats à l'Union européenne devraient respecter à la lettre les critères de convergence pour adopter la monnaie unique.

Néanmoins, le paradoxe allemand confirme que la République fédérale a bien perdu, à travers l'euro, sa prééminence monétaire. Que la position du pays du mark fort se normalise. Que le mauvais élève de la croissance européenne n'est plus en position de faire la leçon aux autres membres de la zone.

La classe politique française, sermonnée pendant des années pour ses petites phrases non orthodoxes, n'ose plus, depuis longtemps, se permettre les gaffes d'un Gerhard Schröder.

Reste que cette situation inattendue ne favorise pas les premiers pas de la monnaie unique. Elle crée une certaine confusion dans une période de transition, avant 2002, où l'euro n'existe encore, pour le grand public, qu'à travers son taux de change.

Arnaud Leparmentier
à Berlin
et Philippe Ricard
à Francfort

Les prétendants se bousculent autour de la Bourse de Londres

LE GROUPE suédois OM, propriétaire de la Bourse de Stockholm, qui a déposé lundi 11 septembre son offre de 808 millions de livres sur la Bourse de Londres, se veut confiant. Selon Peter Cox, président d'OM pour la Grande-Bretagne, les actionnaires du London Stock Exchange (LSE) devraient répondre favorablement : « au cours des deux prochaines semaines, nous allons expliquer notre offre. Et nous allons porter notre message dans tout le pays, à Glasgow, Manchester, Birmingham et Londres. Notre stratégie est de transformer le LSE en un marché européen majeur grâce à nos technologies et à notre réputation en matière de management ».

Une chose est déjà acquise. Le projet de fusion entre les Bourses de Francfort et de Londres, baptisé iX, semble, sinon enterré, du moins reporté sine die. Le conseil de surveillance de la Deutsche Börse a décidé d'annuler, lundi, l'assemblée générale des actionnaires qui devait entériner, jeudi 14 septembre, le mariage avec Londres. Néanmoins, Rolf Breuer, président du conseil de surveillance de la Bourse allemande, continue de considérer la fusion des deux Bourses « comme la solution la plus attractive ». iX permettrait d'économiser 83 millions de euros par an dès 2002, a précisé la Deutsche Börse, qui indique que le report de l'assemblée générale « laisse ouvertes toutes les options stratégiques ».

La Deutsche Börse n'a pas voulu préciser si elle était prête à présenter une nouvelle offre aux actionnaires du LSE, mais cette hypothèse est « théoriquement possible », d'après un porte-parole, qui précise qu'elle serait réalisée « en lien avec nos partenaires britanniques ». Le conseil de surveillance a, en revanche, voulu afficher sa détermination, en renouvelant le contrat de Werner Seifert à la présidence du directoire de la

Deutsche Börse jusqu'en 2006. Cette décision, a précisé M. Breuer, est un signe de l'« entière confiance » dont jouirait M. Seifert. Elle cherche surtout à apaiser les critiques qui se sont multipliées ces derniers mois à Francfort contre le principal architecte d'iX.

DES ÉMISSAIRES D'EURONEXT

Du côté d'Euronext, qui regroupe les Bourses de Paris, Amsterdam et Bruxelles, on cache à peine sa satisfaction devant les difficultés rencontrées par iX, qui devait être la première plate-forme boursière européenne. Aucune hypothèse n'est exclue sur la stratégie à suivre après l'offensive du groupe OM sur le LSE. Une fois la société créée officiellement, le 22 septembre, les dirigeants d'Euronext pourront demander en assemblée générale d'émettre de nouvelles actions. Elles serviraient de monnaie d'échange si Euronext lançait une attaque sur la Bourse de Londres. Mais il est peu probable qu'Euronext déclenche une offre hostile. Des émissaires devraient être envoyés à Londres, après l'assemblée générale du LSE, le 14 septembre, pour vanter les avantages d'un rapprochement avec Euronext. Ils devraient mettre en avant le compromis trouvé sur la plate-forme Euronext en matière de réglementation boursière. L'accord permet aux sociétés cotées de continuer à vivre sous le droit boursier de chacun de leur pays. Euronext souligne, par ailleurs, que les solutions choisies en matière de règlement-livraison des titres et de compensation sont compatibles avec celles du LSE. Toutefois, il n'est pas certain que les dirigeants actuels de la Bourse de Londres, qui ont réaffirmé leur attachement au projet iX, soient sensibles à ces arguments.

Patrice Claude à Londres,
Joël Morio à Paris
et Philippe Ricard
à Francfort



La Poste et le transporteur américain FedEx concluent un accord commercial mondial

L'opérateur français affirme ses ambitions internationales

La Poste a annoncé, mardi 12 septembre, la conclusion d'un accord commercial avec le transporteur américain FedEx. Les clients de Chrono-

post auront accès à un réseau mondial et FedEx utilisera Chronopost en France et dans d'autres pays européens. Déjà implantée en Allemagne

et ayant des accords de coopération avec les postes italienne, espagnole et portugaise, La Poste affirme ainsi sa stratégie internationale.

APRÈS DEUX ANNÉES de négociation, La Poste a enfin conclu un accord avec un opérateur international, lui permettant de proposer à ses clients une offre mondiale pour tous leurs envois express inférieurs à 30 kilos. Bertrand de Mascarel, président de Coelo, la société des filiales colis et logistique de La Poste qui chapeaute Chronopost, devait signer mardi 12 septembre avec Robert Elliot, responsable de FedEx pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, un accord de coopération commerciale.

« C'est un accord opérationnel et non capitalistique », explique Claude Bourmaud, président de La Poste, principal artisan de cet accord. FedEx, entreprise américaine cotée en Bourse, n'entrera pas – au moins dans un premier temps – dans le capital de Coelo. « La question est prématurée », estime M. Elliot. Les clients de Chronopost et des autres filiales de La Poste auront accès au réseau mondial de FedEx et ceux de FedEx bénéficieront d'« une amélioration sensible du niveau de service offert dans les zones non desservies directement par l'intégrateur », indique le communiqué commun. Les deux entreprises ont signé un accord de compensation financière qui n'est pas public. En France, Chronopost et FedEx adopteront une démarche commerciale commune auprès de leurs principaux clients.

Pour La Poste, un tel accord était nécessaire : jusqu'à présent, l'express international était assuré essentiellement en Europe par la poste néerlandaise, TPG, qui avait conclu un accord commercial avec Chronopost en 1992. Mais celui-ci vient à expiration le 31 décembre et malgré certaines pressions politiques, La Poste ne souhaitait pas le renouveler. Les deux entreprises ont des visions opposées sur la libéralisation du courrier et La Poste reproche à sa consœur néerlandaise

de ne pas l'avoir associée jusqu'ici dans sa stratégie internationale. Par ailleurs, TPG est concurrente de La Poste en Europe et n'est qu'un acteur de second rang aux Etats-Unis. La Poste n'avait donc plus le choix qu'entre les trois autres intégrateurs, ces entreprises dont les avions passent leur temps à tourner autour de la planète pour effectuer des livraisons express à peu près partout : l'allemand DHL détenu conjointement par la Lufthansa et la poste allemande et deux américains, UPS et FedEx. Un accord avec DHL était exclu, tant La Poste et la Deutsche Post (qui a, entre autres, racheté le suisse Danzas et le français Ducros) sont devenues concurrentes. Les négociations avec UPS ont, de leur côté, échoué en 1998. Géant aux Etats-Unis, UPS exigeait de La Poste qu'elle se cantonne au réseau français. Restait donc en lice FedEx.

DEUX ATOUTS DÉTERMINANTS

Cette entreprise, dirigée par des pilotes d'avions et non par des postiers, dispose de deux atouts déterminants : son réseau international est le plus développé, tant sur l'Atlantique Nord que sur l'Asie. Ses 145 000 salariés livrent chaque année plus de 3,3 millions de documents et colis, grâce à une flotte de 663 avions et de 44 500 véhicules. Paradoxalement, son deuxième atout est sa relative faiblesse en Europe, qui réduit les risques de doublons avec La Poste. Sur ses 17 milliards de dollars de chiffre d'affaires, elle en réalise moins de 1 milliard en Europe. Pour tenter de s'y renforcer, FedEx a investi 200 millions de dollars à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle où elle a implanté en 1999 son « hub » (plate-forme de correspondances) européen. D'ores et déjà, 15 avions y effectuent 270 vols hebdomadaires. Ses installations qui s'étendent sur 77 000 m² emploie-

ront à terme 2 000 personnes. En 2006, ce hub devrait être capable de traiter chaque heure 60 000 documents et autant de colis. Mais encore faut-il être en mesure d'avoir le volume à traiter. Pour être rentables, les intégrateurs doivent remplir les avions. D'où l'intérêt pour FedEx d'un accord avec La Poste. « Cela nous permet d'augmenter le volume sans investissement supplémentaire », reconnaît M. Elliot. Grâce à Chronopost, créé dès 1985 et présent dans douze pays européens et africains, La Poste offre à son partenaire le meilleur réseau de transport express en France. Surtout, La Poste possède désormais un réseau européen de distribution de colis qui est loin d'être négligeable.

La Poste a – chèrement – acquis 50,6 % de DPD, un réseau de transporteurs franchisés allemands qui, avec ses 13 000 camions, constitue le deuxième réseau outre-Rhin, derrière la Deutsche Post. FedEx pourra donc chasser sur les terres allemandes de DHL. Par ailleurs, La Poste a signé des accords avec les postes italienne, espagnole et por-

tugaise. Celles-ci vont entrer dans le capital de Coelo, en apportant à cette structure qui gère les filiales colis et logistique soit des titres, soit du cash. « Ces accords permettent d'avoir un effet de levier commercial important », soulignent les dirigeants de La Poste. A terme, l'alliance FedEx-Chronopost devrait avoir des ramifications méditerranéennes. De même, l'entrée de La Poste dans le capital de Géodis, la filiale de la SNCF qui a repris le Serenam, permet, théoriquement, à l'opérateur postal de tisser une toile de grande envergure, sur terre, sur mer et dans les airs, pour peu qu'il parvienne – ce qui est encore loin d'être le cas – à faire travailler ensemble ces différentes entreprises.

L'accord avec FedEx constitue donc, pour La Poste, le dernier maillon d'une stratégie d'alliances dans le domaine du colis et de l'express. Reste à la poste française et à ses concurrentes à bâtir des alliances comparables pour le courrier, un domaine dans lequel tout est encore à faire.

Frédéric Lemaître

Via Banque cédée au Banco Espirito Santo

LE SORT de Via Banque est sur le point d'être scellé. L'action de cette petite banque, filiale à 59,94 % de BNP Paribas, a agité les spéculateurs tout le long du mois d'août, persuadés que sa maison mère allait lancer une offre publique de retrait sur le titre. Finalement, celle-ci a décidé de céder cette société spécialisée dans la gestion de portefeuille pour le compte de grandes entreprises – que Paribas avait trouvée dans la Compagnie de Navigation Mixte – à Espirito Santo Financière SA, filiale du deuxième groupe bancaire privé portugais Banco Espirito Santo (BES), dont le Crédit agricole est actionnaire à 20 %.

Dans un communiqué, BNP Paribas et BES ont annoncé que le prix de cession envisagé est de 32,04 euros par action Via Banque. Ce prix serait également proposé pour la garantie de cours qui suivrait cette transaction et valoriserait la banque à 171 millions d'euros. Le titre Via Banque a été suspendu, lundi matin 11 septembre, dans l'attente d'un communiqué de sa direction. Vendredi, il avait terminé à 33,1 euros. Le 25 août, au plus fort des spéculations, avant que BNP Paribas démente son intention de déposer une offre de retrait, le titre est monté jusqu'à 37,7 euros, encore loin toutefois du plus haut niveau historique atteint lorsque la banque appartenait à la Mixte, à 65 euros.

Le bouquet AB Sat devient bénéficiaire

LES RÉSULTATS semestriels du groupe de production audiovisuelle AB, publiés mardi 12 septembre, montrent un décuplement du résultat d'exploitation, passé de 0,7 million d'euros en 1999 à 7,3 millions pour les six premiers mois de 2000. Le résultat net s'établit à 6,7 millions d'euros (contre 3,9 il y a un an). Le groupe affiche une plus-value de 5,6 millions d'euros pour la cession de 49 % de la chaîne PathéSport. Les deux principales activités du groupe, le négoce de programmes et les chaînes thématiques, sont en nette progression.

Pour la première fois, le bouquet AB Sat est bénéficiaire avec un résultat d'exploitation de 0,7 million d'euros contre une perte de 3,1 millions il y a un an. L'action du groupe AB, introduite autour de 23 euros à la mi-juillet à la Bourse de Paris, cotait 40 euros à la clôture lundi 11 septembre. Cette tendance positive aiguise les ambitions de groupe AB. « Ces résultats marquent la réussite d'AB Sat », se réjouit Claude Berda, PDG du groupe. « Nous sommes totalement prêts pour le numérique hertzien », ajoute-t-il, notamment grâce à RTL9.

Rover cherche un partenaire pour assurer son avenir

À PEINE son indépendance retrouvée, Rover pourrait ne pas rester isolé très longtemps. Le constructeur britannique, cédé en mai par BMW pour la somme symbolique de 10 livres sterling (16,25 euros) au consortium Phoenix, cherche ouvertement un partenaire pour étoffer sa gamme. « Une opération de planification approfondie a déjà été lancée, et nous avons été sollicités par un important constructeur », a annoncé à Paris, lundi 11 septembre, John Towers, le président de Phoenix.

Le reprenneur de Rover s'est fixé deux ans pour revenir à la rentabilité. Mais M. Towers ne cache pas que le futur de la marque passe avant tout par la coopération avec un autre constructeur pour fabriquer un nouveau modèle d'ici à 2003-2004. « Peu importe de faire des bénéfices, nous ne cherchons pas à distribuer des dividendes à nos actionnaires, mais nous voulons assurer l'avenir de Rover sur le long terme », explique M. Towers. Les discussions, à un stade préliminaire et confidentiel, pourraient déboucher d'ici au printemps 2001. Parmi les candidats cités régulièrement par la presse figurent l'allemand Volkswagen, le français PSA Peugeot Citroën, le japonais Honda, et le germano-américain DaimlerChrysler. « On ne peut rester seul très longtemps », confie M. Towers, qui n'exclut pas que la coopération recherchée puisse mener à des liens capitalistiques. Le président de Phoenix dit même « espérer » que ce partenaire puisse se transformer, à terme, en reprenneur.

D'ici là, Rover risque de connaître une passe difficile. Ainsi le Mondial de l'automobile qui s'ouvre le 30 septembre à Paris se fera sans la marque britannique. « Un stand coté entre 10 et 50 millions de francs, nous préférons avoir d'autres actions plus rentables pour notre groupe », explique Linda Jackson, la toute nouvelle PDG de Rover France. Désormais livrée à elle-

même, sans le puissant soutien financier de BMW, la marque anglaise devra compter chaque livre sterling dépensée. Dans ce contexte, le pari de Phoenix, qui regroupe d'anciens dirigeants de Rover, des salariés et des concessionnaires du groupe, s'apparente à une mission impossible.

LES « ERREURS » DE BMW

Comment réussir là où BMW a échoué après avoir englouti 9 milliards de deutschemarks (4,6 milliards d'euros) ? Si « l'entreprise coûte plus d'argent qu'elle n'en gagne », explique M. Towers, c'est parce que BMW a investi des milliards dans des choses uniquement rentables sur le long terme alors qu'une action immédiate s'imposait. Mais, aujourd'hui, Rover s'accommode très bien des « erreurs » de son ancien propriétaire. « BMW a investi à Longbridge 3 milliards de livres, ce qui en a fait en terme de qualité l'une des meilleures usines du constructeur allemand, se félicite M. Towers. Nous disposons des meilleures voitures et des meilleures installations de toute notre histoire. »

Mais Rover se retrouve également avec le plus petit périmètre de son histoire. La marque se résume désormais à une usine – Longbridge –, 6 000 salariés, produisant en tout et pour tout 200 000 véhicules répartis sur quatre modèles – la 25, la 45, la 75 et la MG F. Pour M. Towers, la nouvelle taille de Rover n'est pas une faiblesse, mais un atout. « Tout est regroupé sur un seul site. Les entreprises plus petites dépendent moins et sont plus réactives, explique-t-il. Auparavant, nos quatre modèles couvraient les frais généraux de cinq sites, dès l'été prochain nous en construirons huit à partir d'un seul site. » Rover compte notamment sur la version break de la 75 et une MG berline, qui seront lancées en 2001 en attendant son futur partenaire.

Stéphane Lauer

Détendez-vous, allez sur www.3atrade.com

1^{er} broker on line à vous offrir un véritable outil d'analyse graphique

- ◆ Tracez vos tendances, supports et résistances
- ◆ Tous les marchés en temps réel
- ◆ Analyses et recommandations quotidiennes
- ◆ News et actualités financières
- ◆ Alertes personnalisables

- ◆ Formation en ligne
- ◆ Assistance téléphonique personnalisée
- ◆ Passez vos ordres sécurisés par internet ou par téléphone
- ◆ Sécurité et disponibilité de vos avoirs (Natexis Banques Populaires)

3A TRADE .COM

Le sens des valeurs

Entreprise d'Investissement agréée par la Banque de France

Pour recevoir une documentation, renvoyez-nous ce coupon : 3atrade.com, 13 rue Vivienne 75002 Paris - Fax : 01 70 91 95 98

Nom Prénom
 Né le Adresse
 Code Postal Ville
 Tél. domicile Tél. bureau E-mail

France Télévision prête à financer une partie du numérique hertzien

Marc Tessier, PDG de France Télévision, trace les grandes lignes de sa négociation avec l'Etat sur le contrat d'objectifs. Il définit les missions de La Cinquième et annonce, pour certaines activités, un redéploiement des effectifs



MARC TESSIER

RENOMMÉ, il y a trois semaines, à la tête de France Télévision (transformée en holding, l'entreprise chapeaute désormais France 2, France 3 et La Cinquième), Marc Tessier dispose de cinq ans pour mettre en œuvre sa stratégie à la tête de l'audiovisuel public. Il compte sur le contrat d'objectifs en négociation avec l'Etat pour en obtenir les moyens. Le numérique hertzien reste sa grande priorité. Et il entend profiter de la mise en place de cette technologie pour réaliser un redéploiement des activités et des personnes.

« A quoi va servir la holding ? »

– Une des faiblesses du service public, dénoncée depuis longtemps, tenait à l'absence d'une institution capable de définir l'horizon stratégique commun et les moyens financiers nécessaires pour l'atteindre. La création de la société holding France Télévision corrige cette anomalie. Sur la méthode, j'ai prévu une charte d'organisation du groupe, qui fixe le champ d'autonomie éditoriale des chaînes et le cadre d'intervention de cette société holding. En particulier, c'est elle et non plus l'Etat qui répartira entre les chaînes le produit de la redevance. J'attends également de cette réforme qu'elle permette une meilleure harmonisation des statuts des personnels et une plus grande mobilité.

– **Qu'attendez-vous du contrat d'objectifs 2001-2005, qui doit être signé avec l'Etat à la fin de l'année ?**

– Première exigence : dégager des indicateurs qui retracent les objectifs du service public en audience et en qualité de programmes ; il s'agit, par exemple, de mesurer les performances par type de programmes (information, magazine, sport, etc.), sur certains

groupes de téléspectateurs ou sur l'ensemble du public. Convenir d'indicateurs communs clarifiera nos relations avec l'Etat. Ce sera l'heure de vérité dans le débat toujours ouvert sur ce que l'Etat attend du service public.

– Deuxième exigence : faire évoluer la répartition des budgets de France Télévision de manière à dégager plus de financements pour les programmes et les nouveaux services, en particulier ceux qui seront diffusés sur le numérique hertzien.

– Enfin, troisième exigence, pour l'Etat cette fois : l'apposition du paraphe du gouvernement sur un contrat décrivant pour cinq ans l'évolution des concours publics ; ce sera une grande première. Elle confirmera que le service public a retrouvé la confiance en son actionnaire et réciproquement.

– **Où en sont vos projets sur le numérique hertzien ?**

– Les objectifs n'ont pas changé. Ils se traduisent par le projet de création de six programmes de télévision supplémentaires déclinant chacun les principales missions d'un service public de télévision moderne : information, culture, jeunesse, télévision régionale, sport et création audiovisuelle. Deux exemples : la chaîne d'information aura un caractère popu-

laire ; elle s'adressera à tous les publics sans distinction de niveau de formation ni de catégorie socioprofessionnelle, avec comme objectif premier de contribuer au pluralisme des idées. La chaîne sportive comblera des événements en direct et des magazines sur l'ensemble des disciplines olympiques, sans oublier la pédagogie du sport.

– Quant au financement, de l'ordre de 1,5 milliard de francs sur cinq ans, je conçois que l'Etat souhaite que l'effort soit partagé entre l'entreprise et son actionnaire, dans une proportion qui dépendra de l'ampleur du projet retenu en définitive par le gouvernement. Notre contribution devra être recherchée dans des économies de fonctionnement, dans la mise en commun d'activités internes et le redéploiement de moyens vers les nouvelles activités. A titre d'exemple, dans les régions, les mêmes équipes réaliseront les programmes de France 3 et ceux des nouveaux services.

– **France Télévision peut-elle trouver d'autres recettes que la publicité et les subventions de l'Etat ? Allez-vous céder votre participation dans TPS ?**

L'après-Pivot

« France 2 a désormais un an pour préparer, avec son aide, une émission culturelle de haut niveau alliant, comme "Bouillon de culture" exigence et excellence », a déclaré la chaîne après l'annonce, vendredi 8 septembre, par Bernard Pivot de l'arrêt de son émission en juin 2001. A soixante-cinq ans, le journaliste a décidé de cesser sa collaboration à la télévision publique, commencée en 1975 avec le magazine « Apostrophes ».

Les noms les plus fréquemment cités pour lui succéder sont ceux de Michel Field et Franz-Olivier Giesbert. Le monde de l'édition s'inquiète de la disparition de cette émission et de l'effet qu'elle risque d'avoir sur la diffusion des œuvres littéraires.

– Je n'exclus rien. Nos activités de distribution, nos développements sur les nouveaux médias, les chaînes thématiques, toutes ces activités pourront faire appel à des financements qualifiés de commerciaux ; en partenariat avec des entreprises privées. S'agissant de TPS, l'obligation nouvelle de diffuser France 2 et France 3 sur CanalSatellite prendra effet dans les prochains jours. Cette diffusion ne signifie pas un retrait de TPS. Notre objectif est au contraire de préciser notre place sur le satellite afin d'assurer le développement des activités nouvelles du service public, si nos partenaires sont d'accord, bien entendu.

– **Que réalise France Télévision Interactive, créée en janvier ?**

– Depuis plusieurs mois, l'audience est au rendez-vous sur nos sites Internet, qui comptent parmi les premiers désormais, sans attendre l'ouverture de notre programme commun avec France Télécom, sports.com, et le Comité olympique à Sydney. Notre objectif premier est de compléter ou de prolonger nos programmes de télévision sur le réseau. D'ici la fin de l'année, j'espère pouvoir annoncer d'autres initiatives menées

en partenariat avec des éditeurs privés.

– **Quelles missions assignez-vous à La Cinquième ?**

– D'abord, innover sur le contenu des magazines ou des documentaires, les deux points forts de La Cinquième. J'attends beaucoup de cette fonction de laboratoire du groupe. Ensuite, plus de souplesse dans la programmation de manière à développer des opérations communes avec France 2 et France 3 sur les thèmes de la culture et de la connaissance ; enfin, préparer la diffusion vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur le numérique terrestre.

– **Quelles sont vos ambitions internationales pour France Télévision ?**

– TV5 est le porte-drapeau de la francophonie. Je ferai mon possible pour développer un partenariat avec TV5, avec une ambition : diffuser les chaînes publiques françaises, cette fois-ci, vers le Bassin méditerranéen, l'Europe, l'Amérique, sans oublier le continent africain, où la présence audiovisuelle française est déjà développée. Cette initiative est bien accueillie par le ministère des affaires étrangères.

– **Que répondez-vous à ceux qui redoutent un plan social ?**

– Ma priorité, c'est le développement du groupe. Il faut donc que les mesures d'organisation à prendre dégagent des ressources et des compétences à cette fin. Tel sera le cadre des discussions avec les partenaires sociaux. Nous devons réussir. Un échec nous conduirait dans une voie qui ne correspond pas à la philosophie de dialogue social qui est la mienne.

Propos recueillis par Françoise Chirot

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : les deux principaux journaux populaires new-yorkais vont entamer, mardi 12 septembre, une guerre des tarifs qui s'annonce sévère. *Le New York Post*, de Rupert Murdoch, va diviser par deux son tarif, passant de 50 à 25 cents. *Le Daily News*, premier journal populaire de la ville, distribuera gratuitement une édition de l'après-midi de 40 pages.

■ **Le Nouveau Cinéma, mensuel publié par le groupe Nouvel Observateur**, interromp sa parution un an après sa sortie. Il intégrera, à partir d'octobre, le supplément TéléObs enrichi de 24 pages supplémentaires. L'hebdomadaire proposera en outre un supplément consacré à Paris pour ses lecteurs d'Ile-de-France.

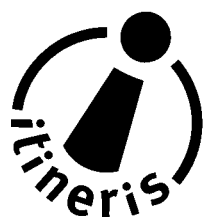
■ **PUBLICITÉ** : **Gaz de France vient de céder à Mc Cann-Erikson** 66 % de la société de développement de l'industrie gazière (SDIG), sa filiale de communication. La SDIG (200 millions de francs de chiffre d'affaires en 1999) sera intégrée au pôle McCann-Erikson Corporate.

■ **AUDIOVISUEL** : **L'Europe doit s'engager « résolument »** dans la révolution numérique « pour tirer pleinement parti du double défi culturel et économique » posé par les nouvelles technologies, a estimé lundi 11 septembre à Lyon la ministre de la culture, Catherine Tasca. Elle a évoqué les « débouchés multiples » offerts par l'Internet, le câble ou le satellite et souligné le « risque réel » pour la diversité culturelle que pose la multiplication des « rapprochements entre entreprises au niveau européen et international ».

■ **Le groupe Lagardère prépare le lancement d'une chaîne généraliste sur le numérique hertzien**. Selon *La Tribune* du 12 septembre, ce projet aura un budget dix fois moindre que celui de TF 1. La chaîne proposera des informations avec l'appui des journaux du groupe (*Journal du Dimanche, Paris-Match*). Lagardère recherche des partenaires pour ne pas être « seul à supporter les coûts » de la chaîne.

Une rentrée moins chère !

Dépêchez-vous, les bonnes affaires sur les mobiles c'est maintenant dans votre Agence France Télécom.



Tracey Ullman, femme de tous les spectacles

APRÈS avoir décroché l'un des plus drôles et des plus jolis rôles de femme qu'ait écrits Woody Allen, Tracey Ullman s'est trouvée investie d'une mission supplémen-

PORTRAIT

Pour Woody Allen, elle incarne dans « Escrocs mais pas trop » l'épouse d'un minable

taire : être l'ambassadrice d'*Escrocs mais pas trop* à Venise, où le film était présenté hors compétition. Le Lido est un drôle d'endroit pour cette Anglaise de quarante ans, qui se définit comme une « créature de la télévision ». Comédienne de talent, chanteuse à succès en Grande-Bretagne au début des années 80, elle mène depuis plus d'une décennie une carrière américaine, d'abord sur le réseau Fox, aujourd'hui sur la chaîne à péage HBO. Le « Tracey Ullman Show » (diffusé en France sur la chaîne câblée Comédie) perpétue la tradition des vedettes féminines de la télévision telles que Lucille Ball, qui produisait sa propre série, un précédent dont la comédienne britannique se réclame ouvertement.

Malgré l'évidence de ses talents, elle n'a guère tourné pour le cinéma. En 1994, Woody Allen lui avait déjà donné un petit rôle dans

Coups de feu sur Broadway. Et voilà qu'il lui a demandé d'être Frenchie, la légitime épouse de Ray, le truand le plus minable de Brooklyn. Tracey Ullman perpétue également la tradition transformiste et si, lors d'une interview, une pointe d'accent anglais perce encore, elle peut passer sans peine au plus grasseyant des parlers new-yorkais.

« Woody Allen apprécie mon travail à la télévision. Le cinéma est souvent trop prétentieux, les projets mettent des mois à aboutir et les rôles comiques sont rares pour les femmes. Il faut être sexy ou être une victime... Woody Allen ne choisit pas ses acteurs pour les films qu'ils ont faits, mais pour celui qu'il va faire avec eux. »

« HÉ, WOODY, C'EST L'AN 2000 »

Mais il ne suffit pas d'être choisie : « Les trois premiers jours de tournage ont été merveilleux, je me sentais en pleine forme. Et au bout de trois jours, Woody m'a dit, ça ne va pas, je veux tout refaire. C'était terrible, j'ai eu l'impression qu'il me trouvait trop imposante par rapport à son personnage. Je me suis demandé s'il fallait que je rétrécisse, que je me replie sur moi pour être une autre version de Woody, et j'ai fini par lui dire : "Tu m'as choisie, moi, pour ce que je suis, tu connais ma manière." Et nous avons trouvé un compromis. »

Elle décrit Woody Allen comme

un homme « timide, isolé ». Elle vous saisit par le col en mimant la scène : « Parfois, il faut le prendre et lui dire, hé, Woody, c'est l'an 2000, sors de chez toi. C'est ça New York en l'an 2000. » Et elle vous relâche aussitôt en ajoutant : « En fait, on ne le touche pas, il a horreur des contacts physiques. »

Escrocs mais pas trop, qui sortira en France le 6 décembre, marque à la fois un retour de Woody Allen à sa veine burlesque, mais aussi des expériences inédites pour Woody Allen acteur, qui menace sa femme « de lui en coller une » ou qui arbore une magnifique paire de shorts en jean : « Quand je l'ai vu comme ça, dans ces pantalons trop grands pour lui, ça m'a brisé le cœur, il avait l'air si vulnérable. »

L'intermède vénitien achevé, Tracey Ullman retournera à Los Angeles - « si on veut faire des voitures, on s'installe à Detroit ; pour faire de la bonne télévision, on s'installe en Californie » -, où elle mettra la dernière main à la prochaine saison de son show, dans lequel elle abandonnera le transformisme pour ne plus incarner qu'un personnage. Elle sera également scénariste-réalisatrice. Un pas de plus vers l'inévitable aboutissement de cette carrière de femme de tous les spectacles : l'écriture et la réalisation d'un long métrage.

T. S.



Comédienne de talent, puis chanteuse, Tracey Ullman est devenue une « créature de la télévision ».

De bêtes cinglées en objets fous

On n'est pas des sauvages. Six courts-métrages d'animation français, quarante et quelques minutes de détente et de bonheur

CE PROGRAMME éclectique, qui rassemble six jeunes créateurs autour de techniques d'animation diverses, a été concocté avec la collaboration d'enseignants et présenté en 1999 avec succès au festival Ciné Junior. *A priori* destiné aux plus petits, il permettra aux grands, généralement réquisitionnés pour la circonstance, de participer sans barguigner à la fête.

Celle-ci commence avec *Carnavallée*, d'Aline Ahon, une joyeuse et multicolore farandole peinte sur papier, où animaux et humains plus ou moins respectueux de leurs modèles réels se pressent et se succèdent dans une aimable anarchie. Couleur et musique sont ici les principes directeurs de cette toile mouvante qui tire, en une chorégraphie endiablée, vers la pure abstraction. Une excellente entrée dans cet univers de l'animation où les spectateurs sont généralement conviés à abandonner au vestiaire les lois physiques et morales qui gouvernent ce bas monde.

LE ZÈBRE OU LE CAMÉLÉON

Z. de M., premier film de Pero et Ravi (un an de préparation!), revient pourtant à une forme de récit parfaitement reconnaissable (une variation sur le vilain petit canard d'Andersen), tout en renouant, sur le plan graphique, avec le trait gauche et pointu des premiers dessins animés de Disney, détaché ici sur des fonds carrés, vifs et colorés, très post-modernes. Soit l'histoire de *Z. de M.*, un petit zèbre qui est né sans rayures, ce qui lui vaut bien des désagréments de la part de ses congénères et des habitants de la jungle en général. Un autre qui, pour être fait de pâte à modeler, ne trouve pas davantage la jungle à son goût, c'est Léon le caméléon, dans l'animation signée Marie-Christine Perrodin qui donne son titre à la série : *On n'est pas des sauvages*. Encore heureux que Léon ait le téléphone, très naturellement intégré à l'arbre où il sèche littéralement d'ennui. Cela lui permet de tailler une bavette avec son copain Bob, un lévrier américain aux beaux quartiers, qui vit en ville et passe son temps à parader au bar du champ de course. L'absurdité de cette conversation humaine menée par des bêtes synthétiques est bien réjouissante.

Le Cyclope de la mer, film de marionnettes réalisé par Philippe Julien, a quant à lui des visées plus délibérément poétiques. Le héros, qui rappellera en ces temps de disette pétrolière le défunt bonhomme Antar aux plus âgés d'entre ses spectateurs, est gardien

de phare, et le grand œil de sa tête en amande illumine la nuit pour guider les bateaux. Le jour, il veille dans sa bicoque remplie d'automates sur un petit poisson rouge mal en point, qu'il a sauvé de l'appétit vorace des mouettes. Mais rien n'y fait, une tempête aura raison de son obstination, libérant le poisson rouge et rendant aveugle son bienfaiteur dans ce qui ressemble à une métaphore sur la création.

On retrouve l'animation de marionnettes et même un personnage de cyclope dans *La Vache qui voulait sauter par-dessus l'église*, mais le film de Guillaume Casset appartient visiblement à une tout autre famille d'esprit. On tient là le morceau le plus authentiquement givré de la série, et le plus séduisant aussi, du moins vu à hauteur d'adulte. Tout commence à 6 heures du matin, avec le chant du coq, et une vache complètement maboule qui, Dieu sait pourquoi, chausse des ressorts pour aller allègrement se cogner contre le clocher d'une église. Sur cette ouverture aimablement loufoque, un paysan se réveille à son tour, allume son ordinateur et donne, à l'aide d'une souris vivante, le signal de départ d'une journée à la ferme entièrement automatisée, mais perturbée à l'heure du repas par un virus très teigneux. Entre univers concentrationnaire et burlesque, haute technologie et bouts de bois animés, on dirait du Orwell mis à la portée des bambins.

LA RÉVOLTE DE LA MATIÈRE

Cette rencontre entre le nec plus ultra de la technologie moderne et les procédés archaïques de l'illusion cinématographique, *Dernière invention*, de Lolo Zazar - alias Laurent Berthollier -, la met précisément en scène par le procédé de la pixellisation. Cette technique d'animation qui permet, grâce à l'informatique, d'utiliser l'image par image avec des interprètes réels renvoie, en les améliorant, aux tracages primitifs de Georges Méliès.

Soit un homme paisiblement installé dans son salon, et contre lequel tous les éléments domestiques qui l'entourent vont bientôt se liguier, depuis les casseroles jusqu'à la télévision, en passant par les meubles. Un siècle après l'invention du cinématographe, la révolte enchantée de la matière contre l'homme fait encore recette, dès lors que ce grand enfant exerce sa maîtrise en la mettant en scène.

J. M.

Film américain d'Alan Rudolph. Avec Emily Watson, Dermot Mulroney, Nick Nolte, Nathan Lane, Lesley Ann Warren, Britanny Murphy. (1 h 57.)

Des flics et des détectives bizarres, ce n'est pas ce qui manque au cinéma. Mais où a-t-on vu un privé aussi étrange que cette nuque de Trixie, qui ne cesse d'employer un mot pour un autre, professe une morale de cour d'école maternelle, a l'air aussi lente physiquement que mentalement ? Nul doute que c'est pour se défaire de cet élément encombrant que son supérieur l'a envoyée surveiller le casino d'une petite ville balnéaire. Avec son regard aussi naïf que celui du Douanier Rousseau, la détective Trixie découvre une faune stylisée et peinte en couleurs tranchées : l'imitateur noyant dans l'alcool sa carrière manquée, l'entraîneuse délurée, le bellâtre homme de main du caïd local, la poule de

Film américain de Robert Zemeckis, avec Harrison Ford, Michelle Pfeiffer, Diana Scarwid. (2 h 09.)

Claire Spencer a tout pour être heureuse. D'abord, c'est Michelle Pfeiffer qui l'interprète, ce qui lui évite de se poser des questions existentielles en découvrant son visage dans le miroir. Ensuite, son mari, Norman, a les traits de Harrison Ford et c'est un brillant scientifique. Ils habitent dans une somptueuse maison et leur fille vient d'être admise dans une prestigieuse université. Mais l'affiche, qui montre une main crispée sur le rebord d'un baignoire, nous a déjà alertés... D'abord, le mari s'appelle Norman, comme le propriétaire du motel Bates, qui accueillait Janet Leigh dans *Psychose*. Il faut donc se méfier de la salle de bains de la résidence Spencer. Bien équipée, mais mal aérée, celle-ci est vite envahie de vapeur d'eau, dans laquelle la Michelle Pfeiffer (qui, entre nous, s'est mal remise du départ de sa fille pour l'université) croit percevoir d'étranges phénomènes.

Aux Etats-Unis, le slogan qui agrémentait l'affiche d'*Apparences* dévoilait résolument le fin mot de l'histoire. La filiale française de la Fox a eu plus de considération pour les spectateurs potentiels, et l'on gardera ici sous embargo les ressorts dramatiques de ce long film. Si long que l'on se doute, pendant la première heure, que le

Une innocente en enfer

Trixie. Un étrange roman noir comique et décalé, porté par l'épatante Emily Watson

luxe de celui-ci, et le sénateur, grand fauve au milieu de cette basse-cour moyennement ragoûtante.

On se demande d'abord où veut en venir Alan Rudolph avec cette héroïne à manger du foin et cette histoire sans queue ni tête. Trixie, elle, va son bonhomme de chemin, énergique et sûre de son bon droit, rembarant le promoteur véreux lorsqu'il la tripote et affrontant tuteurs et puissants lorsqu'une affaire de chantage révélant les travers du politicien commence à laisser des cadavres dans son sillage. On voit alors se mettre en place un joyeux carnaval, qui donnera ses tonalités contrastées au film. Celui-ci possède un rare mérite : recourir aux vertus du burlesque sans jouer contre ses propres personnages.

Il y faut les talents combinés du scénario, de la mise en scène, et d'une excellente interprétation : tous conspirant à insuffler au trait caricatural qui dessine chaque personnage et chaque situation un lé-

ger tremblé. Parfois il ne vise qu'à installer une salutaire distance, parfois il justifie les basculements les plus improbables du récit. *Prima inter pares*, Emily Watson réussit sa meilleure composition depuis la révélation de *Breaking the Waves*, en décalant son personnage d'innocente obstinée du drame à la comédie. Sous ses traits, Trixie poursuit de toute l'assurance de son bon droit la traque apparemment perdue d'avance dans laquelle elle s'est lancée.

SUBTILEMENT HÉBÉTÉ

Cette manière de jouer simultanément sur la surface bariolée d'un comique outré et sur des arrière-plans plus nuancés, dont il révèle peu à peu la teneur sans amortir la charge comique, témoigne d'une virtuosité de mise en scène que Rudolph semblait avoir perdue depuis le milieu des années 80 (l'époque de *Choose Me*, de *Wanda's Café*), s'égarant depuis dans des projets plus ambitieux et moins convain-

cants. Mieux, elle permet au film de suggérer une vision d'un monde plaisamment contradictoire. Une vision désenchantée, où tous ont des petits secrets pas jolis-jolis, et chacun quelque chose de pire derrière ce qu'il laisse apparaître de lui-même. Une vision néanmoins dépourvue de cynisme, dans la mesure où la différence est clairement marquée entre le commun de l'humaine faiblesse et l'existence de véritables et dangereux salauds.

Ainsi, avec son humour subtilement hébété, sa peinture aux teintes si sombres qu'elles évoquent parfois le trou noir de la folie, et pourtant sa détermination à ne pas mettre toute l'humanité dans le même sac pouibelle, *Trixie* se retrouve très proche d'un des meilleurs écrivains de roman noir, le grand fabuliste Jim Thompson, inspirateur caché de cette sombre comédie aussi politique que policière.

J.-M. F.

Dans l'enfer du couple américain

Apparences. Harrison Ford et Michelle Pfeiffer face aux terreurs de la salle de bains



Michelle Pfeiffer croit percevoir d'étranges phénomènes.

scénario de Clark Gregg nous trimballe, histoire de faire durer le plaisir. Il faut bien revenir au centre du film, au couple Harrison Ford-Michelle Pfeiffer. On sent alors que Robert Zemeckis voudrait que l'on cite Hitchcock à propos de son film. Et le réalisateur est assez habile pour accomplir quelques tours de passe-passe inspirés du maître.

MATRAQUER LE SPECTATEUR

Mais de l'idée de la peur au cinéma que se faisait Hitchcock, on ne trouvera pas trace dans *Apparences*. D'abord parce que le scénario zigzague entre au moins trois genres cinématographiques (le thriller conjugal, le film à énigme, et l'histoire de fantômes), ensuite parce le réalisateur se sert de

femme d'intérieur affolée par l'approche de la vieillesse est nuancé, vraisemblable, digne d'une dramatique télévisée de bonne qualité. En face, Harrison Ford tente d'approcher l'inégalable record du monde d'ambiguïté établi par Cary Grant dans *Soupons*.

Les effets spéciaux, les diables qui surgissent de la boîte (on est généralement prévenu de leur arrivée par une musique très explicative) sont traités à la manière du cinéma américain contemporain : comme des armes d'assaut destinées à matraquer le spectateur jusqu'à ce qu'il demande grâce. Tous ces éléments disparates trouvent un semblant d'unité dans une esthétique de l'image très apprêtée, style magazine de décoration. Et l'on s'aperçoit qu'on vient de passer deux heures au cinéma sans avoir vraiment vu de film.

T. S.

SYMBOLE DE SERVICE



Tél : 01 55 04 90 10
www.aeromexico.com

AEROMEXICO

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre BMW a cédé 1,24%, à 37,51 euros, lundi 11 septembre, malgré une progression de ses ventes mondiales d'automobiles de 8,3%, à 544 000 unités, au cours des huit premiers mois de l'année. L'action Henkel a abandonné 1,54%, à 71 euros, à l'issue de la séance de lundi. Le groupe chimique pourrait céder le contrôle de sa filiale Cognis (chimie de spécialité), a indiqué son directeur général dans un entretien au quotidien Süddeutsche Zeitung. L'action Degussa-Huels a perdu lundi 1,13%, à 32,25 euros. Le groupe prévoit une acquisition en Amérique du Sud et pourrait réaliser une opération de plus grande

envergure en Asie, a indiqué son président Utz-Hellmuth Felcht. Le titre SmithKline a reculé de 9,5 pence, à 863,5 pence, tandis que Glaxo-Wellcome a cédé 10 pence, à 1 910 pence, lundi, après l'annonce d'un nouveau report de leur fusion, en raison d'informations complémentaires réclamées par les autorités de la concurrence américaines. Le titre Vodafone a terminé la séance de lundi sur un recul de 4,49%, à 271,25 pence, après que le conglomérat de HongKong Hutchison Whampoa eut annoncé le lancement d'une émission convertible qui lui permettra de réduire sa participation dans l'opérateur britannique.

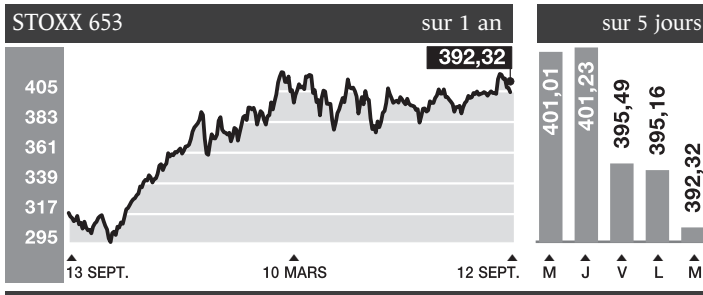


Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

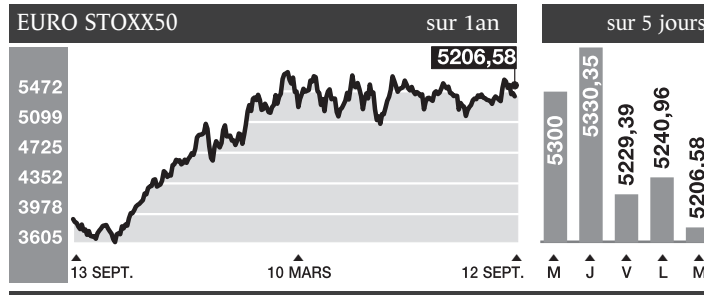


Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

12/09 10h22

AUTOMOBILE

Tableau des valeurs automobiles avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

BANQUES

Tableau des valeurs bancaires avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

CONGLOMÉRATS

Tableau des valeurs de conglomérats avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tableau des valeurs de télécommunications avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

CONSTRUCTION

Tableau des valeurs de construction avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

PRODUITS DE BASE

Tableau des valeurs de produits de base avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

CHIMIE

Tableau des valeurs de chimie avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

PHARMACIE

Tableau des valeurs pharmaceutiques avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

ALIMENTATION ET BISSON

Tableau des valeurs alimentaires et de boissons avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Tableau des valeurs de biens d'équipement avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

LA COMMUNAUTÉ DU MONDE. LE NOUVEAU SITE DU MONDE VOUS INVITE DANS SA COMMUNAUTÉ : PARTICIPEZ AUX FORUMS, RECEVEZ LES NEWSLETTERS ET CRÉEZ VOTRE MAIL GRATUIT.

ÉNERGIE

Tableau des valeurs énergétiques avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

SERVICES FINANCIERS

Tableau des valeurs de services financiers avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

MÉDIAS

Tableau des valeurs médiatiques avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

BIENS DE CONSOMMATION

Tableau des valeurs de biens de consommation avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

ASSURANCES

Tableau des valeurs d'assurances avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

HAUTE TECHNOLOGIE

Tableau des valeurs de haute technologie avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

SERVICES COLLECTIFS

Tableau des valeurs de services collectifs avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

EURO NOUVEAU NICHÉ

Tableau des valeurs européennes avec colonnes pour pays, code, cours et variation.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

VALEURS FRANÇAISES

L'action BNP Paribas reculait de 0,09 %, à 105,8 euros, dans les premiers échanges, mardi 12 septembre, à la suite de la cession de sa participation de 59,94 % dans Via Banque au portugais Espiritu Santo au prix de 32,04 euros par action. Le titre Eridania Beghin-Say était stable, à 103,9 euros, mardi matin, après l'annonce d'une amélioration de son bénéfice net, à 18,2 millions d'euros pour le premier semestre. La valeur Publicis abandonnait 0,47 %, à 42,8 euros, mardi. Le président du directoire du groupe, Maurice Lévy, a estimé, dans Les Echos, que le rachat de Saatchi & Saatchi aura un impact positif sur les comptes de Publicis dès 2000. Le cours de Bourse de France Télécom cédait 1,51 %, à 130,5 euros, mardi matin. Le secrétaire d'Etat à l'industrie Christian Prieret a estimé, dans une interview au Figaro, que le dégroupage, soit l'ouverture totale du réseau local de France Télécom à la concurrence, permettra des tarifs plus bas pour les entreprises et les particuliers. L'action Transiciel chutait de 1,47 %, à 73,9 euros, mardi matin, à la suite de l'annonce d'augmentation de son capital qui s'effectuera par le biais d'une émission de 100 millions d'euros d'actions à bon de souscription d'actions (ABSA), un montant pouvant être augmenté de 15 %.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 12 SEPTEMBRE Cours relevés à 9 h 57 Liquidation : 22 septembre

Table of French stock market data including columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and 'Montant coupon (1)'. Lists various companies like BNP Paribas, Renault, and others.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 11 SEPTEMBRE

Table of new market data with columns for 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and 'Montant coupon (1)'. Lists companies like ABEL GUILLEM, AB SOFT, and others.

Table of stock market data for companies starting with letters B through H, including BAZAR HOT, BIC, BNP Paribas, and others.

Table of stock market data for companies starting with letters I through R, including IBERIA, IMMOBILIAIRE, and others.

Table of stock market data for companies starting with letters S through Z, including SAGEM, SEITA, and others.

Table of stock market data for companies starting with letters A through Z, including ALTEC, ALTI, and others.

Table of international stock market data with columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and 'Montant coupon (1)'. Lists companies like American Express, A.T.T., and others.

Table of international stock market data with columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', 'Cours en francs', '% Var. veille', and 'Montant coupon (1)'. Lists companies like American Express, A.T.T., and others.

ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation; o = offert; 1,3 = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; ◆ cours précédent. DERNIÈRE COLONNE RM (1): Lundi daté mardi: % variation 31/12; Mardi daté mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi: paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi: compensation; Vendredi daté samedi: nominal.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 11 septembre

Table of SICAV and FCP data with columns for 'Émetteurs', 'Valeurs unitaires**', 'Date cours', and 'Cours en euros'. Lists various investment funds.

Table of stock market data for companies starting with letters A through Z, including ALTEC, ALTI, and others.

Table of stock market data for companies starting with letters A through Z, including ALTEC, ALTI, and others.

Table of stock market data for companies starting with letters A through Z, including ALTEC, ALTI, and others.

EN VUE

■ Menacée, à Maclean, par un lycéen muni d'un extincteur ; arrachée de justesse, à Kimia, des mains d'un homme qui voulait la jeter à la mer ; lâchée un instant par un vieux relayeur mort en chemin, toujours vive, la flamme olympique a fait son entrée dans Sydney.

■ Les syndicalistes britanniques ont ouvert leur congrès annuel, lundi 11 septembre à Glasgow, en faisant parader un porc de 300 kilos, en référence aux gros salaires des patrons.

■ Ziyahidine Mamajanov, Kirghize parti en carrosse de Frounze à la rencontre de Jacques Chirac pour honorer une invitation de Charles VI, roi de France, à Tamerlan, reste bloqué à la frontière polonaise par les services vétérinaires qui refusent l'entrée de ses chevaux.

■ Les magistrats, greffiers et secrétaires du palais de justice de Metz se sont prononcés – à bulletin secret – pour le maintien du Christ en croix, œuvre de Théodore Devilly, peintre lorrain, accroché dans la salle de la cour d'assises.

■ « Je défendrai en priorité les valeurs et les sites chrétiens. Je n'ai pas d'argent pour le reste », écrit pour s'opposer à la construction d'une mosquée Jacques Peyrat, sénateur et maire de Nice, où vivent 30 000 musulmans.

■ « Si j'étais un dictateur, il y a longtemps que nous aurions placé sa tête sur un plat, comme dans la Bible », a précisé, vendredi 8 septembre, à propos de Ian Smith, ancien premier ministre, Robert Mugabe, président du Zimbabwe, devant une assemblée de fidèles dans l'église baptiste Mount Olivet à New York.

■ Comme le code pénal jordanien exempté de lourdes peines les auteurs de crimes d'honneur, le meurtrier, après avoir tué sa sœur, divorcée, parce qu'elle avait un amant, a pu tranquillement se rendre, mercredi 6 septembre, au commissariat de Seiman.

■ Les Jordaniens soignent leurs concubines à l'approche de Shnat Shmita, année sabbatique, pendant laquelle les Israéliens ultra-orthodoxes ne cultivent pas de légumes et les achètent à des non-juifs en dehors des frontières bibliques de l'Etat hébreu.

■ Les amis des bêtes malaisiens portent plainte contre Indira Suiranti qui veut battre le record de son père en passant plus de 35 jours dans une cage en compagnie de 250 cobras.

■ Réservant leur carburant pour les urgences, les pompiers du Doubs ne sauveront plus les chats perchés dans les arbres.

Christian Colombani

La fin de l'antisémitisme chrétien ?

« Sens », la revue de l'Amitié judéo-chrétienne de France, dirigée par Paul Thibaud, s'interroge sur la portée des actes récents de repentance des Eglises

« EST-CE LA FIN de l'antisémitisme chrétien ? C'est la question que pose Sens, la revue de l'Amitié judéo-chrétienne de France (AJCF), fondée en 1948 par Jules Isaac, Edmond Fleg et Jacques Madaule, aujourd'hui présidée par Paul Thibaud. Sens est la seule publication en France où juifs et chrétiens écrivent « à parité ». Dans son numéro d'été, elle amorce le débat : faut-il mettre au compte d'éclaircies passagères les signes d'amélioration des rapports entre juifs et chrétiens, comme le voyage du pape à Jérusalem et les déclarations de « repen-

tance » des Eglises ? Ou est-on à la veille d'une révision profonde de mentalités ?

L'Histoire est ici un passage obligé. C'est d'abord Daniel Lindenberg qui rend un surprenant hommage au Père Joseph Bonsirven (1880-1958), exégète militant, démiurge de l'antisémitisme chrétien, combattant La Libre Parole de Drumont, ce qui, au début du siècle en milieu catholique, n'était pas une mince affaire. André Encrevé, historien protestant, raconte comment les héritiers de la Réforme furent isolés dans leur parti pris



pro-dreyfusard. Et si Jean-Marie Mayeur analyse l'antisémitisme catholique comme un moment singulier d'une « crise » française, il convient qu'il fut « rendu possible par un antisémitisme diffus durable ». Mais la contribution histori-

quement la plus éclairante est celle de Pierre Pierrard, montrant comme il est fallacieux de distinguer l'antijudaïsme (de nature religieuse, théologique) et l'antisémitisme. Pour illustrer cette « symbiose », il analyse l'influence de Charles Maurras dans les mentalités françaises.

INSTRUMENT DE RÉFÉRENCE

Et aujourd'hui ? La revue Sens mesure les progrès – « un passé circonscrit » –, mais souligne le devoir de vigilance contre le retour à « un passé détestable » (Paul Thibaud). Patrick Desbois, délégué de l'épis-

copat français pour les relations avec le judaïsme, s'inquiète face à la montée d'un antisémitisme « sécularisé » d'extrême droite, paganismé, privé de racines bibliques. Le juif, dit-il, est devenu « un lieu de la contre-mémoire identitaire. Celle-ci constitue un fonds disponible à partir duquel une émissarité pratique peut s'éveiller ». Les formes de recyclage de l'antisémitisme chrétien sont infinies, constant également Raphaël Draï et Dominique Schnapper. Cette dernière rappelle l'antisémitisme « biologique » de l'Eglise d'Espagne créant les « statuts de pureté de sang » pour justifier l'expulsion du royaume des juifs et des musulmans.

La revue Sens n'a qu'une petite diffusion (2 000 exemplaires), mais son originalité de périodique à la fois proche et indépendant des autorités religieuses (juives, protestantes et catholiques) en fait un instrument de référence et de débat incontestable. Outre Paul Thibaud, ses animateurs sont Yves Chevalier, le rabbin Gilles Bernheim, Pierre Pierrard, Bruno Charmet, le rabbin René-Samuel Sirat, Richard Ayoun, Jean Dujardin, etc., des noms qui en disent long sur une volonté partagée de considérer l'« échange » entre juifs et chrétiens, non plus comme « un phénomène de marges », mais, ajoute Paul Thibaud, comme « une clé pour comprendre le monde moderne ».

Henri Tincq

★ Sens, 5, rue de Belzunce, 75010.

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Les Européens devraient parler moins de l'euro et s'en préoccuper davantage. Les Quinze ont souhaité la constitution d'une Banque centrale européenne à l'instar de la Réserve fédérale américaine. Qu'ils lui laissent assumer son rôle. Et que son patron, Wim Duisenberg, le remplisse pleinement. A lui de décider s'il vaut mieux laisser filer l'euro, monter les taux ou demander aux responsables des banques centrales d'intervenir. Les Quinze ont voulu se donner une Union économique. Qu'ils en démontrent l'existence et la pertinence. Aux ministres de l'économie et des finances de réaliser cette harmonisation des politiques économiques et fiscales toujours promise et toujours différée. Les Quinze prétendent à l'union politique. Qu'ils démontrent enfin leur

capacité à se doter d'institutions solides. Tout le reste est vain bavardage et bricolage inefficace sur l'euro.

LE FIGARO

Jean de Belot

■ L'euro souffre des attermoissements de l'Europe institutionnelle. La solution, chacun le sait, passe par « plus d'Europe », plus de cohérence. Mais les négociations de la conférence intergouvernementale, les débats sur la répartition des voix entre Etats, sur l'élargissement des votes à majorité qualifiée, patinent. La solution n'est pas dans les déclarations à répétition des techniciens, ministres des finances ou banquiers centraux, hier sûrs de leur fait, aujourd'hui désarmés. Mais dans la prise de conscience qu'une devise n'est que le signe monétaire d'un projet commun. Dans le réveil, donc, d'une vision politique. Dans la mise en place de nouvelles structu-

res. Il reste un peu plus de trois mois à la présidence française.

LA CROIX

Bruno Frappat

■ Le temps est-il venu de faire savoir au peuple autrichien, au-delà de ses dirigeants du moment, qu'il est clairement associé à la construction de l'Union européenne ? La réponse des trois sages désignés par la Cour européenne des droits de l'homme pour instruire le dossier est claire : les sanctions prises ont eu leur légitimité mais, à trop se prolonger, elles aboutiraient à l'inverse de l'effet recherché. Haider ne pourra plus adopter la posture de la victime « injustement » attaquée et, surtout, cela peut contribuer au « découplage » entre lui et la partie de l'opinion autrichienne qui, sans être extrémiste, était tenue à une solidarité dans la fierté nationale bafouée par « les autres ».

LA TRIBUNE

Pascal Aubert

■ La désaffection des marchés pour l'euro n'est rien d'autre que la prise en compte des multiples handicaps qui privent – temporairement – l'espèce – la monnaie unique de ce qui fait la valeur d'une devise, la crédibilité. Et puisqu'il faut rechercher les causes ailleurs, remarquons que l'euro ferait certainement meilleure figure si les principaux intéressés à son succès, les citoyens d'Europe, se montraient un peu plus confiants et enthousiastes. Or, où que le regard se porte, ce n'est que méfiance, réserves, hésitations et craintes. Bref, les Européens traînent les pieds quand ils ne refusent pas tout net, comme les Britanniques et les Suédois, de monter dans le train de l'euro. Et on voudrait que les marchés fassent comme si de rien n'était ! N'est-ce pas trop demander ?

www.otpor.com

Le mouvement étudiant serbe Otpor s'exprime par l'image autant que par les mots



et original. Ils ont inventé un style dépouillé très contemporain, axé sur l'expression corporelle. L'embème du mouvement, un poing fermé composé de six segments stylisés – qui orne désormais les murs de toutes les villes de Serbie –, se décline en relief et dans toutes les tailles,

accompagné de mots d'ordre brefs et percutants : « tiens bon », « libère-toi », « résiste »... Au fil des affiches, il s'agrandit, recouvrant peu à peu la silhouette du président Milosevic qui, lentement, s'estompe. Bientôt le poing remplit tout l'écran, Milosevic a disparu : « Il est

fini ! » Plus loin, le poing se transforme en une main tendue, qui pointe son index vers l'électeur pour lui ordonner de voter pour l'opposition : « Voisin ! Tu vaincras Milosevic. Ta voix lui fait peur. Le 24 septembre, sors, vote et gagne. »

En plus des affiches, tracts et graffitis, le site publie de nombreuses photos prises lors des « actions artistiques » organisées récemment par Otpor dans des lieux publics : travestissements, peinture sur corps, installations mobiles, expositions sauvages... Pourtant, face à la répression policière qui se durcit à l'approche des élections, les responsables du mouvement savent que la victoire n'est pas seulement une affaire de look. Le site exhorte désormais les étudiants à aller directement à la rencontre des citoyens. Ils ne doivent plus hésiter à faire du porte-à-porte, pour transmettre, « en chuchotant s'il le faut », un seul mot d'ordre : « Le 24, vote et fais voter tes amis et ta famille. Il est fini ! »

Alexandre Lévy

SUR LA TOILE

GUERRE DE NOMS

■ La chanteuse américaine Madonna a porté plainte devant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle contre M. Parisi, propriétaire du site pornographique www.madonna.com. M. Parisi a refusé tout compromis en s'appuyant sur le fait que « madonna » est un nom porté par des millions de gens et des milliers de sociétés. Pour mettre fin à l'affaire, M. Parisi a décidé de faire don de son domaine au Madonna Rehabilitation Hospital de Lincoln (Nebraska). De son côté, Madonna n'a pas renoncé à s'approprier le nom de domaine madonna.com. De nombreuses vedettes se sont lancées dans des opérations similaires, le plus souvent avec succès – bien que, récemment, le chanteur Sting ait perdu son procès contre le site de jeu sting.com.

ARCHIVES NUMÉRIQUES

■ La Maison Blanche a fait savoir au bureau des archives nationales que, lors de son départ en janvier prochain, le président Clinton allait lui confier, outre les documents habituels, plus de 40 millions d'e-mails enregistrés sur des milliers de bandes magnétiques.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2000 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 001MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05		
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom :			
Prénom :			
N° :rue.....			
Code postal : [] [] [] [] [] []	Ville :		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° :rue.....			
Code postal : [] [] [] [] [] []	Ville :		
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/mn)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-3043

Pourquoi ça marche ?

par Luc Rosenzweig

LES MISÉRABLES, pourquoi ça marche, en dépit des évidents défauts de la version TF1, Decoin, Dayan, Depardieu, signalés avec pertinence par quelques critiques spécialisés ? Parce que, à moins de le faire exprès, il est très difficile de rater Les Misérables lorsqu'on a un peu d'argent devant soi, quelques bons acteurs et le minimum syndical de savoir-faire. Les personnages de ce roman sont tous des génomes constitutifs de l'ADN de l'âme française. Il y a en chacun de nous un peu de Jean Valjean, de Cosette, de Gavroche, de Thénardier, etc., parce que nous sommes les enfants de nos parents, qui eux-mêmes, etc. Le génie de Victor Hugo a été d'adopter au dénuement matériel de ses héros une bonne dose de misère morale ou de détresse psychologique. Résultat : cela fonctionne très bien dans une période de croissance à 3,5 %, de 35 heures, de stock-options à 100

patates, de super à 8 francs et de SMIC à 7 000 balles.

Dans la catégorie trash qualité française (proposons Trache aux instances réformatrices de notre belle langue), « Y a pas photo », pourquoi ça marche ? C'est le résultat de la rencontre explosive de la gauloiserie bas de gamme des animateurs Pascal Bataille et Laurent Fontaine avec les penchants exhibitionnistes de quelques-uns de nos contemporains (souvent des contemporaines, d'ailleurs). L'émission de lundi soir était consacrée au « coup de foudre ». Les invitées, triées sur le volet des victimes de Cupidon, parlaient étincelles, jaillissement, rencontre des âmes d'une intensité pas possible. Les animateurs répondaient cul et autres délicatesses de corps de garde avec des airs égrillards. Une psychologue de service du genre « lou ravis », prénommée Maryse, était censée faire la synthèse entre le jacassement des bécasses et les gro-

gnements des gros porcs en affirmant, face à chaque cas, que tout allait pour le mieux dans l'empyrée des amours jupitériennes.

Dans la catégorie « pourquoi ça ne marche pas », signalons en toute humilité l'échec de notre tentative de participation à l'émission « Comment gagner des millions ». Nous appelâmes, comme nous y étions invité, le 08-97-66-50-50 (3,77 F la minute). Après une petite musique, on nous soumit à un QCM automatique où il fallait retrouver par le nom qu'ils portaient à l'écran le titre d'un film où jouaient de Funès et Bourvil. « Tapez le 1, le 2 ou le 3 et la touche étoile », disait la voix. Nous avons tapé, et nous avons perdu. Nous voilà donc, pour un certain temps encore, astreint à regarder l'émission en question, non pas, hélas, pour gagner des millions, mais pour éviter de devenir la source d'inspiration d'un Victor Hugo du XXI^e siècle.

Carnet

par Pierre Georges

DANS LE FOND, cela ferait une jolie petite annonce dans le Carnet du Monde: « Electeur cherche électrice pour aller voter ensemble au référendum. Et plus si affinités. » Un démocrate, si non platonique sursaut contre le mol conformisme du temps qui consiste à feindre de penser que, de toutes les consultations référendaires de la V^e, celle-ci sera bien la plus vaine, la plus inutile, la plus du genre: « Je vote! Moi non plus! » Bon, passons. Comme dirait MAM, et elle l'a dit en substance d'ailleurs: il faut voter. Ne serait-ce qu'en pensant à ceux qui ne votent pas à leur faim!

Mais revenons au Carnet du Monde, à ces quelques messages débusqués la semaine dernière, comme autant de pépites. D'abord celui-ci, mystérieux et répétitif, codé, genre Ici Le Monde pom pom pom pom, M. parle à C. ou MC2 mon amour, puisqu'il parut au carré, plusieurs jours. Donc ce message disait: « La parution de ceci dans Le Monde sera la preuve qu'il ne s'agit pas d'un égarement estival. A très vite, please ».

Si l'on a bien compris, Le Monde fait foi! Si c'est écrit là, gravé dans le papier, voilà bien l'irréfutable preuve qu'il ne s'agissait point d'un funeste égarement, des sens on suppose. Bon. Alors, C., faudrait voir à lire Le Monde, quotidien des passions de référence et greffier des constats de sérieux. Puisque c'est « la preuve », pom pom pom pom, « la preuve »!

Comme il est prouvé qu'Anne, Roland et Éléonore ont la plus grande affection pour Alain et Natacha: « 60 et 59 ans chacun, ça fait 18786 numéros de votre journal préféré à lire... et aussi à ranger. On vous en souhaite encore

autant, et toujours avec le même plaisir. Bon anniversaire à vous deux! » Le service promotion du journal n'aurait pas fait mieux! Merci donc à Anne, Roland et Éléonore. Encore qu'il soit prouvé là que, quand l'on aime, l'on ne compte pas! Ce message est paru dans Le Monde n° 17302, daté dimanche 10-lundi 11 septembre. Pour les « 18 786 numéros de journal préféré » donc, encore un effort, camarades! Et, comme dirait PPDA, merci de votre fidélité!

Le même jour, même place, nous avions les dernières nouvelles de « Janfran ». Il va bien, Janfran. Soixante ans, Janfran. En route vers de nouvelles aventures, Janfran: « Entre la Poussière et Sainte-Foy, entre les casseroles et la perceuse, que la 60^e année soit pour toi, Janfran, un bonheur! C'est limbique? » Ben non, pas tout à fait limbique! Il n'empêche, quel bonheur d'avoir un lecteur bricoleur!

On ne saurait finir cette chronique consacrée aux petits bonheurs de papier sans joindre nos vœux à ceux de la coalition des « Azalée » et des « Tintin » « heureux de déclamer au Monde la Noce des Chouchou » (samedi). Sans partager avec le Papa d'Antoine, « dix huit ans, le bac, les "Good for Nothing" », de cette évidence: « Elle est pas belle, la vie? » (jeudi). Et sans féliciter Henriette cultivant, vendredi, l'art très pédagogique d'être grand-mère: « A Matthieu, première entrée à l'école, ce jeudi 7 septembre. Du haut de tes trois ans, sois heureuse de connaître notre merveilleuse école maternelle, qui t'ouvre la fenêtre du savoir sur un monde que nous souhaitons meilleur pour tous. Baisers de grand-mère, qui fait sa dernière rentrée des classes ». Elle est pas belle, l'école?

Jacques Chirac explore les usages politiques d'Internet

Le chef de l'Etat a reçu des spécialistes du Net

JACQUES CHIRAC a réuni à l'Élysée, lundi 11 septembre, une quinzaine de spécialistes de l'Internet afin de réfléchir avec eux l'impact de ce moyen de communication sur la vie politique. Ce n'était pas la première fois que le chef de l'Etat organisait ainsi une réunion de travail sur le Net. Mais c'est la première fois que M. Chirac réunissait un groupe aussi divers, allant de Fabrice Sergent, PDG du fournisseur d'accès Club Internet et directeur général multimédia du groupe Lagardère, à Régis Jamin, président d'elections.com ou Jean-Michel Billaut, responsable de l'atelier de veille technologique à Paribas et fondateur du « e-parti », afin de discuter, trois heures durant, des risques et des perspectives qu'offre le Net à la démocratie.

L'ordre du jour défini par le président et sa conseillère spéciale sur le sujet, Valérie Pecresse, était donc précis: les risques de dérive vers une démocratie d'opinion, les risques associés à l'excès de lobbying, les inégalités face au déve-

loppement d'Internet et la vulnérabilité de la démocratie. Alors que tous les sondages annoncent une abstention massive au référendum sur le quinquennat, les participants ont évoqué les perspectives d'un vote en ligne. Stéphane Treppoz, président du fournisseur d'accès AOL pour la France, a insisté sur le succès que rencontre Internet lorsqu'il répond à une véritable « logique d'usage », soulignant que le vote peut être un réel service apporté par ce nouvel outil. Hugues Cazenave, fondateur d'opinion-way.com, une société de sondages en ligne, a évoqué les résultats d'une enquête d'opinion effectuée auprès des internautes. « Internet fonctionne comme un formidable outil de protestation, plus que comme un véritable outil de débat », a-t-il noté. « La plus grande partie des internautes sont d'abord prêts à signer des pétitions, voter oui ou non sur un projet. »

Mais les perspectives d'une utilisation politique de l'Internet sont à la fois plus larges et plus déroutantes. Aux Etats-Unis, une part de

la campagne présidentielle a lieu sur la Toile et il ne s'agit plus seulement de propagande. Les républicains ne viennent-ils pas de lancer, ainsi que le relate le meilleur magazine français sur le Net, *Transfert*, un site d'achat en ligne, Republicanshopping.com, qui permet de financer directement la campagne de George W. Bush? En France, les partis sont encore loin d'en utiliser toutes les possibilités (Le Monde du 13 avril). Mais M. Chirac est convaincu qu'une part des débats à venir concernera les enthousiasmes et les craintes que suscitent le Net. Il a donc lancé à ses hôtes un appel informel à contributions afin d'alimenter ce qui, à ses yeux, devrait constituer un des thèmes de la campagne présidentielle. Déjà, depuis février, le président ne perd plus une occasion de souligner les risques de voir naître une « fracture numérique », avatar moderne de la « fracture sociale » dénoncée en 1995.

Raphaëlle Bacqué

Guerre des poignées de main entre Hillary Clinton et Rick Lazio

NEW YORK

de notre correspondant

C'est un peu l'histoire de l'arroseur arrosé, mais celle-ci a des implications électorales potentiellement dévastatrices. Interrogé sur la très discrète, car non photographiée, mais néanmoins avouée poignée de main entre Bill Clinton et Fidel Castro, la semaine dernière en marge du sommet de l'ONU à New York, Rick Lazio, l'adversaire de Hillary Clinton pour le siège de sénateur de New York, a évidemment déploré. « Je crois que ce genre d'accolade n'envoie pas le bon message, que ce soit avec Fidel Castro ou avec M^{me} Arafat », a-t-il répondu à la presse.

Arafat? La mention de ce nom par M. Lazio dans une circonscription où le vote juif est infiniment plus important que le vote anti-castriste n'était, bien sûr, pas accidentelle: M^{me} Clinton avait commis l'an dernier l'un de ses premiers faux pas de candidate en se laissant aller à embrasser Suah Arafat, la femme du leader palestinien, lors d'une visite présidentielle au Proche-Orient. Hillary Clinton y portait sa casquette de First Lady et non celle de candidate au Sénat, mais M^{me} Arafat venait de prononcer devant elle une diatribe anti-israélienne et la photo de l'embrassade, étalée à la une des tabloïds, fut du pire effet à New York.

UN MALIN PLAISIR

La Maison Blanche s'est donc fait un malin plaisir de retourner le compliment au candidat républicain, dimanche 10 septembre, en diffusant une photo inédite d'un Rick Lazio rayonnant, dans une chaleureuse poignée de main avec Yasser Arafat. Cela se passait fin 1998 et Rick Lazio, élu de Long Island au Congrès américain, faisait partie d'une délégation de parlementaires qui ac-

compagnait Bill Clinton au Proche-Orient. A son tour, le *New York Times* réservait lundi le meilleur accueil à cette photo et la candidate Hillary Clinton en campagne pouvait ironiser sur « l'hypocrisie » de son adversaire républicain. Puis, Ed Koch, ancien maire démocrate de New York, commentait pour la presse un agrandissement de la photo en des termes accablants (« Regardez, ce n'est pas une simple poignée de main, c'est une accolade! ») et l'actuel maire, le républicain Rudy Giuliani, ex-candidat face à M^{me} Clinton estimait que lui-même n'aurait « probablement pas » serré la main de Yasser Arafat, mais que « ce n'était pas si grave ».

Cette poignée de main à retardement « arrive à un très mauvais moment pour Rick Lazio », commentait lundi le *New York Post*, pourtant peu suspect de sympathie à l'égard de M^{me} Clinton. Car celle-ci, après avoir longtemps stagné, jouit d'une très légère avance dans les sondages, et elle a beaucoup progressé depuis deux mois dans l'électorat juif, qu'elle a ardemment cultivé. La diffusion de la photo de M. Lazio montre aussi que Bill Clinton est désormais prêt à intervenir pour aider la campagne de sa femme.

Ainsi, lundi, après avoir pris la parole à ses côtés au cours d'une réunion au Jewish Community Center de Scarsdale, banlieue cosse de New York, il l'a accompagnée à un grand dîner de collecte de fonds à Manhattan offert par une organisation juive. Mercredi soir cependant, Hillary Clinton sera seule pour son baptême du feu, lorsque la candidate démocrate affrontera son adversaire républicain lors du premier des trois débats télévisés en direct prévus d'ici à l'élection, le 7 novembre.

Sylvie Kauffmann

Ford aurait dissimulé des défauts sur ses véhicules

FORD AURAIT CACHÉ des défauts sur certains de ses véhicules dans les années 80 et 90, indique le quotidien américain *New York Times* du 12 septembre. Plusieurs accidents, dont quatre mortels, auraient été causés par un défaut du système d'allumage (abandonné dès 1995) qui pouvait faire caler le moteur lorsque la voiture roulait. Ford avait assuré aux autorités américaines qu'il n'y avait aucun défaut sur ces véhicules, mais le *New York Times* révèle que le constructeur était conscient du problème et menait des études approfondies sur le sujet. Ford dément par ailleurs avoir été au courant de problèmes sur ses 4X4 Explorer, équipés de pneus Firestone. Depuis le 9 août, 6,55 millions de ces pneus ont été rappelés car le modèle serait à l'origine de 88 accidents mortels aux Etats-Unis.

Interpellations en Corse

HUIT PERSONNES ont été interpellées mardi 12 septembre en Corse, sur commission rogatoire du juge parisien Jean-François Ricard, après une série d'attentats et l'assassinat d'un nationaliste soupçonné d'y avoir participé. Deux attentats en Haute-Corse, puis cinq autres, dont deux tentatives, avaient visé dans la nuit du 12 au 13 décembre des bâtiments publics à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Ricardo Bianco, décrit comme proche du FLNC Canal historique, avait été interpellé en flagrant délit à Porto-Vecchio. Joseph Defenzo était parvenu à s'enfuir. Ricardo Bianco avait indiqué aux enquêteurs que le commanditaire des attentats habitait « dans la Plaine orientale ». Cinq personnes ont été

interpellées mardi dans cette région, près de Ghisonaccia (Haute-Corse) et trois en Corse du Sud.

« Le Monde interactif » et « Business Week » s'associent

LE MONDE INTERACTIF, filiale du Monde SA, et *Business Week*, le premier hebdomadaire économique mondial, s'associent dans le cadre d'un partenariat éditorial. A partir du 12 septembre, *Le Monde interactif*, supplément du Monde paraissant le mardi dans son édition datée mercredi, publie un ensemble d'informations stratégiques sur l'univers des hautes technologies et de la nouvelle économie en association avec *Business Week* et son supplément *e-biz*. Lancé en mars 1999, *e-biz* est dédié aux effets des nouvelles technologies sur les entreprises, à travers des enquêtes, des portraits d'entreprises et de dirigeants.

Le site interactif.lemonde.fr bénéficiera également des contenus éditoriaux d'*e-biz* et les internautes pourront consulter certains articles du *Monde interactif* sur le site de *businessweek.com*. L'ensemble des contenus éditoriaux sera traduit. Avec ce partenariat, *Le Monde interactif* renforce sa dimension économique et permet à ses lecteurs de bénéficier d'un panorama complet sur le développement des nouvelles technologies aux Etats-Unis et l'évolution générale de ce secteur.

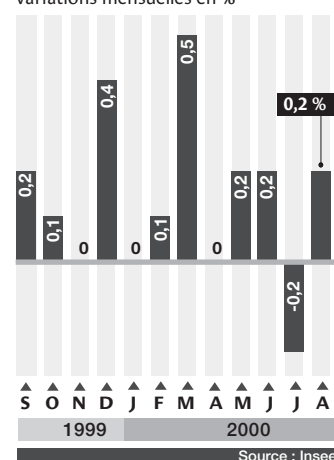
Créé en 1929, *Business Week* est une publication du groupe Mc Graw Hill. Sa diffusion mondiale atteint 1,2 million d'exemplaires, dont 100 000 en Europe. « L'avènement d'internet incite les éditeurs à nouer de nouveaux partenariats », a estimé Stephen B. Shepard, directeur de la rédaction du magazine américain.

★ Lire notre supplément en cahier séparé.

L'inflation reste modérée

PRIX À LA CONSOMMATION

variations mensuelles en %



LES PRIX à la consommation ont progressé de 0,2% en août, selon l'indice provisoire publié mardi 12 septembre par l'Insee. Au total, la progression de l'inflation en glissement sur les douze derniers mois reste modérée puisqu'elle se situe à 1,8% fin août, après 1,7% fin juillet. Cette statistique vient donc confirmer que la spectaculaire envolée du brut depuis janvier 1999 a, certes, des effets spectaculaires sur les prix à la pompe, puisque l'Insee fait état d'une hausse de 20,2%, en rythme annuel, fin août pour les produits pétroliers. Mais cette envolée ne se diffuse que très peu au reste de l'économie, dont les tensions inflationnistes restent donc limitées. L'inflation dite « sous-jacente » (hors prix volatils) n'est d'ailleurs que de 1,3%.

Tirage du Monde daté mardi 12 septembre 2000: 521 659 exemplaires. 1 - 3

SCIENCE & VIE

HORS SÉRIE

Les performances de la mémoire

Processus de mémorisation
Restitution de l'information
Souvenirs conscients et inconscients,
amnésies et traitements...

avec

un dossier spécial pour tester votre mémoire.

Science et Vie fait le point

EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES



Réalisé par
André LUCAS

Vivre le droit aujourd'hui

Dîners guinchants

Où l'on reparle du « piano à bretelles » et de ses fervents

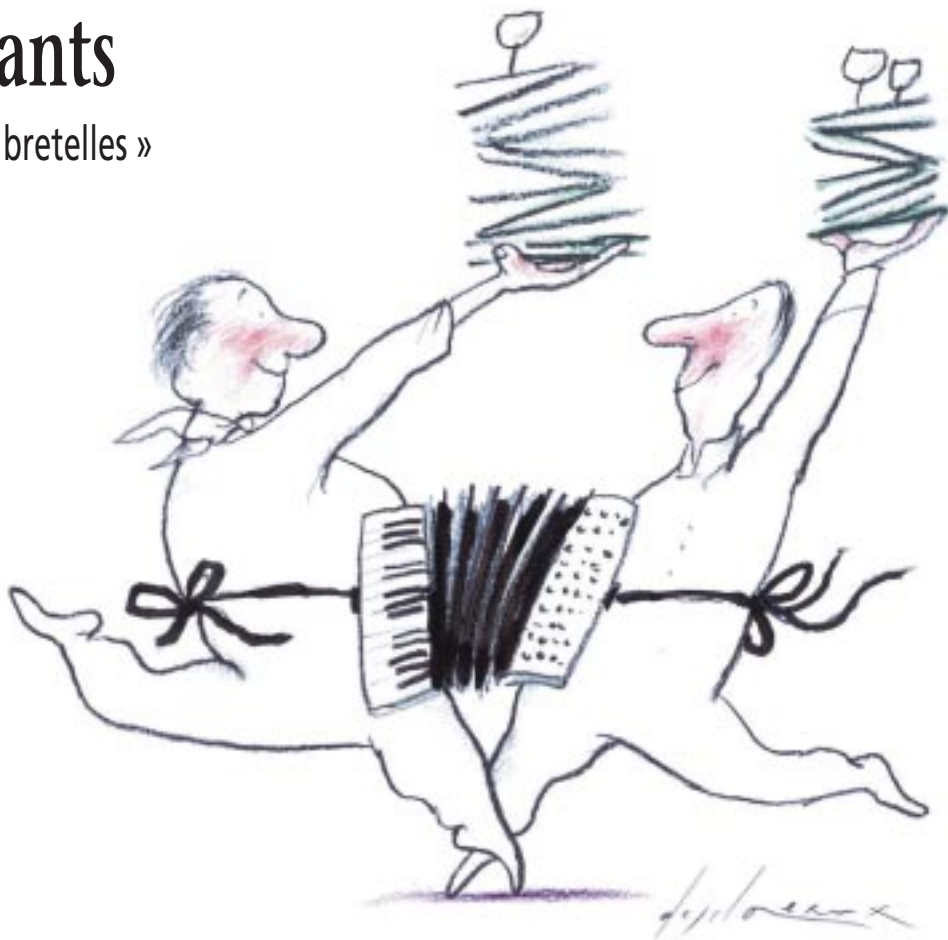
INSTRUMENT avec états d'âme, l'accordéon s'est toujours senti à son aise à Paris. Sanglé entre Victor Hugo et Léo Ferré, il servait d'ambulance à toute une population frondeuse et rebelle qui venait reprendre courage auprès de lui dans les moments noirs de son histoire. Mais voyou très cajolant aussi dans les printemps meublés de robes claires et de canotiers à moustaches. La ville lui offrait ses ombres et ses lumières ; lui, proposait ses nacres. Amis pour toujours.

Et puis on allait le remettre pour un temps dans sa boîte, lui laissant reprendre du souffle. Deux ou trois enclos paroissiaux lui ménageaient encore l'hospitalité, mais ses plaintes et ses rengaines s'étaient fanées. C'est le jazz façon musette qui allait lui redonner du cœur à l'ouvrage, qui l'héberge, en lui demandant de remettre en marche sa pompe virtuose. Il repartait en campagne, tout en gardant en tête son vieux répertoire classique, celui que l'on sert, par exemple, Chez Raymonde, avenue Parmentier, en accompagnement d'un dîner présenté comme ce que l'on peut faire de plus dansant dans la capitale.

Nous avons eu à supporter ce genre d'exercice chez Maxim's, un soir de sortie lourde : un orchestre dyslexique entraînant dans sa déroute des couples de funambules à l'entrain papillonné. Avec la permission des maîtres d'hôtel, derrière les rideaux du fond, rigolard, le personnel commentait. Pénible. Que pouvait bien réserver cette Raymonde, Raymonde aujourd'hui réglementairement immatriculée sur le Web ?

A son ouverture, il y a cinq ans, l'endroit avait connu un généreux succès d'estime qui lui permit de passer les temps dangereux. Il se relance. Aux manettes, deux douzaines de pas glissés et de tangos câlins. Le grand costaud est aux cuisines, le petit rapide au service. Duo. On fait manger ces messieurs-dames, et, à 10 heures, la boule de cristal entre en activité. Au moment où l'accordéon embauche. Avant, en sourdine, on

DESSINS : DESLOZEUX



avait eu droit à *La Vie en rose*, à *Ma Tonkinoise*, à *La Java bleue*, à Catherine Sauvage la magnifique, et naturellement à Montand, cézigue à l'aise en promenade flottante sur les grands boulevards. Du nostalgique encore chaud.

SEIGNEURS DU PARQUET

Quatre temps, trois temps, valse lente, à l'envers... Le grand drame des épouses flouées. On mettait autant d'espoir dans les chances de réussite du mari choisi que dans ses capacités à apprendre et à aimer la danse. Souvent l'échec. Une vie passée à faire banquette à côté d'un amoureux qu'on souhaitait ingambe et qui ne sait jouer que les arithmétiques. C'est du petit malheur très consistant, très cruel. On s'en aperçoit longtemps après. Trop tard. Ici, que des cavaliers de première force, des as qui auraient su vous entraîner loin : des seigneurs du parquet, tous parfaite-

ment aériens, invulnérables, incalculables sur le tempo, champions de la cadence. Misère, quelle honte, mais quelle leçon aussi !

Chance, ce vendredi soir. C'est de l'amateur tout pur qui est venu se dégourdir le mollet. Du joyeux, du sympathique, de l'habitué. Il y a ce que l'on pourrait prendre pour un ex-commissaire de police et sa régulière, une dame très ancienne avec chapeau, deux amants les yeux dans les yeux à table comme sur la piste, une poignée de jeunes gens très érudits en paso doble... Tous vifs à engager la farandole, gourmands au rythme, heureux. Pas de fléchissement, et en cas de pause voilà les deux patrons qui arrivent en appoint. Des cadors aussi ces deux-là, jamais lassés, prompts à la remise en marche de la boîte à musique.

La musique, parlons-en. En fin de semaine, l'accordéoniste est rejoint par un pianiste des moins

maladroits. Eux aussi s'amuse à cette fête légère et on ne peut plus sérieuse. Répertoire énorme : tous les bords de Marne sur le bout des doigts, toute la Bastille en mémoire, avec le Brésil et l'Argentine en prime, celle que l'on sort ici toute fraîche et très triste des insondables soufflets du bandonéon. Régala.

Précaution, il conviendra de ne pas arriver trop tard, sous peine de dîner dans le tamisé qui s'abat sur l'endroit dès que les musiciens redonnent au lieu les priorités de sa vocation. Mais à l'aveugle, le coq au riesling avait beaucoup des qualités de cette marmite canaille que les deux compères ont décidé de servir avec application dans leur guinche de quartier.

Jean-Pierre Quélin

★ Chez Raymonde, 119, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél. : 01-43-55-26-27. Menu : 130-185 F. Ouvert le soir du mercredi au dimanche, et le vendredi pour le déjeuner. Adresse e-mail : chez-raymonde@wanadoo.fr



Le crottin de Chavignol

Quel est le point commun entre le fresco valenciana, le limburger geitekaas, le formagetta, le haranger et le crottin de Chavignol ? Deux cornes et deux pis. Ces fromages, en provenance respectivement d'Espagne, de Hollande, d'Italie, de Norvège et de France, sont en effet des fromages de chèvre. Notre pays est sans doute le mieux loti de tous sur le sujet, puisqu'on y dénombre plus d'une centaine de fromages faits, pour tout ou pour partie, du lait de cet animal. Le plus connu des chèvres français est sans nul doute le crottin de Chavignol. Ce petit cylindre de 4 à 5 cm de haut est drapé d'une croûte blanchâtre qui, avec le temps, développe une moisissure bleu-gris. Il y a trente ans, il n'était d'ailleurs vendu qu'à ce stade de son affinage. Si un décret publié en février 1976 lui permet d'être sur les étals dix jours après sa fabrication, quand il n'est encore qu'un jeune blanc-bec, le crottin de Chavignol ne délivre cependant pleinement ses arômes qu'au bout de trois à quatre semaines, quand sa

croûte se colore franchement. « Hélas, ce n'est pas comme cela que les consommateurs le préfèrent, soupire Jean-François Turpault, du syndicat du crottin de Chavignol. Depuis une vingtaine d'années, avec la mode lancée par les restaurants du crottin chaud servi sur toast avec sa petite salade, le chavignol est de plus en plus vendu "mi-sec", moins de deux semaines après sa fabrication. » Une hérésie ? Pas du tout. C'est en effet à ce stade qu'il est parfait si vous souhaitez le « cuisiner », un affinage plus poussé n'étant nécessaire que pour un crottin croqué cru. La mode du chèvre chaud a poussé les autres régions à fabriquer à leur tour du crottin. S'il n'a pas droit à l'appellation « de Chavignol », qui fait référence au petit hameau du Sancerrois où ce fromage aurait vu le jour, le crottin apocryphe n'en tient pas moins le haut du pavé. Aujourd'hui, sur les 75 millions de crottins vendus chaque année en France, seuls 19 portent la mention « de Chavignol ». Pour obtenir cette appellation, ils doivent forcément être fabriqués au lait cru et dans l'un des

trois départements suivants : Cher, Nièvre ou Loiret. D'où leur vient ce nom de crottin, que l'on utilise aujourd'hui dans toutes les campagnes françaises, du Poitou à la vallée du Rhône ? Il aurait été inspiré du patois berrichon, dans lequel le « crot » ou « crotin » désignait une petite lampe à huile de la région. Les moules pour l'égouttage du caillé étant d'un format sensiblement identique à celui des lampes, ce nom serait devenu celui du fromage fabriqué localement. A l'époque, le crottin de Chavignol ne se trouvait qu'entre Pâques et la Toussaint, suivant le rythme naturel de lactation des chèvres. Aujourd'hui, pour répondre à la demande du public, qui consomme le plus ce fromage entre novembre et janvier (précisément au moment où le pis des chèvres se tarit), les fabricants mélangent du caillé congelé au caillé frais. Seuls les crottins portant la mention « fromage fermier » sont faits uniquement de caillé frais.

Guillaume Crouzet

★ 9 francs environ la pièce.

BOUTEILLE

AOC Chablis



Cuvée Millenium. Chablis 1997 du domaine Daniel-Etienne Defaix

Avant le phylloxera, le vignoble de l'Yonne comptait 50 000 hectares. Moins de 500 à Chablis en 1945. Mais, partout dans le monde, chablis était devenu synonyme de vin blanc. Les années 70 et 80 surtout, ont vu l'aire d'appellation se développer rapidement. Trop, peut-être, au goût de certains. Il n'empêche, la région de Chablis et son sol calcaire sont la terre d'élection du chardonnay. Mieux que partout ailleurs, son terroir exprime le caractère minéral de ce cépage, en même temps que la fraîcheur et les notes herbacées de ses différents crus. Comme en Bourgogne, l'appellation est hiérarchisée en grands crus, premiers crus, chablis et petit chablis. Le domaine Daniel-Etienne Defaix est l'un des plus anciens, doté aussi d'une installation des plus modernes. Le Vieux Château, restauré dans les années 90, témoigne de l'ancienneté du domaine, où l'âge moyen des vignes est de trente-huit ans. Avec les très vieilles vignes de son grand-père, âgées de trente à soixante-dix ans, Daniel-Etienne Defaix a réalisé une cuvée exceptionnelle, tastevinée en 1999. Sa concentration exprime le puissant enracinement de la vigne, sans nuire à l'expression des arômes de fleurs blanches et de fruits confits. Jusqu'à la note finale, en bouche, ce vin, non collé et non filtré, reste spontané et structuré. Une bouteille de grande classe, qui accompagnera les crustacés ou l'admirable andouillette chablisienne. Température de service : 11°C.

★ Aux Celliers du Vieux Château. B.P. 50, 14, rue Auxerroise. 89800 Chablis. Tél. : 03-86-42-42-05. <http://perso.wanadoo.fr/chablis.defaix.chateau/indexF.htm>

TOQUES EN POINTE

Bistrots de campagne

LE CÔTE RÔTIE

Le fougueux Manuel Viron, qui milite avec les vignerons contre le projet autoroutier destructeur du minuscule vignoble de Condrieu, s'est à peu près totalement identifié avec cette région. A un point tel que sa cuisine – très équilibrée et raffinée – ne paraît être conçue que pour mettre en valeur les vins des Côtes du Rhône septentrionales, les seuls dont il dispose en abondance dans sa cave. Sa créativité, un moment débridée, s'est pliée à cette heureuse discipline. Reste un amusant menu de « lyonnaises corrigées », mais surtout des plats de belle envolée, comme les cuisses de grenouilles pochées dans un lait de cresson de fontaine et flan d'ail des ours ou la selle d'agneau poêlée, tian de courgettes, aubergines et tomates confites à l'huile d'olive, jus d'os infusé au bois de réglisse. Le premier plat appelle un condrieu point trop exubérant, le second un vin de pays de Seyssuel, une rareté due au talent de jeunes vignerons associés. Décor contemporain. Agréable jardin d'été avec vue sur le vignoble. Service charmeur. Menus : 150 F (22,87€), 198 F (30,18€), 260 F (39,64€), 320 F (48,78€).

★ Place de l'Eglise 69420 Ampuis. Tél. : 04-74-56-12-05. Fermé lundi soir et mardi.

CAFÉ DE L'ESPLANADE

Peu de temps avant les vacances, ouvrait à l'emplacement d'une brasserie oubliée de l'esplanade des Invalides un de ces lieux intrigants, store banne de couleur grège, dorures, voiturier dès le premier jour, aussitôt connu des initiés. C'est le dernier établissement du groupe Costes, sa tête de pont rive gauche. Une tentative réussie si l'on en juge par l'aisance d'une clientèle qui, dès l'ouverture, avait l'air de venir ici comme un Anglais à son club. Monde de la pub à la mine ensoleillée, de la mode, des affaires, un personnel jeune, stylé, efficace, et une cuisine éclectique mélangeant les genres : tartare de thon et de saumon, nems de poulet au basilic thaï, risotto (hélas crémé !) aux gambas, blanc de poulet doré minute au curry et chutney. A la carte, compter 300 F (45,73€).

★ 52, rue Fabert. 75007 Paris. Tél. : 01-47-05-38-80. Tous les jours.

Gastronomie

GOUMARD

Prunier, Laliq et Majorelle, trois noms dont on a su ici, depuis un siècle, préserver l'héritage et auxquels il faut ajouter, hélas, celui de Jean-Claude Goumard, prématurément disparu cette année. Le petit salon de l'étage et les splendides commodités dans le style Art nouveau ont fait oublier les origines fort modestes de ce débit de fruits de mer ouvert en 1872 dans une rue à l'époque mal famée. Philippe Dubois, qui fit ses débuts dans cette maison avant d'ouvrir La Marée à Versailles, a repris l'établissement depuis quelques semaines, avec l'intention de maintenir son orientation poissonnière. Un approvisionnement en direct depuis les ports bretons, bien rodé à Versailles, permet à son chef, le jeune Stéphane Arsicaut, d'offrir quelques plats de cuissons parfaites, accompagnés de simples apprêts comme la poêlée de queues de langouste aux agrumes et pâtes fraîches (dans le menu « la criée du jour »). Parmi les préparations plus sophistiquées, délicieuse fraîcheur de homard à l'huile parfumée à la vanille, turbot épais aux giroles. Un début sage, mais prometteur, d'autant que tous les prix ont été revus à la baisse. L'arrivée d'un pâtissier confirmé devrait donner à la nouvelle carte toute son ampleur. Service très vif et assuré. Carte des vins en plein essor, avec un magnifique chasse-spleen blanc 1998. Menu : 250 F (38,11€). A la carte, compter 380 F (57,93€).

★ 9, rue Duphot. 75001 Paris. Tél. : 01-42-60-36-07. Tous les jours. Voiturier.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE
Publicités

PARIS 5^e
L'Atlas
Gastronomie Marocaine
Salon de réception. Traiteur
12, boulevard Saint-Germain
☎ 01.46.33.86.98 - F/lundi

PARIS 9^e
LES AGAPES
SPÉC. du TERROIR et CATALANES
FORMULE 105 F - MENU 130 F
GRATIN de PÉTONCLES - GAZPACHO
CLIMATISÉ - 01.40.16.16.07
43, rue Le Peletier - F/Sam. Dim.

PARIS 14^e
MONIAGE GUILLAUME
Terrasses - Spécialités de Poissons
et Bouillabaisse, Homards du Vivier.
Salon part. 25 pers. - Chbres confort**
MENU CARTE : 185 F/245 F
88, rue de la Tombe-Issoire. Tél. 01.43.22.96.15

PARIS 7^e
LA TERRASSE
Face à l'École Militaire, qualité et tradition.
au 1^{er} étage son restaurant gastronomique.
Menu 180 F (vin compris).
Menu prestige à 225 F avec homard.
- Banc d'huitres -
2 pl. de l'École Militaire - ☎ 01.45.51.62.60

PARIS 9^e
Restaurant Italien LA SERENISSIMA
Cuisine traditionnelle
- PIZZERIA -
FOUR AU FEU DE BOIS
14, rue Fontaine - Tél. : 06.14.74.08.93

RESTAURANTS DE HAUTE MER

le bar à huitres

EUROPE, le menu "Homard bleu" 209 F 31,86€
AFRIQUE, les Gambas sauvages
ILE D'OLÉRON les Fines de Claires

MONTMARNASSE : 112, Bd du Montparnasse ☎ Vavin • 01 43 20 71 01
St. GERMAIN : 33, Rue S' Jacques ☎ S'Michel • 01 44 07 27 37
BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais ☎ Bastille • 01 48 87 98 92
<http://www.lebarahuitres.com>

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE",
renseignements : ☎ 01.42.17.39.63 - Fax : 01.42.17.39.25

les Huitres de Bretagne!

4 Huitres plates Belon n°3
4 Fines de Bretagne n°3
4 Creuses de pleine mer n°3
1 Huître royale
148 F. 22.56 €

L'Arbuci 25 rue de Bucy
Charlot 12 place de Clichy
Chez Jenny 39 bd du Temple
La Taverne 24 bld des Italiens
Brasserie Lorraine 2 place des Ternes
Le Procope 13 rue de l'Ancienne-Comédie

Ouvert Jour & Nuit
L'Alsace 39 Champs-Élysées
Le Grand Café 4 bld des Capucines
Au Pied de Cochon 6 rue Coquillière

PARIS 5^e
"Un des restos indiens plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
72, bd Saint-Germain 5e
139 F - 185 F - Climat.
01.43.54.26.07 / T.L.J.

Retour du soleil

MERCREDI. La perturbation instable qui a traversé le pays mardi s'éloigne vers les pays de l'Est. Quelques ondées résiduelles se produiront le matin sur la façade est puis le soleil reviendra progressivement. Sur le reste du pays les passages de nuages élevés n'empêcheront pas une belle journée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le matin, le ciel sera voilé sur la Bretagne. Ces nuages d'altitude gagneront progressivement la Basse-Normandie et les pays de Loire. Il fera de 20 à 24 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les bancs de brouillard ou nuages bas présents au lever du jour se dissiperont en cours de matinée et malgré quelques nuages élevés la journée sera bien ensoleillée. Il fera de 20 à 25 degrés.

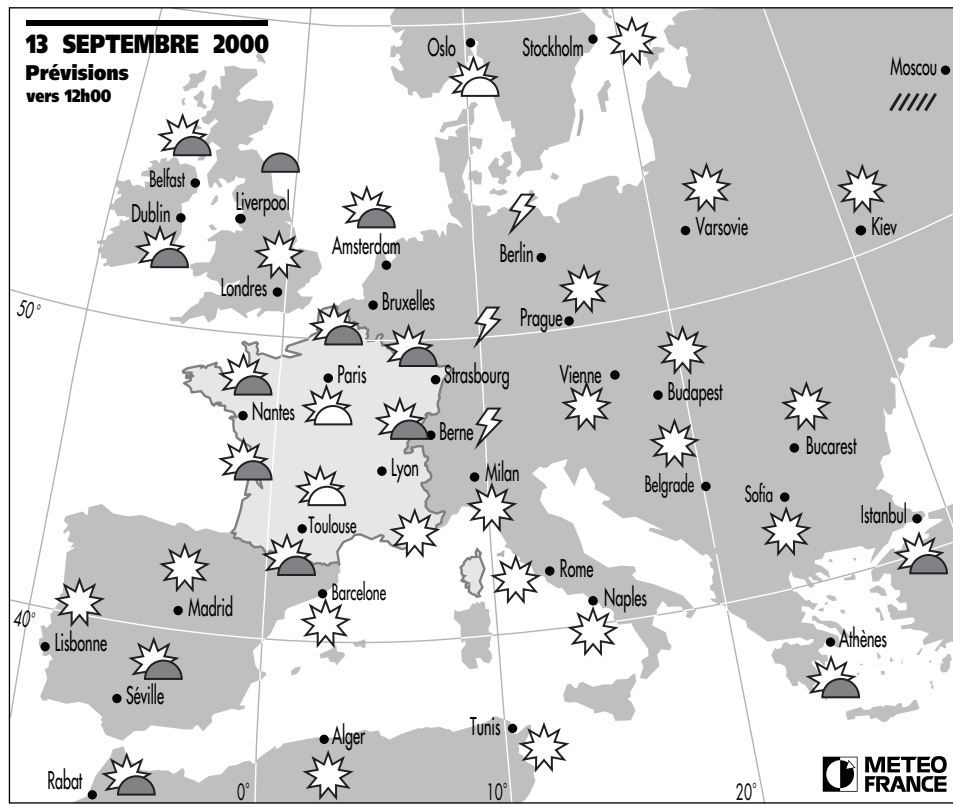
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le matin, le ciel sera

chargé et quelques ondées se produiront, en particulier sur le relief. L'après-midi, de belles éclaircies se développeront. Les températures maximales seront proches de 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les bancs de brume ou de brouillard se dissiperont dans la matinée et la journée sera ensoleillée. L'après-midi, quelques cumulus bourgeonneront sur le relief pyrénéen. Il fera de 25 à 28 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur les Alpes, quelques averses se déclencheront le matin, le soleil reviendra l'après-midi. Sur les autres régions, les brouillards ou nuages bas matinaux laisseront place à un temps ensoleillé. Il fera de 25 à 27 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les passages de nuages d'altitude n'altéreront pas l'impression générale de beau temps. Il fera de 25 à 28 degrés.



Publicité

http://www.ebookers.fr

Pas encore partis? Réservez maintenant avec **ebookers.fr** Vous êtes déjà là-bas

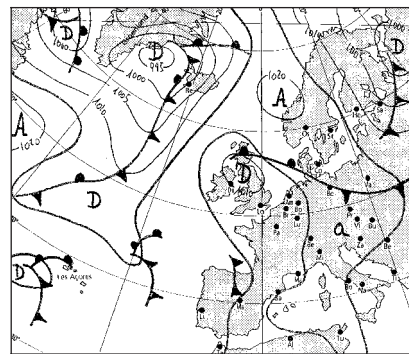
ADL met clé-ebookers
© 2000 ebookers.com plc. Licence L07500047

PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE 2000

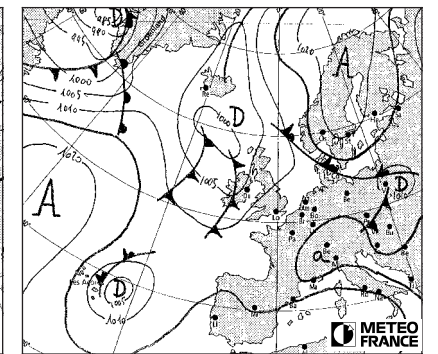
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	13/23 N	
AJACCIO	18/26 S	NANTES	12/24 N
BIARRITZ	17/28 S	NICE	18/25 S
BORDEAUX	15/28 N	PARIS	13/24 S
BOURGES	13/24 S	PAU	14/27 S
BREST	11/20 N	PERPIGNAN	18/28 S
CAEN	13/20 N	RENNES	11/23 N
CHERBOURG	13/21 C	ST-ETIENNE	13/25 N
CLERMONT-F.	14/27 N	STRASBOURG	14/23 N
DIJON	14/25 N	TOULOUSE	16/29 S
GRENOBLE	13/27 N	TOURS	11/24 S
LILLE	14/21 N	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	13/24 S	CAYENNE	23/32 S
LYON	15/27 N	FORT-DE-FR.	25/32 S
MARSEILLE	16/27 S	NOUMEA	19/24 S

PAPEETE	22/29 S	KIEV	9/17 S	VENISE	18/26 S	LE CAIRE	23/31 S
POINTE-A-PIT.	25/31 S	LISBONNE	17/26 S	VIENNE	12/26 S	NAIROBI	14/27 S
ST-DENIS-RE.	19/25 S	LIVERPOOL	12/18 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	15/28 S
EUROPE		LONDRES	13/21 S	BRASILIA	20/30 S	RABAT	19/26 N
AMSTERDAM	14/19 N	LUXEMBOURG	13/20 N	BUENOS AIR.	8/13 C	TUNIS	20/31 S
ATHENES	23/28 N	MADRID	17/32 S	CARACAS	26/32 S	ASIE-Océanie	
BARCELONE	20/25 S	MILAN	19/29 S	CHICAGO	13/25 S	BANGKOK	24/31 P
BELFAST	11/17 N	MOSCOW	7/11 P	LIMA	16/19 C	BEYROUTH	25/28 S
BELGRADE	13/29 S	MUNICH	12/20 S	LOS ANGELES	20/27 C	BOMBAY	25/30 S
BERLIN	15/19 P	NAPLES	19/27 S	MEXICO	13/23 S	DIJAKARTA	28/30 C
BERNE	14/21 P	OSLO	6/16 S	MONTREAL	14/19 S	DUBAI	28/38 S
BRUXELLES	13/20 N	PALMA DE M.	17/27 S	NEW YORK	18/23 S	HANOI	26/31 S
BUCAREST	13/26 S	MADRID	12/23 S	SAN FRANCISCO	17/20 C	HONGKONG	24/29 S
BUDAPEST	12/27 S	ROME	17/25 S	SANTIAGO/CHI	6/12 P	JERUSALEM	23/28 S
COPENHAGUE	11/15 P	SEVILLE	19/36 N	TORONTO	13/23 S	NEW DEHLI	25/34 S
DUBLIN	10/18 N	SOFIA	12/25 S	WASHINGTON	18/24 S	PEKIN	17/28 S
FRANCFORT	15/22 P	ST-PETERSB.	8/11 P	AFRIQUE		SEOUL	18/22 P
GENEVE	14/23 N	STOCKHOLM	8/15 S	ALGER	19/28 S	SINGAPOUR	27/31 S
HELSINKI	4/13 N	TENERIFE	16/23 S	DAKAR	27/30 S	SYDNEY	11/22 S
ISTANBUL	19/24 N	VARSOVIE	9/21 S	KINSHASA	20/29 S	TOKYO	26/29 C



Situation le 12 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 14 septembre à 0 heure TU

PRATIQUE

Trouver un logement pour étudiant à la dernière minute

FAUTE d'avoir retenu une chambre et payé un loyer pendant l'été, l'étudiant retardataire se retrouve fort dépourvu à l'approche de la rentrée. Trouver à la dernière minute le logis de ses rêves, à proximité de son lieu d'études, avec un minimum de confort, à un prix raisonnable, est parfois une expérience bien décourageante. Aline, étudiante à Aix-en-Provence, énumère la liste des taudis visités : une minuscule chambre en sous-sol pour 1 900 francs, une autre avec une douche aménagée dans des toilettes à la turque, ou pire encore, avec WC chimique à tirer de dessous l'évier de la cuisine ! A Paris, Léo s'est vu proposer pour plus de 2 000 francs une chambre ouvrant... sur un mur !

On peut s'adresser aux centres régionaux des œuvres scolaires et universitaires (Crous) qui ne se contentent pas de gérer les résidences. Ils mettent un service « logement » à la disposition des propriétaires et des étudiants. Au Crous de Paris qui centralise 4 500 annonces, on recense trois types d'offres présélectionnées sur descriptif : superficie, équipement sanitaire, coin cuisine, ascenseur. La première regroupe les chambres indépendantes meublées (30 % des

propositions) : chambres de service sous les toits avec les toilettes sur le palier à 1 400 francs par mois environ et d'autres, plus confortables, autour de 2 500 F. La seconde rassemble les chambres louées par les propriétaires dans leur appartement pour un prix allant de 1 800 à 2 500 francs : « *Le confort est généralement supérieur, avec l'accès à la cuisine et à la salle de bains, mais ces chambres, qui constituent 20 % du parc, sont moins prisées des étudiants, car ils y sont moins indépendants* », explique Monique Briançon, responsable du service logement. Les 50 % restants consistent en studettes et studios de 18 à 30 m² pour un loyer de 2 000 à 3 500 francs.

ANNONCES CONTRÔLÉES

L'avantage réside à la fois dans un certain contrôle qu'exerce le Crous - une chambre de 9 m² pour 3 000 F mensuels sera refusée - et dans la gratuité du service, pour le loueur comme pour l'étudiant. Ils signeront un « *contrat de location meublée à durée déterminée* ». L'étudiant devra verser un dépôt de garantie (un mois de loyer pour les chambres, deux mois pour les studios) et présenter une personne garante du paiement du loyer.

Les étudiants des classes préparatoires et des grandes écoles pourront également se procurer des adresses dans les lycées, auprès de l'assistante sociale, ou du bureau des élèves. Enfin l'Office de services pour étudiants (OSE) propose des annonces, moyennant une cotisation de 250 F.

On peut aussi orienter ses recherches vers les résidences pour

étudiants. L'OSE gère des résidences via deux autres organismes : l'Office hôtelier des logements étudiants (OHLE) et l'Office national pour le logement étudiant (ONLE). Compter environ 2 500 francs de loyer pour 18 à 22 m², ainsi qu'un dépôt de garantie de 4 800 francs et 1 600 francs pour les frais de dossier. Les résidences privées ont fleuri dans de nombreuses villes universi-

taires : Eurostudiomes (Les Laureades) qui appartient au groupe de la Caisse des dépôts et consignations, Réside-Etudes (les Estudines), Comadim Résidences Services (filiale de Meunier Promotion). Il s'agit généralement d'immeubles récents, avec des appartements de 17 à 30 m², équipés ou meublés. Les étudiants y côtoient cadres et stagiaires. Les admissions se font en cours

d'année, au fur et à mesure des départs, mais il y a davantage de places en région qu'en Ile-de-France. Ces résidences offrent des services, dont certains sont payants : 60 francs le ménage-express et 150 francs la location de téléviseur aux Estudines. Le loyer varie selon les villes : raisonnable là où il y a concurrence, il peut être beaucoup plus élevé ailleurs. Ainsi, à Toulouse, un studio meublé revient à 2 033 francs chez Eurostudiomes et 2 161 francs aux Estudines. A Paris, où il y a une forte demande, il peut s'élever jusqu'à 4 000 F. La personne qui se porte caution doit attester d'un revenu trois à quatre fois supérieur à celui du loyer, bulletin de salaire à l'appui. Chez Eurostudiomes, on propose deux chambres de 16 m² chacune avec une cuisine commune : de 1 700 à 1 860 francs par étudiant. Chaque occupant signe le bail, et peut ainsi bénéficier d'une aide au logement social.

On peut enfin se procurer auprès du Crous la liste des foyers pour étudiants. Ceux-ci offrent des formules variées : hébergement seul, en demi-pension ou en pension complète, horaires stricts ou libre circulation.

Michaëla Bobasch

Conseils

- **A lire.** *Le Guide pratique de votre année étudiante*, hors-série du magazine *L'Étudiant* (190 p., 49 francs, 7,45 €).
- **A Paris.** Plutôt que de se fixer obstinément sur l'arrondissement de son lieu d'études, chercher à se loger à proximité d'une ligne de métro ou d'autobus desservant celui-ci.
- **Crous.** Pour bénéficier du service logement du Crous, il faut justifier de son inscription dans un établissement d'enseignement supérieur de l'académie. A Paris, deux lignes téléphoniques (01-40-51-37-20/22) et un fax (01-40-51-37-19) sont à la

disposition des propriétaires. Les étudiants doivent se rendre sur place de 13 à 17 h.

- **Adresses.** www.adele.org, index.html. OSE : 0-810-31-32-96. Résidences de l'ONLE et de l'OHLE : www.activasso.com. Estudines : 0-803-041-042, ou www.estudines.fr. Eurostudiomes : 0-803-332-332 ou 3615 Logétude ou www.laureades.com ; ouverture de nouvelles résidences à Clermont-Ferrand en septembre et à Noisy-le-Grand en octobre.
- **Aides.** L'aide personnalisée au logement (APL) est réservée aux logements conventionnés avec l'Etat. L'allocation de logement à caractère social (ALS) est

destinée aux locataires du secteur privé. Le calcul de ces aides dépend des ressources de l'étudiant, du montant du loyer, de la surface (9 m² minimum) et de la localisation de l'appartement : la France est divisée en trois zones, selon l'importance de l'agglomération. En consultant le 36 15 CAF, on peut connaître le montant de l'aide à laquelle on a droit.

- **Impôts.** Le propriétaire peut bénéficier d'une exonération fiscale, s'il loue une partie de son habitation principale, qu'il s'agisse d'une pièce de son appartement, ou d'une chambre extérieure, à condition qu'elle ait été acquise en même temps que le logement.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 219

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

I. Dans ce cas, les décisions familiales sont sans partage. - II. Chasse les ouvrières de leur lieu de travail. Me rendrai. - III. Mesure à Pékin. Corrompu. - IV. Mets l'œil en bonne place. Protégé en cas de chute. - V. Rejeter en bloc. Travailler finement sur la pièce. - VI. Décorent la chambre des jeunes. Pour ses beaux yeux, Louis prit sa plume. - VII. Indéfini. Dans les godasses. Un appel très discret. - VIII. Marque le passage d'un

fou. Les trois cinquièmes de seize. - IX. A intérêt à être beau et bon parleur. Bout de rôle. - X. Choisi parmi d'autres. Sa fierté, il la doit à Cléopâtre et à La Calprenède.

VERTICALEMENT

1. Qui ne devrait pas traîner. - 2. Se partage en public. L'argon. - 3. Négation. Possessif. Bout de friandise. - 4. Le temps de l'oblation. - 5. Sans tache. Ville du Cameroun. - 6. Pour fixer le soc. Fit une marque au couteau. - 7. Une course avec témoins. Une fois de plus. -

8. Option qui assure un bon coup de frein. Forme de pouvoir. - 9. Traités commes des ferrailles. Sous le coup de la baguette. - 10. Tenue pour aller au combat. - 11. Se jette dans la mer du Nord. Mesurera les capacités. - 12. Concurrent et néanmoins ami du matin.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 218

HORIZONTALEMENT

I. Photocopieur. - II. Radotera. Pré. - III. Erotise. Rien. - IV. Tétra. Pérec. - V. Etalées. Posa. - VI. Né-crosât - VII. DAT. Lacérées. - VIII. An. Pailla. PS. - IX. Navet. Eli-dée. - X. Truie. Setter.

VERTICALEMENT

1. Prétendant. - 2. Haret. Anar. - 3. Odorant. Vu. - 4. Totale. Pei. - 5. Oti. Eclaté. - 6. Cesserai. - 7. Ore. Socles. - 8. Pa. Selle. - 9. Réparait. - 10. Epirote. Dt. - 11. Urées. Epée. - 12. Rencaisser.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE® PROBLÈME N° 191

Faisant fonction

Partie jouée en toumoi

a) **Tirage : BCEENOS**
Trouvez et placez un huit-lettres. Écrivez la solution sur la grille (elle est donnée ci-dessous).

b) **Tirage suivant : ACDILVW.**
En trois endroits différents, placez trois mots différents avec le W rapportant respectivement 30, 33 et 35 points. Écrivez la meilleure solution sur la grille (elle est donnée ci-dessous).

Solution de a) : OBSCENES, 8 A, 95.
c) **Tirage suivant : AEIPTUX.**
En deux endroits différents, placez deux mots différents rapportant respectivement 112 et 114 points
Solution de b) : BIWA, luth japonais, B 8, 35.

d) **Préparation de la grille de la semaine prochaine**
Il existe sept mots de six lettres terminées par -OYAUX. Exemple : LOYAUX. Trouvez les six autres. Tirage : CDELOSU. Trouvez un huit-lettres en vous appuyant sur un O.

Solutions dans Le Monde du 20 septembre.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A														
B														
C														
D														
E														
F														
G														
H	E	R	B	I	U	M	S							
I														
J														
K														
L														
M														
N														
O														

Solutions du problème paru dans Le Monde du 6 septembre.

a) FRIPAAT, B 2, 91, faisant PONCTION. Faisant FONCTION, FRIPAAT rapporte 8 points de moins.

b) PURIFIAT, O 3, 89 - APERITIF, M 2, 86, ou les anagrammes PETRIFIA et PIFERAAT - PROFITAI, C 3, 80

- PRIVATIE, L 1, 73 - PARTITIF, F 2, 71.

c) BRUIMES, de BRUIR, assouplir (une étoffe) - ERBIUMS, métaux rares - BAUMIERS, IMBRULES (ou l'anagramme SUBLIMER), BRUNIMES et TERBIUMS.

Michel Charlemagne

CINÉMA

Une vraie semaine de rentrée, fourre-tout comme un cartable de cancre, pléthorique comme une classe de LEP, mais pleine de promesses. A commencer par le fort en thème guerrier, mais aussi en version artistiquement subtile et exigeante, *Kippour*, où le cinéaste israélien Amos Gitai fait de sa propre expérience du combat le creuset d'une terrible et universelle expérience sensorielle. En version potache, cela donne l'expérimentation selon les canons du Dogme danois menée par le sacrifiant du cinéma américain, Harmony Korine, *Julien Donkey-Boy*. Alors qu'à l'autre bout de la classe, réservé jusqu'au quasi-mutisme, *Les Antiquités de Rome* joue avec les éprouvettes du cinéma. Il y a aussi un film iranien à l'esthétique soignée (*Un temps pour l'ivresse des chevaux*), une grosse machine hollywoodienne avec vedettes et effets de train fantôme (*Apparences*), un film français 100 % d'auteur (*L'Affaire Marcorelle*) et sa variante juvénile (*Princesses*), enfin, une impeccable gravure de mode illustrant un grand roman, *La Coupe d'or*. Un programme pour tous les goûts, et même une petite nouvelle inattendue, *Trixie*. De quoi combler les amateurs, munis ou non de ces cartes plus ou moins orange qui font mine d'ouvrir gratuitement les chemins des multiplexes.

Harmony Korine va toujours plus loin

JULIEN DONKEY-BOY. Film américain de Harmony Korine. Avec Ewan Bremner, Chloë Sevigny, Werner Herzog. (1 h 34.)

Un jour, Harmony Korine a eu une idée formidable pour un film : il est descendu dans la rue, et a provoqué des bagarres avec des individus issus de différentes catégories sociales, raciales ou sexuelles : juif, portoricain, lesbienne... « *La règle était que je ne porterais pas le premier coup, et que mon équipe n'était pas autorisée à intervenir, sauf si ma vie était en danger.* » Le film, qui aurait dû s'appeler *Fight Harm* (dégâts du combat), n'a jamais été terminé, Harmony Korine a fini à l'hôpital.

Le jeune cinéaste américain aime aller là où le cinéma ne s'aventure que rarement. *Gummo*, son premier long-métrage, était une longue balade aux lisières de l'Amérique, qui témoignait d'une soif inextinguible de bizarrerie, d'une fascination pour la souffrance physique, celle de la mortification religieuse, aux antipodes du sadisme hollywoodien. Cette mystique a trouvé un cadre idéal dans le Dogme danois, tel qu'établi par Lars Von Trier et ses disciples en 1995. *Julien Donkey-boy*, le second film de Harmony Korine, se tient très strictement à ses

principes. L'image – en vidéo digitale – est sale et mal éclairée, le cadre incertain, le son caverneux. Harmony Korine a remis à la presse une confession énumérant ses manquements au Dogme : l'actrice n'est pas vraiment enceinte, certains accessoires ont été fabriqués pour les nécessités de la narration. Cette coupole est celle d'un vrai dévot, prononcée en public pour mieux faire ressortir l'humble obéissance du pénitent.

ZOOM

Pendant de longs moments, le film est une accumulation de provocations visuelles et narratives

Passé une terrifiante séquence d'ouverture pendant laquelle le personnage principal, schizophrène à la denture métallique (Ewan Bremner), commet l'irréparable, le réalisateur se replie dans la famille, et *Julien Donkey-boy* prend l'aspect d'un film familial monstrueux : père dément (le cinéaste Werner Her-

zog), sœur enceinte des œuvres de son frère schizophrène (Chloë Sevigny), aîné de la fratrie (Evan Neumann) écrasé par les demandes impossibles de son géniteur.

Pendant de longs moments, *Julien Donkey-boy* ressemble à une accumulation de provocations visuelles, narratives, comme faites exprès pour faire sortir le spectateur de ses gonds, voire de la salle. Mais, avec un peu d'endurance, on voit le film se transformer. Quelques séquences tournées dans un institut pour aveugles, où Julien et sa sœur semblent travailler, une longue scène dans une église baptiste afro-américaine, remettent le film en perspective : le monstrueux Julien se transforme en demande d'amour ambulante, qui erre à l'intérieur comme à l'extérieur de sa famille. Sans que le film change d'aspect, il s'achève sur une étrange apothéose, une naissance à l'envers troublante. Sans jamais s'être écarté des principes de mise en scène énoncés à l'orée du film, Harmony Korine s'est aventuré sur un terrain où la réalité se désarticule, où les images prennent – malgré la vidéo peu ragotante, malgré la pénombre – une violence et une clarté aveuglantes.

Thomas Sotinel

RENCONTRE

Un festival de cinéma français à Alger

« Serge Adda, vous êtes président de Canal + Horizons. Votre chaîne s'est associée, aux côtés d'Alexandre Arcady et d'Unifrance, à l'opération "Cinéma de l'été" qui, pour la première fois, organise, du 15 au 21 septembre, un festival de cinéma français à Alger. Comment est né ce projet et quelle part y prenez-vous ?

– C'est Alexandre Arcady qui, lors de la visite du président Bouteflika à Paris au mois de juin, en a eu l'idée. C'est, avant tout, une opération partie d'un coup de cœur et d'une volonté concrète et symbolique de marquer notre amitié et notre solidarité avec le peuple algérien qui, depuis quelques années, accède difficilement aux salles de cinéma. Tout s'est décidé très vite, l'opération a été montée dans l'urgence et dans la ferveur. Quant à l'implication de Canal + Horizons dans cette manifestation, elle allait un peu de soi : nous sommes la première chaîne francophone du continent africain avec 150 000 abonnés, où nous diffusons dans trente pays. Nous sommes également le premier partenaire du cinéma arabe et africain, avec un investissement de 145 millions de francs dans la production et l'achat de ces œuvres. Nous avons enfin signé, le 8 avril, une convention avec le ministère de la culture algérien qui autorise la commercialisation d'un bouquet d'une vingtaine de chaînes en Algérie.

– Quel sera le programme de cette manifestation ?

– Une sélection de sept films français, depuis *Taxi 2* jusqu'à *Jet Set*, qui seront présentés dans le cadre du Théâtre de verdure d'Alger, où plus de trois mille personnes pourront voir ces films en plein air. Parallèlement, une autre sélection sera présentée à la Cinémathèque d'Alger, où se tiendront également des rencontres entre professionnels français et algériens. Nous prévoyons aussi des débats dans les universités et la possibilité pour ce festival de tourner par la suite dans plusieurs autres villes algériennes.

– Comment a été reçue cette initiative du côté algérien ?

– Très favorablement. L'Etat, la Cinémathèque et la télévision algériens se sont associés à cette opération. On sent une volonté des autorités de relancer la production cinématographique, qui se porte très mal aujourd'hui, et je reçois moi-même de nombreux scénarios qui attestent l'émergence d'une jeune génération de cinéastes. »

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

Une expérience sensorielle limite au nom de la mémoire

Kippour. En reconstituant les événements dramatiques auxquels il a participé durant le conflit de 1973, Gitai défie l'imagerie de la guerre au cinéma

Film israélien d'Amos Gitai. Avec Liron Levo, Tomer Ruso, Uri Ran Klauzner, Yoram Hattab, Guy Amir, Juliano Merr, Ran Kachinsky, Kobi Livne. (2 h 03.)

Il y a trois films distincts, emboîtés, dans *Kippour*. Trois films d'inégale longueur, d'inégale qualité, et d'inégale importance. Le premier, le plus court et le moins bon, se situe au tout début et à la toute fin de la projection. Il s'agit d'une sorte de manifeste programmatique. Au son d'une musique insistante, un homme et une femme font l'amour en se roulant dans la peinture épaisse qui macule les draps blancs évoquant une toile de peintre, tandis que les traînées de couleurs annoncent (au début) puis rappellent (à la fin) les traces laissées par la guerre sur la terre et les humains. Cette métaphore appuyée du projet théorique de l'auteur – accomplir la fusion entre guerre, art et amour – est d'un simplisme et d'un manque de grâce gênants.

Heureusement, malgré la durée étirée des plans, elle n'occupe qu'une place marginale dans *Kippour*. Le « deuxième film » est excellent. Il s'agit d'une brève et dense tragi-comédie politique. Sortant des draps et des bras de sa maîtresse, le peintre, beau et athlétique jeune homme brun, marche dans la ville déserte, où hurlent les sirènes. En Israël, tout aurait dû s'arrêter en ce 6 octobre 1973, jour de la fête religieuse juive du Kippour. C'est le



NICOLE DE CASTRO

Gitai vise ceux qui font de la guerre un spectacle en prétendant rendre compte d'une vérité.

jour choisi par les Egyptiens et les Syriens pour attaquer l'Etat hébreu. Le garçon, Weinraub, retrouve son copain Ruso. Ensemble, ils tentent de rejoindre l'unité militaire à laquelle ils appartiennent comme réservistes.

Au sein de la pagaille qui règne, les pulsions contradictoires éprouvées par les deux jeunes hommes – envie de se battre, trouille, sensation d'une irruption absurde dans

une vie construite selon d'autres repères, rapport soudain avec l'Histoire, excitation puérile, inquiétude politique... – donnent à toute cette partie du film une énergie extraordinaire. Weinraub et Ruso tournent en rond, sont bloqués dans les embouteillages, accumulent les fausses informations : la confusion engendrée par le déclenchement de la guerre devient palpable. Il s'y ajoute, élément dramatique traité

avec une intelligente dose d'humour, les conditions particulières liées à la superficie du pays, qui fait que tout le monde est toujours très près du front, ce qui rend encore plus absurde de ne pas le trouver, tout en étant très vite en réel danger, et en participant soi-même au blocage de la circulation dont on est victime.

Après quelques scènes de genre peu complaisantes pour Tsahal, son

impréparation et le bellicisme crétin et raciste de certains de ses cadres, les deux compères décident d'intégrer une unité d'ambulanciers aéroportés, sous la direction du docteur Klauzner. Ici commence le « troisième film », le plus long et le plus important. Pour en comprendre tout l'enjeu, il vaut mieux savoir que non seulement cette histoire reconstitue fidèlement des événements réels, mais qu'elle a été personnellement vécue par le réalisateur. Weinraub, c'est Amos Gitai (le nom du personnage est celui qu'utilisait le père du réalisateur). Gitai fut secouriste dans un hélicoptère abattu au-dessus du Golan en compagnie de ses six compagnons et d'un pilote qu'ils tentaient de sauver. L'un d'eux est mort, la plupart ont été blessés – certains gravement –, un autre fut fait prisonnier ; aucun n'est revenu indemne.

Evoquant ce passé comme on invoque des fantômes, Gitai filme de très longs plans-séquences où les personnages se rendent en hélicoptère sur les lieux d'affrontements qui réclament leur intervention, puis, sur les champs de batailles encore en cours ou à peine terminées, où ils tentent de porter secours aux blessés dans des conditions épouvantables. Gitai filme moins des actions que des sensations. Le temps, interminable et soudain d'une urgence mortelle. Le danger, absolu, la peur et l'écoeurement devant le sang et les tripes. L'incompréhension, l'opacité de la réalité. Le bruit, le bruit, le bruit. L'impératif d'agir

sans penser, avec force et rapidité, et celui, antinomique, d'être lucide et efficace. La pitié qui étirent et l'impératif d'être sans pitié. Les chocs, les secousses des trajets en hélicoptère, la puissance du souffle des explosions. La boue, la mesure des engins de guerre, le poids physique.

L'OMNIPRÉSENCE DU BRUIT

Kippour est une tentative de faire partager l'expérience sensorielle de la guerre. De la part de ce cinéaste qui, ailleurs, fut l'un des observateurs israéliens parmi les plus critiques de la politique sioniste, on ne trouvera pas une once de dénonciation (ni d'approbation) politique. L'objectif est ailleurs. Dans le recours à l'omniprésence du bruit, dans l'attente prostrée interminable, dans les sentiments intriqués de l'exigence catégorique d'agir et de la vanité des interventions. Dans le déni radical de tous les clichés romanesques sur la guerre, déni conforté par le cadre, le montage, la bande-son. Ou tout simplement en montrant, à rebours, des clichés de l'imaginaire collectif qui font de la guerre du Kippour une guerre du désert, chaude et sèche, un conflit bourbeux et glacial, où les chenilles des tanks tracent sans fin leurs longues ornières inondées, dans un cloaque qui se transforme en tableau non figuratif.

Amos Gitai connaît bien Samuel Fuller, qui fut l'interprète de quatre de ses films. Fuller, lui aussi combattant, sous-officier de l'US Army en Afrique du Nord, durant la campagne d'Italie, le débarquement et la libération de la France, l'occupation de l'Allemagne et la découverte des camps d'extermination, a réalisé plusieurs films de guerre inspirés de son expérience. Mais il affirmait que le seul moyen de faire éprouver aux spectateurs ce qu'on ressent à la guerre serait de leur tirer dessus. Dans l'ennui et la terreur de la guerre, qui atteint son paroxysme lorsque l'hélicoptère est frappé par un missile syrien, ce n'est pas l'auteur de *The Big Red One* qu'entreprend de contredire Gitai, mais ceux qui font des combats un spectacle en prétendant ainsi rendre compte d'une vérité.

Exemplairement, c'est la séquence d'ouverture de *Il faut sauver le soldat Ryan*, si unanimement saluée pour son côté virtuose et saisissant, qui est visée par celui qui est à la fois survivant d'un conflit et cinéaste. *Kippour* réclame une certaine décence, à la fois par respect pour ceux qui ont risqué leur vie au combat et par respect pour le cinéma. Cette exigence sourd de cette œuvre à la limite de l'abstraction, en contrepoint de l'impérieuse sensation d'exactitude factuelle. De cette tension extrême naît sa force troublante.

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

Jean-Michel Frodon

Amos Gitai, cinéaste

« C'est la guerre du Kippour qui m'a donné envie de faire du cinéma »

« La guerre du Kippour tient une place particulière dans l'histoire d'Israël, au point que vous avez programmé la sortie israélienne du film pour la date anniversaire de cet événement...

– Le 6 octobre 1973 est une date symbolique pour tous les Israéliens. C'est une guerre qui est restée gravée, plus que toute autre, dans la mémoire collective, à la fois parce que le pays a failli la perdre et que le sentiment de supériorité qu'on entretenait jusqu'alors a soudain volé en éclats. C'est une blessure, un souvenir douloureux et vivant, et le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de ce pays, à partir de laquelle un rapprochement s'est produit avec un grand pan de l'histoire juive qu'Israël avait soigneusement occulté. Ce sentiment de la fragilité du pays et de l'absurdité de la guerre a donné naissance à tout un mouvement culturel et politique qui se poursuit aujourd'hui. C'est la guerre du Kippour qui est à la source du processus de paix actuel, et c'est elle qui m'a donné envie de faire du cinéma.

– L'histoire que raconte ce film, vous y avez à maintes reprises fait allusion, est autobiographique. Pourquoi avez-vous tant attendu pour la mettre en œuvre ?

– Cet accident d'hélicoptère, au cours duquel plusieurs de mes compagnons ont trouvé la mort, a été longtemps pour moi un véritable cauchemar. C'était un point traumatique sur lequel j'étais incapable de revenir. Durant les années 80, alors que j'aurais peut-être pu l'évoquer, l'idéologie guerrière dominait le pays, ce n'était pas le moment d'en rajouter. Ce n'est que dans les années 90, alors que le processus de paix était engagé, qu'il m'a semblé à la fois possible et opportun de revenir sur cette histoire de guerre. C'est la réussite commerciale de *Kadosh* qui a rendu matériellement possible ce projet qui constitue, avec un budget de 4 millions de dollars (30 millions de francs), mon film le plus cher. Il est coproduit notamment par la France. S'il n'a pas bénéficié, pas plus que *Kadosh*, du soutien de la

commission d'aide au cinéma israélien, j'ai trouvé en revanche une certaine compréhension de la part des autorités militaires, parce qu'elles savaient que c'était une histoire à laquelle j'avais participé et qui me touchait dans ma chair. Nous avons tout de même mis un an à obtenir l'autorisation de tournage.

– Pensiez-vous d'emblée à une mise en scène aussi radicale ?

– Je n'étais sûr que du lieu de tournage, le plateau du Golan, qui est une terre volcanique noire, une zone de guerre en soi. Mais ce n'est qu'une fois sur place que j'ai compris, avec le chef opérateur Renato Berta, le point de vue que je devais adopter. D'une part la nécessité de garder une homogénéité par la construction de grandes unités spatio-temporelles, de l'autre celle de ne jamais, ou le moins possible, quitter le visage humain. J'avais toujours à l'esprit cette phrase de Samuel Fuller : en revenir à sa propre expérience dès que l'on doute. L'équipe a été formidable, en dépit des conditions de tournage

rendues pénibles par le froid sur le Golan, et les délais assez courts qui nous étaient imposés puisque le tournage n'a duré que six semaines.

– Comment avez-vous ressenti ce retour, pour les besoins d'un film, sur les lieux d'un drame personnel ?

– C'était une expérience évidemment très forte mais, par-delà mon cas personnel, c'était aussi une volonté collective de toute l'équipe de laisser une trace de ce qui s'était déroulé durant ces jours et qui n'a jamais fait l'objet d'un film en Israël. Il y avait sur le plateau deux générations d'hommes, ceux qui avaient vécu cette guerre et qui y avaient survécu et les comédiens qui ne l'avaient pas connue et qui interprétaient le rôle des premiers. C'était un peu comme une transmission de la mémoire.

– Après avoir longtemps vécu en France, vous vous êtes réinstallé en Israël en 1994. Quel regard portez-vous sur la situation du pays, et plus spécifiquement sur son cinéma ?

– Je suis rentré à une époque où il

Tracey Ullman, femme de tous les spectacles

APRÈS avoir décroché l'un des plus drôles et des plus jolis rôles de femme qu'ait écrits Woody Allen, Tracey Ullman s'est trouvée investie d'une mission supplémen-

PORTRAIT

Pour Woody Allen, elle incarne dans « Escrocs mais pas trop » l'épouse d'un minable

taire : être l'ambassadrice d'*Escrocs mais pas trop* à Venise, où le film était présenté hors compétition. Le Lido est un drôle d'endroit pour cette Anglaise de quarante ans, qui se définit comme une « créature de la télévision ». Comédienne de talent, chanteuse à succès en Grande-Bretagne au début des années 80, elle mène depuis plus d'une décennie une carrière américaine, d'abord sur le réseau Fox, aujourd'hui sur la chaîne à péage HBO. Le « Tracey Ullman Show » (diffusé en France sur la chaîne câblée Comédie) perpétue la tradition des vedettes féminines de la télévision telles que Lucille Ball, qui produisait sa propre série, un précédent dont la comédienne britannique se réclame ouvertement.

Malgré l'évidence de ses talents, elle n'a guère tourné pour le cinéma. En 1994, Woody Allen lui avait déjà donné un petit rôle dans

Coups de feu sur Broadway. Et voilà qu'il lui a demandé d'être Frenchie, la légitime épouse de Ray, le truand le plus minable de Brooklyn. Tracey Ullman perpétue également la tradition transformiste et si, lors d'une interview, une pointe d'accent anglais perce encore, elle peut passer sans peine au plus grasseyant des parlers new-yorkais.

« Woody Allen apprécie mon travail à la télévision. Le cinéma est souvent trop prétentieux, les projets mettent des mois à aboutir et les rôles comiques sont rares pour les femmes. Il faut être sexy ou être une victime... Woody Allen ne choisit pas ses acteurs pour les films qu'ils ont faits, mais pour celui qu'il va faire avec eux. »

« HÉ, WOODY, C'EST L'AN 2000 »

Mais il ne suffit pas d'être choisie : « Les trois premiers jours de tournage ont été merveilleux, je me sentais en pleine forme. Et au bout de trois jours, Woody m'a dit, ça ne va pas, je veux tout refaire. C'était terrible, j'ai eu l'impression qu'il me trouvait trop imposante par rapport à son personnage. Je me suis demandé s'il fallait que je rétrécisse, que je me replie sur moi pour être une autre version de Woody, et j'ai fini par lui dire : "Tu m'as choisie, moi, pour ce que je suis, tu connais ma manière." Et nous avons trouvé un compromis. »

Elle décrit Woody Allen comme

un homme « timide, isolé ». Elle vous saisit par le col en mimant la scène : « Parfois, il faut le prendre et lui dire, hé, Woody, c'est l'an 2000, sors de chez toi. C'est ça New York en l'an 2000. » Et elle vous relâche aussitôt en ajoutant : « En fait, on ne le touche pas, il a horreur des contacts physiques. »

Escrocs mais pas trop, qui sortira en France le 6 décembre, marque à la fois un retour de Woody Allen à sa veine burlesque, mais aussi des expériences inédites pour Woody Allen acteur, qui menace sa femme « de lui en coller une » ou qui arbore une magnifique paire de shorts en jean : « Quand je l'ai vu comme ça, dans ces pantalons trop grands pour lui, ça m'a brisé le cœur, il avait l'air si vulnérable. »

L'intermède vénitien achevé, Tracey Ullman retournera à Los Angeles - « si on veut faire des voitures, on s'installe à Detroit ; pour faire de la bonne télévision, on s'installe en Californie » -, où elle mettra la dernière main à la prochaine saison de son show, dans lequel elle abandonnera le transformisme pour ne plus incarner qu'un personnage. Elle sera également scénariste-réalisatrice. Un pas de plus vers l'inévitable aboutissement de cette carrière de femme de tous les spectacles : l'écriture et la réalisation d'un long métrage.

T. S.



Comédienne de talent, puis chanteuse, Tracey Ullman est devenue une « créature de la télévision ».

De bêtes cinglées en objets fous

On n'est pas des sauvages. Six courts-métrages d'animation français, quarante et quelques minutes de détente et de bonheur

CE PROGRAMME éclectique, qui rassemble six jeunes créateurs autour de techniques d'animation diverses, a été concocté avec la collaboration d'enseignants et présenté en 1999 avec succès au festival Ciné Junior. *A priori* destiné aux plus petits, il permettra aux grands, généralement réquisitionnés pour la circonstance, de participer sans barguigner à la fête.

Celle-ci commence avec *Carnavallée*, d'Aline Ahon, une joyeuse et multicolore farandole peinte sur papier, où animaux et humains plus ou moins respectueux de leurs modèles réels se pressent et se succèdent dans une aimable anarchie. Couleur et musique sont ici les principes directeurs de cette toile mouvante qui tire, en une chorégraphie endiablée, vers la pure abstraction. Une excellente entrée dans cet univers de l'animation où les spectateurs sont généralement conviés à abandonner au vestiaire les lois physiques et morales qui gouvernent ce bas monde.

LE ZÈBRE OU LE CAMÉLÉON

Z. de M., premier film de Pero et Ravi (un an de préparation!), revient pourtant à une forme de récit parfaitement reconnaissable (une variation sur le vilain petit canard d'Andersen), tout en renouant, sur le plan graphique, avec le trait gauche et pointu des premiers dessins animés de Disney, détaché ici sur des fonds carrés, vifs et colorés, très post-modernes. Soit l'histoire de *Z. de M.*, un petit zèbre qui est né sans rayures, ce qui lui vaut bien des désagréments de la part de ses congénères et des habitants de la jungle en général. Un autre qui, pour être fait de pâte à modeler, ne trouve pas davantage la jungle à son goût, c'est Léon le caméléon, dans l'animation signée Marie-Christine Perrodin qui donne son titre à la série : *On n'est pas des sauvages*. Encore heureux que Léon ait le téléphone, très naturellement intégré à l'arbre où il sèche littéralement d'ennui. Cela lui permet de tailler une bavette avec son copain Bob, un lévrier américain aux beaux quartiers, qui vit en ville et passe son temps à parader au bar du champ de course. L'absurdité de cette conversation humaine menée par des bêtes synthétiques est bien réjouissante.

Le Cyclope de la mer, film de marionnettes réalisé par Philippe Julien, a quant à lui des visées plus délibérément poétiques. Le héros, qui rappellera en ces temps de disette pétrolière le défunt bonhomme Antar aux plus âgés d'entre ses spectateurs, est gardien

de phare, et le grand œil de sa tête en amande illumine la nuit pour guider les bateaux. Le jour, il veille dans sa bicoque remplie d'automates sur un petit poisson rouge mal en point, qu'il a sauvé de l'appétit vorace des mouettes. Mais rien n'y fait, une tempête aura raison de son obstination, libérant le poisson rouge et rendant aveugle son bienfaiteur dans ce qui ressemble à une métaphore sur la création.

On retrouve l'animation de marionnettes et même un personnage de cyclope dans *La Vache qui voulait sauter par-dessus l'église*, mais le film de Guillaume Casset appartient visiblement à une tout autre famille d'esprit. On tient là le morceau le plus authentiquement givré de la série, et le plus séduisant aussi, du moins vu à hauteur d'adulte. Tout commence à 6 heures du matin, avec le chant du coq, et une vache complètement maboule qui, Dieu sait pourquoi, chausse des ressorts pour aller allègrement se cogner contre le clocher d'une église. Sur cette ouverture aimablement loufoque, un paysan se réveille à son tour, allume son ordinateur et donne, à l'aide d'une souris vivante, le signal de départ d'une journée à la ferme entièrement automatisée, mais perturbée à l'heure du repas par un virus très teigneux. Entre univers concentrationnaire et burlesque, haute technologie et bouts de bois animés, on dirait du Orwell mis à la portée des bambins.

LA RÉVOLTE DE LA MATIÈRE

Cette rencontre entre le nec plus ultra de la technologie moderne et les procédés archaïques de l'illusion cinématographique, *Dernière invention*, de Lolo Zazar - alias Laurent Berthollier -, la met précisément en scène par le procédé de la pixellisation. Cette technique d'animation qui permet, grâce à l'informatique, d'utiliser l'image par image avec des interprètes réels renvoie, en les améliorant, aux tracages primitifs de Georges Méliès.

Soit un homme paisiblement installé dans son salon, et contre lequel tous les éléments domestiques qui l'entourent vont bientôt se liguier, depuis les casseroles jusqu'à la télévision, en passant par les meubles. Un siècle après l'invention du cinématographe, la révolte enchantée de la matière contre l'homme fait encore recette, dès lors que ce grand enfant exerce sa maîtrise en la mettant en scène.

J. M.

Film américain d'Alan Rudolph. Avec Emily Watson, Dermot Mulroney, Nick Nolte, Nathan Lane, Lesley Ann Warren, Britanny Murphy. (1 h 57.)

Des flics et des détectives bizarres, ce n'est pas ce qui manque au cinéma. Mais où a-t-on vu un privé aussi étrange que cette nuque de Trixie, qui ne cesse d'employer un mot pour un autre, professe une morale de cour d'école maternelle, a l'air aussi lente physiquement que mentalement ? Nul doute que c'est pour se défaire de cet élément encombrant que son supérieur l'a envoyée surveiller le casino d'une petite ville balnéaire. Avec son regard aussi naïf que celui du Douanier Rousseau, la détective Trixie découvre une faune stylisée et peinte en couleurs tranchées : l'imitateur noyant dans l'alcool sa carrière manquée, l'entraîneuse délurée, le bellâtre homme de main du caïd local, la poule de

Film américain de Robert Zemeckis, avec Harrison Ford, Michelle Pfeiffer, Diana Scarwid. (2 h 09.)

Claire Spencer a tout pour être heureuse. D'abord, c'est Michelle Pfeiffer qui l'interprète, ce qui lui évite de se poser des questions existentielles en découvrant son visage dans le miroir. Ensuite, son mari, Norman, a les traits de Harrison Ford et c'est un brillant scientifique. Ils habitent dans une somptueuse maison et leur fille vient d'être admise dans une prestigieuse université. Mais l'affiche, qui montre une main crispée sur le rebord d'un baignoire, nous a déjà alertés... D'abord, le mari s'appelle Norman, comme le propriétaire du motel Bates, qui accueillait Janet Leigh dans *Psychose*. Il faut donc se méfier de la salle de bains de la résidence Spencer. Bien équipée, mais mal aérée, celle-ci est vite envahie de vapeur d'eau, dans laquelle la Michelle Pfeiffer (qui, entre nous, s'est mal remise du départ de sa fille pour l'université) croit percevoir d'étranges phénomènes.

Aux Etats-Unis, le slogan qui agrémentait l'affiche d'*Apparences* dévoilait résolument le fin mot de l'histoire. La filiale française de la Fox a eu plus de considération pour les spectateurs potentiels, et l'on gardera ici sous embargo les ressorts dramatiques de ce long film. Si long que l'on se doute, pendant la première heure, que le

Une innocente en enfer

Trixie. Un étrange roman noir comique et décalé, porté par l'épatante Emily Watson

luxe de celui-ci, et le sénateur, grand fauve au milieu de cette basse-cour moyennement ragoûtante.

On se demande d'abord où veut en venir Alan Rudolph avec cette héroïne à manger du foin et cette histoire sans queue ni tête. Trixie, elle, va son bonhomme de chemin, énergique et sûre de son bon droit, rembarant le promoteur véreux lorsqu'il la tripote et affrontant tuteurs et puissants lorsqu'une affaire de chantage révélant les travers du politicien commence à laisser des cadavres dans son sillage. On voit alors se mettre en place un joyeux carnaval, qui donnera ses tonalités contrastées au film. Celui-ci possède un rare mérite : recourir aux vertus du burlesque sans jouer contre ses propres personnages.

Il y faut les talents combinés du scénario, de la mise en scène, et d'une excellente interprétation : tous conspirant à insuffler au trait caricatural qui dessine chaque personnage et chaque situation un lé-

ger tremblé. Parfois il ne vise qu'à installer une salutaire distance, parfois il justifie les basculements les plus improbables du récit. *Prima inter pares*, Emily Watson réussit sa meilleure composition depuis la révélation de *Breaking the Waves*, en décalant son personnage d'innocente obstinée du drame à la comédie. Sous ses traits, Trixie poursuit de toute l'assurance de son bon droit la traque apparemment perdue d'avance dans laquelle elle s'est lancée.

SUBTILEMENT HÉBÉTÉ

Cette manière de jouer simultanément sur la surface bariolée d'un comique outré et sur des arrière-plans plus nuancés, dont il révèle peu à peu la teneur sans amortir la charge comique, témoigne d'une virtuosité de mise en scène que Rudolph semblait avoir perdue depuis le milieu des années 80 (l'époque de *Choose Me*, de *Wanda's Café*), s'égarant depuis dans des projets plus ambitieux et moins convain-

cants. Mieux, elle permet au film de suggérer une vision d'un monde plaisamment contradictoire. Une vision désenchantée, où tous ont des petits secrets pas jolis-jolis, et chacun quelque chose de pire derrière ce qu'il laisse apparaître de lui-même. Une vision néanmoins dépourvue de cynisme, dans la mesure où la différence est clairement marquée entre le commun de l'humaine faiblesse et l'existence de véritables et dangereux salauds.

Ainsi, avec son humour subtilement hébété, sa peinture aux teintes si sombres qu'elles évoquent parfois le trou noir de la folie, et pourtant sa détermination à ne pas mettre toute l'humanité dans le même sac poubelle, *Trixie* se retrouve très proche d'un des meilleurs écrivains de roman noir, le grand fabuliste Jim Thompson, inspirateur caché de cette sombre comédie aussi politique que policière.

J.-M. F.

Dans l'enfer du couple américain

Apparences. Harrison Ford et Michelle Pfeiffer face aux terreurs de la salle de bains



Michelle Pfeiffer croit percevoir d'étranges phénomènes.

scénario de Clark Gregg nous trimballe, histoire de faire durer le plaisir. Il faut bien revenir au centre du film, au couple Harrison Ford-Michelle Pfeiffer. On sent alors que Robert Zemeckis voudrait que l'on cite Hitchcock à propos de son film. Et le réalisateur est assez habile pour accomplir quelques tours de passe-passe inspirés du maître.

MATRAQUER LE SPECTATEUR

Mais de l'idée de la peur au cinéma que se faisait Hitchcock, on ne trouvera pas trace dans *Apparences*. D'abord parce que le scénario zigzague entre au moins trois genres cinématographiques (le thriller conjugal, le film à énigme, et l'histoire de fantômes), ensuite parce le réalisateur se sert de

femme d'intérieur affolée par l'approche de la vieillesse est nuancé, vraisemblable, digne d'une dramatique télévisée de bonne qualité. En face, Harrison Ford tente d'approcher l'inégalable record du monde d'ambiguïté établi par Cary Grant dans *Soupons*.

Les effets spéciaux, les diables qui surgissent de la boîte (on est généralement prévenu de leur arrivée par une musique très explicative) sont traités à la manière du cinéma américain contemporain : comme des armes d'assaut destinées à matraquer le spectateur jusqu'à ce qu'il demande grâce. Tous ces éléments disparates trouvent un semblant d'unité dans une esthétique de l'image très apprêtée, style magazine de décoration. Et l'on s'aperçoit qu'on vient de passer deux heures au cinéma sans avoir vraiment vu de film.

T. S.

SYMBOLE DE SERVICE



Tél : 01 55 04 90 10
www.aeromexico.com

AEROMEXICO

HORS CHAMP

■ **Hommage à Chantal Akerman à la Cinémathèque française.** A l'occasion de la prochaine sortie, le 27 septembre, du nouveau film de Chantal Akerman, *La Captive*, librement adapté de *La Prisonnière* de Marcel Proust, la Cinémathèque française programme, du 14 septembre au 1^{er} octobre, l'intégrale de l'œuvre de la cinéaste. Soit une trentaine de films de formats et de genres très divers – du journal rageur de *Saute ma ville* (1968) au lyrisme documentaire de *Sud* (1999), en passant par la revisite inspirée du burlesque (*J'ai faim, j'ai froid*, 1984) ou de la comédie musicale (*Golden Eighties*, 1986) –, qui dessinent un itinéraire d'une cohérence et d'une liberté exceptionnelles, à travers lequel s'accomplissent une des très grandes figures de la modernité cinématographique.

■ **Petite reine et cinéma.** A l'initiative du cinéma Jean-Eustache de Pessac et de l'association bordelaise Vélo-cité, une programmation et un tarif (20 F) spéciaux seront proposés, le dernier dimanche de l'été (17 septembre), aux spectateurs venus à bicyclette. Ils pourront y voir *Pee Wee Big Adventure* de Tim Burton, *Le Voleur de bicyclette* de Vittorio De Sica, *Le Cycliste* de Mohsen Makhmalbaf et *Cyclo* de Tran Anh Hung. Tous en selle. Renseignements au 05-56-46-00-96.

Yves Goulais, l'histoire d'un « naufragé » en Pologne

Le metteur en scène français, condamné à quinze ans de prison, réalise des films avec ses codétenus

CRACOVIE
correspondance

Yves Goulais est un metteur en scène acharné. Sans hésitation, il met en place le plan d'action pour son équipe dans les bureaux des anciens dépôts de Philip Morris, où l'odeur de tabac, mêlée à celle du whisky qui y était aussi stocké, offre à ce lieu une atmosphère de western. Mais il s'agit ici plutôt d'un « eastern », puisqu'on tourne une version personnelle de *Crime et Châtiment* de Dostoïevski. « On a cherché dans la région où tourner les scènes en Sibérie », explique Yves Goulais. Ce cinéaste de trente-neuf ans est originaire de Nantes. Il est incarcéré en Pologne depuis 1991, ce pays est pour lui devenu un destin dont il ne peut, ni ne veut se séparer. Il évoque son amour pour la Pologne où il rencontre sa femme, et la tragédie qui changera sa vie. Le 10 octobre 1991, Yves Goulais tue par arme à feu sa femme, Zuzanna Lesniak, et l'amant de celle-ci, un chanteur de charme célèbre dans toute la Pologne, Andrzej Zaucha. Puis il se rend à la police.

Yves Goulais était venu en Pologne pour la première fois en 1981. Il était comédien dans une troupe de théâtre qui donnait à Cracovie *Victimes du devoir*, de Ionesco. Il a le coup de foudre pour ce pays. Il revient à Cracovie en 1997, lors d'un

stage avec l'école nationale de théâtre. Cela marque un tournant dans sa vie et aboutira à un *Dom Juan* de Molière, au célèbre Théâtre Stary, à Cracovie. Pendant les répétitions à l'école de théâtre, il rencontre une jeune étudiante en art dramatique : Zuzanna Lesniak, qu'il épouse au bout d'un an. Leurs amis les voient comme un couple heureux...

Aujourd'hui, Yves Goulais parle de ses projets de cinéma, commencés petit à petit dans le cadre de la prison après qu'il avait effectué les six premières années de sa peine. Il évoque les films qu'il aime, comme *Magnolia*, de Paul Thomas Anderson, ou *Breaking the Waves*, de Lars von Trier, « un chef-d'œuvre ». « Quant à mon crime... On peut parler de mon crime sans parler des films que je fais, mais on ne peut pas parler des films sans parler du crime. »

Il livre donc son récit des événements qui l'ont conduit au meurtre. Rentrant d'un voyage en Ecosse, il trouve la porte de son appartement fermé de l'intérieur. Craignant pour la santé de sa femme, qui ne répond pas, il enfonce la porte. « Il y avait là Andrzej, un ami que nous voyions assez souvent, en train de se chauffer, Zuzanna sur la mezzanine de la chambre. » Il le frappe et le menace de mort. Et, « en quinze jours, tout a basculé ». Yves Goulais affirme qu'il

va demander le divorce, il retourne en France où il achète une arme. « J'ai traversé trois frontières avec cette arme automatique. » Sur le parking du Théâtre Stu, où Zuzanna et Andrzej jouent ensemble dans une comédie musicale, il attend.

« On peut parler de mon crime sans parler des films que je fais, mais on ne peut pas parler des films sans parler du crime »

« Quatre heures plus tard, vers 9 heures du soir, les deux amants sont sortis du théâtre. » Yves tire sur Andrzej à plusieurs reprises – Zuzanna s'interpose et une balle l'atteint. Tous les deux sont morts quand Yves se rend à la police.

C'est à la prison de haute sécurité de Montelupich, tout près de Cracovie, qu'Yves Goulais, condamné à quinze ans d'emprisonnement en 1992, effectue les six premières an-

nées de sa peine. L'éducateur de la prison Montelupich, Zygmunt Lizak, raconte que Yves Goulais s'est obstiné à rester dans cette prison, alors qu'il aurait pu être transféré dans un autre établissement, semi-ouvert. « Je voulais être puni », dit-il seulement. En 1996, sa mère envoie au président Kwasniewski une demande de grâce. « Même si la porte était ouverte, je ne sortirais pas », lui dit son fils. Depuis un an et demi, il aurait pu bénéficier d'une liberté conditionnelle. Il a refusé.

Yves Goulais se trouve aujourd'hui dans une prison ouverte, où il bénéficie d'un régime particulier. On lui a proposé de faire du cinéma et de tourner un court métrage avec ses codétenus. « Petit à petit, je m'y suis mis », raconte-t-il. Ainsi il a tourné avec une caméra empruntée et « les moyens du bord ». Son premier film tourné en prison, *L'Odyssée de Harry et de son lit*, a obtenu un prix au festival du film de fiction de Gdynia en 1998. Le deuxième, *Exit*, a été récompensé par le premier prix au festival des courts métrages à Opole, près de Cracovie, en mai 2000. On y voit un prisonnier, le jour de sa sortie, se prêtant à toutes les petites démarches quotidiennes et jouant même des mauvais tours à son codétenu, caché sous une couverture de feutre : hu-

mour noir dans un univers clos où tout espoir est vain, le prisonnier finalement restera derrière les barreaux.

Yves a le droit de sortir pendant quatre heures par jour pour préparer les deux courts métrages qui lui ont été proposés par une productrice d'Arte, d'après *Crime et châtiment*, de Dostoïevski. Plutôt hésitant au début, il a fini par accepter. « Quand je me promène à Cracovie librement, ce n'est pas facile pour moi. Il a fallu du temps pour en arriver là. » Notamment pour surmonter la crainte de rencontrer dans la rue la fille d'Andrzej – « j'aurais honte » – à qui il verse une somme d'argent mensuelle. On voit bien qu'il est gêné, il fuit les agréables terrasses de la grande place de Cracovie. Se tenant toujours à l'écart des foules, des espaces ouverts, des lieux trop fréquentés, il garde la tête baissée et un air méfiant. « Un jour ou l'autre, je sortirai, je serai un homme libre. Mais la tragédie restera toujours en moi », conclut-il. Le jour où Yves Goulais retrouvera sa liberté, il choisira de rester dans cette Pologne, qui, par les hasards du destin, est devenue son pays. Il n'ajoute qu'un mot : « En fait, mon seul but, c'est de ne plus nuire à personne. »

Nathalie Pade

Coups fourrés dans la salle obscure

L'Affaire Marcorelle. Un polar métaphysique aux ambitions vastes et contradictoires

Film français de Serge Le Péron. Avec Jean-Pierre Léaud, Irène Jacob, Mathieu Amalric, Philippe Khorsand, Dominique Reynmond. (1 h 34.)

S'il y a péril à chercher dans le trajet personnel des réalisateurs l'explication de leurs films, on peut tout de même en tirer quelques hypothèses. On retrouve, dans *L'Affaire Marcorelle*, beaucoup de ce que l'on sait de Serge Le Péron. Sa cinéphilie proche de la nouvelle vague, qui donne à la salle de cinéma une place centrale dans cette fiction. Son ancienne appartenance à la rédaction des *Cahiers du cinéma* qui se traduit par la présence de Jean-Pierre Léaud en auteur d'un scénario tissé de références aux maîtres, de Lang et Hitchcock à Buñuel et Cocteau. On y retrouve également la trace des engagements du réalisateur, depuis la nostalgie du gauchisme jusqu'à la participation de Le Péron au combat pour les sans-papiers et son rôle éminent au sein du Syndicat des cinéastes.

Le film mêle en effet une trame politico-policière – compromissions des notables dans une ville de province, trafic de main-d'œuvre et proxénétisme, acti-

visme de membres du Syndicat de la magistrature contre le conformisme de l'appareil judiciaire – à une chaîne psychologique, forgée de sentiment de culpabilité, de regrets d'une jeunesse qui avait cru dans l'avenir, et finalement de doute sur la réalité elle-même.

Vaste programme, qui pourrait s'expliquer par une autre donnée biographique : la trop longue attente de ce deuxième long métrage de fiction après *Laisse béton*. Seize ans se sont écoulés depuis cet (excellent) début. Tandis que le film saute d'un registre à l'autre, on ne peut se retenir de songer que son auteur a accumulé trop d'idées, trop d'envies.

Les comédiens portent ce fardeau avec vaillance, mais une certaine raideur. Un seul se sauve vraiment, Mathieu Amalric, grâce au coup de génie de lui avoir confié le contre-emploi d'un « méchant » aussi stupide que veule, qui offre des scènes jubilatoires. Alors que de situations oniriques en retrouvailles de copains, de morceaux de comédie en bagarres entrelardées d'introspection, le reste du film peine à trouver l'élan qui aurait rassemblé toutes ces idées éparées.

J.-M. F.

Dans la neige, les enfants de la détresse

Un temps pour l'ivresse des chevaux. Une première œuvre stylisée, tournée au Kurdistan iranien

Film iranien de Bahman Ghobadi. Avec Nezhad Ekhtiar-Dini, Amaneh Ekhtiar-Dini. (1 h 17.)

Les lettres du générique s'inscrivent sur un fond noir. On entend deux voix différentes. Un homme, avec le ton intimidant d'un quelconque porteur d'autorité (instituteur, policier ?) interroge un enfant, lui demande ses origines, l'endroit où se trouvent ses parents, des précisions sur ses frères et sœurs. Une petite fille lui répond. Avant même de débiter son récit, *Un Temps pour l'ivresse des chevaux* semble utiliser un moyen déjà éprouvé et très vite reconnaissable. On pense, évidemment, au cinéma d'Abbas Kiarostami (dont Ghobadi fut l'assistant), qui s'est notamment construit sur cette ruse rhétorique : évoquer le monde non seulement en faisant parler les enfants mais en pointant la relation de terreur qui les lie aux adultes.

Pourtant le film de Bahman Ghobadi s'écarte très vite de cette hypothèse. Si les très jeunes pro-

tagonistes de son histoire subissent le joug de la société des grandes personnes, ils sont en fait déjà contraints de quitter le monde de l'enfance. La petite fille qu'on entend derrière les mots du générique, Amaneh, vit avec ses quatre frères et sœurs dans les montagnes du Kurdistan iranien, près de la frontière. Une région où la contrebande de marchandises, transportées vers l'Irak à dos de mulets, constitue l'activité principale des villageois. Pendant une de ces expéditions, le père meurt. Ayoub, l'un des frères, prend la responsabilité de la famille. Il n'est pas l'aîné, celui-ci, Madi, a quinze ans mais est handicapé, petit homme pathétique à la voix d'enfant, au corps minuscule et aux membres déformés.

La quête désespérée des moyens d'une autonomie matérielle (exigeant autant de la nourriture que des cahiers pour l'école) permettant aux cinq enfants de survivre constitue l'essentiel du récit, tout entier tendu vers la recherche par les gamins de l'argent qui permettrait de sauver Madi. Celui-ci doit, sous

peine de mourir en quelques semaines, se faire opérer en Irak. Ayoub décide alors de faire partie de ces voyages dangereux, où le transport de gigantesques pneus de camion accrochés au flanc des mules dopées à l'alcool est sans cesse menacé par les embuscades ou les explosions de mines.

UN DON « EX ABRUPTO »

Très remarqué lors du Festival de Cannes, où il partagea la Caméra d'or avec *Djomeh*, autre premier film d'un réalisateur iranien, Hassan Yektapanah, *Un temps pour l'ivresse des chevaux* ne se réduit pas à un constat édifiant. Rien n'y est asséné de l'horreur d'un monde où l'activité des enfants se réduit aux besoins élémentaires de la survie. Les événements dramatiques (la mort du père, les embuscades sur la montagne) ont lieu hors-champ. La violence éclate fréquemment (bagarres des gamins qui se précipitent pour être embauchés, contrebandiers qui s'écharpent au sujet de leur salaire), mais le film ne la montre qu'au détour du plan, comme inhérente à cet uni-

vers. La réalisation rend ainsi sensible l'âpreté de l'existence d'enfants exploités, quand ils ne sont pas eux-mêmes des marchands – une des sœurs se vend, littéralement, à l'homme qui veut l'épouser.

Court et vif, *Un temps pour l'ivresse des chevaux* oscille sans cesse entre la tentation esthétique d'une composition plastique des images, d'arrangements chromatiques (les habits des enfants disposant leurs taches de couleur dans le blanc de la neige) et la conscience que toute insistance « artiste » échouerait à capter l'énergie de ses personnages et le chaos de l'univers dans lequel ils baignent. Bahman Ghobadi semble avoir le don de saisir ses orphelins *ex abrupto*, silhouettes sillonnant en courant, autant pour aller vite que pour résister au froid, de rudes paysages de montagne, transportant comme une poupée leur frère malade, auquel ils n'hésitent jamais, par un baiser ou une carresse, à exprimer leur amour.

Jean-François Rauger

Le magazine du scénario N°9

synopsis
Le magazine du scénarioCinéma
Télévision
Ecriture
Livres
Multimédia

Le guide pratique du scénariste

www.6nop6.com

NOUVELLE FORMULE
En vente chez votre marchand de journaux

CAHIERS DU CINÉMA

IL ETAIT UNE FOIS EASTWOOD
entretien exclusifKippour d'Amos Gitai :
les sentiers de la guerreYi Yi d'Edward Yang :
l'alchimie des sentiments549
SEPTEMBRE 2000

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 35 F

-50% du 15 au 23 septembre-

COMÉDIE des CHAMPS-ÉLYSÉES
DIRECTION MICHEL FAGADAU

CHRISTOPHE MALAVOY
ISABELLE GELINAS
PHILIPPINE LEROY-BEAULIEU
JEAN-PIERRE MALO

ON NE SAIT COMMENT

de LUIGI PIRANDELLO
Adaptation de HERVE PETIT et CARLO RATTAZZI
Mise en scène de MICHEL FAGADAU
avec PIERRE AUSSÉDAT

Télérama un événement
Loc: 01 53 23 99 19
www.theatrespriives.com

HORS CHAMP

■ **RESSORTIE** : *Apocalypse Now* doit ressortir en salles dans une version nouvelle. Francis Ford Coppola prépare à Los Angeles un remontage de son film couronné à Cannes en 1979. Cinquante minutes seraient incluses dans la nouvelle version d'*Apocalypse Now*. On ne sait pas si 50 minutes seront enlevées de la première version pour respecter la longueur originelle de 150 minutes.

■ **EXPLOITATION** : baisse de 60 % du prix des places de cinéma en Australie. Les trois principaux circuits de salles australiens ont décidé de baisser le prix du ticket de cinéma de 60 %, anticipant la probable désaffection des salles obscures durant les Jeux olympiques qui ne manqueront d'attirer les Australiens dans les stades ou de les retenir devant leur téléviseur. Les producteurs hollywoodiens ont réagi différemment devant cette désaffection prévisible des salles en ne sortant presque aucune nouveauté aux Etats-Unis durant la période des Jeux olympiques.

■ **PRODUCTION** : Luc Besson ne renouvelle pas son accord de développement avec la Fox. Signé en janvier 1999, cet accord sera resté stérile. Le réalisateur français doit écrire et produire un film pour l'acteur hongkongais Jet Li. Besson prépare aussi une nouvelle société de production à dimension internationale.

Manœuvres autour d'une carte d'abonnement

Face au succès de la carte UGC, le camp des indépendants paraît moins soudé

LA CARTE d'abonnement illimité promet décidément d'être le feuilleton cinématographique de l'automne. Résumons les épisodes précédents. Le premier acte est signé le 29 mars par UGC, qui lance sur le marché une carte mensuelle à 98 francs, permettant aux spectateurs l'accès à un nombre illimité de films dans son réseau. Deuxième acte : cette offre est suspendue le 9 mai, à la demande du ministère de la culture, qui a préalablement saisi le Conseil de la concurrence. Troisième acte : l'absence de mesure conservatoire à l'égard du groupe encourage celui-ci à relancer la commercialisation à dater du 26 juillet, encourageant alors les foudres de Catherine Tasca qui menace le distributeur de sanctions financières.

Quatrième acte enfin : le 2 août, Pathé lance à son tour une carte, aux mêmes conditions, mais en limitant son application à l'agglomération de Nantes, où les deux groupes sont en concurrence directe. Le 24, Gaumont fait de même, toujours à Nantes, et Marin Karmitz, qui avait demandé en juin l'interdiction de la carte, annonce le 31 août qu'il lancera la sienne, dans des conditions encore plus avantageuses, dès la rentrée, et qu'il dévoilera ses batteries lors d'une conférence de presse qui devait se tenir mardi 12 septembre.

On en est là, avec quelques certitudes, et davantage de questions en suspens.

La satisfaction du public est la principale certitude : UGC a vendu plus de cent mille cartes, dont l'effet n'a pas tardé à se faire sentir : les salles du circuit ont connu une augmentation spectaculaire de la fréquentation, tout particulièrement dans ses trois multiplexes des Halles, de Bercy et de Rosny (entre 30 % et 70 % par rapport à 1999).

DOUBLE RIPOSTE

En revanche, trois grandes questions au moins demeurent pour l'heure non résolues. La première concerne la décision des deux principaux concurrents d'étendre ou non au territoire national leur propre carte, pour l'instant circonscrite au « laboratoire » nantais. Ici et là, on laisse entendre qu'il pourrait en être question, tout en subordonnant cette décision aux négociations actuellement en cours entre les pouvoirs publics et les professionnels.

La deuxième est la réaction des indépendants, dont le camp ne paraît plus aussi soudé qu'il y a quelques semaines. Outre la décision de Marin Karmitz de lancer sa propre carte, la proposition faite par UGC d'associer au processus les salles qui ne disposent pas d'un nombre suffisant d'écrans, en leur

remboursant 33 francs à chaque entrée, semble en séduire plus d'un. Reste que nombre d'associations d'exploitants indépendants, tel l'Affca, l'ARP ou Cinémas de recherche, y demeurent farouchement hostiles et ont déposé une plainte pour abus de position dominante auprès du Conseil de la concurrence. Les cinémas CNP, dirigés par Galeshka Moravioff à Lyon, ont, quant à eux, assigné UGC devant le tribunal de commerce lundi 11 septembre.

Le ministère de la culture semble partagé entre la nécessité de freiner une concurrence sauvage qui profite aux plus forts et le désir d'avaliser le succès populaire de l'offre dont UGC a pris l'initiative, en négociant une formule qui pourrait concilier tous les secteurs de la profession. D'où une riposte double : d'une part, la saisie de la commission de contrôle du CNC pour infraction aux articles 24 et 25 du code de l'industrie cinématographique (la carte ne tenant pas compte des différents tarifs du billet, elle empêcherait la transparence de la remontée des recettes) ; de l'autre, l'étude et les consultations mises en œuvre par le même CNC d'un projet de carte similaire pour les exploitants indépendants.

J. M.

Eloge du moins-disant

Les Antiquités de Rome. Rousseau dessine un beau poème, apaisé et formaliste

Film français de Jean-Claude Rousseau. (1 h 45.)

Le film s'ouvre sous le signe du désappointement, avec une citation de Joachim Du Bellay, « *Nouveau venu, qui cherche Rome en Rome / Et rien de Rome en Rome n'aperçoit* ». Il se compose de chapitres, dont les intitulés désignent pour la plupart des monuments romains. On les verra, pas tout de suite. D'abord un très long plan, d'une petite chambre d'hôtel, image super-8 coupée en deux par la porte d'une armoire à glace. C'est vide, on attend. Comme on attend, on voit que ce n'est pas si vide que cela. D'infimes événements, mouvements de lumière, passages hors champ de quelqu'un, léger déplacement du miroir, se produisent. La bande-son bourdonne de bruits de la rue latine, une voix énonce une phrase assez banale, la répète. Etaient-ce exactement les mêmes mots ? Quelque chose a-t-il changé ? Voilà le dispositif de Jean-Claude Rousseau.

Misant tout sur la puissance d'enregistrement du cinéma, il n'est ni le premier ni le seul. L'étonnement, et le plaisir, que procure son film tient à sa manière minimale d'exploiter ce qui peut être capté par la caméra. Rousseau « baisse l'image », comme on dit qu'on baisse le son. Parfois, il ne se passe vraiment rien, ce n'est pas désa-

gréable, au contraire, cette stase, cet entre-deux de la forme et du discours. Parfois, il apparaît... ce que chacun voudra, une telle mise en scène étant exercice de liberté. Par exemple, dans l'ouverture au sommet de la coupole du Panthéon, une lune inédite et bleue, pleine, et ourlée d'un fin croissant d'un autre ton. Ou cet étrange carré noir au forum de Trajan, bouche d'ombre qui avale et rejette deux passants, scène onirique de drague homosexuelle, invitation au voyage infernal où Dante et Orphée, Virgile et Cocteau se croisent à angle droit. Pourquoi pas ?

Au milieu de cet épice de la culture mondiale, de ce cœur du bazar touristique et du folklore marchand, il faut le calme des

chambres, le tremblé comique des gestes quotidiens, un sautilllement dans le soleil. Si l'on y regarde à deux fois, selon l'expression populaire, passent comme un Tibre le bruit du monde et des rites, les moteurs de Fiat et le luxe aboli des anciens empereurs et des nouveaux pontifes.

EXTRÊMEMENT HABITÉ

Après Jean-Marie Straub et Marguerite Duras, après Alain Fleischer et Vincent Dieutre, un regard arase plus encore la pompe historique et la mousse narrative. C'est « expérimental », comme on dit. Rimes et répétitions évoquent un modeste et savant Oulipo d'images et de sons. Mais c'est aussi extrêmement habité. Ce doit être lui, Rousseau,

cet homme qu'on entrevoit dans les chambres, dans les rues, parfois avec sa petite caméra. Il est l'homme à la fenêtre carrée du format 1/33, trouée de mille autres fenêtres, passages, figures géométriques. Il broche des autoportraits éclairés comme des Vermeer. C'est rigolo, un peu triste, ces deux oreillers d'une blancheur esseulée sur lesquels le contraste seul fait un creux. Et étrangement doux, cette non-insistance des images et des sons. A la fin, après une autre citation de Du Bellay, Jean-Claude Rousseau signe seul son film, comme un peintre ou un écrivain signe son tableau ou son livre. Il a raison.

J.-M. F.

NOUVEAUX FILMS

PRINCESSES

■ Le spectateur, auquel la projection en laisse largement le temps, peut imaginer pourquoi ce film a été inventé (pour exprimer la colère des filles contre les mauvais traitements et l'absence des pères), de quel style il se réclame (le hard rock), sur quel ressort dramatique il est bâti (une question d'arithmétique-gag : deux demi-sœurs font-elles une sœur entière ?). Mais cela justifie-t-il de lancer ainsi des acteurs et actrices dans des actions

absurdes, d'empiler n'importe comment les clichés de scènes d'action ou de psychologie dont la seule raison d'être semble l'effet-choc à tout prix ? Bref, de clamer des prétentions autistes aussi assourdissantes que les crux alternativement poussés par les deux héroïnes, la bourgeoise et la zornarde, qui, s'étant découvert un père commun lorsque celui-ci fut soupçonné d'avoir assassiné une tierce demoiselle, se lancent dans une course au trésor œdipien où rôde Jean-Hugues Anglade déguisé en grand

méchant loup. Et alors ? J.-M. F. Film français de Sylvie Verheyde. Avec Emma de Caunes, Karole Rocher, Jean-Hugues Anglade, Jeannick Gravelines, Johan Leysen. (1 h 35.)

LA COUPE D'OR

■ Cette nouvelle adaptation de Henry James par un cinéaste qui n'en finit plus de filmer l'Angleterre victorienne et post-victorienne apparaît plus vaine que jamais. James Ivory pourrait filmer ainsi avec le même savoir-faire, en faisant preuve du même académisme une dizaine de films pareils sans qu'on y voie la différence. Un aristocrate italien ruiné se marie avec la fille d'Adam Verver, riche collectionneur d'art. Le prince avait auparavant une liaison avec une Américaine qui, par un étrange hasard, devient l'épouse d'Adam Verver. Ce mariage est complètement figé dans une reconstitution d'époque rigoureuse mais poussiéreuse. Une interprétation poussive (Uma Thurman et Jeremy Northam ont rarement été aussi médiocres) et une durée excessive ne relèvent pas non plus l'intérêt de ce mélodrame.

Samuel Blumenfeld Film anglais de James Ivory. Avec Jeremy Northam, Nick Nolte, Uma Thurman, Kate Beckinsale. (2 h 10.)

KIPPOUR

Lire page 30.
L'AFFAIRE MARCORELLE
Lire page 32.
ON N'EST PAS DES SAUVAGES !
Lire page 31.
LES ANTIQUITÉS DE ROME
Lire ci-dessus.
JULIEN DONKEY-BOY
Lire page 30.
APPARENCES
Lire page 31.
TRIXIE
Lire page 31.
UN TEMPS POUR L'IVRESSE DES CHEVAUX
Lire page 32.
ENDURANCE
LA VALLÉE CLOSE
La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

Les meilleures entrées en France

FILMS	nombre de semaines d'exploitation	NOMBRE D'ENTRÉES	NOMBRE D'ÉCRANS	% d'évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie	
1	Space Cowboys	1	276 935	431	—	276 935
2	60 secondes chrono	3	207 224	659	▽ - 59 %	1 775 375
3	O'Brother	2	197 939	394	▽ - 46 %	832 890
4	U-571	1	154 541	488	—	154 541
5	Harry, un ami qui...	5	143 947	411	▽ - 42 %	1 203 875
6	X-Men	4	100 217	434	▽ - 58 %	1 635 788
7	La Famille Foldingue	2	100 095	462	▽ - 64 %	427 207
8	Mission impossible 2	2	63 277	372	▽ - 60 %	3 912 607
9	High Fidelity	1	46 375	135	—	46 375
10	Sade	3	42 557	228	▽ - 55 %	328 356

* Période du mercredi 6 septembre au dimanche 10 septembre inclus

A première vue, le tableau ci-contre témoigne de l'écrasante domination hollywoodienne. C'est vrai, mais de manière un peu plus nuancée qu'il ne semble. D'abord, il faut remarquer à nouveau la performance exceptionnelle de *Harry...*, il y a six mois, film d'auteur inconnu au bataillon du star-system, il y a quatre mois, remarqué grâce au Festival de Cannes, aujourd'hui marchant sur les traces du premier phénomène de l'année, *Le Goût des autres* d'Agnès Jaoui. Ensuite, le critère de nationalité n'est pas complètement pertinent, et le succès du film des frères Coen (autre événement cannois) salue un cinéma d'une autre nature que les produits de l'industrie hollywoodienne – fussent-ils aussi bien profilés que *Space Cowboys*, le vainqueur de la semaine. Enfin, les « gros films » américains sont loin d'enregistrer pour la plupart des scores à la hauteur de leurs ambitions, et seul leur nombre assure l'ampleur de leur domination. Il reste qu'on aurait aussi aimé voir *Aïe* ou *Sauve-moi* obtenir mieux que leurs 24 000 et 8 000 entrées respectives.

Source : "Ecran total"

SORTIR

PARIS

Accents australiens

A la veille de l'ouverture des Jeux olympiques de Sydney, l'exposition de peintures et sculptures « Accents australiens », déjà présentée au début de l'été, refait sa rentrée à l'ESPACEadamskiDESIGNS... à Paris. Si l'art aborigène, richesse de la culture australienne, perpétue le souvenir du temps mythique de l'origine et de la création du monde, les œuvres présentées se révèlent étonnamment modernes. Le visiteur pourra apprécier les créations de Linda Syddick, Helicopter, Dave Pwerle Ross, ainsi que des productions d'artistes locaux influencés par l'art moderne européen, tels Ann Thomson, Wilma Tabacco ou Christopher Croft.

Accents australiens, ESPACEadamskiDESIGNS..., 11, rue de Saintonge, Paris 3°. Du 12 au 28 septembre, du mardi au samedi

de 14 heures à 19 h 30 et sur RDV. Entrée libre. Tél. : 01-44-54-80-90.

BIARRITZ

Le Temps d'aimer

L'électisme revendiqué du festival de danse Le Temps d'aimer, à Biarritz, permet de voir des spectacles contrastés, mais tous aussi passionnants les uns que les autres. Pour clore cette édition 2000, le groupe Kubilai Khan Investigations présente *SOY*, propos sur le chaos parfaitement maîtrisé (13 septembre) ; le Ballet du Nord déploie son talent dans deux courtes pièces très expressives de sa directrice, Maryse Delente (14 septembre) ; la compagnie d'Annette Leday fusionne la danse contemporaine et le kathakali indien dans *Cendrillon, ailleurs* (15 septembre). Enfin, la pièce-culte de Maguy Marin *May B* et la compagnie basque Maritzuli combleront les fans de danse les plus différents. Festival de danse, Biarritz culture, Javalquinto, Biarritz (64). Jusqu'au 17 septembre. Tél. : 05-59-22-44-66.

GUIDE

FESTIVALS CINÉMA

Lumière sur les chefs opérateurs, du 9 au 17 septembre. Quatre séances par jour animées par les rédacteurs de *Positif*, en présence des chefs opérateurs : Journée Jack Cardiff : *Les Chaussons rouges* de Michael Powell et Emeric Pressburger (1947), 14 heures ; *Montmartre nocturne* de Jean-Claude Bernard (1954) suivi de *L'Odyssee de l'African Queen* de John Huston (1952), 16 h 30 ; *Le Narcisse noir* de Michael Powell et Emeric Pressburger (1947), 19 heures ; *La Comtesse aux pieds nus* de Joseph L. Mankiewicz (1954), 21 h 30. Forum des Images, Porte Saint-Eustache, Forum des Halles, Paris-1°. Le 13 septembre. 30 F la séance (25 F tarif réduit). Tél. : 01-44-76-62-00 ou 01-44-76-63-33 (à partir de 13 heures).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Leonidas Kavakos (violin), Kim Kashkashian (alto), Miklos Perenyi (violoncelle). Bach-Mozart, Hindemith, Mozart. Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris-1°. Le 13 septembre, 20 heures. De 100 F à 135 F. Tél. : 01-40-20-84-00.

Richie Beirach, Gregor Huebner Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1°. Les 12, 13 et 14 septembre, 21 heures. 100 F. Tél. : 01-42-33-22-88.

Marc Berthoumioux Quintet Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1°. Les 13, 14, 15 et 16 septembre, 21 heures. 80 F. Tél. : 01-40-26-46-60.

Michel Graillier Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris-1°. Le 13 sep-

tembre, 22 h 30. 80 F. Tél. : 01-42-36-01-36.

Zion is a Freestyle

OPA (offre publique d'ambiance), 9, rue Biscornet, Paris-12°. Le 13 septembre, 20 heures. 40 F. Tél. : 01-49-28-97-16.

Steely Dan

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9°. Le 13 septembre, 20 h 30. De 200 F à 350 F. Tél. : 01-47-42-25-49. Duo klezmer Peylet-Cuniot La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, Paris-5°. Du 13 au 15 septembre, 21 heures. De 70 F à 90 F. Tél. : 01-47-07-22-11.

Jacques Grober

Le Train de vie, 85, rue de la Verrerie, Paris-4°. Le 13 septembre, 21 h 30. Tél. : 01-42-77-33-80. 90 F.

RÉGIONS

City Contemporary Dance Company Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. Du 13 au 16 septembre, 20 h 30. De 110 F à 150 F. Tél. : 04-72-07-00-00.


Daniel Yeung and y.d.theARTer Salle Gérard-Philipe, 46, cours de la République, 69 Villeurbanne. Le 13 septembre, 19 h 30 ; les 14 et 15 septembre, 20 h 30. De 70 F à 100 F. Tél. : 04-72-07-00-00.

Jean-Claude Gallotta Théâtre national populaire, 5, place Lazare-Goujon, 69 Villeurbanne. Le 13 septembre, 19 h 30 ; le 14 septembre, 20 h 30. De 110 F à 130 F. Tél. : 04-72-07-00-00.

Mercredi 13 septembre,

l'équipe des Nuits de la Correspondance de Manosque présente une lecture croisée entre Yves Bichet et Michel Houellebecq (correspondance et poèmes) à 19 heures précises à

l'Auditorium Saint-Germain (4, rue Félibien - 75006 Paris).




France 2
Partageons plus que des images.

Laurent Ruquier et son équipe

"On a tout essayé", un mardi sur deux à 22 h 30.

Attention : quand ils testent ils peuvent détester.



EN VUE

■ Menacée, à Maclean, par un lycéen muni d'un extincteur ; arrachée de justesse, à Kimia, des mains d'un homme qui voulait la jeter à la mer ; lâchée un instant par un vieux relayeur mort en chemin, toujours vive, la flamme olympique a fait son entrée dans Sydney.

■ Les syndicalistes britanniques ont ouvert leur congrès annuel, lundi 11 septembre à Glasgow, en faisant parader un porc de 300 kilos, en référence aux gros salaires des patrons.

■ Ziyahidine Mamajanov, Kirghize parti en carrosse de Frounze à la rencontre de Jacques Chirac pour honorer une invitation de Charles VI, roi de France, à Tamerlan, reste bloqué à la frontière polonaise par les services vétérinaires qui refusent l'entrée de ses chevaux.

■ Les magistrats, greffiers et secrétaires du palais de justice de Metz se sont prononcés – à bulletin secret – pour le maintien du Christ en croix, œuvre de Théodore Devilly, peintre lorrain, accroché dans la salle de la cour d'assises.

■ « Je défendrai en priorité les valeurs et les sites chrétiens. Je n'ai pas d'argent pour le reste », écrit pour s'opposer à la construction d'une mosquée Jacques Peyrat, sénateur et maire de Nice, où vivent 30 000 musulmans.

■ « Si j'étais un dictateur, il y a longtemps que nous aurions placé sa tête sur un plat, comme dans la Bible », a précisé, vendredi 8 septembre, à propos de Ian Smith, ancien premier ministre, Robert Mugabe, président du Zimbabwe, devant une assemblée de fidèles dans l'église baptiste Mount Olivet à New York.

■ Comme le code pénal jordanien exempté de lourdes peines les auteurs de crimes d'honneur, le meurtrier, après avoir tué sa sœur, divorcée, parce qu'elle avait un amant, a pu tranquillement se rendre, mercredi 6 septembre, au commissariat de Seiman.

■ Les Jordaniens soignent leurs concombres à l'approche de Shnat Shmita, année sabbatique, pendant laquelle les Israéliens ultra-orthodoxes ne cultivent pas de légumes et les achètent à des non-juifs en dehors des frontières bibliques de l'Etat hébreu.

■ Les amis des bêtes malaisiens portent plainte contre Indira Suiranti qui veut battre le record de son père en passant plus de 35 jours dans une cage en compagnie de 250 cobras.

■ Réservant leur carburant pour les urgences, les pompiers du Doubs ne sauveront plus les chats perchés dans les arbres.

Christian Colombani

La fin de l'antisémitisme chrétien ?

« Sens », la revue de l'Amitié judéo-chrétienne de France, dirigée par Paul Thibaud, s'interroge sur la portée des actes récents de repentance des Eglises

« EST-CE LA FIN de l'antisémitisme chrétien ? C'est la question que pose Sens, la revue de l'Amitié judéo-chrétienne de France (AJCF), fondée en 1948 par Jules Isaac, Edmond Fleg et Jacques Madaule, aujourd'hui présidée par Paul Thibaud. Sens est la seule publication en France où juifs et chrétiens écrivent « à parité ». Dans son numéro d'été, elle amorce le débat : faut-il mettre au compte d'éclaircies passagères les signes d'amélioration des rapports entre juifs et chrétiens, comme le voyage du pape à Jérusalem et les déclarations de « repen-

tance » des Eglises ? Ou est-on à la veille d'une révision profonde de mentalités ?

L'Histoire est ici un passage obligé. C'est d'abord Daniel Lindenberg qui rend un surprenant hommage au Père Joseph Bonsirven (1880-1958), exégète militant, démiurge de l'antisémitisme chrétien, combattant La Libre Parole de Drumont, ce qui, au début du siècle en milieu catholique, n'était pas une mince affaire. André Encrevé, historien protestant, raconte comment les héritiers de la Réforme furent isolés dans leur parti pris



pro-dreyfusard. Et si Jean-Marie Mayeur analyse l'antisémitisme catholique comme un moment singulier d'une « crise » française, il convient qu'il fut « rendu possible par un antisémitisme diffus durable ». Mais la contribution histori-

quement la plus éclairante est celle de Pierre Pierrard, montrant comme il est fallacieux de distinguer l'antijudaïsme (de nature religieuse, théologique) et l'antisémitisme. Pour illustrer cette « symbiose », il analyse l'influence de Charles Maurras dans les mentalités françaises.

INSTRUMENT DE RÉFÉRENCE

Et aujourd'hui ? La revue Sens mesure les progrès – « un passé circonscrit » –, mais souligne le devoir de vigilance contre le retour à « un passé détestable » (Paul Thibaud). Patrick Desbois, délégué de l'épis-

copat français pour les relations avec le judaïsme, s'inquiète face à la montée d'un antisémitisme « sécularisé » d'extrême droite, paganismé, privé de racines bibliques. Le juif, dit-il, est devenu « un lieu de la contre-mémoire identitaire. Celle-ci constitue un fonds disponible à partir duquel une émissarité pratique peut s'éveiller ». Les formes de recyclage de l'antisémitisme chrétien sont infinies, constant également Raphaël Draï et Dominique Schnapper. Cette dernière rappelle l'antisémitisme « biologique » de l'Eglise d'Espagne créant les « statuts de pureté de sang » pour justifier l'expulsion du royaume des juifs et des musulmans.

La revue Sens n'a qu'une petite diffusion (2 000 exemplaires), mais son originalité de périodique à la fois proche et indépendant des autorités religieuses (juives, protestantes et catholiques) en fait un instrument de référence et de débat incontestable. Outre Paul Thibaud, ses animateurs sont Yves Chevalier, le rabbin Gilles Bernheim, Pierre Pierrard, Bruno Charmet, le rabbin René-Samuel Sirat, Richard Ayoun, Jean Dujardin, etc., des noms qui en disent long sur une volonté partagée de considérer l'« échange » entre juifs et chrétiens, non plus comme « un phénomène de marges », mais, ajoute Paul Thibaud, comme « une clé pour comprendre le monde moderne ».

Henri Tincq

★ Sens, 5, rue de Belzunce, 75010.

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Les Européens devraient parler moins de l'euro et s'en préoccuper davantage. Les Quinze ont souhaité la constitution d'une Banque centrale européenne à l'instar de la Réserve fédérale américaine. Qu'ils lui laissent assumer son rôle. Et que son patron, Wim Duisenberg, le remplisse pleinement. A lui de décider s'il vaut mieux laisser filer l'euro, monter les taux ou demander aux responsables des banques centrales d'intervenir. Les Quinze ont voulu se donner une Union économique. Qu'ils en démontrent l'existence et la pertinence. Aux ministres de l'économie et des finances de réaliser cette harmonisation des politiques économiques et fiscales toujours promise et toujours différée. Les Quinze prétendent à l'union politique. Qu'ils démontrent enfin leur

capacité à se doter d'institutions solides. Tout le reste est vain bavardage et bricolage inefficace sur l'euro.

LE FIGARO

Jean de Belot

■ L'euro souffre des attermolements de l'Europe institutionnelle. La solution, chacun le sait, passe par « plus d'Europe », plus de cohérence. Mais les négociations de la conférence intergouvernementale, les débats sur la répartition des voix entre Etats, sur l'élargissement des votes à majorité qualifiée, patinent. La solution n'est pas dans les déclarations à répétition des techniciens, ministres des finances ou banquiers centraux, hier sûrs de leur fait, aujourd'hui désarmés. Mais dans la prise de conscience qu'une devise n'est que le signe monétaire d'un projet commun. Dans le réveil, donc, d'une vision politique. Dans la mise en place de nouvelles structu-

res. Il reste un peu plus de trois mois à la présidence française.

LA CROIX

Bruno Frappat

■ Le temps est-il venu de faire savoir au peuple autrichien, au-delà de ses dirigeants du moment, qu'il est clairement associé à la construction de l'Union européenne ? La réponse des trois sages désignés par la Cour européenne des droits de l'homme pour instruire le dossier est claire : les sanctions prises ont eu leur légitimité mais, à trop se prolonger, elles aboutiraient à l'inverse de l'effet recherché. Haider ne pourra plus adopter la posture de la victime « injustement » attaquée et, surtout, cela peut contribuer au « découplage » entre lui et la partie de l'opinion autrichienne qui, sans être extrémiste, était tenue à une solidarité dans la fierté nationale bafouée par « les autres ».

LA TRIBUNE

Pascal Aubert

■ La désaffection des marchés pour l'euro n'est rien d'autre que la prise en compte des multiples handicaps qui privent – temporairement – l'espèce – la monnaie unique de ce qui fait la valeur d'une devise, la crédibilité. Et puisqu'il faut rechercher les causes ailleurs, remarquons que l'euro ferait certainement meilleure figure si les principaux intéressés à son succès, les citoyens d'Europe, se montraient un peu plus confiants et enthousiastes. Or, où que le regard se porte, ce n'est que méfiance, réserves, hésitations et craintes. Bref, les Européens traînent les pieds quand ils ne refusent pas tout net, comme les Britanniques et les Suédois, de monter dans le train de l'euro. Et on voudrait que les marchés fassent comme si de rien n'était ! N'est-ce pas trop demander ?

www.otpor.com

Le mouvement étudiant serbe Otpor s'exprime par l'image autant que par les mots



et original. Ils ont inventé un style dépouillé très contemporain, axé sur l'expression corporelle. L'embème du mouvement, un poing fermé composé de six segments stylisés – qui orne désormais les murs de toutes les villes de Serbie –, se décline en relief et dans toutes les tailles,

accompagné de mots d'ordre brefs et percutants : « tiens bon », « libère-toi », « résiste »... Au fil des affiches, il s'agrandit, recouvrant peu à peu la silhouette du président Milosevic qui, lentement, s'estompe. Bientôt le poing remplit tout l'écran, Milosevic a disparu : « Il est

fini ! » Plus loin, le poing se transforme en une main tendue, qui pointe son index vers l'électeur pour lui ordonner de voter pour l'opposition : « Voisin ! Tu vaincras Milosevic. Ta voix lui fait peur. Le 24 septembre, sors, vote et gagne. »

En plus des affiches, tracts et graffitis, le site publie de nombreuses photos prises lors des « actions artistiques » organisées récemment par Otpor dans des lieux publics : travestissements, peinture sur corps, installations mobiles, expositions sauvages... Pourtant, face à la répression policière qui se durcit à l'approche des élections, les responsables du mouvement savent que la victoire n'est pas seulement une affaire de look. Le site exhorte désormais les étudiants à aller directement à la rencontre des citoyens. Ils ne doivent plus hésiter à faire du porte-à-porte, pour transmettre, « en chuchotant s'il le faut », un seul mot d'ordre : « Le 24, vote et fais voter tes amis et ta famille. Il est fini ! »

Alexandre Lévy

SUR LA TOILE

GUERRE DE NOMS

■ La chanteuse américaine Madonna a porté plainte devant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle contre M. Parisi, propriétaire du site pornographique www.madonna.com. M. Parisi a refusé tout compromis en s'appuyant sur le fait que « madonna » est un nom porté par des millions de gens et des milliers de sociétés. Pour mettre fin à l'affaire, M. Parisi a décidé de faire don de son domaine au Madonna Rehabilitation Hospital de Lincoln (Nebraska). De son côté, Madonna n'a pas renoncé à s'approprier le nom de domaine madonna.com. De nombreuses vedettes se sont lancées dans des opérations similaires, le plus souvent avec succès – bien que, récemment, le chanteur Sting ait perdu son procès contre le site de jeu sting.com.

ARCHIVES NUMÉRIQUES

■ La Maison Blanche a fait savoir au bureau des archives nationales que, lors de son départ en janvier prochain, le président Clinton allait lui confier, outre les documents habituels, plus de 40 millions d'e-mails enregistrés sur des milliers de bandes magnétiques.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2000 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 001MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05		
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom :			
Prénom :			
N° :rue.....			
Code postal : [] [] [] [] [] []	Ville :		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° :rue.....			
Code postal : [] [] [] [] [] []	Ville :		
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/mn)

Le Monde (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-3043

Pourquoi ça marche ?

par Luc Rosenzweig

LES MISÉRABLES, pourquoi ça marche, en dépit des évidents défauts de la version TF1, Decoin, Dayan, Depardieu, signalés avec pertinence par quelques critiques spécialisés ? Parce que, à moins de le faire exprès, il est très difficile de rater Les Misérables lorsqu'on a un peu d'argent devant soi, quelques bons acteurs et le minimum syndical de savoir-faire. Les personnages de ce roman sont tous des génomes constitutifs de l'ADN de l'âme française. Il y a en chacun de nous un peu de Jean Valjean, de Cosette, de Gavroche, de Thénardier, etc., parce que nous sommes les enfants de nos parents, qui eux-mêmes, etc. Le génie de Victor Hugo a été d'adopter au dénuement matériel de ses héros une bonne dose de misère morale ou de détresse psychologique. Résultat : cela fonctionne très bien dans une période de croissance à 3,5 %, de 35 heures, de stock-options à 100

patates, de super à 8 francs et de SMIC à 7 000 balles.

Dans la catégorie trash qualité française (proposons Trache aux instances réformatrices de notre belle langue), « Y a pas photo », pourquoi ça marche ? C'est le résultat de la rencontre explosive de la gauloiserie bas de gamme des animateurs Pascal Bataille et Laurent Fontaine avec les penchants exhibitionnistes de quelques-uns de nos contemporains (souvent des contemporaines, d'ailleurs). L'émission de lundi soir était consacrée au « coup de foudre ». Les invitées, triées sur le volet des victimes de Cupidon, parlaient étincelles, jaillissement, rencontre des âmes d'une intensité pas possible. Les animateurs répondaient cul et autres délicatesses de corps de garde avec des airs égrillards. Une psychologue de service du genre « lou ravis », prénommée Maryse, était censée faire la synthèse entre le jacassement des bécasses et les gro-

gnements des gros porcs en affirmant, face à chaque cas, que tout allait pour le mieux dans l'empyrée des amours jupitériennes.

Dans la catégorie « pourquoi ça ne marche pas », signalons en toute humilité l'échec de notre tentative de participation à l'émission « Comment gagner des millions ». Nous appelâmes, comme nous y étions invité, le 08-97-66-50-50 (3,77 F la minute). Après une petite musique, on nous soumit à un QCM automatique où il fallait retrouver par le nom qu'ils portaient à l'écran le titre d'un film où jouaient de Funès et Bourvil. « Tapez le 1, le 2 ou le 3 et la touche étoile », disait la voix. Nous avons tapé, et nous avons perdu. Nous voilà donc, pour un certain temps encore, astreint à regarder l'émission en question, non pas, hélas, pour gagner des millions, mais pour éviter de devenir la source d'inspiration d'un Victor Hugo du XXI^e siècle.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Chili, la chute d'Allende. Forum

MAGAZINES

19.00 Archimède. Arte

19.00 Une année de défilés. Best of Prêt-à-porter automne-hiver 2000/2001. Paris Première

19.55 et 23.55 TV 5 l'Invité. TV 5

20.00 Courts particuliers. Invitée : Julie Gayet. Paris Première

20.55 Hors série. Les fous de châteaux. France 3

21.00 Le Gai Savoir. Le bonheur. Paris Première

21.05 Temps présent. Mères au travail : La valse à mille temps. Octobre rouge. TV 5

21.30 L'Invité de PLS. LCI

22.15 Ça se discute. Autobiographies : Pourquoi choisit-on de publier sa vie ? TV 5

22.55 Fous d'humour. France 2

23.40 Top bab. Alex Gopher. Canal Jimmy

0.35 Capital. Tahiti, Australie : jobs de rêve. M 6

0.40 Les Dossiers de l'Histoire. La Cagoule : Enquête sur une conspiration d'extrême droite. France 3

DOCUMENTAIRES

20.15 La Vie en feuilletton. Hôpital pour enfants. [2/5]. Arte

20.30 Jimi Hendrix. Band of Gypsys. Planète

20.30 et 23.00 Palettes, Manet. Le modèle au chat noir : « Olympia », 1865. Histoire

20.30 Chambord secret. Odyssee

21.00 La Face cachée de Goering. Histoire

21.25 Le Rêve américain. [3/5]. Odyssee

21.25 L'Ambassade. Planète

22.10 Des marelles et des petites filles. Festival

22.15 Voyage en Patagonie. La terre des eaux vertes. Odyssee

22.20 Théma. Bad Girls. Provocation et répression. Arte

22.30 La Quête du futur. [10/22]. Partir ailleurs. Planète

23.40 Assassinés, derniers jours de Robert Kennedy et Luther King. Odyssee

23.50 La Vie en face. Un autre égard. TSR

SPORTS EN DIRECT

18.00 Football. Coupe de l'UEFA. Lierse - Bordeaux. Canal +

20.40 Football. Ligue des champions (1^{re} phase, 1^{re} journée aller) : Lyon (Fr.) - Heerenveen (PB). Canal + vert

20.45 Football. Ligue des champions (1^{re} phase, 1^{re} journée aller) : Groupe D : Galatasaray Istanbul (Tur.) - Monaco (Fr.). Canal +

21.00 Boxe. Titre international WBC. Poids légers : Bruno Wartelle - Theminkoski Mtyenens. Eurosport

MUSIQUE

21.00 « Symphonie n° 3 », de Mendelssohn. Par l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. Riccardo Chailly. Muzzik

21.45 Festival Pablo Casals de Prades 99. Mezzo

23.00 The Rake's Progress. Par la Camerata Academica et le Choeur de l'Opéra de Vienne, dir. Sylvain Cambreling. Mezzo

23.45 Django d'or 2000. Au Petit Journal Montparnasse, en mai 2000. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.40 Bérénice. J.-D. Verhaeghe. Arte

20.50 Le Grand Tremblement de terre de Los Angeles. Larry Elikann [2/2]. Téva

22.45 Meurtres sur le Net. Michael Karen. M 6

23.10 Le Dix-huitième Ange. William Bindley. France 3

SÉRIES

20.45 Le Visiteur. Un homme venu d'ailleurs. Série Club

20.45 Invasion planète Terre. 13^{ème} RUE

21.55 Friends. Celui qui était le pire témoin du monde (v.o.). [1 et 2/2]. Celui où Ross se marie (v.o.). Canal Jimmy

23.10 Absolutely Fabulous. Fin (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

15.35 Parfait amour ! ■■ Catherine Breillat (France, 1996, 115 min) O. Cinéfaz

16.40 Khartoum ■■ Basil Dearden (GB, 1966, 135 min) O. Cinétoile

17.20 Jack l'Éventreur ■■ Robert S. Baker et Monty Berman (GB, 1959, N, 90 min) O. Ciné Classics

17.30 Thunderbird Six ■■ David Lane (Grande-Bretagne, 1968, v.o., 85 min) O. Cinéfaz

18.35 Noël chez les Muppets ■■ Brian Henson (Etats-Unis, 1992, 85 min) O. Cinéstar 1

18.45 L'Idéaliste ■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1997, v.o., 135 min) O. Cinéstar 2

18.45 Un frisson dans la nuit ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1971, v.o., 100 min) O. Ciné Cinémas 3

18.50 La Femme sur la plage ■■ Jean Renoir (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 70 min) O. Ciné Classics

18.55 La Main au collet ■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1995, 105 min) O. Cinétoile

20.30 Six of a Kind ■■ Leo McCarey (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 65 min) O. Ciné Classics

20.30 Démolition Man ■■ Marco Brambilla (Etats-Unis, 1993, 115 min) O. Ciné Cinémas 2

21.00 Epouses et concubines ■■ Zhang Yimou (Chine - Taiwan, 1991, 120 min) O. Cinéstar 2



21.35 Il bidone ■■ Federico Fellini. Avec Broderick Crawford, Richard Basehart (Italie, 1955, v.o., 95 min) O. Ciné Classics

22.15 Mad City ■■ Costa-Gavras (Etats-Unis, 1997, v.o., 110 min) O. Ciné Cinémas 1

22.25 L'Expédition du Fort King ■■ Budd Boetticher (Etats-Unis, 1953, v.o., 90 min) O. Ciné Cinémas 3



18.00 Football. Coupe de l'UEFA. Lierse - Bordeaux. Canal +

20.15 Football. Ligue des champions. 20.45 Galatasaray - Monaco. 0.00 Lettres à un tueur. Film. David Carson (v.o.) O.

1.40 Le Huitième jour. Film. Jaco Van Dormael O.

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 L'Islam aux Etats-Unis. Forum

22.00 Le Cinéma d'animation. Forum

23.00 Tous les chemins mènent à la science. Forum

MAGAZINES

14.10 et 21.10, 0.10 Les Rencontres de l'été. Invités : Bernard Werber ; Atik Rahimi. LCI

14.15 Ça se discute. Autobiographies : Pourquoi choisit-on de publier sa vie ? TV 5

14.55 C'est mon choix. Je déteste les blondes. TSR

15.10 Mode. Invitée : Aude Dunoyer. LCI

17.00 Les Lumières du music-hall. Patachou. Marcel Amont. Paris Première

18.40 Les Rencontres de l'été. La chirurgie esthétique. Invité : Jean-Marie Faure. LCI

18.50 Nulle part ailleurs. Invitées : Nathalie Tauziat ; Emma de Caunes ; Karole Rocher. Canal +

19.00 Une année de défilés. Haute couture automne-hiver 2000/2001 de Jean-Paul Gaultier. Paris Première

20.00 Courts particuliers. Avec Charles Berling. Paris Première

20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Rwanda, l'insoutenable laisser-faire. Arte

20.55 Ce qui fait débat. France : L'argent ne se cache plus. Invités : Bernard Thibault ; Christophe Aquttion ; Viviane Forrester ; Ababacar Diop ; Loïc Le Meur. France 3

21.00 Paris modes. Spécial pantalons. Paris Première

21.05 Strip-tease. Tiens ta droite. TV 5

22.00 En route pour Sydney. Eurosport

22.10 Musiques. Invité : Pierre Boulez. LCI

22.35 Ça se discute. Comment bascule-t-on dans la folie ? France 2

23.55 La Route. Best of n° 3. Canal Jimmy

DOCUMENTAIRES

18.30 Le Monde des animaux. [3/13]. Rann, le désert de la lave. La Cinquième

19.00 Connaissance. Les Jeux à travers le monde. [3/3]. Arte

19.25 Claude Lévi-Strauss. Histoire

20.15 La Vie en feuilletton. Hôpital pour enfants. [3/5]. Arte

20.30 et 23.00 Palettes, Bonnard. Le mimosa mimétique : « L'Atelier au mimosa », 1939-1946. Histoire

20.50 Les Tontons flambeurs. 13^{ème} RUE

21.00 Afrique de l'Ouest. Mezzo

21.05 Histoires secrètes de la Deuxième Guerre mondiale. [13/26]. Histoire

21.25 Le Grand Jeu, URSS / USA. [2/6]. 1938 - 1945 : La grande alliance. Planète

21.25 La Fièvre du jeu. [1/2]. Bet Your Life on Vegas. 13^{ème} RUE

22.10 Renoir à Hollywood. Ciné Classics

22.15 Trois femmes, un livre, une vie. Odyssee

22.25 La « Nation de l'Islam ». Planète

22.40 Stars sous les projecteurs. Paris Première

23.25 Profil. Calatrava. Dieu ne joue pas aux dés. Arte

23.45 Jimi Hendrix. Band of Gypsys. Planète

0.05 Les réalisateurs. Clint Eastwood. Ciné Cinémas

0.05 La Fièvre du jeu. [2/2]. 13^{ème} RUE

0.10 Grâce à la musique. Vivaldi. Muzzik

0.15 La Lucarne. Nothing. Arte

0.15 Inde, naissance d'une nation. [2/10]. Le nationalisme. Odyssee

SPORTS EN DIRECT

15.00 Cyclisme. Tour d'Espagne (1^{re} étape) : Benavente - Salamanque (136 km). Eurosport

20.35 Football. Ligue des champions (1^{re} phase, 1^{re} journée aller) Groupe F : Rosenborg Trondheim - Paris-SG. TF 1

DANSE

21.00 « Jeu de cartes ». Ballet. Chorégraphie de Pavel Smok. Musique de Stravinski. Par le ballet de chambre de Prague. Avec Bronislav Roznow (Jolly Joker), Wladimir Kloubek (le roi de trèfle), et l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. Francis Traviš. Muzzik

21.30 Musica. La Belle au bois dormant. Ballet. Chorégraphie de Mats Ek. Musique de Tchaïkovski. Par le ballet de chambre de Prague. Avec Vanessa de Lignières (la princesse Aurore). Arte

21.35 « Le Chant du rossignol ». Ballet. Chorégraphie de Pavel Smok. Musique de Stravinski. Par le ballet de chambre de Prague. Avec Cathy Berberian, Pierre-André Blaser, et l'Orchestre de la Suisse italienne dir. Francis Traviš. Muzzik

22.00 « Castye ». Ballet. Chorégraphie de Pavel Smok. Musique de Stravinski. Par le ballet de chambre de Prague. Avec Cathy Berberian, Pierre-André Blaser, et l'Orchestre de la Suisse italienne dir. Francis Traviš. Muzzik

23.00 « Casse-Noisette ». Ballet. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Tchaïkovski. Par le ballet de l'Opéra royal suédois. Avec Jens Rosén (Petter), Alexandra Kastrinos (Lotta), et l'Orchestre de l'Opéra royal suédois, dir. Renat Salavatov. Mezzo

0.35 « Rosa ». Ballet. Chorégraphie d'Anne Teresa de Keersmaeker. Musique de Bartok. Avec Fumyo Ikeda, Nordine Benchorf. Mezzo

MUSIQUE

18.30 Katia Kabanova. Mise en scène de Christoph Marthaler. Par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Sylvain Cambreling. Mezzo

19.30 Jazz 625. Avec Joe Turner, chant ; Buck Clayton, trompette ; Vic Dickenson, trombone ; Humphrey Lyttelton. Muzzik

20.15 « Symphonie n° 3 », de Mendelssohn. Par l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. Riccardo Chailly. Muzzik

21.55 REM. A New York, en 1998. Paris Première

22.00 Rabih Abou Khalil. A Stuttgart, en 1994. Mezzo

23.10 Jazz Box. A Montréal, en 1998. Muzzik

23.35 Steve Turre and the Sanctified Shells. En 1997. Paris Première

TÉLÉFILMS

20.55 Anna en Corse. Carole Giacobbi. France 2

22.15 Jalna. Philippe Monnier [2/8]. TV 5

22.30 L'Amour en héritage. Kevin Connor et Douglas Hickox [3/4]. O. Téva

23.35 La Maison des bois. Maurice Pialat [1 et 2/7]. O. Histoire

0.00 Le Pyromane. Carlo Rola. O. Téva

COURTS MÉTRAGES

23.20 Flash Bach. Partie lento. Sebastian Winkels. Arte

1.40 Libre court. In Your Shoes. France 3

SÉRIES

19.30 Mission impossible. [2/2]. L'esclave. O. Série Club

20.00 That 70's Show. La face cachée de Donna. O. Canal Jimmy

20.50 Police district. La loi du quartier. O. M 6

20.50 Homicide. Enlèvement. O. Série Club

21.05 Star Trek, Deep Space Nine. Le vaisseau. O. Canal Jimmy

21.35 Profiler. Dans les abysses (v.o.). O. Série Club

21.55 Star Trek Classic. [1/2]. La ménagerie. O. (Episode pilote) The Cage (v.o.). O. Canal Jimmy

22.10 Les Brigades du Tigre. Nez de chien. Visite incognito. Festival

22.46 Ally McBeal. Si on dansait ? O. Une journée à la plage. O. M 6

FILMS

15.45 Chronique des événements amoureux ■■ A. Wajda (Pol., 1986, 125 min). Festival

15.50 La Grande Attaque du train d'or ■■ Michael Crichton (Grande-Bretagne, 1979, 110 min) O. Cinétoile

16.50 Adieu Philippine ■■ Jacques Rozier (France, 1962, N., 110 min) O. Ciné Classics

17.05 L'Idéaliste ■■ Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1997, 135 min) O. Cinéstar 2

17.40 Le Journal d'une femme de chambre ■■ Luis Buñuel (France, 1964, N., 95 min) O. Cinétoile



17.40 Ça tourne à Manhattan ■■ Tom Di Cillo. Avec Steve Buscemi, Catherine Keener (Etats-Unis, 1995, 90 min) O. Cinéfaz

19.20 Qiu Ju, une femme chinoise ■■ Zhang Yimou (Chine, 1992, 100 min) O. Cinéstar 2

20.30 Les Gens de la nuit ■■ Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1954, 95 min) O. Ciné Cinémas 2

21.00 L'Homme de Rio ■■ Philippe de Broca (France - Italie, 1964, 115 min) O. Cinétoile

21.00 Impitoyable ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1992, v.o., 130 min) O. Ciné Cinémas 3

22.25 Bob le flambeur ■■ Jean-Pierre Melville (France, 1955, N., 100 min). 13^{ème} RUE

22.55 Baptême ■■ R. Féréz (Fr., 1989, 135 min) O. TMC



17.40 Ca tourne à Manhattan ■■ Tom Di Cillo. Avec Steve Buscemi, Catherine Keener (Etats-Unis, 1995, 90 min) O. Cinéfaz

19.20 Qiu Ju, une femme chinoise ■■ Zhang Yimou (Chine, 1992, 100 min) O. Cinéstar 2

20.30 Les Gens de la nuit ■■ Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1954, 95 min) O. Ciné Cinémas 2

21.00 L'Homme de Rio ■■ Philippe de Broca (France - Italie, 1964, 115 min) O. Cinétoile

21.00 Impitoyable ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1992, v.o., 130 min) O. Ciné Cinémas 3

22.25 Bob le flambeur ■■ Jean-Pierre Melville (France, 1955, N., 100 min). 13^{ème} RUE

22.55 Baptême ■■ R. Féréz (Fr., 1989, 135 min) O. TMC



23.05 La Femme sur la plage ■■ Jean Renoir. Avec Robert Ryan, Joan Bennett (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 75 min) O. Ciné Classics

23.35 Vivre ! ■■ Wang Bin, Zhang Xiechun et Zhang Yimou (Chine, 1994, 125 min) O. Cinéstar 2

0.00 Requiem ■■ Alain Tanner (France - Suisse, 1998, v.o., 100 min) O. Ciné Cinémas 2

1.05 L'Expédition du Fort King ■■ Budd Boetticher (Etats-Unis, 1953, v.o., 85 min) O. Ciné Cinémas 3

1.40 Epouses et concubines ■■ Zhang Yimou (Chine - Taiwan, 1991, 125 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

17.35 Sunset Beach.

18.25 Exclufif.

19.05 Le Bigdil.

19.55 Hyper net.

20.00 Journal, Tiercé, Météo.

20.55 Créatures féroces ■■ Film. Fred Schepisi et Robert Young O.

22.38 Le Temps d'un tournage.

22.40 Ciel mon mardi !

0.55 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

16.50 Des chiffres et des lettres.

17.15 et 22.50 Un livre.

17.20 Jeux d'espions.

18.10 JAG.

19.05 Qui est qui ?

19.40 Un gars, une fille.

19.50 Campagne pour le Référendum.

20.00 Journal, Météo.

Carnet

par Pierre Georges

DANS LE FOND, cela ferait une jolie petite annonce dans le Carnet du Monde: « Electeur cherche électrice pour aller voter ensemble au référendum. Et plus si affinités. » Un démocrate, si non platonique sursaut contre le mol conformisme du temps qui consiste à feindre de penser que, de toutes les consultations référendaires de la V^e, celle-ci sera bien la plus vaine, la plus inutile, la plus du genre: « Je vote! Moi non plus! » Bon, passons. Comme dirait MAM, et elle l'a dit en substance d'ailleurs: il faut voter. Ne serait-ce qu'en pensant à ceux qui ne votent pas à leur faim!

Mais revenons au Carnet du Monde, à ces quelques messages débusqués la semaine dernière, comme autant de pépites. D'abord celui-ci, mystérieux et répétitif, codé, genre Ici Le Monde pom pom pom pom, M. parle à C. ou MC2 mon amour, puisqu'il parut au carré, plusieurs jours. Donc ce message disait: « La parution de ceci dans Le Monde sera la preuve qu'il ne s'agit pas d'un égarement estival. A très vite, please ».

Si l'on a bien compris, Le Monde fait foi! Si c'est écrit là, gravé dans le papier, voilà bien l'irréfutable preuve qu'il ne s'agissait point d'un funeste égarement, des sens on suppose. Bon. Alors, C., faudrait voir à lire Le Monde, quotidien des passions de référence et greffier des constats de sérieux. Puisque c'est « la preuve », pom pom pom pom, « la preuve »!

Comme il est prouvé qu'Anne, Roland et Éléonore ont la plus grande affection pour Alain et Natacha: « 60 et 59 ans chacun, ça fait 18786 numéros de votre journal préféré à lire... et aussi à ranger. On vous en souhaite encore

autant, et toujours avec le même plaisir. Bon anniversaire à vous deux! » Le service promotion du journal n'aurait pas fait mieux! Merci donc à Anne, Roland et Éléonore. Encore qu'il soit prouvé là que, quand l'on aime, l'on ne compte pas! Ce message est paru dans Le Monde n° 17302, daté dimanche 10-lundi 11 septembre. Pour les « 18 786 numéros de journal préféré » donc, encore un effort, camarades! Et, comme dirait PPDA, merci de votre fidélité!

Le même jour, même place, nous avions les dernières nouvelles de « Janfran ». Il va bien, Janfran. Soixante ans, Janfran. En route vers de nouvelles aventures, Janfran: « Entre la Poussière et Sainte-Foy, entre les casseroles et la perceuse, que la 60^e année soit pour toi, Janfran, un bonheur! C'est limbique? » Ben non, pas tout à fait limbique! Il n'empêche, quel bonheur d'avoir un lecteur bricoleur!

On ne saurait finir cette chronique consacrée aux petits bonheurs de papier sans joindre nos vœux à ceux de la coalition des « Azalée » et des « Tintin » « heureux de déclamer au Monde la Noce des Chouchou » (samedi). Sans partager avec le Papa d'Antoine, « dix huit ans, le bac, les "Good for Nothing" », de cette évidence: « Elle est pas belle, la vie? » (jeudi). Et sans féliciter Henriette cultivant, vendredi, l'art très pédagogique d'être grand-mère: « A Matthieu, première entrée à l'école, ce jeudi 7 septembre. Du haut de tes trois ans, sois heureuse de connaître notre merveilleuse école maternelle, qui t'ouvre la fenêtre du savoir sur un monde que nous souhaitons meilleur pour tous. Baisers de grand-mère, qui fait sa dernière rentrée des classes ». Elle est pas belle, l'école?

Jacques Chirac explore les usages politiques d'Internet

Le chef de l'Etat a reçu des spécialistes du Net

JACQUES CHIRAC a réuni à l'Élysée, lundi 11 septembre, une quinzaine de spécialistes de l'Internet afin de réfléchir avec eux l'impact de ce moyen de communication sur la vie politique. Ce n'était pas la première fois que le chef de l'Etat organisait ainsi une réunion de travail sur le Net. Mais c'est la première fois que M. Chirac réunissait un groupe aussi divers, allant de Fabrice Sergent, PDG du fournisseur d'accès Club Internet et directeur général multimédia du groupe Lagardère, à Régis Jamin, président d'elections.com ou Jean-Michel Billaut, responsable de l'atelier de veille technologique à Paribas et fondateur du « e-parti », afin de discuter, trois heures durant, des risques et des perspectives qu'offre le Net à la démocratie.

L'ordre du jour défini par le président et sa conseillère spéciale sur le sujet, Valérie Pecresse, était donc précis: les risques de dérive vers une démocratie d'opinion, les risques associés à l'excès de lobbying, les inégalités face au déve-

loppement d'Internet et la vulnérabilité de la démocratie. Alors que tous les sondages annoncent une abstention massive au référendum sur le quinquennat, les participants ont évoqué les perspectives d'un vote en ligne. Stéphane Treppoz, président du fournisseur d'accès AOL pour la France, a insisté sur le succès que rencontre Internet lorsqu'il répond à une véritable « logique d'usage », soulignant que le vote peut être un réel service apporté par ce nouvel outil. Hugues Cazenave, fondateur d'opinion-way.com, une société de sondages en ligne, a évoqué les résultats d'une enquête d'opinion effectuée auprès des internautes. « Internet fonctionne comme un formidable outil de protestation, plus que comme un véritable outil de débat », a-t-il noté. « La plus grande partie des internautes sont d'abord prêts à signer des pétitions, voter oui ou non sur un projet. »

Mais les perspectives d'une utilisation politique de l'Internet sont à la fois plus larges et plus déroutantes. Aux Etats-Unis, une part de

la campagne présidentielle a lieu sur la Toile et il ne s'agit plus seulement de propagande. Les républicains ne viennent-ils pas de lancer, ainsi que le relate le meilleur magazine français sur le Net, *Transfert*, un site d'achat en ligne, Republicanshopping.com, qui permet de financer directement la campagne de George W. Bush? En France, les partis sont encore loin d'en utiliser toutes les possibilités (Le Monde du 13 avril). Mais M. Chirac est convaincu qu'une part des débats à venir concernera les enthousiasmes et les craintes que suscitent le Net. Il a donc lancé à ses hôtes un appel informel à contributions afin d'alimenter ce qui, à ses yeux, devrait constituer un des thèmes de la campagne présidentielle. Déjà, depuis février, le président ne perd plus une occasion de souligner les risques de voir naître une « fracture numérique », avatar moderne de la « fracture sociale » dénoncée en 1995.

Raphaëlle Bacqué

Guerre des poignées de main entre Hillary Clinton et Rick Lazio

NEW YORK

de notre correspondant

C'est un peu l'histoire de l'arroseur arrosé, mais celle-ci a des implications électorales potentiellement dévastatrices. Interrogé sur la très discrète, car non photographiée, mais néanmoins avouée poignée de main entre Bill Clinton et Fidel Castro, la semaine dernière en marge du sommet de l'ONU à New York, Rick Lazio, l'adversaire de Hillary Clinton pour le siège de sénateur de New York, a évidemment déploré. « Je crois que ce genre d'accolade n'envoie pas le bon message, que ce soit avec Fidel Castro ou avec M^{me} Arafat », a-t-il répondu à la presse.

Arafat? La mention de ce nom par M. Lazio dans une circonscription où le vote juif est infiniment plus important que le vote anti-castriste n'était, bien sûr, pas accidentelle: M^{me} Clinton avait commis l'an dernier l'un de ses premiers faux pas de candidate en se laissant aller à embrasser Suah Arafat, la femme du leader palestinien, lors d'une visite présidentielle au Proche-Orient. Hillary Clinton y portait sa casquette de First Lady et non celle de candidate au Sénat, mais M^{me} Arafat venait de prononcer devant elle une diatribe anti-israélienne et la photo de l'embrassade, étalée à la une des tabloïds, fut du pire effet à New York.

UN MALIN PLAISIR

La Maison Blanche s'est donc fait un malin plaisir de retourner le compliment au candidat républicain, dimanche 10 septembre, en diffusant une photo inédite d'un Rick Lazio rayonnant, dans une chaleureuse poignée de main avec Yasser Arafat. Cela se passait fin 1998 et Rick Lazio, élu de Long Island au Congrès américain, faisait partie d'une délégation de parlementaires qui ac-

compagnait Bill Clinton au Proche-Orient. A son tour, le *New York Times* réservait lundi le meilleur accueil à cette photo et la candidate Hillary Clinton en campagne pouvait ironiser sur « l'hypocrisie » de son adversaire républicain. Puis, Ed Koch, ancien maire démocrate de New York, commentait pour la presse un agrandissement de la photo en des termes accablants (« Regardez, ce n'est pas une simple poignée de main, c'est une accolade! ») et l'actuel maire, le républicain Rudy Giuliani, ex-candidat face à M^{me} Clinton estimait que lui-même n'aurait « probablement pas » serré la main de Yasser Arafat, mais que « ce n'était pas si grave ».

Cette poignée de main à retardement « arrive à un très mauvais moment pour Rick Lazio », commentait lundi le *New York Post*, pourtant peu suspect de sympathie à l'égard de M^{me} Clinton. Car celle-ci, après avoir longtemps stagné, jouit d'une très légère avance dans les sondages, et elle a beaucoup progressé depuis deux mois dans l'électorat juif, qu'elle a ardemment cultivé. La diffusion de la photo de M. Lazio montre aussi que Bill Clinton est désormais prêt à intervenir pour aider la campagne de sa femme.

Ainsi, lundi, après avoir pris la parole à ses côtés au cours d'une réunion au Jewish Community Center de Scarsdale, banlieue cosse de New York, il l'a accompagnée à un grand dîner de collecte de fonds à Manhattan offert par une organisation juive. Mercredi soir cependant, Hillary Clinton sera seule pour son baptême du feu, lorsque la candidate démocrate affrontera son adversaire républicain lors du premier des trois débats télévisés en direct prévus d'ici à l'élection, le 7 novembre.

Sylvie Kauffmann

Ford aurait dissimulé des défauts sur ses véhicules

FORD AURAIT CACHÉ des défauts sur certains de ses véhicules dans les années 80 et 90, indique le quotidien américain *New York Times* du 12 septembre. Plusieurs accidents, dont quatre mortels, auraient été causés par un défaut du système d'allumage (abandonné dès 1995) qui pouvait faire caler le moteur lorsque la voiture roulait. Ford avait assuré aux autorités américaines qu'il n'y avait aucun défaut sur ces véhicules, mais le *New York Times* révèle que le constructeur était conscient du problème et menait des études approfondies sur le sujet. Ford dément par ailleurs avoir été au courant de problèmes sur ses 4X4 Explorer, équipés de pneus Firestone. Depuis le 9 août, 6,55 millions de ces pneus ont été rappelés car le modèle serait à l'origine de 88 accidents mortels aux Etats-Unis.

Interpellations en Corse

HUIT PERSONNES ont été interpellées mardi 12 septembre en Corse, sur commission rogatoire du juge parisien Jean-François Ricard, après une série d'attentats et l'assassinat d'un nationaliste soupçonné d'y avoir participé. Deux attentats en Haute-Corse, puis cinq autres, dont deux tentatives, avaient visé dans la nuit du 12 au 13 décembre des bâtiments publics à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Ricardo Bianco, décrit comme proche du FLNC Canal historique, avait été interpellé en flagrant délit à Porto-Vecchio. Joseph Defenzo était parvenu à s'enfuir. Ricardo Bianco avait indiqué aux enquêteurs que le commanditaire des attentats habitait « dans la Plaine orientale ». Cinq personnes ont été

interpellées mardi dans cette région, près de Ghisonaccia (Haute-Corse) et trois en Corse du Sud.

« Le Monde interactif » et « Business Week » s'associent

LE MONDE INTERACTIF, filiale du Monde SA, et *Business Week*, le premier hebdomadaire économique mondial, s'associent dans le cadre d'un partenariat éditorial. A partir du 12 septembre, *Le Monde interactif*, supplément du Monde paraissant le mardi dans son édition datée mercredi, publie un ensemble d'informations stratégiques sur l'univers des hautes technologies et de la nouvelle économie en association avec *Business Week* et son supplément *e-biz*. Lancé en mars 1999, *e-biz* est dédié aux effets des nouvelles technologies sur les entreprises, à travers des enquêtes, des portraits d'entreprises et de dirigeants.

Le site interactif.lemonde.fr bénéficiera également des contenus éditoriaux d'*e-biz* et les internautes pourront consulter certains articles du *Monde interactif* sur le site de *businessweek.com*. L'ensemble des contenus éditoriaux sera traduit. Avec ce partenariat, *Le Monde interactif* renforce sa dimension économique et permet à ses lecteurs de bénéficier d'un panorama complet sur le développement des nouvelles technologies aux Etats-Unis et l'évolution générale de ce secteur.

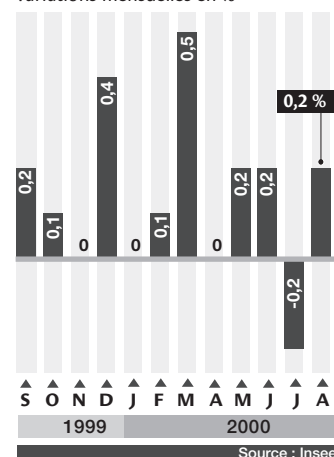
Créé en 1929, *Business Week* est une publication du groupe Mc Graw Hill. Sa diffusion mondiale atteint 1,2 million d'exemplaires, dont 100 000 en Europe. « L'avènement d'internet incite les éditeurs à nouer de nouveaux partenariats », a estimé Stephen B. Shepard, directeur de la rédaction du magazine américain.

★ Lire notre supplément en cahier séparé.

L'inflation reste modérée

PRIX À LA CONSOMMATION

variations mensuelles en %



LES PRIX à la consommation ont progressé de 0,2% en août, selon l'indice provisoire publié mardi 12 septembre par l'Insee. Au total, la progression de l'inflation en glissement sur les douze derniers mois reste modérée puisqu'elle se situe à 1,8% fin août, après 1,7% fin juillet. Cette statistique vient donc confirmer que la spectaculaire envolée du brut depuis janvier 1999 a, certes, des effets spectaculaires sur les prix à la pompe, puisque l'Insee fait état d'une hausse de 20,2%, en rythme annuel, fin août pour les produits pétroliers. Mais cette envolée ne se diffuse que très peu au reste de l'économie, dont les tensions inflationnistes restent donc limitées. L'inflation dite « sous-jacente » (hors prix volatils) n'est d'ailleurs que de 1,3%.

Tirage du Monde daté mardi 12 septembre 2000: 521 659 exemplaires. 1 - 3

SCIENCE & VIE

HORS SÉRIE

Les performances de la mémoire

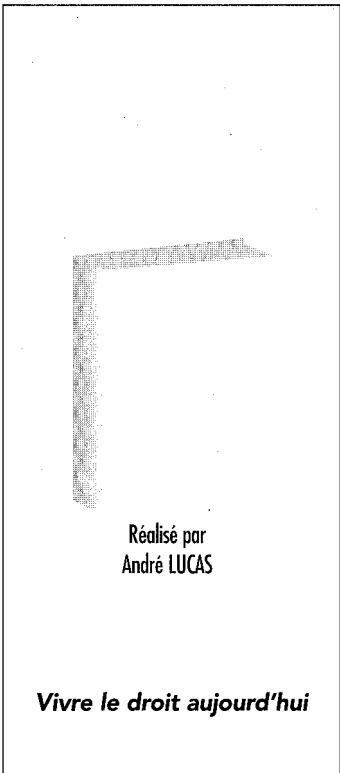
Processus de mémorisation
Restitution de l'information
Souvenirs conscients et inconscients,
amnésies et traitements...

avec

un dossier spécial pour tester votre mémoire.

Science et Vie fait le point

EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES



Réalisé par André LUCAS

Vivre le droit aujourd'hui

PROFIL DE CONQUÊTE

Tél : 01 55 04 90 10
www.aeromexico.com

AEROMEXICO

ENTREPRISES

Enquête sur les entreprises qui tirent les meilleurs bénéfices du Web. Avec celle-ci, « Le Monde interactif » lance son partenariat exclusif avec l'hebdomadaire américain *Business Week*. Désormais, vous pourrez retrouver chaque semaine dans nos pages « Entreprises » des analyses, des reportages, des portraits et des enquêtes issus d'« e.biz », le supplément de *Business Week*.



Cet accord s'étend aussi au site interactif.lemonde.fr, qui s'enrichira chaque jour d'articles en provenance d'« e.biz ».

P. VIII

PORTRAIT

Grâce à l'association Cyberhosto, le professeur André Noir essaie d'aider les enfants malades à mieux communiquer.

P. VI



GROS PLAN

Après le coup de maître de l'iMac, Apple, dirigée maintenant par Steve Jobs, doit rebondir.

P. V



ENQUÊTE

Voyage au cœur de la fracture numérique

Internet ne bénéficie qu'aux personnes relativement instruites et aisées. Réduire cette inégalité est une affaire d'équipement et d'enseignement

LA « FRACTURE numérique ». L'expression est dans toutes les bouches. Le G8 y a consacré un sommet à Okinawa cet été. Lionel Jospin a annoncé une série de mesures pour « réduire le fossé numérique ». Et Jacques Chirac n'a pas manqué de mettre en garde contre toute « fracture » ou « fossé numérique » qui pourrait constituer « une menace pour la cohésion des Etats et des grands équilibres mondiaux ». Cinq ans après la « fracture sociale », la « fracture numérique » est en passe de devenir le nouveau cheval de bataille dans la course à l'élection présidentielle de 2002.

Une chose est sûre, Internet reste une affaire de privilégiés. Selon les

dernières statistiques fournies en juillet 2000 par la société Nua Internet Survey, le Réseau touche à peine 6% de la population mondiale. Et encore, ce chiffre prend en compte les personnes s'étant connectées au moins une fois dans les trois derniers mois de l'étude. Autant dire que la réalité est sans doute bien en dessous.

Cela ne surprendra personne, « Internet ne bénéficie qu'aux individus relativement aisés et instruits, conclut le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans son rapport mondial sur le développement humain de l'année 1999; 88% des internautes vivent dans des pays industrialisés qui représen-

tent à peine 17% de la population mondiale ». On rajoutera que les Etats-Unis et le Canada, qui représentent moins de 5% de la planète en termes de démographie, abritent près de la moitié des internautes, alors que l'Afrique, qui fournit 13% de la population mondiale, pèse moins de 1% dans le cybermonde.

Mais ce gouffre technologique ne sépare pas seulement les pays riches des pays pauvres, il existe également au sein même des Etats les plus industrialisés. Car la locomotive d'Internet est le commerce électronique. Son développement s'oriente donc naturellement en direction des catégories sociales les plus élevées et les mieux éduquées, ayant, de surcroît, une parfaite maîtrise de l'anglais (plus de 80% du contenu de la Toile sont écrits dans la langue de Shakespeare). Ce qui fait écrire aux auteurs du rapport du PNUD que l'internaute type est « un homme de moins de 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, disposant de revenus élevés, habitant en ville et parlant anglais », soit « un membre d'une élite très minoritaire ».

A un degré moindre, le constat vaut également pour la France. Car, même si le nombre d'internautes progresse régulièrement (il serait passé de 3,9 millions à 5,8 millions entre décembre 1999 et juillet 2000, selon les derniers chiffres publiés par NetValue), il représente toujours moins de 10% de la population française. Et, à y regarder de plus près, on observe que le gouffre est également béant entre les catégories socio-professionnelles, les ouvriers ne représentant que 2,7% des internautes, contre 35,8% pour les cadres et professions libérales.

Dès lors, on mesure à la fois l'urgence et le chemin qu'il reste à parcourir pour bâtir la « société de l'information pour tous » que le premier ministre appelle de ses vœux. D'ici à 2003, 3 milliards de francs devraient être débloqués, 4000 emplois jeunes de formateurs multimédias créés, 7 000 espaces publics d'accès à Internet ouverts, toutes les écoles primaires raccordées... Le gouvernement semble s'être donné les moyens de son ambition. S'il reconnaît que les mesures annoncées par Lionel Jospin vont dans le bon sens, Philippe Quéau, le directeur de la division information et informatique de l'Unesco, n'en pense pas moins que l'« on devrait aller beaucoup plus loin encore, dans le sens d'une intégration plus approfondie de la cyberculture dans la structure de l'ensei-

gnement ». Sur le terrain, le monde associatif l'a déjà compris, qui intègre de plus en plus la pratique d'Internet dans les activités qu'il propose. A Créteil, les animateurs de l'association Initial, qui initie les jeunes des quartiers défavorisés aux rudiments du Net, sont unanimes : « Internet, c'est l'avenir, alors autant savoir l'utiliser le plus tôt possible. » Il n'en demeure pas moins que, s'il semble indispensable d'offrir à chacun la possibilité de maîtriser le monde virtuel pour entrer dans le XXI^e siècle avec les meilleures armes, il faut peut-être aussi commencer à organiser la société pour que l'on puisse continuer à vivre et travailler sans savoir cliquer. Et, comme le rappelle Yves Lasfargue, directeur des études du Centre d'études et de formation pour l'accompagnement des changements : « Il faut tout faire pour éviter le totalitarisme numérique »!

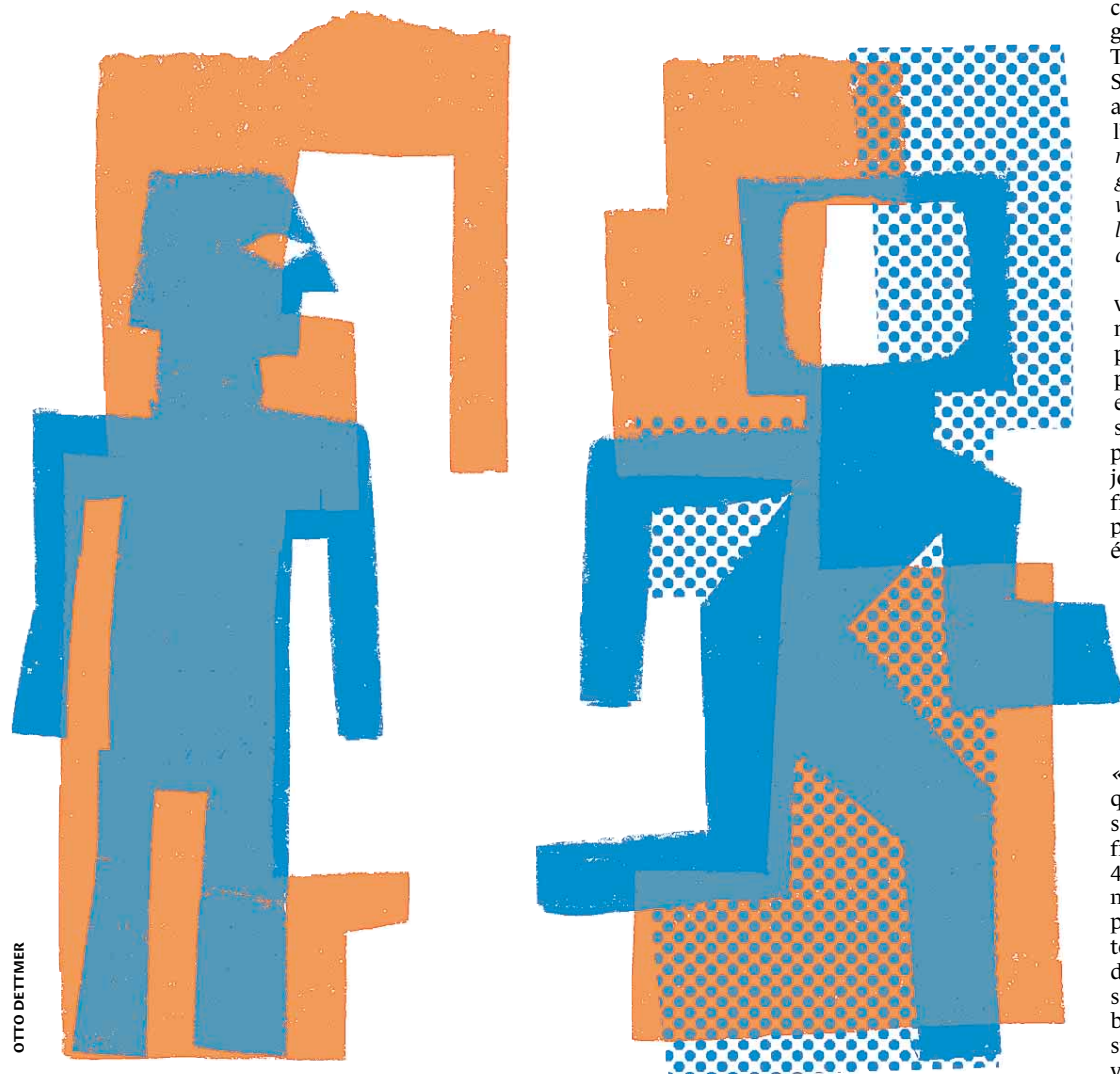
Stéphane Mandard



REPORTAGE

A Créteil (Val-de-Marne), le centre social Kennedy familiarise les jeunes avec la Toile.

Lire page II



En dépit des discours politiques, le combat pour la réduction de la fracture numérique reste le fait d'associations et d'individus, le plus souvent isolés et ne bénéficiant pas de suffisamment de supports humains et financiers.

PUBLICITÉ

Placer **Internet** au centre de la cité

AU PREMIER ABORD, le quartier de Mont-Mesly, à Créteil (Val-de-Marne), a des allures de banlieue américaine. Quelques maisons mitoyennes propres

Reportage

avec jardin et parking bordent le boulevard Kennedy. Mais, très vite, le quartier change de physionomie. Derrière le style American way of life, transparait un paysage typique de la banlieue parisienne, avec tours et immeubles en béton construits dans les années 60. Est-ce à cause des espaces verts bien entretenus, du soleil éclatant en ce jour de rentrée des classes ? Le quartier respire le calme et la tranquillité.

Coincé entre le centre commercial Créteil Soleil et le vieux Créteil, Mont-Mesly n'a pas, il est vrai, la réputation d'un quartier à problèmes. Tout juste existe-t-il une ligne de démarcation symbolisée par la rue Juliette-Savar, qui coupe le quartier entre le haut du Mont-Mesly, plus difficile, et le bas du Mont-Mesly, de meilleure réputation. Tout juste aussi travaillent sociaux et habitants parlent-ils d'une paupérisation du quartier au fil des années, marquée par l'augmentation des familles nombreuses ou monoparentales. Témoignage de ces changements, le centre social Kennedy, gros rectangle de béton posé sur une pelouse, au cœur du quartier.

UNE APPROCHE LUDIQUE

En ce premier jour d'école, le centre social ne fait pas le plein. Ils sont une petite dizaine d'adolescents entre 13 et 17 ans, beaucoup de garçons, les yeux rivés sur les écrans d'ordinateur, à surfer sur Internet. Il y a là, entre autres, Anita et son frère Ferid, Mamadou dit « Keb's » et son copain Bokar dit « Kardo », Yassine (« Yaya » pour la bande) et « l'autre » Mamadou, qui répond au surnom de « Doums » et enfin Willy. Ce petit groupe, fait partie des « pros » d'Internet, car tous participent pour la seconde année consécutive à l'opération « Webtrotteur des quartiers ».

À l'origine du projet, se trouve l'association marseillaise Initial, créée en 1997 sous l'impulsion d'un photographe, Eric Van Woestyne, avec pour but l'insertion, par la photographie, de jeunes en difficulté. Très vite, l'association prend le virage du multimédia et de l'Internet et dès 1998 organise, dans des écoles situées en ZEP (zone d'éducation prioritaire), des programmes d'initiation au multimédia. Initial est en peu de temps débordée par les demandes.

« Nous ne pouvions plus faire face au succès », se rappelle Jean Pouli, directeur du développement, d'autant que l'association, financée majoritairement par l'Etat et par le conseil général, ne compte que huit emplois jeunes. Elle assure aussi des actions auprès de demandeurs d'emploi ou d'analphabètes.

Récompensée par la Fondation Vivendi pour l'ensemble de ses actions, Initial s'équipe peu à peu en

L'association Initial familiarise des jeunes des quartiers défavorisés avec la Toile grâce au reportage multimédia

ordinateurs portables, achète caméras numériques et lecteurs de MiniDisc. Toujours neufs. Par principe. « Les populations que nous aidons ne sont pas dupes. Arriver avec du beau matériel et non pas quelques ordinateurs recyclés, c'est aussi une manière de les valoriser, de les traiter d'égal à égal », explique Jean Pouli. Début 1999, Initial décide de se lancer dans une nouvelle aventure : pourquoi ne pas s'appuyer sur des structures d'accueil pour sensibiliser les jeunes de manière ludique aux technologies de l'information en leur faisant réaliser un cyber-reportage sur un événement culturel se déroulant dans leur ville ?

En juillet 1999, le projet « Webtrotteurs » démarre à Créteil. Embarrassé pour l'aventure : Elisabeth Petro, directrice du centre social Kennedy, Chantal Dagorne, responsable de l'accueil et du secrétariat, Madjid Hassaci, animateur secteur jeunes, et dix ados. « La première année, il a fallu se débrouiller, se souvient Elisabeth Petro. Nous n'avions aucun matériel sur place, nous devions emprunter les PC à la Maison des arts et de la culture. » La période de sensibilisation est assurée par Raul Montero, animateur multimédia d'Initial, venu de Marseille avec une partie de son matériel. Pendant une quinzaine de jours, il forme Mamadou et les autres à la navigation sur Internet, la création de pages Web et de comptes de courrier électronique, l'utilisation d'un micro-ordinateur, puis leur fait réaliser des micro-trotteurs, portraits, interviews sur le thème de la ville numérique. Objectif : être opérationnel pour pouvoir couvrir en septembre le Festival international de la ville, qui se déroule à Créteil.

INTERNET POUR LA PREMIÈRE FOIS

Pour la plupart des participants, les enfants, mais également pour Madjid, l'animateur, c'est la première occasion pour utiliser Internet. Dans le groupe, personne ne possède un ordinateur personnel, et les quelques rudiments de micro-informatique dispensés pour certains en cours de technologie n'ont pas laissé de grands souvenirs. « Raul nous a expliqué qu'il ne fallait pas avoir peur de l'informatique », raconte Madjid, qui avoue avoir eu au début plus d'appréhension que les jeunes. « J'avais peur, en faisant une fausse manip, de tout casser. » Alors Raul a rassuré, expliqué que l'on pouvait « perdre des fichiers



Les jeunes du centre social Kennedy de Créteil (Val-de-Marne).

parfois mais jamais endommager les ordinateurs ». Et pour appuyer ses propos, il est même allé jusqu'à faire démonter unité centrale et disque dur.

Aujourd'hui, la peur est bien vaincue. Les « Webtrotteurs » ont tous rempli pour un second festival. Devant l'un des six PC de la salle d'informatique — trois appartenant maintenant au centre et le reste a été prêté —, Yassine, 13 ans jongle avec le clavier et les adresses internet. « Doums », 14 ans, en montrant la page d'accueil du site des « Webtrotteurs », explique les nouveautés de cette année. « Nous avons ajouté du son et de l'image », dit-il en spécialiste.

Pour ces reporteurs en herbe, le plus difficile n'a pas été la technique, mais plutôt la préparation des interviews et leur décryptage. « La plupart des enfants du quartier ne sont pas des Français de souche.

Certains ont des difficultés scolaires, notamment au niveau de l'écrit », explique Elisabeth Petro. « Notre petit groupe n'était pas toujours motivé pour écrire, c'était plutôt, pour eux, une belle corvée. Heureusement, nous avons une belle carotte pour les faire avancer, la participation au festival de la ville », confirme Madjid.

WEBTROTTEURS DES QUARTIERS

Internet ne résout pas tout. Loin de là. Jean Pouli en est conscient : « Nous cherchons juste à déclencher la pratique des nouvelles technologies, et de ce point de vue-là, les "Webtrotteurs des quartiers" sont une réussite. Mais, pour des raisons budgétaires et logistiques, notre action est très limitée. » Cette année, dix autres villes ont participé à l'opération. En tout une centaine de jeunes ont été initiés à Internet. L'année prochaine, il faudra sans

doute trouver autre chose. « Nous essayerons de mettre en place une formule plus légère, plus proche des centres d'intérêt des jeunes », poursuit Jean Pouli.

Elisabeth Petro s'interroge aussi sur l'« après » : « Nous avons un déficit d'équipement, mais il nous manque du personnel formé, qui serait là à l'année, pour organiser des opérations en faveur d'autres publics. » Les jeunes, eux, se posent moins de questions. « Internet, c'est l'avenir, alors, autant savoir l'utiliser le plus tôt possible. »

Catherine Rollot

■ www.webtrotteurs.com
■ www.initial.org

★ Festival international de la ville, les 22, 23 et 24 septembre Créteil (Val-de-Marne)

Le printemps numérique des associations

Une enquête pour la Fondation de France fait l'état des lieux des initiatives reliant nouvelles technologies et insertion

LE CONSTAT ne date certes pas d'hier, mais il est édifiant. « La révolution technologique — ses traductions dans le monde du travail, la dérégulation qu'elle produit — renforce le processus d'exclusion. » Or « les associations qui paraissent les plus à même de porter un usage "compensateur" sont encore marginales dans la sphère des politiques publiques et sont faiblement structurées : les institutions les soutiennent peu — l'Etat, les collectivités locales, l'Union européenne —, et leur propre organisation — l'autonomie, la dispersion — les rend peu efficaces sur le plan général. »

Voilà donc ce que l'on peut lire dès les premières pages du rapport « Associations et Internet », réalisé par Vecam (Veille européenne et citoyenne sur les autoroutes de l'information et le multimédia, www.vecam.org) pour le compte de la Fondation de France. Une enquête conduite auprès de 200 associations, afin de dresser un état des lieux des initiatives reliant nouvelles

technologies et insertion. « On peut dire à ce jour, notait le rapport, que les associations trouveront difficilement auprès des administrations d'Etat les financements nécessaires à la mise en œuvre de leurs projets intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC), en particulier pour les "aides au démarrage" et les formations et expertises. »

C'était en 1998, et l'on n'en était, il est vrai, comme le rappelle joliment le rapport, qu'au « printemps de la connexion ». Depuis, haro sur la fracture numérique ! Jusqu'au dernier G8 d'Okinawa (Japon), en juillet 2000, qui s'est penché sur les risques d'exclusion face aux nouvelles technologies. « Il y a beaucoup d'incantatoire dans les déclarations, et ce n'est d'ailleurs pas spécifiquement français. Mais concrètement, sur le terrain, force est de constater que peu de choses ont changé », regrette Valérie Peugeot, l'une des coordinatrices de Vecam.

La « fracture numérique », autrement dit, reste béante, et ceux qui œuvrent chaque jour pour tenter de la réduire doivent le plus souvent faire avec les moyens du bord. Ici, le centre social de Belleville a acheté ses premiers ordinateurs sur ses propres fonds à une entreprise qui renouvelait son matériel. Là, un atelier de graphisme récupère et recycle de l'équipement usagé. Et, plus généralement, c'est au niveau local que les associations disposent des meilleurs relais. « L'enquête a démontré que les associations avaient prioritairement trouvé leur financement auprès des collectivités

territoriales ; ce sont les interlocuteurs des associations, en particulier pour les phases de démarrage et de premier équipement. » La remarque vaudrait encore aujourd'hui. « On peut même affirmer qu'on est allé plus loin dans l'enrichissement des relations locales, et l'imbrication est de plus en plus forte », souligne encore Valérie Peugeot. En attendant peut-être que le jeune secrétariat d'Etat à l'économie solidaire distribue une autre manne, collectivités territoriales et entreprises locales restent donc encore les plus sûrs bailleurs de fonds des associations.

Il reste aussi à définir des projets qui aient un sens. « La fascination technologique, note ainsi la coordinatrice de Vecam, ne doit pas faire

oublier le but de l'association. Peu importe, en fait, le cadre, que l'on s'adresse à des personnes âgées ou à des enfants d'un quartier difficile. Cela n'a un sens que si tous ces outils peuvent servir de levier social, que si cela s'inscrit dans des projets de transformation de la société. »

Or, déjà, c'est un fait : en se connectant, en communiquant, en partageant les expériences communes de micro-initiatives hier isolées, en s'adressant à d'autres publics, en repensant même jusqu'à leur propre vie interne, les associations ont retrouvé l'esprit... associatif. Les premiers signes d'un prochain « été numérique ».

Olivier Zilbertin

La contribution de Vecam

Verbatim. Lu sur le site Web de Vecam. « Les adhérents de Vecam recommandent au gouvernement [lors de la consultation publique sur le projet de loi sur la société de l'information] de (...) considérer l'égalité d'accès et d'usage à Internet comme un véritable service public. Il est indispensable que la puissance publique s'engage là où s'arrêtent les responsabilités industrielles. La fourniture d'accès à Internet doit ainsi constituer un service public (...). »

« L'Etat ne doit pas être une administration gestionnaire et un simple catalyseur d'initiative. Il se doit d'être animé par une forte volonté politique traçant le chemin d'une population lui ayant accordé sa confiance. D'où la nécessité de mettre en place de nouveaux espaces de dialogue entre autorité représentative et forces participatives. Ici aussi, c'est au gouvernement de montrer l'exemple et d'associer autant que faire se peut les mouvements de citoyens à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de la décision publique. »

Clés



Un mail pour tous

Les maires des grandes villes de France, réunis dans l'association MultiMédiaville, ont proposé que tous les Français soient dotés d'une adresse électronique, y compris ceux qui ne possèdent pas d'ordinateur.

« Bâtir une société de l'information pour tous : telle est aussi, depuis 1997, notre ambition. »

Lionel Jospin, Comité interministériel pour la société de l'information, juillet 2000.

Moyen-Orient

Avec 2,4 millions d'internautes sur une population totale de 188 millions, les pays du Moyen-Orient ne représentent que 0,67% du nombre d'internautes dans le monde.



Mamadou dit « Doums » est devenu l'un des piliers du surf sur le Net.

Pour vos livres professionnels, fiez-vous à un spécialiste !

eyrolles.com

La librairie en ligne du management et de l'informatique

La fracture numérique est un slogan politique

LIONEL JOSPIN comme Jacques Chirac semblent avoir fait de la lutte contre la « fracture numérique » leur nouveau cheval de bataille. Après la « fracture so-

Interview

ciale», le thème de la fracture numérique n'est-il pas en train de devenir un slogan politique ?

Je pense que c'est effectivement de l'ordre du slogan. Cela fait toujours bien, pour les chefs d'Etat, de se montrer dans la ligne générale du développement. Mais, d'une certaine manière, on ne peut pas le leur reprocher, c'est leur rôle de suivre les mouvements.

Pourtant, au-delà de l'effet de mode, il existe bien d'énormes inégalités en termes d'accès à Internet, entre pays riches et pays pauvres, et au sein des pays industrialisés eux-mêmes ?

Je pense que le fond même de la fracture numérique est simplement la bonne vieille fracture économique et sociale. Elle traverse aussi bien les pays en développement que les pays développés. Dans ces derniers, la fracture est plutôt d'ordre socioculturel, voire générationnel, entre ceux qui sont « dans le coup » et ceux qui sont plutôt réticents à s'y mettre. Mais la vraie fracture est beaucoup plus que socioculturelle, elle est d'abord socio-économique et, en particulier, c'est celle qui oppose les pays du Nord et du Sud. Seulement 2% de la population mondiale sont connectés, ce qui laisse 98% de la planète sur le carreau. Et plus de 50% de la population ne disposent pas d'une ligne téléphonique ni même d'installations électriques. A partir de là, la « fracture numérique » est un mot qui ne touche pas le fond du problème : le sous-développement.

Il est donc indécent de parler de fracture numérique à l'échelle d'un pays comme la France ?

Oui, parce que ce n'est pas voir l'ampleur du problème. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour dire que la valeur d'Internet vient du nombre de personnes qui s'y connectent. La valeur d'un réseau croît avec le carré du nombre de ses connectés. Mais se connecter, ce n'est pas seulement avoir l'accès physique depuis un ordinateur, c'est aussi avoir accès aux autres, en particulier à ceux qui sont exclus. Et cela est dans l'intérêt supérieur de l'humanité.

Philippe Quéau est directeur de la division informatique de l'Unesco et auteur d'ouvrages sur Internet



N'est-ce pas une vision utopique d'Internet ?

Je ne dis pas cela de manière idéaliste. C'est clairement un besoin, non seulement d'avoir un maximum de gens connectés, mais, en plus, d'avoir accès à leur culture, à leurs informations, dans l'idéal, qui toujours a été celui du Net, de constituer une communauté mondiale. Car Internet n'est pas une technologie, c'est une idéologie, une idéologie de connectivité.

Pourtant, la communauté mondiale que dessine Internet semble bien disparate, et davantage écarte les peuples que les rapprocher ?

Aujourd'hui, Internet creuse les écarts, renforce les inégalités. Mais le Réseau n'est pas un facteur d'exclusion. Le problème est qu'il ne profite qu'à une poignée de privilégiés, à ceux qui ont déjà tout, et [qu']il exclut tous les autres. Mais ce problème est d'ordre politique. Tout est politique en matière d'Internet. Or la politique géographique du Réseau favorise une surconcentration du trafic aux Etats-Unis. La

politique tarifaire est défavorable aux pays les plus pauvres. Et l'évolution du droit de la propriété intellectuelle se fait au profit des grands groupes privés et au détriment des populations les plus fragiles.

Que faire pour inverser cette tendance ?

Il est urgent de penser un cadre mondial pour corriger ces dérives. Or le mot d'ordre est plutôt « dérégulation et libéralisation ». Il reste à mener une réflexion politique pour tendre vers plus de justice sociale.

En France, une réflexion politique semble s'amorcer autour d'Internet. Les mesures annoncées par Lionel Jospin pour réduire la fracture numérique vous semblent-elles aller dans le bon sens ?

On ne peut que se féliciter de la prise en compte, par le gouvernement français, de l'ampleur du problème. Ce gouvernement a compris qu'il y avait quelque chose à faire et a lancé des initiatives tout à fait utiles. Est-ce que cela va assez loin ? Je ne le crois pas. On devrait aller beaucoup plus loin encore, dans le sens d'une intégration plus approfondie de la cyberculture dans la structure de l'enseignement.

Pourtant, d'après les derniers chiffres communiqués par le ministère de l'éducation nationale, les établissements scolaires français font dorénavant partie des plus connectés en Europe...

Le problème n'est pas d'équiper chaque classe avec un ordinateur et une connexion à Internet. L'éducation nationale a tardé à prendre la mesure du problème. Et cela de manière bien compréhensible. La no-

tion de cyberculture n'est pas directement intégrable dans les enseignements tels qu'ils sont conçus. Cette notion est bien plus profonde. Ce n'est pas simplement apprendre à taper sur un clavier. C'est apprendre l'esprit critique, la tolérance. C'est savoir naviguer dans un univers conceptuel de plus en plus complexe. En bref, c'est une nouvelle méthode de réflexion. Or Internet en est encore au stade du tableau noir, il est perçu comme du matériel qui vient s'ajouter au reste. Il reste à inventer les craies.

Vous pensez que, demain, un enfant qui ne sait pas se servir d'Internet est voué à l'échec ?

Internet sera aussi banal que l'électricité. Il va s'immiscer dans tous les recoins de la vie. Il sera autant indispensable pour étudier que pour travailler. On ne pourra plus vivre sans Internet au XXI^e siècle.

C'est une vision un peu effrayante de penser qu'on ne pourra vivre dans le monde réel que si on maîtrise le monde virtuel. Il sera alors peut-être temps de réclamer un droit à la déconnexion ?

D'un point de vue philosophique, c'est une question qu'il faudra peut-être se poser pour éviter que ne s'installe un régime totalitaire du tout-numérique, une sorte de cyberdictature. Mais, pour l'heure, c'est une question de luxe, que seuls peuvent se poser les 3% de privilégiés qui ont accès au Réseau. Elle sera peut-être à l'ordre du jour dans cent ans, quand la majorité de la population sera connectée.

Propos recueillis par Stéphane Mandard

Le gouvernement et Internet

25 août 1997

Lors de l'Université de la communication à Hourtin (Gironde), le premier ministre, Lionel Jospin, prononce un discours autour de l'idée de l'entrée de la France dans la société de l'information. « Au-delà de sa dimension technique, l'émergence d'une société de l'information représente en effet un défi politique et constitue, à ce titre, une préoccupation essentielle pour mon gouvernement », déclare Lionel Jospin. Il décide de créer un comité interministériel chargé d'élaborer un programme d'action. Trois priorités : le développement en milieu scolaire de l'utilisation des technologies de l'information ; celui de la présence culturelle de la France sur les nouveaux réseaux d'information, et le développement du commerce électronique avec la participation du secteur privé. « Mon souci est bien d'empêcher l'apparition d'une école à deux vitesses dans laquelle certains établissements bénéficieraient du meilleur quand d'autres seraient privés de l'accès aux technologies de l'information », précise alors le premier ministre.

16 janvier 1998

A l'issue du premier Comité interministériel pour la société de l'information (CISI), le gouvernement publie son Programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (Pagsi). Conformément aux orientations fixées par le premier ministre dans son discours d'Hourtin du 25 août 1997, ce programme comporte six axes prioritaires d'action, concernant plusieurs secteurs – l'école, la culture, la modernisation des services publics, le commerce électronique, l'innovation et la régulation.

19 janvier 1999

Lionel Jospin fait un premier bilan de sa politique Internet : « L'état d'avancement du Programme d'action gouvernemental souligne l'importance des efforts engagés. La quasi-totalité des 218 mesures décidées il y a un an ont été mises en œuvre. L'effort financier consenti par l'Etat pour ce programme représente 5,7 milliards de francs, dont 2,1 milliards en 1998 et 3,6 milliards en 1999. »

26 août 1999

Deuxième discours de Lionel Jospin à Hourtin. Au centre des préoccupations du gouvernement, le « passage électronique » et les questions relatives à la sécurité du Réseau. A cette occasion, il annonce aussi la préparation d'une loi sur la signature électronique qui sera adoptée en mars 2000.

Octobre 1999

Elaboration du projet de loi sur la société de l'information, qui sera présenté au Parlement au début de 2001. Cette loi s'articule autour de trois axes : la clarification des droits et des responsabilités de chacun, afin d'assurer la liberté des communications en ligne; la démocratisation de l'accès à la société de l'information, et la sécurité et la loyauté des transactions électroniques.

10 juillet 2000

A l'occasion du troisième Comité interministériel, Lionel Jospin confirme la volonté de son gouvernement d'amener la France vers une société de l'information, annonçant un budget pour 2001-2003 de 3 milliards de francs pour réduire le « fossé numérique » afin que tous aient la possibilité de maîtriser les outils de la société de l'information, et 1 milliard pour la recherche.

Le dispositif institutionnel du CISI

EN HAUT du dispositif se trouve l'organe décisionnel, le Comité interministériel pour la société de l'information (CISI). Présidé par le premier ministre et composé des ministres, ce comité décide de la politique à suivre et des moyens engagés dans le cadre du Programme d'action gouvernemental pour la société de l'information (Pagsi).

Outre le pouvoir décisionnel, le CISI remplit aussi une mission de veille technologique. Il examine les réactions, questions et suggestions recueillies lors de débats publics et, au-delà, veille à la prise en compte dans l'action de l'Etat des suggestions émises par les acteurs de la société de l'information. Il tire les enseignements des évolutions économiques, technologiques, sociales et culturelles en liaison avec l'entrée de la France dans la société de l'information, et propose les correctifs éventuels à apporter au Pagsi.

Le suivi régulier de la mise en œuvre du Pagsi est assuré par une coordination entre les correspondants de la société de l'information au sein de chaque cabinet ministériel. Une coordination qui concerne aussi bien le financement ou la réalisation de projets interministériels que la mise en réseaux des administrations, la définition de normes communes ou de principes généraux à respecter pour assurer la diffusion des informations et la communication des services publics avec les usagers ou la sensibilisation et la formation des agents de l'Etat aux nouvelles technologies. C'est le ministère de la fonction publique,

de la réforme de l'Etat et de la décentralisation qui est chargé de centraliser, dans le cadre des orientations du Pagsi, cette tâche de coordination, en liaison avec le secrétariat général du gouvernement. Ainsi, à partir des orientations fixées dans le Pagsi, un certain nombre de mesures concrètes ont déjà été mises en œuvre : création et développement de sites publics ; accès gratuit au Journal officiel ; ouverture du portail administratif Admifrance ; mise en ligne de 300 formulaires couvrant 50% du volume des procédures ; lancement de services à distance comme le paiement des impôts ou d'accomplissement de certaines formalités ; unification des standards informatiques et ouverture de premiers intranets ; généralisation de la messagerie électronique dans les administrations...

Contre la facture numérique, la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) veille, en relation avec les préfets de région, à la cohérence et à l'efficacité des projets conduits par les différents départements ministériels, au regard des priorités retenues en matière de développement régional. Elle élabore, chaque année, un rapport sur les conditions de déploiement des réseaux et services de communication sur l'ensemble du territoire, faisant le point sur la progression du taux de couverture de la population et du territoire par les différents réseaux et l'équité dans l'accès aux services des entreprises et des particuliers suivant leur localisation géographique.

Plus complexe que le langage binaire

FAVORISER l'accès à Internet, c'est bien. Mais est-ce suffisant pour combler un « fossé numérique » ? Des voix s'élèvent pour critiquer une vision réductrice des inégalités créées par les nouvelles technologies. Vision qui conditionnerait les moyens à employer pour les gommer. « Au bout des claviers, il n'y a pas une nouvelle société », dit Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS. « Il existe un noyau d'individus exclus pour des raisons autres que celles de l'équipement », explique pour sa part Yves Lasfargue, directeur des études au Centre d'études et de formation pour l'accompagnement des changements (Crefac).

Depuis près de vingt ans, le premier travail sur la communication et s'évertue à démonter les mythes générés par la technique. Il s'étonne de constater à quel point nous avons dévalorisé un écran au profit

Donner un ordinateur ou offrir la possibilité d'accéder à Internet ne suffit pas

d'un autre. L'opinion la plus largement répandue voudrait, en effet, que l'on soit passif et bête devant la télévision, actif et intelligent face à un ordinateur. « Pourtant, ce sont les mêmes fonctions cognitives qui sont mises en œuvre », remarque-t-il.

Pour Dominique Wolton, la fracture numérique est un problème partiel que l'on entend résoudre par une solution économique, en assimilant le « projet » d'utilisation d'une technique à la seule capacité

de se servir d'un ordinateur. « Se limiter à la question de l'accès, c'est satisfaire les ambitions des constructeurs, qui verraient bien six milliards d'internautes sur Terre. » Il insiste aussi sur le « fantasme démagogique » du « do it yourself », l'illusion qu'avec Internet on peut tout faire tout seul. A quoi sert un océan d'informations si l'on ne sait pas sélectionner celles qui nous intéressent et les replacer dans un contexte pour les rendre significatives ?

Plus axé sur la formation aux nouvelles technologies, Yves Lasfargue distingue, lui, le collectif et l'individu dans la fracture numérique. Le collectif serait rattaché à la « dictature numérique », l'impossibilité d'accéder à des services autrement que par un automate, un réseau, un clavier. Or « il existe environ 20% de technophobes, de personnes éprouvant des difficultés à faire marcher la technique ou ne supportant pas l'abstrac-

tion », dit-il. Les négliger et ne pas prévoir d'accès autre que numérique conduirait alors à renforcer leur exclusion.

Sur le plan individuel, la fracture numérique tiendrait plus de la vulnérabilité du matériel et de sa complexité. « Devant une imprimante qui tombe en panne, un utilisateur isolé peut facilement se trouver perdu », dit Yves Lasfargue. Quant à l'apprentissage, il resterait finalement long.

Mais, au dire de ce dernier, la fracture numérique serait aussi souvent psychologique, renforcée par le discours optimiste et omniprésent sur les nouvelles technologies. « On donne à tous ceux qui ne sont pas connectés à Internet, comme il y a quelques années à ceux qui n'avaient pas une encyclopédie en vingt volumes, le sentiment qu'ils perdent une partie de la connaissance. »

Corinne Manoury



143,9 millions

C'est le nombre d'internautes aux Etats-Unis, soit 52,2% de la population. Est considéré comme internaute toute personne qui s'est connectée à Internet au moins une fois en trois mois.

Géant

Les sept pays les plus industrialisés et la Russie (G8) ont annoncé en juillet la création du Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies (Geant), un organisme chargé de réduire la « fracture numérique » entre le Nord et Sud. Premier rapport attendu en 2001.

2002

A cette date, plus de 10 millions de personnes travailleront dans le secteur des nouvelles technologies en Europe et aux Etats-Unis. (Source : Andersen Consulting)

PUBLICITÉ

Le.top.des.réseaux

Veille citoyenne

www.vecam.org

L'association Veille européenne et citoyenne sur les autoroutes de l'information et le multimédia (Vecam) est à la fois un lieu de réflexion sur les impacts des nouveaux outils multimédias, un réseau d'échange d'expériences sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information pour lutter contre l'exclusion sociale et un organisme de formation pour démocratiser l'usage de ces technologies. On trouve, sur le site, des études sur l'usage citoyen du Net et, surtout, une centaine de liens vers des sites qui traitent de ce sujet.

Collectif associatif

www.isoc.org

Derrière l'appellation sibylline d'Internet Society (ISOC) se cache l'un des plus puissants lobbies américains pour un usage plus large, plus facile et plus sécurisé du Net. Ce collectif rassemble 150 organismes privés, publics et associations et plus de 6 000 membres individuels dans 100 pays avec pour slogan « *Internet is for everyone* ». Il organise des groupes de discussion, des conférences et surtout des formations et programmes d'éducation aux nouvelles technologies qu'il étendra bientôt aux pays en développement.

www.creatif-public.net

Le Collectif des réseaux d'accès aux technologies de l'information en France (Créatif) regroupe des responsables d'accès public aux technologies de l'information (employés par des collectivités locales) et des associations (ATD Quart Monde, Initial, Isoc, etc.). Son site propre, qui va être lancé en octobre, est provisoirement hébergé dans www.mairie-brest.fr/cnt/creatif. On peut s'y informer sur le calendrier des manifestations pour la popularisation de l'Internet en France et profiter de la mise en réseau des informations et expériences de ses membres.

Institutions politiques

www.internet.gouv.fr

« Le site du programme d'action gouvernemental pour la société de l'information » recense l'état d'avancement des chantiers législatifs dans ce domaine et tous les travaux et discours sur le thème, classés par rubrique (Education, Innovation, Régulation, Entreprises, Culture et Services publics), avec de nombreux liens. Voilà qui permet de faire un tour d'horizon sur les initiatives de l'Etat pour la démocratisation du Net.

www.undp.org/hdro

Les rapports annuels du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) y sont mis en ligne. Celui de 1999 s'est attaché aux conséquences de la globalisation, et son chapitre 2, « Nouvelles technologies et course au savoir », détaille, statistiques à l'appui, l'inégalité d'accès aux nouvelles technologies de l'information entre le Nord et le Sud et ses conséquences.

Une sélection de Gaëlle Macke

La formation professionnelle contre le « fossé numérique »

CHAQUE ANNÉE, des millions de salariés ou de demandeurs d'emploi bénéficient d'une formation professionnelle au sein de leur entreprise ou d'un organisme spécialisé. Leur but : pouvoir évoluer dans leur carrière ou tout simplement accéder à un emploi qualifié. L'AFPA (Association nationale pour la formation professionnelle des adultes), par exemple, l'un des principaux organismes de formation en France, forme environ 1,5 million de personnes par an, dont un tiers envoyé par le réseau des ANPE. A l'heure où fleurissent les discours sur la « fracture numérique » dans la société française, la formation professionnelle joue depuis quelques années un rôle supplémentaire à côté de ses missions traditionnelles : détecter les inégalités face aux outils informatiques et remettre à niveau ceux qui en font la demande grâce à des modules centrés sur l'enseignement des nouvelles technologies.

« Parmi les gens qui viennent chez nous, nous constatons très vite les effets de la non-culture informatique », analyse Yves Choll, directeur du département tertiaire à l'AFPA. « Les employeurs sont de plus en plus intéressés par les compétences techniques des gens qu'ils recrutent. De plus, en termes d'accès à l'information et de recherche d'emploi, c'est un véritable handicap de ne pas maîtriser les nouveaux outils informatiques. A l'AFPA, nous recevons également beaucoup de porteurs de projets envoyés par l'ANPE pour améliorer leur niveau en informatique », précise-t-il. Or les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) pourraient créer entre 74 000 à 190 000 emplois par an selon les estimations du Bipec (Bureau d'informations et de prévisions économiques, *Le Monde interactif* du 6 septembre 2000), ce qui explique mieux pourquoi nombre de salariés ou de



Les organismes de formation professionnelle aident les salariés à combler le fossé numérique

demandeurs d'emploi cherchent à s'approprier les technologies de l'information.

« Nous détectons, dès le premier entretien, ce désir de rattraper un retard technologique », poursuit Yves Choll. L'AFPA dispose ainsi de plusieurs modules d'initiation, allant de 14 heures de cours pour une première approche à 35 heures pour ceux qui souhaitent aller plus loin. Disponible sur CD-ROM, le premier module est une commande de l'Etat faisant suite au discours de Lionel Jospin sur la société de l'information. Il est aussi distribué dans le réseau des missions locales pour l'emploi. Quelque 25 000 personnes devraient bénéficier de ces formations d'ici à la fin de cette année et l'AFPA en prévoit 100 000 pour 2001.

Sur le terrain, les formateurs doivent de plus en plus faire face à des demandes concernant l'informatique. Et pas uniquement de la part des personnes les plus bardées de diplômes. Bernard Fiat, formateur au centre de Créteil de l'AFPA, le confirme : « Ce que les gens veulent, c'est savoir se servir d'un ordinateur, ouvrir un programme, naviguer sur Internet. Et aucune profession n'est épargnée. Aujourd'hui, pour être caissière ou gérer des stocks, il est nécessaire de connaître un peu d'informatique. Sur près de 50 millions de postes de travail en France, 30 millions sont informatisés. »

Valérie Hellouin est chargée d'étude à l'observatoire de la formation au Centre Inffo, une association placée sous la tutelle du ministère de l'emploi et de la solidarité. Elle vient de diriger un ouvrage collectif intitulé *Internet : nouveaux horizons pour la formation*, consacré à l'impact des nouvelles technologies sur les formateurs et les formés. Pour elle aussi, si fracture numérique il y a, elle ne se trouve pas forcément là où tout le monde l'attend. A savoir dans le clivage diplômés/non-diplômés. « La fracture numérique n'est pas une affaire de niveau de qualification, comme cela est souvent évoqué. Il n'y a pas, d'un côté, des gens d'un bon ni-

veau qui savent utiliser les nouvelles technologies et, de l'autre, des gens à faible niveau de qualification qui en sont incapables. Et puis je ne suis pas persuadée que cette non-maîtrise soit rédhibitoire pour l'accès à certains métiers. » Et de poursuivre : « C'est plus le manque d'accès à Internet dans les foyers qui est pénalisant. »

De fait, nombre d'expériences montrent que l'outil informatique est souvent bien appréhendé par des catégories de gens qui n'ont pourtant que peu d'occasions de l'utiliser. « Aujourd'hui, l'informatique n'est plus aussi compliquée qu'avant. Les logiciels sont plus simples à utiliser et il suffit d'un peu de bon sens pour s'en sortir », analyse encore Valérie Hellouin, qui estime quand même que beaucoup de choses restent à faire au niveau de la formation professionnelle pour mettre le plus de salariés possible à un bon niveau informatique. « Il y a plus de beaux discours que de réalisations. » Quid de la langue par exemple ? Nombre de sites et de logiciels sont en anglais, la langue officielle des nouvelles technologies. Une barrière peu évoquée, mais pourtant bien présente dans l'esprit des formateurs et des formés. Une fracture en cache parfois une autre.

Guillaume Fraissard

Tribune

De l'« Internet pour tous » à l'Internet équitable

QUE SIGNIFIE la formule « Internet pour tous », introduite il y a déjà trois ans par le député Patrice Martin Lalande, puis reprise récemment par le gouvernement français dans un rapport intitulé « Réduire le fossé numérique » ? Une formule qui sonne bien, tant aux oreilles des investisseurs qu'au cœur des humanistes : pour les premiers, il s'agit d'inciter un maximum de clients potentiels à mettre le doigt dans l'engrenage d'Internet pour pouvoir orienter leur consommation ; les seconds se donnent une plus noble ambition : « Favoriser l'essor d'une société mondiale de l'information solidaire, dans laquelle la France défend la vision d'un Internet citoyen, accessible pour tous, dans le respect des libertés fondamentales et de la diversité des cultures » (conseil interministériel pour la société de l'information du 10 juillet dernier). En décidant d'y consacrer 3 milliards de francs et 4 000 emplois-jeunes dans les trois années à venir, le gouvernement estime pouvoir susciter le développement d'un nombre suffisant d'accès publics à Internet et, grâce à des mesures de formation, « donner à tous la possibilité de maîtriser les outils de la société de l'information ». Ainsi serait comblé le « fossé numérique » entre Français et par rapport aux autres pays les plus développés.

La disponibilité de l'outil n'empêchera pourtant pas le développement de grandes « inégalités d'usage », car Internet livre d'autant mieux ses contenus que l'utilisateur est plus apte à les lui demander : c'est un amplificateur de savoir-faire et d'intelligence (ou de malveillance et de sottise). Faire une recherche sur Internet est un exercice intellectuel plus complexe que faire une recherche dans une encyclopédie papier : il faut trier et synthétiser l'information obtenue ; ce seront les élèves les plus brillants qui tireront le meilleur profit du Réseau. Même au niveau d'un pays développé, l'accès intelligent à Internet restera l'apanage d'une minorité.

Proposer d'atteindre, au niveau mondial, le même objectif dans un délai raisonnable relève de l'utopie. Les chiffres sont sans appel : 2 % de la population mon-

diale sont connectés, 98 % ne le sont pas. Comment ces utilisateurs sont-ils répartis ? Pour 88 %, les utilisateurs d'Internet vivent dans les pays industrialisés, contre 0,3 % en Afrique. Car, au royaume d'Internet, les exclus d'office sont largement majoritaires : en 1998, sur les 6 milliards d'habitants de la Terre, 2,8 milliards vivaient avec moins de 2 dollars par jour, 5 milliards ne disposaient pas d'une ligne téléphonique, 20 % des plus de 15 ans étaient analphabètes, 5,4 milliards ne parlaient pas l'anglais, langue de 80 % des contenus d'Internet...

[L']« Internet au service de tous » constitue un enjeu plus important et plus immédiat, car chacun sera concerné par l'impact du Réseau, devenu l'un des vecteurs de l'évolution de l'économie, de la culture et de la société. Il s'agit d'empêcher une appropriation exclusivement marchande des espaces vierges ouverts par la Toile, de veiller à privilégier l'utilisation de cet outil dans le sens de l'intérêt commun, de promouvoir des usages d'intérêt public, au niveau local comme au niveau mondial et de dénoncer ceux d'entre eux qui ne vont pas dans le sens de l'équité. En bref, développer vis-à-vis des nouveaux usages d'Internet des réflexes de vigilance, de prudence, et de transparence au même titre qu'envers le nucléaire ou la génétique. Face aux tentations d'un libéralisme aveugle ou d'un colonialisme numérique, telles sont quelques pistes pour construire un Internet citoyen et solidaire à l'échelle du monde.

Michel.elie@internet-equitable.org

★ Michel Elie est responsable de l'Observatoire des usages d'Internet

RETROUVEZ DÉORMAIS L'ACTUALITÉ CITOYENNE DU WEB DANS LES PAGES DU MONDE INTERACTIF ET SUR LE SITE

interactif.lemonde.fr

PUBLICITÉ

Apple à la recherche d'un second souffle

Micro

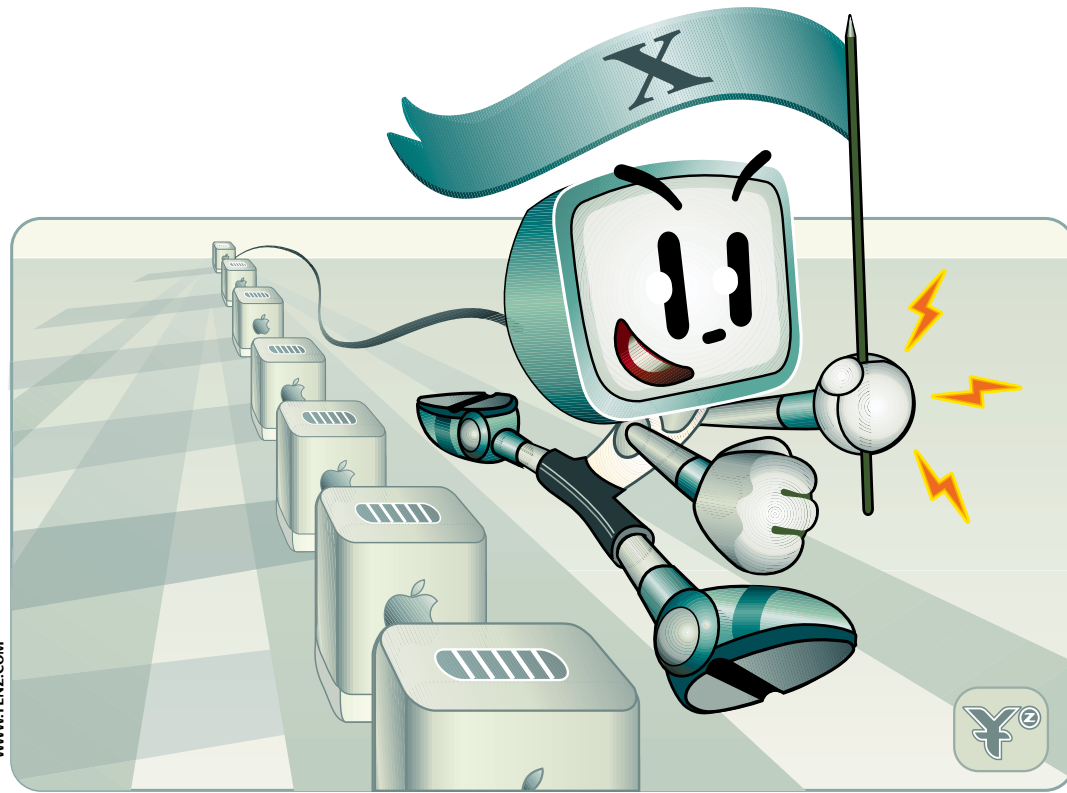
L'iMac fut un coup de maître. Apple doit maintenant se réinventer

IL FAUDRA plus que de l'imagination à Apple pour renouveler l'exploit réalisé à la sortie de l'iMac. Le *Born to Be Wild* de Steppenwolf et le *Blue Suede Shoes* d'Elvis convoqués pour les prochaines campagnes de publicité de la pomme ne seront pas de trop.

« C'est vrai, avec l'iMac, nous avons placé la barre haut, très haut, concède Thomas Lot, le directeur général d'Apple pour la France. Au-delà du succès de la gamme lancée en 1998, il reste à la firme à se réinventer. » « Ils sont dans une situation intéressante, confirme Roger Kay, analyste chez IDC. Le pire est passé, mais on se demande où ils peuvent aller. »

Au cours de ces dernières années, la firme a réussi à redresser la barre. Finie l'époque où il était question d'un rachat par IBM ou Sun. Aujourd'hui, Apple vole de ses propres ailes. Les finances sont saines (avec un chiffre d'affaires de 6,1 milliards de dollars et un bénéfice net de 601 millions de dollars pour l'exercice clos le 25 septembre 1999). La firme affiche une capitalisation boursière de 20 milliards de dollars et les moyens d'assurer son indépendance et de poursuivre son développement.

Pour en arriver là, le constructeur a rationalisé son réseau de distribution. En France, il s'appuie sur des partenaires privilégiés comme la Fnac (où il représenterait, selon Apple France, 25% des ventes d'ordinateurs), Darty ou les Galeries Lafayette, qui visent le grand public, tandis que le réseau IC (International Computer) s'adresse plutôt au monde des professionnels. Il a formé les vendeurs de ses partenaires, fait en sorte qu'ils puissent vendre machines, périphériques et logiciels. Cette nouvelle approche passe par la création d'espaces appelés Mac Eco System, où le client trouve tout l'univers Mac.



Chez Apple, on explique que le retour au succès tient surtout aux produits. Au premier rang de ceux-ci, l'iMac. « Depuis 1998, nous en avons vendu 3,7 millions dans le monde, soit 5 000 par jour, ou 200 à l'heure », argumente Thomas Lot. En plus d'être l'un des plus gros « hits » de l'histoire de l'informatique, l'iMac a lancé la mode du translucide. Cette machine a permis à Apple de regagner des parts de marché, auprès d'acheteurs pour lesquels elle représente le premier achat d'ordinateur (30%, selon

Apple), de déçus du monde Wintel (14%, toujours selon le constructeur). « Apple est bien positionné sur le marché grand public, explique Roger Kay, chez IDC. L'iMac, par sa facilité d'utilisation, a de quoi séduire les nouveaux venus à l'informatique. Mais, quoi que fasse Apple, ses machines restent plus chères que les PC d'entrée de gamme. »

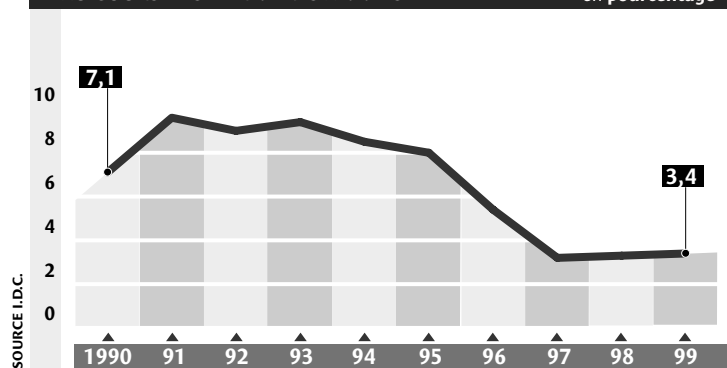
« Désormais, nous ne sommes plus dans une guerre d'Apple contre les autres constructeurs, continue Thomas Lot, le directeur général d'Apple France. Il s'agit d'une course

contre nous-mêmes. Nous avons l'ambition d'avoir une part de marché à deux chiffres. Il y a des secteurs dans lesquels nous sommes dominants et où nous comptons le rester. »

Conscient d'avoir frappé fort avec l'iMac, Apple essaie de ne pas s'endormir sur ses lauriers. Tout d'abord, il renouvelle la gamme et sort la quatrième génération de ses machines aux courbes généreuses, qui dévoilera leurs nouvelles couleurs – indigo, rubis, sauge et blanc translucide pour la nouvelle collection de l'automne 2000 –, lors d'Apple Expo, du 13 au 17 septembre, à Paris.

Chez le constructeur, on affirme que 75% de la gamme ont été renouvelés au cours des derniers mois. Les nouvelles machines sont à la portée de toutes les bourses, à partir de 6 999 francs TTC (1 067 euros). Ensuite, il rajeunit les Power Mac G4, ordinateurs haut de gamme destinés au marché professionnel. Au menu, la possibilité d'avoir, gratuitement, dès le milieu de gamme, des machines dotées de deux processeurs G4 capables de traiter sept milliards d'instructions par seconde. Les machines peuvent aussi recevoir une carte réseau ca-

ÉVOLUTION DE LA PART DE MARCHÉ D'APPLE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES en pourcentage



Trois questions à...

Daniel Kunstler

1 Vous êtes senior analyst chez JP Morgan, à San Francisco. Où est Apple aujourd'hui ?

Pour Apple, faire de la concurrence aux autres constructeurs n'a aucun sens. Son offre se présente comme un ensemble intégré de logiciel et de matériel. Le principal avantage d'Apple tient au degré de liberté dont bénéficie la firme. Ses ingénieurs peuvent concevoir ce qu'ils veulent, ou presque, à la différence des constructeurs du monde Windows et Intel, qui sont condamnés à offrir un niveau de performance donné pour un prix donné. Enfin, ils savent jouer sur l'émotion. C'est d'ailleurs ce qui trouble les marchés financiers. Quand on regarde le cours de l'action d'Apple, on constate qu'elle ne progresse pas beaucoup, qu'elle reste autour de 60 dollars. Cela reflète la difficulté des marchés à évaluer cette notion d'émotion, d'affectif qui va avec Apple. C'est ce qui peut faire du G4 Cube un produit à succès. Si les acheteurs étaient rationnels, ils prendraient un iMac haut de gamme. Mais ce nouvel ordinateur a pour lui son esthétique.

2 Les dirigeants d'Apple peuvent-ils gagner de nouvelles parts de marché ?

Ils sèment aujourd'hui les gains de demain, auprès des enseignants et des élèves du primaire et du secondaire. Il est certain que dans les entreprises traditionnelles, le duo Windows-Intel ne peut être délogé. Les entreprises ont mis en place des circuits de sélection pour les ordinateurs qui excluent le Mac. Et, si elles changeaient leur fusil d'épaule, ce ne serait pas pour acheter des machines chez Apple, mais chez des clients légers avec des applications hébergées sur Internet, un domaine où le constructeur n'a aucun argument décisif à faire valoir. Pour Apple, la messe est dite dans les entreprises. Mais, pour prendre des parts de marché, elle doit gagner l'attention des développeurs de logiciels. Ce qui n'est pas acquis. À part Adobe, quel éditeur considère le Mac comme sa plate-forme de choix ? Dans les jeux, l'offre reste modeste. Dans le domaine des échecs, par exemple, il y a des jeux remarquables sur PC, mais seulement un ou deux pour le Mac. Néanmoins, il ne faut pas se fier aux chiffres bruts. La firme progresse dans les marchés où elle est traditionnellement forte. Elle fait volontairement l'impasse sur certains d'entre eux. Ce qui explique leurs 3 à 4% de part de marché. Mais cette part de marché n'est pas à comparer à celle de la douzaine de constructeurs actifs sur le marché de la micro-informatique, qui se partagent 95% de ce marché, mais à celle de chacun des acteurs.

3 Apple peut-il rééditer l'exploit de l'iMac, qui s'est vendu à plus de 3,7 millions d'exemplaires depuis sa sortie en juillet 1998 ?

Le G4 Cube aura probablement un succès moindre que l'iMac. Son prix n'en fera pas un produit de masse. Il se vend bien. Pour ses plates-formes, Apple est obligé de renouveler sa gamme. Cela dit, Mac OS X pourrait les aider. C'est un très beau produit. Les utilisateurs seront probablement épatés par ses fonctionnalités, l'intégration d'un lecteur MP3... Mais il ne faut pas oublier que le système d'exploitation n'est qu'un élément de l'ordinateur. Un peu comme la colonne de direction sur une voiture.

Propos recueillis par Pierre Bouvier

X, cubisme et biprocesseurs à l'affiche d'Apple Expo

APPLE maîtrise parfaitement sa communication et l'art du suspense. À chacune de ses grands-messes, la marque réserve une surprise à ses aficionados. En juillet, lors de la Mac World Expo, Steve Jobs a dévoilé le G4 Cube (photo). Le point fort d'Apple Expo, du 13 au 17 septembre, est la présentation de Mac OS X (10 en chiffres romains), la nouvelle version du système d'exploitation du Mac. Celui-ci sera présenté sous forme d'une « bêta publique » (version qui diffère de celle qui sera disponible dans les machines de série), selon les termes de Steve Jobs.

Annonçant la présentation du Mac OS X lors du Salon Seybold de San Francisco, le 29 août dernier, ce dernier expliquait que le nouvel OS (Operating System) représentait « le futur du Mac ». La version définitive devrait voir le jour au début de l'année prochaine.

Le nouveau système d'exploitation propose une interface renouvelée (baptisée Aqua) qui laisse la part belle aux effets de lumière et à la couleur. Il est censé être plus stable que ses prédécesseurs. Une application peut « planter » sans déranger les autres. Le nouveau système d'exploitation est destiné aux machines à base de processeur G3 ou G4. Il nécessite un minimum de 64 Mo de mémoire vive.

Qu'Apple décide de faire de son nouvel OS une « bêta publique », indique-t-il que la firme n'a pas encore obtenu le résultat escompté ? Rien ne l'indique. Le Mac OS X serait aussi accompagné de quelques surprises, même si rien n'est confirmé du côté d'Apple. Le site www.macosrumours.com évoquait récemment une version rafraîchie du portable Power Mac. Mais rien sur l'autre portable, l'iBook.



Pour Apple Expo, le constructeur sera entouré de partenaires. Microsoft présente Office 2001, version de sa suite bureautique destinée au Mac. Celle-ci sera disponible en octobre et comprendra un nouveau module de gestion du courrier électronique et des informations personnelles. Quant à IBM, il propose une nouvelle version de la solution de dictée vocale ViaVoice pour le Mac.

Côté matériel, Apple présente la quatrième génération de l'iMac. Celle-ci subit un renouvellement de sa garde-robe. Avec cette nouvelle gamme, Apple met l'accent sur la vidéo numérique, les machines étant équipées du logiciel iMovie.

Avec l'iMac, le constructeur avait déjà innové en lançant la mode des machines dépourvues de lecteur de disquette. Il a également remplacé les ports série et SCSI par des ports USB et FireWire.

Avec les nouveaux Power Mac G4 haut de gamme, Apple propose deux processeurs. Il reste à évaluer

pable d'effectuer des transferts de données à 1 Go/s. « Avec ces machines, nous visons le marché des start-up, du scientifique », commente le directeur général d'Apple France.

Enfin, avec le nouveau G4 Cube, Apple veut allier l'ergonomie de l'iMac avec la puissance du G4 dans un cube ayant une arête de moins de 20 centimètres. « Nous réalisons la parfaite alchimie de l'art et de la technologie », explique sans ambages Thomas Lot. « Le G4 Cube ? Ce n'est pas un produit aussi intéressant que l'iMac. C'est une belle boîte ; mais, à l'intérieur, cela reste un processeur G4 », ironise, pour sa part, Roger Kay, chez IDC.

« Le dernier trimestre d'Apple est impressionnant. Mais, entre le premier et le deuxième trimestre 2000, ils ont vu leurs ventes mondiales décliner de 2,1% en volume, constate Roger Kay. Et s'ils connaissent une croissance sur une année de 11,7% ils ne peuvent rivaliser avec des constructeurs comme Dell, Hewlett-Packard ou Gateway, qui enregistrent respectivement 22,4%, 33,5% et 17,5% de croissance. » Pour l'analyste d'IDC, le succès de l'iMac sera difficile à rééditer. « Personne n'a jamais fait mieux », observe-t-il.

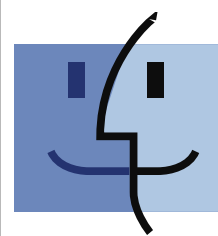
Autre axe pour Apple, les nouveaux logiciels, dont iMovie 2, nouvelle version du logiciel de montage vidéo qui s'adresse à tous les vidéastes amateurs équipés d'une caméra numérique. Il s'agit, pour le constructeur, de reproduire dans la vidéo le succès rencontré par la firme dans la PAO il y a plus de dix ans.

Au-delà, Apple veut marquer de son empreinte le marché des créatifs. « Nous avons de 60 à 65% de part de marché dans la presse, confirme Thomas Lot. Nous voulons faire aussi bien dans le domaine de la musique et de la vidéo. » Roger Kay, chez IDC, confirme que « le Mac reste aussi la plate-forme de choix dans les marchés de la création, et il sera difficile de l'en déloger ».

Apple pourrait bien réussir son pari en France, où il est traditionnellement bien implanté sur le marché grand public. Mais son succès passera aussi par celui des caméras numériques, un paramètre qu'il ne contrôle pas.

P. Bo.

Clés



Steve Jobs, le retour

Décembre 1996

Apple rachète NeXT, la société fondée par Steve Jobs après son départ d'Apple, en septembre 1985. Il devient consultant auprès du constructeur.

Août 1997

Lors de la Mac World Expo, Steve Jobs rejoint le conseil d'administration d'Apple, qui signe un armistice avec Microsoft. En retour, l'éditeur décide d'investir 150 millions de dollars dans Apple et promet d'accroître sa collaboration avec le constructeur.

Septembre 1997

Steve Jobs est nommé PDG par intérim d'Apple. Il remplace Gilbert Amelio.

Novembre 1997

Sortie de Rhapsody, le système d'exploitation nouvelle génération d'Apple, qui repose sur la technologie développée par NeXT, l'ancienne société de Steve Jobs.

Février 1998

Newton, l'ordinateur de poche d'Apple, est abandonné. Le constructeur se retire du marché de la course aux assistants personnels (PDA) et aux ordinateurs de poche.

Mai 1998

Mac OS X est présenté comme l'avenir du Mac. Rhapsody a du plomb dans l'aile.

Juillet 1998

Sortie de l'iMac. Apple lance la mode des ordinateurs translucides. L'iMac s'est vendu à plus de 3,7 millions d'exemplaires depuis sa sortie.

Juillet 1999

Lancement de l'iBook, la version portable de l'iMac. Il s'impose dans les ventes d'ordinateurs portables.

Août 1999

Présentation du Power Mac G4, ordinateur haut de gamme, et de Mac OS 9.

Janvier 2000

Steve Jobs abandonne son titre de PDG intérimaire et prend le titre de PDG.

Juillet 2000

Naissance du G4 Cube, un ordinateur ayant une arête d'environ 20 centimètres.

Septembre 2000

Sortie de Mac OS X, sous forme d'une « bêta publique ».

P. Bo.

PUBLICITÉ

Carnet interactif

Xerox

Monica Beltrametti accède au poste de vice-présidente de Xerox Research Centre Europe. Au sein de ses nouvelles fonctions, elle gèrera une équipe de plus d'une centaine de chercheurs et d'ingénieurs logiciels basés à Grenoble et à Cambridge (Grande-Bretagne). Elle devra assurer le développement des programmes de recherche de Xerox en Europe, en renforçant les connexions avec la plus grande communauté de scientifiques européens.

Cisco

Thierry Drilhon (36 ans) devient directeur général de la filiale française de Cisco Systems Europe, spécialiste des solutions réseaux pour Internet. Il exerçait jusqu'à présent la responsabilité de directeur de la division entreprises de Microsoft France.

Ubicco

Cédric Nicolas vient d'être nommé directeur général d'Ubicco, filiale du groupe FI System dédiée à l'Internet mobile. L'objectif principal d'Ubicco est d'aider les grandes entreprises et les jeunes pousses européennes à déployer leurs contenus Internet, intranet et extranet sur tous les terminaux non PC. Cédric Nicolas assurait jusqu'à présent la direction technique de la société. En temps que directeur général, il est responsable de la nouvelle division Business Development.

Internet Fr

David Vigier vient d'être nommé responsable de la gamme Ténors de l'hébergeur Internet Fr, dédiée à l'hébergement d'applications critiques du type portails, communautés virtuelles, bases de données intranet et solutions e-business. Avant d'intégrer Internet Fr, David Vigier a été directeur commercial d'une agence Web.

Agenda

La Semaine des télécoms & des réseaux 2000

Du 19 au 21 septembre

Pour suivre les tendances du marché, les nouvelles applications et les nouvelles technologies appliquées aux télécommunications. Paris Expo, porte de Versailles.

Renseignements : 01-53-62-62-67.

■ www.sircom.com

Salons CFAO et SGGT

Du 19 au 21 septembre

Grand rendez-vous annuel de la conception et de la fabrication assistées par ordinateur, le Salon CFAO est accompagné d'une manifestation traitant de la maîtrise des données techniques et des flux d'information. Paris Expo, porte de Versailles, hall 5.

Renseignements : 01-44-39-85-00.

■ www.groupe-solutions.fr

Monnet - Monaco Net Show

Du 20 au 22 septembre

Première manifestation consacrée au marché méditerranéen des Internet Service Providers (ISP, fournisseurs d'accès Internet). Parmi les thèmes abordés : les nouvelles orientations concernant la sécurité informatique, les opportunités de financement pour les petits et moyens ISP... Grimaldi Forum Monaco.

Renseignements : (377) 97-77-83-21.

■ www.monnetexpo.com

Repro 2000

Du 20 au 22 septembre

Salon professionnel tournant autour de toute la chaîne du document. Thèmes abordés : le futur du document, l'avenir des métiers de l'impression, le point de vue des professionnels français... Paris Expo, porte de Versailles.

■ www.millerfreeman.fr/repro

Mipcom 2000

Du 2 au 6 octobre

Cinq jours de contacts en présence des décideurs de l'industrie mondiale de la télévision, de la vidéo, du câble, du satellite... Cannes, Palais des festivals.

■ www.mipcom.com

6^{es} Rencontres de l'ORME

Du 11 au 13 octobre

Trois journées dédiées aux acteurs du multimédia éducatif français comme étrangers. L'originalité des Rencontres repose sur le mariage des industriels et des utilisateurs. Marseille, palais du Pharo.

Renseignements : 04-91-14-13-62.

■ www.orme-multimedia.org

Salon Net'Expo 2000

Du 12 au 14 octobre

Première édition d'un Salon qui vise à favoriser la collaboration entre pays du Bassin méditerranéen dans le domaine du multimédia et des technologies de l'information. Marseille, parc Chanot.

■ www.netexpo2000.com

Sib@nk Techno-Finance

Les 17 et 18 octobre

Au cours de cette 2^e édition du Salon Sib@nk, des témoignages et des études de cas. Les organismes financiers et les compagnies d'assurances seront présentés autour de quatre problématiques : de l'e-banking au mobile banking ; services financiers on-line ; le CRM au service de la banque one-to-one ; e-distribution dans l'assurance.

Au CNIT Paris-la Défense, hall Albinoni 2.

Renseignements : 01-41-18-68-88.

■ www.groupepmm.com/sibanktf

Une sélection de Sylvie Fomarty

Vous pouvez nous signaler vos manifestations et nominations à l'adresse électronique agenda@lemonde.fr

Des ordinateurs pour humaniser l'hôpital

NOUS SOMMES à l'heure où une grande partie de la France goûte aux joies du repos estival. Le professeur André Noir, président de l'association Cyberhosto, avance à grandes enjambées dans les couloirs de l'hôpital Saint-Jacques de Besançon. Plus précisément dans ceux du service pédiatrie. Personne ne s'étonne de le voir s'activer de salle en salle, alors qu'il est censé être lui aussi en vacances. Il est ici chez lui. Et, depuis le temps qu'il dirige ce service, treize ans exactement, André Noir a constamment un pied dans cet hôpital. Même sa maison n'est qu'à quelques enjambées de là, comme pour ne pas couper le lien étroit qui le rattache aux enfants malades.

Le professeur parle peu. Derrière ses lunettes, le regard est clair, perçant, aigu. Le bonhomme en impose. Voilà près de quarante ans qu'il s'occupe de réparer la souffrance des plus jeunes. Alors quand, il y a deux ans de cela, on lui soumet un projet original – celui de faire entrer Internet dans l'hôpital, à la disposition des jeunes malades –, André Noir, mordu d'informatique, n'hésite pas une seconde et se jette dans l'aventure Cyberhosto. Les parrains fondateurs de l'association – Apple et France Télécom – apportent matériel et soutien financier. Jacqueline Tabarly devient l'ambassadrice du projet. Dès l'été 1999, tout se met en place : une dizaine d'ordinateurs mis en réseau et reliés à Internet sont offerts aux enfants, dans le service du professeur Noir.

Dans les longs couloirs du service, les murs tapissés de posters, dessins et collages aux couleurs criardes ont l'air de livrer un combat, comme pour mieux apprivoiser un lieu décidément trop hostile, austère et impersonnel. C'est qu'ici, encore plus qu'ailleurs, l'air de l'hôpital a un arrière-goût amer : ce sont de jeunes enfants, pour la plupart victimes de traumatismes, tentatives de suicide ou sévices sexuels, que le service accueille. Un passage annuel de 1500 jeunes, qui séjournent de quelques jours à plusieurs mois. Une hospitalisation qui, bien souvent, rime avec souffrance, rupture, isolement. Avec Cyberhosto, ces enfants malades peuvent rester en contact avec leur famille, leurs amis, leur école ; ils communiquent entre eux, font des recherches, découvrent les forums, explorent la Toile.

Quand André Noir choisit de devenir président de l'association, début 1999, ce n'est pas pour la gloire, ni pour multiplier les titres sur sa carte de visite. Il n'est pas de ceux-là. Le devant de la scène ne lui convient guère. Il s'étonne même un peu que l'on s'intéresse à lui : ce qui compte, c'est le projet, l'histoire de l'association, l'équipe, le développement prochain du site Internet Cyberhosto. Ses collaborateurs sont, pour lui, la cheville ouvrière du projet. A croire que lui n'y est pour rien. A l'écouter, tout le mérite



UN DELPIERRE / METIS

Santé Avec Cyberhosto, le professeur André Noir entend rompre l'isolement des enfants hospitalisés

revient aux autres. Systématiquement, il dit « nous », et rarement « je ».

Dans le service, son bureau n'est qu'à deux pas de la salle de jeu, où trônent deux ordinateurs. Il est rare cependant qu'André Noir s'y aventure. Ou alors, à distance ; histoire d'observer de loin ce qu'il a impulsé, sans se faire voir et surtout sans intervenir. « Je suis le médecin. Pas autre chose. Il est important, qu'aux yeux des enfants l'ordinateur reste synonyme d'évasion, d'escapade, bien distinct du soin. » Le professeur passe ainsi le relais aux éducatrices, à l'institutrice ou aux aides-soignantes qui accompagnent les enfants sur Internet. Pourtant, à l'évidence, le projet Cyberhosto est bien aussi son bébé. Il le défend d'ailleurs avec ferveur. Peu disert quand il s'agit de parler de lui, le professeur

s'enflamme pour expliquer les enjeux de l'association : « Un outil de décloisonnement, au service d'une thérapie. »

A 61 ans, et à quelques années de la retraite, André Noir est catégorique : si c'était à refaire, il prendrait exactement le même chemin. Ses certitudes et ses envies ne l'ont pas quitté. Son père le voyait pourtant bien enfiler l'habit militaire ou épouser la carrière d'instituteur. Mais, dès la classe de troisième, encore jeune adolescent, André Noir sait qu'il sera médecin. Pédiatre qui plus est. Une vocation qui surgit comme une évidence à une époque où il n'était bien sûr pas question d'ordinateurs et de réseaux.

Aujourd'hui, l'expérience Cyberhosto est un succès et prend même de l'ampleur. Après Besançon, le site pilote, de nouveaux services pédiatriques s'équipent à leur tour, de Clamart à Lyon, en passant par Toulouse. Des hôpitaux tous séduits par cette idée que l'ordinateur pourrait aider les enfants à garder une vie normale malgré la douleur. André Noir sait pourtant rester prudent. Il est rare que l'utilisation de l'ordinateur par l'enfant ait une incidence directe au niveau du soin, même s'il est arrivé, quelquefois, que l'outil informatique aide à débloquent une situation. En jouant le rôle de soupape, de diversion.

André Noir aime à évoquer ces moments où l'ordinateur devient libérateur. Il en parle avec émotion et fierté. Comme de cette adolescente figée et hébétée, transférée en pleine nuit d'une colonie de vacances des environs. La jeune fille, victime de sévices sexuels, s'enferme dans son silence. Le président de Cyberhosto raconte cette première victoire remportée grâce à un écran et un clavier : « C'est à l'ordinateur qu'elle a choisi de se livrer. De toute la durée de l'hospitalisation, elle n'est pas sortie de son mutisme. C'est la machine qui a joué le rôle d'intermédiaire. Elle s'est emparée du clavier pour écrire à l'équipe médicale. Sur l'écran, elle nous a même remerciés d'avoir respecté son silence. » Et d'ajouter : « Il faut savoir susciter une révélation de l'enfant, surtout ne pas poser de questions. » André Noir en est convaincu. Suite à un traumatisme grave ou à l'annonce de la maladie, le passage par l'ordinateur peut être bénéfique. Et Internet se transforme en une perche tendue entre le monde de l'hôpital et la vie réelle. « C'est un peu comme parler dans le combiné du téléphone : on a l'impression d'être protégé et on se livre plus aisément. »

Anaïs Jouvancy

■ www.cyberhosto.org

A bon droit

Les hébergeurs, la loi et la jurisprudence

LE DÉBUT de l'été a été l'occasion d'une clarification des principes de responsabilité des fournisseurs d'hébergement. C'est tout d'abord la jurisprudence, très novatrice en ce domaine, qui a poursuivi sa tâche dans la définition des contours de cette responsabilité. On se souvient que le tribunal de Nanterre avait condamné, le 8 décembre 1999, plusieurs hébergeurs, dont la société Multiman, à propos de la diffusion, sur des sites hébergés par eux, de photographies du mannequin Lynda Lacoste.

Cette décision, qui avait donné lieu à une définition très construite de la responsabilité des hébergeurs, résumée en trois axes (information, vigilance et action), a été infirmée par la cour d'appel de Versailles. Dans un arrêt rendu le 8 juin, la cour rappelle qu'« à l'occasion de son activité une société prestataire d'hébergement est tenue à une obligation de vigilance et de prudence quant au contenu des sites qu'elle accueille (...), que cette obligation s'analyse

en « une obligation de moyens portant sur les précautions à prendre et les contrôles à mettre en œuvre pour prévenir ou faire cesser le stockage et la fourniture de messages contraires aux dispositions légales en vigueur ou préjudiciables aux droits des tiers concernés ».

L'arrêt précise que « cette obligation de moyens, qui n'implique pas l'examen général et systématique des contenus des sites hébergés, doit néanmoins se traduire, au stade de la formation du contrat avec le client créateur de site, par des mesures préventives telles que la prohibition de l'anonymat ou de la non-identification, l'adhésion à une charte de comportement ou tout autre procédé incitatif au respect des textes et des droits des personnes ». Au stade de l'exécution du contrat, l'hébergeur doit effectuer des « diligences appropriées pour repérer tout site dont le contenu est illégal, illicite ou dommageable afin de provoquer une régularisation ou d'interrompre la prestation ».

Pour la cour, ces diligences « doivent être spontanément envisagées » par l'hébergeur lorsqu'il a connaissance ou est informé de l'illégalité, de l'illicéité ou du caractère dommageable du contenu d'un site « ou lorsque les circonstances ou modalités de la réalisation, de l'évolution ou de la consultation d'un site, auxquelles [il] doit veiller par des outils, méthodes ou procédures techniques d'analyse, d'observation et de recherche, [le] mettent en mesure d'en suspecter le contenu ».

C'est dans ce contexte que, après un désaccord entre le Sénat et l'Assemblée nationale que la commission mixte paritaire n'est pas parvenue à effacer, le texte de loi tant attendu a été définitivement adopté le 15 juin 2000. Trois types de responsabilités sont prévus. Les fournisseurs d'accès (article 43-6-1) sont tenus « d'informer leurs abonnés de l'existence de moyens techniques permettant de restreindre l'accès à certains services ou de les sélectionner et (...) de leur proposer au moins un de

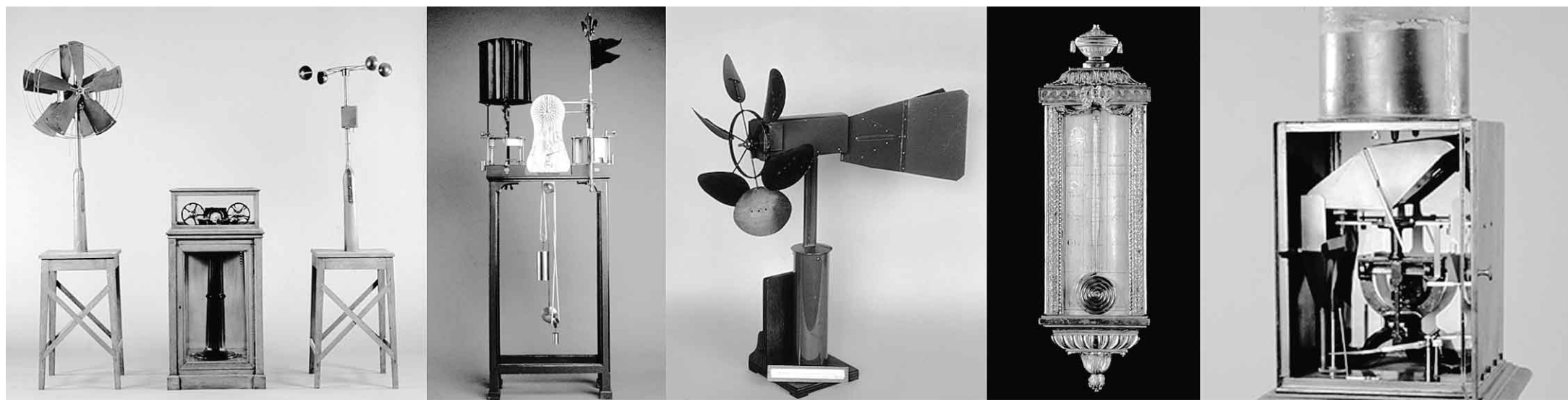
ces moyens ». Les personnes chargées de la fourniture d'hébergement (article 46-3-2) « ne sont pénalement ou civilement responsables du fait des contenus [des] services que : – si, ayant été saisies par une autorité judiciaire, elles n'ont pas agi promptement pour empêcher l'accès à ce contenu ; – ou si, ayant été saisies par un tiers estimant que le contenu qu'elles hébergent est illicite ou lui cause un préjudice, elles n'ont pas procédé aux diligences appropriées ». Ce sont précisément ces « diligences appropriées » que la loi n'a pas définies, mais que la jurisprudence a déjà caractérisées. Les dernières obligations sont à la charge des éditeurs et les obligent notamment à « tenir à la disposition du public » le nom du directeur de la publication ou d'un responsable de la rédaction.

Alain Hazan
Avocat à la cour

■ www.juriscom.net
■ www.assemblee-nationale.fr

PUBLICITÉ

Pour mieux comprendre les changements du temps, les scientifiques rivalisent d'imagination depuis des siècles. Visite d'une exposition au Musée des arts et métiers qui retrace cette course à l'innovation.

Anémomètre enregistreur et girouette (fin XIX^e)

Anémomètre de Pajot (1734)

Capteur d'un anémocinémographe (fin XIX^e)

Thermomètre à alcool (1750)

Pluviomètre enregistreur (fin XIX^e)

Du thermoscope de Galilée au supercalculateur, la météo au fur et à mesure(s)

PERCER les mystères du temps, quoi de plus excitant ? A vue de nez, cela peut paraître simple. Pourtant, l'étude du climat est loin d'être élémentaire. L'exposition « Mesurer

Reportage

l'atmosphère », au Musée des arts et métiers, retrace justement la complexité de ce travail. Elle le décompose grâce à ses instruments de mesure et montre, à travers les différentes étapes du processus, la pluralité des sources dont se nourrit la météo : sa précision dépend en effet autant de la mécanique que des sciences physiques ou mathématiques.

Dès son arrivée, le visiteur s'engouffre dans une autre dimension. Le vide y est restructuré, rehaussé par des lumières, des couleurs et des transparences. A l'initiative de Météo France, c'est un véritable voyage dans le temps que proposent le Musée des arts et métiers et l'architecte-muséographe Christian Menu. La panoplie du météorologiste traverse les âges pour retracer l'histoire de ces prévisions, sans lesquelles nous ne saurions plus vivre aujourd'hui. Dans une ambiance volontairement étrange, les premiers instruments côtoient les machines les plus modernes : thermomètres, baromètres, anémomètres ou hygromètres... De quoi se frotter à toutes les variables, de la température à l'humidité de l'air, en passant par la pression et la vitesse du vent.

Certes, la météo n'est pas une science exacte, mais elle est dynamique et évolue de façon fulgurante. Pour preuve, l'étendue des connaissances et la variété des techniques qui séparent les bal-

Temps Une exposition retrace l'histoire de la météorologie à travers ses instruments

butiments instrumentaux du XVII^e siècle et les premiers outils de prévision au XIX^e. Ainsi, un appareil conçu par Galilée témoigne de l'une des premières difficultés rencontrées lors de la construction d'instruments de mesure : isoler chaque valeur pour toutes les enregistrements. Galilée ne pouvait en effet dissocier la température et la pression alors que, quatre siècles plus tard, les différents modèles numériques prennent en compte chacune de ces variables – et bien d'autres encore – sur l'ensemble du globe pour pouvoir simuler l'évolution de l'atmosphère.

L'exposition montre donc à quel point les progrès parallèles des technologies et des sciences physiques sont prépondérants dans le développement de la météorologie. La météo n'est rien d'autre que l'étude de l'atmosphère. Or elle est elle-même un objet privilégié de la physique.

DES DISPOSITIFS INSOLITES

Le parcours temporel de l'exposition détermine le choix des objets présentés. Pédagogiquement, il s'est porté sur les instruments tantôt les plus représentatifs, tantôt les plus curieux. Ainsi, au détour des allées, le regard se pose sur des dispositifs insolites, fonctionnels mais aussi

décoratifs, ornés, sculptés dans l'ivoire ou le verre comme ces thermomètres florentins de l'Accademia del Cimento. Entièrement en verre et évidemment très fragiles, ils utilisent la dilatation des liquides sous l'effet de la chaleur.

Un tube de verre gradué et scellé contient ainsi de l'esprit de vin (un mélange d'eau et d'alcool). En fonction de la température, l'alcool se dilue dans l'eau, remonte le long du tube, qui prend les formes les plus diverses : spirale, hélice, zig-zag... Des formes qui illustrent toute l'habileté et la poésie des verriers de l'époque.

Pour chaque mesure : température, pression, hygrométrie, pluviométrie ou rayonnement, la diversité et parfois même l'apparente incongruité des objets témoignent de la somme des systèmes inventés. Cette diversité montre l'ingéniosité des scientifiques et des constructeurs, qui ont chaque fois imaginé de nouvelles solutions plus pratiques, plus précises et plus fiables.

L'exposition remonte ainsi jusqu'à la fabrication du premier thermoscope conçu par Galilée en 1592. En reliant par un long tube une petite carafe et un vase en verre, il fut le premier à utiliser la chaleur diffusée par la paume de ses mains pour faire monter l'eau dans le col. Cela ne vous rappelle rien ? Pensez donc aux jeux similaires... Vous saurez désormais que cette expérience est signée Galilée !

Peu à peu, la technologie surmonte les obstacles qui empêchent encore de prévoir l'évolution de l'atmosphère. En matière d'enregistrement des données, les instruments météo jouent un rôle clé, bien que discret, dans le monde plus vaste des instruments scientifiques. Ce sont en effet les premiers

à collecter des valeurs pour les analyser et en déduire des prévisions. Mais cela prendra encore plus d'un siècle pour que l'enregistrement des données soit systématique, libérant ainsi les météorologistes des contraintes de l'observation permanente et de la notation manuelle des valeurs relevées.

DES ONDES ET DES ORDINATEURS

Les ondes hertziennes et les ordinateurs achèvent la révolution entamée au Siècle des lumières. Car l'informatique et plus généralement les technologies de l'information sont devenues aussi nécessaires à la météorologie que les sciences de l'atmosphère, thermodynamique ou mécanique des fluides, sur lesquelles reposent les modèles de simulation.

Après que l'on s'est longtemps contenté de mesures collectées à la surface du sol, des ballons-sondes s'envolent, tout comme des cerfs-volants. A les voir suspendus au plafond du musée, on a d'ailleurs peine à s'imaginer leur contribution à la conquête et à l'exploration de la haute atmosphère. Leur fragilité deviendra cependant négligeable avec la création du satellite, dont une maquette trône au beau milieu de la salle. Paillettes et antennes évoquent son rôle de relais, toujours en vision directe, à la fois de l'émetteur et du récepteur. A deux reprises, les ondes électromagnétiques qu'il transmet traversent une mince couche de l'atmosphère. Par rapport aux relais radio, précédemment utilisés, ce système a l'avantage de minimiser les perturbations dues aux orages. Les ondes s'affranchissent également de la courbure terrestre, évitant d'un seul coup les problèmes de masquage, dus au relief, et ceux de ré-

flexion ou de déviation qu'impliquent les variations de températures et d'humidité.

A ce stade de son parcours, le visiteur est prêt pour le saut technologique décisif dans le domaine de la prévision. Celui du stockage et du traitement des informations recueillies sur toute la planète, le plus rapidement possible et en un même lieu, permis par les progrès des télécommunications intercontinentales par câble et par satellite.

Car disposer d'énormes masses de données est la condition sine qua non des prévisions en temps réel, que seuls des ordinateurs géants peuvent gérer. Les résultats viennent alors s'inscrire et alimenter une image numérique de l'atmosphère que le calcul fait évoluer.

Sur un pan de tulle, flotte le rêve du Britannique et visionnaire Richardson. C'est lui qui, dès les années 20, élabore le premier modèle numérique de l'atmosphère. Un modèle à taille humaine, puisqu'une grande partie des calculs étaient effectués à la main. La tentative de Richardson, grandiose, sera infructueuse. Si l'outil intellectuel était mûr, la technique faisait encore cruellement défaut. Il faudra attendre cinquante ans pour pouvoir mettre son « usine à prévisions » en pratique.

M. All.

★ « Mesurer l'atmosphère », jusqu'au 15 octobre au Musée des arts et métiers, à Paris.

Trois questions à...

Bruno Jacomy

1 Vous êtes le directeur adjoint du Musée des arts et métiers. Quelle est, selon vous, l'importance de la mesure en météorologie ?

La mesure est la base de l'édifice météorologique. Elle est essentielle pour établir des comparaisons dans l'espace et la durée. Car la prévision du temps à un endroit et à un moment précis demande une connaissance de l'atmosphère, la plus exacte possible, sur l'ensemble du globe. Pour se projeter dans le futur, l'acquisition et le calcul d'une succession de valeurs sont nécessaires : pression, température, humidité, précipitations, vent et rayonnement.

Pour savoir, il faut quantifier. Et, pour quantifier, des savants ont très tôt tenté de concevoir des instruments. Sur les premiers thermomètres, des indications d'état remplacent les chiffres : temps sec, beau temps, variable... Puis les degrés côtoient des repères : glace, tempéré, oranges, poêle, vers à soie, etc. L'une des premières tâches des savants fut donc de s'accorder sur les mêmes repères. Aujourd'hui encore, trois échelles coexistent : celles de Réaumur, Fahrenheit et Celsius.

2 Quel est l'intérêt de retracer l'histoire des instruments météo à travers une exposition ?

Tout le monde parle beaucoup de la météo car c'est un phénomène qui touche les gens. Mais, derrière les bulletins, il y a tout un univers qui leur est pratiquement inconnu. Or c'est une longue histoire qui nous a menés à cette science et à ses prévisions. C'est aussi une multitude d'instruments. L'idée est d'intégrer le public dans les coulisses des informations météorologiques pour lui faire remonter la chaîne instrumentale. Depuis les capteurs, entièrement automatiques, qu'on trouve partout dans les satellites, à terre au bord des autoroutes, jusqu'aux données envoyées aux ordinateurs qui les intégreront dans des modèles numériques. C'est à partir de ces modèles que les prévisionnistes écrivent les bulletins diffusés par les médias. En fait, il s'agit de remonter le temps et les étapes de la météorologie en décortiquant tous les systèmes imaginés pour en mesurer les données.

3 Quelle est la place de la météorologie dans l'histoire des sciences ?

La météorologie ne devient véritablement une science qu'au XIX^e siècle. Jusque-là, les météorologistes ne sont que des amateurs puisque les outils de prévision n'existent pas. Ils s'illustrent dans d'autres domaines mais contribuent à son édification. Ce sont surtout des physiciens mais aussi des personnages issus d'autres disciplines, comme des mécaniciens. La science s'enrichit peu à peu pour se matérialiser au milieu du XIX^e siècle avec l'astronome Urbain Le Verrier qui met en place le premier réseau de météorologie en 1855. Il est alors directeur de l'Observatoire de Paris.

Pourquoi un astronome ? Tout simplement parce que les astronomes étaient aussi des spécialistes de la mesure. La météo est une science qui tire sa substance de toutes les autres sciences et qui est toujours directement liée à des préoccupations utilitaires immédiates.

Propos recueillis par Murielle Allouche

Du mécanique au numérique

Modélisation

Les dernières techniques repoussent les limites de la prévision

L'ANÉMOMÈTRE-girouette de Louis Pajot d'Ons-en-Bray est le plus vieil instrument de l'exposition « Mesurer l'atmosphère ». Inventé en 1734, c'est le premier enregistreur que l'on connaisse et probablement l'ancêtre de tous les instruments de ce type. Ses principes serviront en effet de modèle jusqu'au cours de notre siècle.

Pour la première fois, avec cet outil, on mesure la vitesse du vent

et la mémorise mécaniquement. L'anémomètre-girouette est constitué de deux parties. Un moulin dit à la polonoise, vertical, qui tourne quand le vent souffle – il en mesure la vitesse –, ainsi qu'une girouette qui indique sa direction.

L'innovation est fondée sur le marquage de deux bandes de papier qui défilent régulièrement grâce à un système d'horlogerie de précision. Tous les 400 tours du moulin, un stylet vient gratter l'une d'elles, noircie à la fumée. De la même façon, des styles marquent l'orientation de la girouette sur l'autre bande de papier. Et, au milieu, l'horloge imprime sur les deux rubans des petites traces parfaitement régulières.

Mais, au XIX^e, les savants prennent conscience de l'impossibilité de modéliser avec des systèmes mécaniques : seules des machines très performantes rendront les calculs véritablement fonctionnels. C'est pourquoi l'exposition abrite aussi le cœur de l'instrument le plus moderne et le plus puissant d'Eu-

rope : la carte processeur du supercalculateur Fujitsu VPP 5000. Au total, ce calculateur est doté de 31 processeurs. Il dispose d'une mémoire de 208 gigaoctets et peut effectuer 300 milliards d'opérations à la seconde ! Employé pour la prévision numérique du temps et la recherche, le Fujitsu est la concrétisation de tous les systèmes inventés depuis des centaines d'années.

L'une des méthodes explorées pour améliorer la prévision du temps consiste en effet à prendre en compte de nouvelles variables. Elles permettront de représenter plus fidèlement l'atmosphère. Mais ajouter une variable au modèle signifie de nouvelles équations à résoudre et donc une somme de calculs supplémentaires à effectuer. D'ici quelques années, le Fujitsu permettra à Météo France d'introduire dans son modèle des paramètres comme les quantités d'ozone, d'eau liquide ou encore de glace.

M. All.

PUBLICITÉ

RETROUVEZ NOS ENQUÊTES interactif.lemonde.fr

Voyage au cœur des entreprises qui tirent les meilleurs bénéfices du Web. Avec cette grande enquête,



« Le Monde interactif » lance son partenariat exclusif avec l'hebdomadaire économique américain *Business Week*. Désormais, vous pourrez retrouver chaque semaine, dans nos pages « Entreprises », des analyses, des reportages, des portraits et des enquêtes issus d'« e.biz », le supplément de *Business Week*. Lancé en mars 1999, « e.biz » décrypte l'actualité des hommes et des entreprises de la Netéconomie aux Etats-Unis et dans le monde. Cet accord s'étend aussi au site interactif.lemonde.fr, qui s'enrichira chaque jour d'articles en provenance d'« e.biz ».

Votre entreprise fait-elle partie de l'élite du Web?

AUJOURD'HUI, ce ne sont pas les prouesses techniques mais l'imagination qui fait la spécificité des sociétés dont le savoir-faire repose sur le Web. Toutes les entreprises ont accès à la technologie de l'Internet, mais la question cruciale est de savoir quelles sont celles qui ont les capacités intellectuelles, le courage et la créativité nécessaires pour en tirer profit.

Pour établir son classement exclusif des 50 initiatives d'e-business les plus intelligentes, plutôt que de mettre en lumière les dernières originalités des « dotcom », *Business Week* s'est concentré sur de véritables sociétés générant des bénéfices, mais qui changent leur façon de travailler avec le Web. Celles qui sont parvenues à des résultats mesurables – réduction des coûts, livraison de nouveaux produits, suppression des intermédiaires – ont été prioritairement choisies. Mais nous n'en sommes encore qu'aux balbutiements du Net et nombre des sociétés sélectionnées n'en sont encore qu'en phase de projet. Parmi elles pourtant, certaines font figure d'exemples à suivre. Les entreprises les plus intelligentes passent à un niveau supérieur. Ce sont des vendeurs qui ciblent leur clientèle, des créateurs de produits et des informateurs qui font remonter les informations du plus profond de leur organisation. Grâce au Web, ces entreprises rationalisent les vieux procédés commerciaux imbriqués les uns dans les autres.

Certaines des sociétés choisies utilisent ce nouveau média depuis déjà des années. Enron, distributeur d'énergie, Charles Schwab, courtier en ligne, et Dell, incontournable fabricant de PC, font pour l'esprit d'innovation ce que le fameux gourou W. Edwards Deming a fait pour la qualité. Ils utilisent le Web pour établir de nouvelles normes en matière de rapidité, d'efficacité et de service. Enron, société de distribution de gaz naturel, s'est servie du Web pour créer un concept totalement nouveau. En plus de vendre de l'énergie électrique en ligne, la société fait aussi du négoce sur Internet.

D'autres entreprises commentent juste à s'y mettre. Elles prennent les mesures difficiles mais nécessaires pour réduire les coûts au sein de leurs structures et redéfinir leurs règles commerciales. Chez le brasseur Miller Brewing, cela consiste à faire passer le nombre de défauts par lots de 100 à 2 sur une chaîne de mise en bouteilles. D'autres utilisent le Web pour car-

rément révolutionner leur secteur. Ainsi, la marque de prêt-à-porter Zara, qui a vu le jour il y a vingt ans dans un petit port de pêche reculé au large des côtes espagnoles, bouleverse complètement le cycle des « quatre saisons », traditionnel dans la mode. Elle se sert du Web pour sortir une nouvelle collection toutes les deux semaines – répondant ainsi immédiatement à l'apparition d'une toute nouvelle tendance à Los Angeles ou à Saint-Tropez.

Chez les pionniers, la question de savoir si le terrible saut dans le cyberspace doit être accompli ne se pose plus. La réponse est évidente. D'après le cabinet Forrester Research, les entreprises américaines vendront et achèteront cette année l'équivalent de 450 milliards d'euros de biens via le Web. Pas uniquement des crayons et du Scotch. Dans quatre ans, selon Forrester Research, ce chiffre atteindra le montant incroyable de 3 000 milliards d'euros – soit plus du quart de l'actuel PIB des Etats-Unis et 17,2 % de toutes les transactions commerciales. D'après le centre pour l'e-business et le commerce électronique de l'université Stanford, le Web modifie radicalement les standards de gestion pour la plupart des entreprises. Dans certains cas, parmi les entreprises du Top 50, les économies réalisées ont été multipliées par deux. Les coûts de livraison peuvent diminuer d'un facteur 10 et les coûts de distribution d'un facteur 100. Parallèlement, tous les niveaux de gestion disparaissent les uns après les autres.

Mais comment se lancer? Webcor Builders, entreprise de construction de San Mateo (Californie), utilise le Web pour construire des locaux commerciaux en gagnant deux mois et à un tiers seulement du coût de ses concurrents. Pour chaque projet, Webcor crée un site en ligne spécifique. Tous les plans et les délais sont mis à disposition des employés, des sous-traitants et des architectes. Si une modification est apportée, tout le monde est au courant instantanément. A la base de ces stratégies audacieuses, on trouve souvent une crise qui a forcé au changement. Chez Ocean Spray, ce sont trois années de crise dans la culture de l'airelle canneberge qui ont joué ce rôle. Pour empêcher les cultivateurs de manifester contre des prix trop bas, l'entreprise a mis en place un site qui explique aux producteurs indépendants comment produire des baies plus rouges – synonyme de prix plus élevés – et

Un énorme fossé sépare les entreprises ancrées dans le passé de celles qui inventent l'avenir : il tient à la capacité de se servir d'Internet pour innover

comment les acheminer de manière moins coûteuse pour augmenter le profit par charge. L'automne dernier, un cultivateur a ainsi gagné 5 % de plus sur sa récolte.

Parfois, une seule personne suffit à mettre les choses en train. Et souvent, l'initiateur n'est pas le PDG mais un cadre. Chez Miller Brewing, ce fut Patricia Henry, forte de vingt-trois ans d'expérience au sein de l'entreprise, qui, après avoir travaillé comme contrôleur de brassage, est devenue responsable de l'usine de mise en bouteilles de Miller's Eden. Un matin, en prenant une douche, elle a eu une idée pour remettre en état les lignes de production en utilisant les technologies du réseau. Ce qui a eu pour effet de diminuer considérablement les gaspillages et les taux d'erreur. L'idée se répand maintenant dans toute l'entreprise.

Utiliser le Web pour la première fois reste cependant plus difficile qu'on ne le pense. De nombreux projets déçoivent – ou n'aboutissent tout simplement pas. La Chase Manhattan Bank fondait de grands espoirs dans la création d'un système Internet destiné à soutenir son activité de prêt hypothécaire d'environ 83 milliards d'euros par an. Elle n'a pas eu de chance. Si l'on en croit les poursuites engagées par la Chase, les systèmes qui lui ont été vendus par la société Cybertek « ne fonctionnaient pas, n'avaient pas été mis au point et livrés en temps et en heure et ne répondaient pas aux besoins spécifiques ». Cybertek, devenue Mynd Corp., se refuse à tout commentaire. L'affaire a été tranchée le 9 juin, mais la Chase a pris deux ans de retard dans son projet. Même les sociétés qui ne cessent d'améliorer leur site depuis des années affir-



ment qu'elles sont encore en phase d'expérimentation. De plus, il est difficile de savoir ceux des projets qui deviendront rentables. D'après une enquête de PricewaterhouseCoopers, 69 % des PDG interrogés se disent inquiets de n'avoir pas suffisamment réfléchi à leurs projets avant de se lancer sur le Web et 34 % disent avoir peur que leurs efforts échouent.

Pourtant, le risque d'aller de l'avant et de se tromper est nettement moins important que celui d'en faire trop peu. D'après Gary Hamel, auteur de l'incontournable livre de management *Competing for the Future*, les entreprises qui, dans les cinq prochaines années, n'auront pas réussi à tirer leur épingle du jeu grâce au Web pourraient ne jamais s'en remettre. Certes, la récente hécatombe qu'ont connue les

« dotcom » donne aux entreprises traditionnelles un peu de répit. Mais pas tant que cela. Hamel affirme : « Imaginez qu'à l'heure actuelle une personne fabrique, dans un garage, une balle de revolver sur laquelle votre nom est gravé. La seule solution que vous ayez est d'aller au-delà de l'innovation pour dépasser l'innovateur. »

Cela nécessite de l'intelligence, du courage et de l'imagination. Mais il n'est pas trop tard pour fabriquer vos propres balles Web. Ce n'est pas parce que votre société existe depuis cent ans qu'elle ne pourra pas prospérer durant les cent prochaines années. Alors, s'agit-il d'être prudent? Pour faire partie du Top 50 du Web, il n'en est pas question.

Marcia Stepanek

Voici 8 des 50 entreprises sélectionnées par la rédaction de *Business Week*, classées en 6 domaines – produits, organisation, service client, marketing, logistique et management – dans lesquels ces sociétés s'illustrent par une utilisation audacieuse de la technologie. Les 42 autres entreprises sont à retrouver sur notre site (interactif.lemonde.fr) et sur celui d'« e.biz » (www.businessweek.com/ebiz/).

PRODUITS

Sonera : les services miracles pour la Toile sans fil



Antti Viitanen, vice-président de Sonera.

UNE ENVIE soudaine d'envoyer une boîte de chocolats à votre moitié? A Helsinki, c'est possible sans même avoir à sortir de son taxi. Pressez quelques touches sur votre téléphone portable, connectez-vous à un site Internet nommé Zed, passez votre ordre électronique à un entrepôt local, et vos chocolats seront livrés à l'adresse de votre choix, n'importe où en Finlande. Le règlement s'effectue d'un claquement de doigts : le montant du cadeau, 3 dollars, vous sera débité

avec votre prochaine facture de téléphone mobile.

Derrière ces boutons se trouve le finlandais Sonera, l'opérateur de téléphonie mobile numéro un du pays. Emmené par cette entreprise, qui contrôle à elle seule plus de 60 % du marché domestique de la téléphonie mobile, Internet sans fil est en train de devenir un élément essentiel de la vie quotidienne en Finlande. L'abonné télécharge les derniers refrains de musique pop mis sur la Toile pour actualiser la

sonnerie de son téléphone portable. Les cadres se connectent sur Zed pour leurs réservations de billets d'avion. Sonera a même développé des talents de matrieur itinérant, à travers une offre permettant à ses clients, par l'entremise de leur téléphone mobile, de rencontrer l'âme sœur qui partagera les mêmes centres d'intérêt – au hasard : le ski ou ABBA.

« Nous nous efforçons de cerner la manière dont les gens vivent au quotidien », explique Antti Viitanen, qui développe des produits pour Zed, le portail de consommation via l'Internet sans fil de Sonera. Ces offres font bouillir la marmite. Selon les estimations de Merrill Lynch, le commerce et les services d'information par téléphonie mobile devraient rapporter à Zed 248 millions de dollars (environ 275,5 millions d'euros) à l'horizon 2003, contre 126 millions de dollars en 1999. Et ce n'est qu'un début. Sa performance est telle que Sonera parvient à vendre à d'autres entreprises de téléphonie mobile à travers le monde ses propres offres, mais également sa propre production de logiciels. Au nombre de ses clients sur ce pôle, figurent PowerTel aux Etats-Unis et KPN aux Pays-Bas, cette demande ayant contribué à propulser la capitalisation boursière de l'entreprise à 27 milliards de dollars.

Comment expliquer que, dans le domaine d'Internet sans fil, une entreprise aussi méconnue que Sonera puisse mener la danse? La position de numéro un mondial qu'occupe la Finlande, avec 66 % de la population équipée d'un téléphone portable contre seulement 36 % aux Etats-Unis, pèse dans la balance.

Mais, au-delà de ces chiffres, Sonera met la barre toujours plus haut. Le finlandais a ainsi été l'un des premiers à accepter le règlement d'un Pepsi à partir d'un simple numéro de téléphone composé sur un distributeur automatique de boissons.

Ses idées d'offres de services, Viitanen va les pêcher aux quatre coins de l'Europe, en distribuant aux autochtones des appareils photo et en leur demandant de prendre les clichés les plus représentatifs possible de leurs habitudes quotidiennes. Leur examen permet de mieux cerner le client. « Ils sont très forts pour anticiper les attentes et proposer des applications innovantes », reconnaît Donna Campbell, directeur d'Ericsson Cyberlab NY, alchimiste du sans-fil. Avec de tels services, Internet sans fil commence à avoir un goût de reve-nez-y. Un peu comme une boîte de chocolats.

Dennis K. Berman

LE PROJET
Proposer les offres de services les plus ambitieuses d'Internet sans fil.

LE RÉSULTAT
Quelque 700 000 Finlandais utilisent chaque mois les services de Sonera à des fins multiples, telles qu'acheter des chocolats ou rechercher l'âme sœur. D'où une réduction de la rotation des clients de 11% depuis 1999.

AUSSI SÉLECTIONNÉES
Enron
Equity Office Properties Trust
GM OnStar Communications
Honeywell
Paccar
Priceline.com
Sprint PCS
State Street
Whirlpool

POUR EN SAVOIR PLUS
interactif.lemonde.fr

ORGANISATION

La seconde révolution Internet de Dell

LE PROJET

Automatiser encore plus le processus de production en utilisant Internet pour ajuster l'achat de pièces détachées aux besoins.

LE RÉSULTAT

Les ordinateurs sortent souvent de l'usine à peine quinze heures après la commande, contre trente heures au minimum auparavant.

AUSI SÉLECTIONNÉES

- Carreman
- Chinatrust
- Cisco Systems
- Hallmark
- Herman Miller
- Miller Brewing
- PJM
- University of Florida
- Webcor
- Zara

PEU d'entreprises ont pris le virage d'Internet aussi vite que Dell Computer. En 1997, avant même que ses concurrents aient commencé à entrevoir l'impact du Net, Dell réservait des espaces commerciaux pour vendre ses ordinateurs sur la Toile. Vers la fin des années 90, tout le monde, du président de Ford Motor Co., Jacques Nasser, au patron d'Eastman Chemical, Ernie Deavenport, venait chercher conseil auprès de Michael Dell, président de Dell - qui profitait de l'occasion pour vendre encore plus de produits Dell.

Mais cet e-succès cachait un gênant petit secret : en effet, une fois que les clients de Dell avaient cliqué sur le bouton « Acheter », leur commande était la plupart du temps gérée exactement comme par le passé. Ainsi, les deux cents employés du service approvisionnements calculaient de combien de puces, écrans et autres pièces détachées ils avaient besoin, puis les commandaient aux fournisseurs par téléphone, par fax ou par e-mail. Assurément, ce système était alors le meilleur du marché. En exigeant des fournisseurs qu'ils s'implantent près de ses usines de montage, la compagnie fut en mesure de gérer les stocks plus rapidement et plus facilement.

Cependant, pour tirer le meilleur des possibilités d'Internet, les entreprises doivent fréquemment « réparer ce qui n'est pas cassé » - et c'est ce qu'a fait Dell. Depuis juin, la compagnie a réinventé ses différentes procédures d'approvisionnement et de fabrication, et peut effectuer à présent 90% de ses achats en ligne - contre pratiquement 0% il y a juste quelques mois. « Ils avaient déjà un système qui optimisait toute la chaîne logistique, maintenant [grâce à Internet], ils l'améliorent encore », affirme Haim

Mendelson, l'un des directeurs du Centre de commerce électronique de la Stanford Business School. Avec ce nouveau système, l'usine Dell d'Austin (Texas) possède l'une des chaînes de fabrication les plus courtes de la planète.

Cette seconde révolution Internet de Dell a, en fait, commencé l'année dernière, avec ce que les salariés ont surnommé l'e-mail « nourriture pour chiens ». Alors que l'entreprise était déjà en tête des ventes en ligne, Michael Dell s'est adressé aux responsables du département livraison en leur demandant pourquoi ils ne « mange[ai]ent pas leur propre nourriture pour chiens » ; c'est-à-dire pourquoi ils n'utilisaient pas les dernières techniques Internet. « Nous avions fait des progrès formidables [côté ventes], mais étions à la traîne en matière d'approvisionnement, et je harcelais mon équipe pour qu'elle s'y mette », se souvient Michael Dell.

Et la machine s'est mise en route. A présent, des dizaines de fournisseurs - représentant 90% des achats de Dell - ont été reliés au réseau de l'entreprise. Depuis juin, ces fournisseurs peuvent connaître les besoins précis de Dell en pièces détachées, au jour le jour, ainsi que leurs prévisions pour les semaines à venir. Depuis que le système a été mis en place, « nos prévisions sont devenues plus précises et nous pouvons anticiper en temps réel la production nécessaire pour Dell », explique Mike MacKenty, directeur de la chaîne logistique de Nypro (dans le Massachusetts), un fabricant de pièces en plastique utilisées pour les boîtiers de portables. Une fois les dernières difficultés techniques aplanies, Nypro devrait être en mesure de réduire de 70% le stock qu'il réserve à Dell - équivalant à deux semaines, contre trois jours maintenant.

Cette petite révolution opérée par Dell amène le concept du juste-à-temps à un niveau encore jamais atteint. Les usines les plus performantes de la compagnie, comme celle d'Austin, qui fabrique la ligne Optiplex d'ordinateurs de bureau, ajustent la production en flux tendus en organisant la fabrication par tranches de deux heures. Les fournisseurs - dont le matériel se trouve dans des entrepôts proches des usines Dell - sont informés électroniquement des livraisons à effectuer pour que Dell puisse assurer la production des deux heures suivantes. Ce système élimine pratiquement tout stock. Et certaines améliorations techniques au niveau de la fabrication, telles que les caméras reliées via Internet qui filment les différents goulets d'étranglement ou le relais Internet mis en place avec les sociétés de transport pour mieux gérer le remplissage des camions, ont permis à Dell d'accélérer de nombreuses procédures.

Actuellement, il est courant qu'un ordinateur soit chargé dans le camion de livraison à peine quinze heures après le clic du client, contre trente heures au minimum auparavant.

Dell met également aujourd'hui le turbo sur ses ventes de services. A l'exemple de son produit Premier Pages : depuis 1997, Dell a livré environ 50000 de ces sites Internet personnalisés à des entreprises allant des start-up à American Airlines. Jusqu'à récemment, chaque page devait être créée et suivie par un représentant des ventes de Dell. Si un client désirait ajouter de nouveaux produits ou élargir l'accès à sa page, le représentant devait effectuer les changements manuellement. En septembre, Dell a amélioré le programme afin que les clients puissent effectuer eux-



Michael Dell, président.

mêmes les changements - laissant ainsi plus de temps aux représentants Dell pour démarcher de nouveaux clients.

Dell doit poursuivre de tels efforts de rapidité et d'efficacité pour continuer à prospérer. Avec des ventes d'ordinateurs, en progression seulement de 30%, voire moins, contre 50% en 1998, l'entreprise espère conserver sa crois-

sance en s'attaquant à de nouveaux marchés, comme les services d'hébergement Internet. Mais, pour ajouter de nouveaux chapitres à la légende Dell, la compagnie devra toujours penser à goûter sa propre « nourriture pour chiens », soit s'assurer qu'elle exploite à fond toutes les possibilités du Net.

David Rocks

MARKETING

Marriott International : remplir les hôtels d'un seul clic



John W. Marriott III, vice-président marketing et ventes.

LE PROJET

Utiliser le Web pour mieux cibler le marketing, systématiser les procédures et réduire les coûts.

LE RÉSULTAT

Un taux d'occupation de 81 %, contre 64 % pour le secteur. Et une augmentation du chiffre d'affaires pouvant atteindre 20 milliards de dollars (22,2 milliards d'euros) par an, grâce au marketing par e-mail.

AUSI SÉLECTIONNÉES

- Amazon.com
- Capital One
- Goldcorp
- Twentieth Century Fox

PENDANT les années 90, le secteur hôtelier américain a connu une véritable frénésie de construction, aboutissant à la création de quelque 600 000 nouvelles chambres au cours de la seconde moitié de la décennie - soit cinq fois l'équivalent de la capacité hôtelière de Las Vegas. Aujourd'hui, l'hôtellerie souffre donc d'une surcapacité avec un taux d'occupation stagnant autour de 64 %.

Mais pas chez Marriott International, où ce taux s'affiche à 81 % et continue de grimper. Comment ? Grâce au Web. Le système de réservation de Marriott, relié à Internet, permet de trouver des chambres dans les 2200 établissements du groupe et établit le prix de la nuitée en fonction des dernières données du marché. De plus, Marriott.com facilite la recherche d'un

hôtel correspondant aux attentes propres de chaque voyageur.

A ce jour, le nombre de réservations en ligne a doublé pour atteindre 2 % du total des réservations, avec un objectif de 10 % à l'horizon 2005.

Ce mois-ci, le groupe de Bethesda (dans le Maryland) va s'appuyer encore plus sur le Web pour devenir un as du marketing. Il met au point un système de relation avec le client via le Net chargé d'enregistrer les préférences de ces derniers, de récompenser leur fidélité et de leur proposer des offres personnalisées. Si vous confiez un jour au site que vous aimez Chicago, vous recevrez dorénavant des e-mails sur toutes les promotions des établissements situés dans cette ville.

Marriott.com a également pensé aux skieurs, aux mordus du golf et aux fans des stations thermales : cliquez sur « golf », et vous trouverez un hôtel situé à proximité d'un parcours. « Le Web constitue une vitrine très visuelle et très efficace de nos hébergements », dit John W. Marriott III, vice-président marketing et ventes.

De plus, Marriott pose, par ce biais, davantage de questions à ses clients, ce qui permet aux hôtels de mieux les servir. La société espère pouvoir affiner ces données pour coller encore plus près aux attentes des clients, jusqu'à savoir quel jus de fruit il faudra leur proposer dans leur mini-bar.

Grâce à un marketing électronique élaboré à partir de données recueillies en ligne auprès des clients coopératifs, la chaîne prévoit une augmentation de son chiffre d'affaires de 10 à 20 millions de dollars par an (11 à 22 millions d'euros).

Enfin, le Web permet à Marriott de lisser les trop brusques variations des différents cycles économiques qui affectent si souvent l'industrie hôtelière. Un pari digne de Las Vegas.

Amy Borrus

LOGISTIQUE

Tesco : une approche toute fraîche de l'épicerie en ligne

EN DÉPIT de tout le battage qui l'a entouré, le secteur de l'épicerie en ligne a viré à la vitesse d'un pot de mayonnaise entamé qu'on aurait oublié en plein soleil. Les deux leaders sur ce marché, Webvan Group et HomeGrocer.com, dont la fusion est imminente, affichent des pertes cumulées de 230 millions de dollars (255,5 millions d'euros) depuis janvier, tandis que, dans une large mesure, les épiciers traditionnels ont été « portés disparus » de la Toile. Reste, cependant, de ce côté-ci de l'Atlantique, Tesco, le géant britannique du supermarché, évalué à 30 milliards de dollars (quelque 33,3 milliards d'euros), qui conjuge le meilleur du Web à son propre réseau de points de vente.

En termes d'approche, on a su raison garder chez Tesco. Contrairement à Webvan, qui a investi dans des entrepôts titanesques, Tesco gère la sélection et l'emballage de la marchandise directement sur ses points de vente traditionnels. Tesco.com est ainsi en mesure de servir 90% de la population britannique et - selon l'analyste Matthew Nordan, du cabinet Forrester Research - aurait raflé 80% de part de marché dans le secteur de l'épicerie en ligne en Grande-Bretagne.

Toujours selon Matthew Nordan, Tesco « s'imposera au niveau planétaire comme le modèle dans le domaine de l'épicerie », ce qui, dans une large mesure, est déjà le cas. Le danois Royal Ahold, détaillant en comestibles qui a dernièrement pris le contrôle de l'américain Peapod, lequel propose la livraison de produits comestibles en ligne, teste actuellement un programme pilote similaire dans certains de ses 1 000 supermarchés. En Grande-Bretagne, l'épicier J. Sainsbury a des projets similaires.

Chez Tesco, les astuces du Web mettent également du beurre dans les épinars. Depuis 1996, le géant britannique s'est constitué un fichier de 500 000 clients en ligne, générant un chiffre d'affaires hebdomadaire supérieur à 6 millions de dollars (environ 5,5 millions d'euros).



Mike McNamara, chief technology officer.

ros). En outre, Michael McNamara, chief technology officer chez Tesco.com, annonce des profits pour cette année.

Pour autant, pas question de rejeter en bloc le modèle Webvan et ses entrepôts. McNamara le reconnaît lui-même : tôt ou tard, l'activité de Tesco en ligne devra se doter de ses propres infrastructures de distribution. Même si ce n'est pas demain la veille. Chez Tesco, le système de sélection et d'enlèvement de la marchandise directement sur le point de vente restera viable jusqu'à atteindre un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de dollars (presque 2,5 milliards d'euros). Autant dire qu'il reste du chemin à parcourir, les prévisions pour cette année évoluant dans une fourchette située autour des 300 millions de dollars (environ 333 millions d'euros). Le jour où cette barre-là sera franchie, les « portés disparus » pourraient être les épiciers en ligne - et les vainqueurs de la bataille, les Tesco et consorts.

Heidi Dawley, avec Kevin Ferguson

LE PROJET

Faire d'une pierre deux coups en utilisant ses points de vente brick-and-mortar (ayant pignon sur rue) pour y stocker la marchandise destinée à sa clientèle en ligne.

LE RÉSULTAT

Tesco couvre 90% de la population britannique et détient, au Royaume-Uni, 80% de part de marché dans le domaine de l'épicerie en ligne.

AUSI SÉLECTIONNÉES

- C.H. Robinson
- General Mills
- United Parcel Service
- Webvan



MANAGEMENT

General Electric : géant, mais agile

LE PROJET

Organiser des enchères inversées sur des sites General Electric (GE) dédiés, en vue d'abaisser les coûts de revient des fournitures de base telles que le ruban adhésif, les balais ou encore les lunettes de protection.

LE RÉSULTAT

Une économie de 234 millions de dollars à ce jour, réalisée sur un volume total d'achats de 2,1 milliards de dollars.

AUSI SÉLECTIONNÉES

Banque mondiale
Delta Airlines
Nortel Networks
Procter & Gamble
Weyerhaeuser

UN ÉCLAIR de lucidité a frappé Jim McNerney il y a un an, en plein surf sur le Web, et c'est une canne à pêche ancienne en bambou qui l'a déclenché. Il aura fallu au directeur général de GE Aircraft Engines (GEAE) naviguer jusqu'à cette vente aux enchères organisée sur le site eBay et s'y offrir cette canne à pêche pour que cela fasse « tilt » en lui. Cette révélation, le potentiel du Réseau en matière de transactions commerciales, a été aussi brutale que si, ayant mordu à l'hameçon, un bar de 5 kilos s'était soudain mis à gesticuler en tous sens au bout de sa ligne. C'était clair : le Web allait non seulement bousculer ses propres habitudes de consommateur, mais radicalement transformer la stratégie commerciale de son entreprise.

Chez General Electric, cette évolution des mentalités était déjà dans l'air à tous les niveaux. Ayant, dès janvier 1999, vivement recommandé à ses cadres de « casser l'approche.com », son PDG, Jack Welch, a depuis lors géré par l'exemple, apprenant lui-même à naviguer sur la Toile sous l'égide de jeunes instructeurs, au même titre que 3000 autres cadres supérieurs de la firme. En outre, à peine sorti de la réunion de budget des cadres, Welch diffuse aux 300000 salariés de General Electric les résultats trimestriels enregistrés par l'entreprise, qu'il met en ligne sur l'intranet. « Nous jouons la transparence totale », déclarait-il en avril dernier aux caméras du courtier Prudential Securities. Les chiffres sont accessibles à tous, d'un bout à l'autre de l'organisation. »

Au-delà de cet aspect indéniablement show-biz, GE ne plaisante pas : tous, dans l'entreprise, devront se servir de l'outil Web – avec, pour objectif, d'éliminer les strates de



W. James McNerney Jr, directeur général GE Aircraft Engines.

management inutiles, de renforcer le travail en équipe, d'améliorer la qualité du service clients ou encore de réaliser des économies. « GE a saisi l'enjeu crucial du Web pour ses opérations », note Jeanne Terrile, analyste financier chez Merrill Lynch, dans un rapport daté du mois de janvier.

GE Aircraft Engines, qui opère à partir de Cincinnati (Ohio), cristallise à la fois les espérances et les défis qui vont de pair avec l'« e-transformation » d'une entreprise commerciale. McNerney a déclenché le processus il y a un an, en mettant sur pied un groupe d'intervention spécial. Cette unité, McNerney l'a placée sous le commandement d'un ex-béret vert John Rosenfeld, nommé responsable des opérations commerciales en ligne de ce pôle pour le monde, un expert en technologies qui avait conduit l'implémentation du pôle e-business chez Lexmark International, le fabricant d'imprimantes. McNerney lui a attribué comme copilote David Overbeeke, déjà chez Aircraft Engines au poste de directeur général chargé

de la gestion des opérations de la flotte, et dont la contribution avait permis de démultiplier le rendement de ce pôle services.

Soucieux de rappeler à son e-collègue le caractère singulier de sa mission, GEAE a acquis un entrepôt situé non loin de son unité de production de moteurs, pour en revoir le design dans un style qui – avec ses fauteuils rouges, verts et violets disposés autour d'une table de conférence ultraconnectée – évoque à la fois un jeu de Lego et Star Trek. « Nous avons réunis, dans cette salle, tous les renégats et nous les avons informés de leur mission : lancer une offensive contre nous, l'entreprise traditionnelle, et en prendre le contrôle », explique McNerney.

Il reste que les objectifs demeurent volontaristes. D'une part, transférer vers le Web une tranche de 1 milliard sur un chiffre d'affaires annuel global de 11 milliards de dollars (environ 12,2 milliards d'euros). Ensuite, générer des produits d'exploitation nouveaux à hauteur de 250 millions de dollars (environ 225 millions d'euros). En-

fin, sabrer dans les coûts jusqu'à réaliser une économie de 100 millions de dollars (l'équivalent de 110 millions d'euros).

Cœur de ce dispositif stratégique, le Customer Web Center du pôle : une plaque tournante constituée de millions de pages d'informations relatives aux moteurs GE, cet espace virtuel offrant la possibilité au client internaute de commander des milliers de pièces neuves et de faire réparer celles qui ont fait leur temps. S'agissant des réparations, certaines décisions qui demandaient parfois plusieurs semaines se prennent désormais en l'espace de quelques minutes. « Tout cela est extrêmement stimulant », estime Pat Wildenburg, responsable des achats pour Delta Air Lines. De la valeur sera créée avec le temps. »

Les résultats les plus tangibles enregistrés à ce jour portent sur la réduction des coûts – fin août, les économies réalisées grâce au Web pour le traitement de l'information et l'achat en ligne des fournitures industrielles et de bureau auraient permis de réaliser quelque 33 mil-

lions de dollars d'économies, soit presque 37 millions d'euros. Un exemple : plutôt que d'acheter 250 modèles de lunettes de protection différentes, l'unité a restreint la gamme à huit modèles. Résultat : leur prix de revient moyen a fondu de 50%. A l'échelle de l'entreprise tout entière, l'achat en ligne de 2,1 milliards de dollars de fournitures (environ 2,33 milliards d'euros) aurait déjà permis, selon GE, de réaliser une économie totale de 234 millions de dollars (260 millions d'euros).

Pour autant, tout n'est pas rose. A la mi-août, toujours avec un statut d'unité pilote, l'e-cellule d'Aircraft Engines n'avait pas dégagé un centime de recettes. « Nous nous trouvons encore au pied de la montagne », reconnaît Rosenfeld. Cette remarque s'applique à General Electric dans son ensemble. Pour cette raison, le géant suit à la trace sa progression sur le Web, depuis les réductions d'effectif jusqu'aux économies réalisées grâce au système d'enchères à la baisse, et cela dans le cadre d'un bilan hebdomadaire.

En dernière analyse, le Web est autant un outil destiné à permettre au géant de se gérer lui-même qu'à dégager des bénéfices immédiats ou à réduire ses coûts. Pour commencer, c'est une leçon d'humilité pour les responsables de ses branches opérationnelles, qui redécouvrent ainsi les joies de l'apprentissage. McNerney n'a commencé à répondre lui-même à son courrier électronique que l'année dernière, du jour où Rosenfeld l'a pris sous son aile pour le former. « Résultat : on assiste à un écrasement des niveaux hiérarchiques », conclut-il. Telle est la promesse fondamentale du Web : permettre aux entreprises, fussent-elles les plus vastes et les plus puissantes de la planète, d'évoluer avec leur temps – à la vitesse de l'Internet.

Faith Keenan



Royal Dutch/Shell : ouvrir les vannes aux bonnes idées

LE PROJET

Constituer des équipes baptisées « GameChangers », avec pour objectif de faire fuser les idées d'un bout à l'autre de l'entreprise, grâce au courrier électronique.

LE RÉSULTAT

Du programme GameChanger ont jailli quatre des cinq initiatives commerciales majeures de Shell l'an dernier.

CHEZ Royal Dutch/Shell, le géant du pétrole, le Net sert d'outil de prospection pour détecter les gisements d'idées innovantes. Une fois par semaine, au département exploration et production des filiales de Houston (Texas) et de Rijswijk (Pays-Bas), une demi-douzaine d'équipes entrent en réunion. Leur mission : examiner les idées que leur adressent par e-mail d'autres salariés de l'entreprise. Baptisées « GameChangers », ces équipes de six personnes chacune ont rassemblé à ce jour 320 suggestions – notamment sur des techniques de prospection s'appuyant sur des sys-

tèmes de détecteurs laser. Résultat : quatre des cinq initiatives commerciales majeures mises en œuvre par Shell début 1999 ont jailli des équipes GameChangers. Raffinés, ces projets se transforment en or vert. L'un d'eux n'est autre que la récente technique de prospection dite Light Touch. Celle-ci permet de localiser en surface les gisements souterrains en détectant, au moyen de capteurs, les émanations naturelles d'hydrocarbures dans l'air. Grâce à cette technologie laser, quelque 30 millions de barils ont pu être décelés l'année dernière dans le sous-sol du Gabon.

LE PROJET

Stimuler le partage des compétences entre salariés, afin de permettre à ses consultants de mettre rapidement à profit les enseignements de missions préalables.

LE RÉSULTAT

Un chiffre d'affaires multiplié par trois depuis 1994, notamment suite à la commande de systèmes similaires par certains de ses clients.

GRÂCE

Au Web, cette science nouvelle qu'est la « gestion du savoir » produit, au sein de Cap Gemini Ernst & Young, première société européenne de services informatiques et de conseil, de précieuses pépites. En se connectant à un système nommé Galaxy, créé il y a cinq ans, chacun des 55 000 membres qui compte le personnel de Cap Gemini dans le monde a la possibilité d'aller puiser en temps réel dans les compétences des autres, elles-mêmes venant enrichir le fonds déjà en réseau sur l'intranet de l'entreprise. Objectif : fournir des solutions plus vite. Cette méthode a

pour vocation de cristalliser l'enseignement que peut tirer n'importe quel membre du personnel d'une nouvelle mission, ces données étant susceptibles d'éclairer tout autre consultant par la suite. Comparé à d'autres systèmes de ce type, Galaxy, ayant été conçu dès le départ pour tourner sur le Web, a des coûts opérationnels moindres, et offre une facilité d'accès plus grande où qu'on se trouve dans le monde. Des facteurs qui lui ont valu un succès tel que Cap Gemini propose à ses clients des logiciels destinés à leur permettre de créer leur propre version de Galaxy.

Faith Keenan

SERVICE CLIENT

Pillsbury : tout ce blé économisé grâce au Web !

LE PROJET

Un logiciel d'analyse statistique en ligne fournissant aux cadres une information plus riche sur les habitudes du consommateur, singularités démographiques et régionales comprises.

LE RÉSULTAT

Des produits mieux ciblés et mieux ventilés, et une accélération du traitement des données, allié à une réduction de ses coûts.



Fred L. Hulting, responsable de la recherche.

CERTES, vous n'avez peut-être jamais composé ce Numéro Vert qui figure sur l'étiquette pour demander au Géant Vert une audience et débattre en tête à tête avec lui de la qualité de ses petits pois. Il n'empêche qu'une foule d'individus l'ont fait. Résultat : chez Pillsbury, au service consommateurs, on croulait depuis des années

sous ces retours d'information. Chaque jour, le colosse de l'alimentation de Minneapolis (Minnesota) reçoit en moyenne 3 500 appels téléphoniques. Une telle masse de données à traiter avait fini par lui donner la migraine.

Pour lui faciliter la digestion, le chercheur Fred L. Hulting lui a mis-joté une solution de haute techni-

city, sous la forme d'un outil nommé NetStat. Il s'agit d'un programme en ligne qui, analysant des tonnes d'information en provenance des consommateurs, est capable de traiter – vite – un volume de données à faire pâlir d'envie tous les logiciels de marketing disponibles sur le marché. Quelques heures suffisent à NetStat pour englober les données et les recracher sur une page Web sous forme de courbes, ces graphiques qui permettent aux responsables du marketing de cerner avec une précision accrue le profil et les goûts des consommateurs. Grâce à NetStat, Pillsbury peut, par exemple, s'apercevoir que, chez les fondus de croissants, on les préfère plus feuilletés et plus croustillants dans le quart Nord-Est que sur la Côte ouest.

Cependant, il ne s'agit pas exclusivement d'une affaire de palais. Le Net permet aussi à Pillsbury de lisser ses coûts. Certes, son service consommateurs emploie une poignée d'analystes, dont chacun peut coûter à l'entreprise jusqu'à 3 000 dollars (environ 3 300 euros), pour une seule semaine d'investigation.

Il n'en demeure pas moins que les données établies grâce à NetStat, stockées sur l'intranet de Pillsbury, sont accessibles en temps réel à tout salarié promenant avec lui son ordinateur portable. Concrètement, une fois NetStat totalement déployé, une économie potentielle de 1 million de dollars pourrait être réalisée chaque année. Dans le combat acharné que se livrent les acteurs de l'alimentaire, des programmes comme NetStat sont, selon John M. McMillin, analyste fi-

ancier chez Prudential Securities, « un atout crucial pour arriver à rester compétitif ».

Bien qu'encre à l'état de projet pilote circonscrit au rayon des breakfasts surgelés, NetStat va étendre son champ à l'ensemble des marques exploitées par Pillsbury. Pour le géant, le traitement des informations venant des consommateurs ne sera bientôt plus qu'un souci de Lilliputien.

Roger O. Crockett

PUBLICITÉ

« Permettre au client final d'être aux commandes »

LE SENS et l'existence même d'une « nouvelle économie » font débat aujourd'hui en France. Vous proposez, dans la troisième livraison des *Cahiers Laser* (*), les textes d'économistes, principalement américains, sur ce thème. Pourquoi revenir à la théorie quand les entreprises françaises se demandent concrètement comment passer à la pratique ?

Parce que le phénomène que nous vivons, qu'on l'appelle « nouvelle économie » ou pas, va au-delà du comportement des valeurs boursières au journal télévisé du soir. Or les politiques et les entrepreneurs commencent à en prendre la mesure. Longtemps, les scientifiques ont essayé de les alerter en leur disant : « Attention, les nouvelles technologies ont un impact sur l'économie. »

En vain. Les économistes surtout se méfiaient de tout ce qui, dans leur discipline, ressemblait à une loi soit-disant scientifique qui prétendrait décrire des comportements humains. Ce n'est que quand les économistes américains Robert Solow ou Alan Greenspan [président de la Fed] ont enfin rapproché la durée exceptionnelle du cycle de croissance de leur économie, un niveau de chômage très bas sans tensions inflationnistes – paradoxe du Nairu [Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment] – qu'ils se sont dit : « N'est-il pas temps de prendre enfin en compte le facteur technologique ? »

La nouvelle économie serait une économie où les ordinateurs sont enfin « visibles dans les statistiques de la comptabilité nationale », pour reprendre une formule de Robert Solow ?

La question de savoir si les lois de l'économie ont changé n'est pas la bonne, car, de même qu'un sou est un sou, on trouverait des points communs entre l'économie féodale et industrielle; mais, par contre, les principes qui ont fait le succès du modèle économique des trente dernières années ne sont plus du tout les mêmes. Ce modèle, celui d'une industrie soumise à l'informatisation de la production et de la gestion et qui n'est pas encore passée à une informatisation de l'échange, a entraîné des stratégies d'entreprise très précises.

L'exemple type, c'est celui de l'industrie informatique, qui s'est imposée dans tous les secteurs, en particulier l'automobile ou les télécoms. Constatant la loi de Moore, énoncée dès les années 60 – tous les dix-huit mois, la capacité de calcul des puces double –, les constructeurs informatiques se sont demandé : « Comment éviter une spirale déflationniste et maintenir nos prix ? » La solution fut d'utiliser les gains de productivité pour dépenser plus en R&D ou en publicité plutôt que de les restituer sous

Pour Philippe Lemoine, coprésident du directoire du Groupe Galeries Lafayette, les entreprises françaises ne doivent pas perdre de vue les enjeux théoriques de la nouvelle économie

forme de baisse des prix. Une stratégie de rétention de la valeur donc, légitime tant que le client y gagne en convivialité. Les télécoms, en France, ont fait ce choix dans les années 70, en privilégiant la commutation de circuits (protocole x25) plutôt que d'adopter le projet Arpanet (basé sur le protocole IP). Ce qui revenait à vendre du « tuyau cher » au consommateur, en lui assurant l'exclusivité, inutile, d'une voie de communication pour chaque appel. La logique était la suivante : « M^{me} Michu, on va lui faire payer 2 francs la minute, le prix de la simplicité. »

Qu'est ce qui marque le passage de l'ancienne à la nouvelle économie, selon vous ?

Il y a eu la conjonction de deux phénomènes. D'une part, l'épuisement des capacités d'innovation des services de R&D et de marketing, qui, dans tous ces secteurs en amont, venaient densifier les stratégies de protection de la valeur. Et l'arrivée d'Internet, technologie de très grande diffusion, extrêmement puissante, qui permettait à l'américain Autobyte [dans lequel eLaser a investi 3 millions de dollars] ou le « discount broker » avec Charles Schwab, « de siphonner ces réserves de valeur et de les restituer sous la forme de gains de temps de livraison, personnalisation des offres »... Permettant ainsi enfin au client final non plus d'être le destinataire d'une production de masse mais d'être aux commandes. L'histoire de l'Internet commercial, fondamentalement, c'est ça. Le lieu créateur de valeur se déplace vers l'aval. Les nouveaux intermédiaires sont des sortes de courtiers qui aident les personnes à acheter.

Les entrepreneurs qui réussissent dans la nouvelle économie

sont-ils donc ceux qui savent inventer de nouvelles valeurs ajoutées ?

Le potentiel d'innovation des personnes est souvent beaucoup plus grand que les entreprises ne l'imaginent. Mais la création des cellules de prospective isolées du reste de la structure est une erreur, à mon sens. Cela confine l'innovation, la coupe des attentes des clients, bride les personnes qui voudraient exprimer leurs propres délire. J'aime revenir à l'exemple de l'industrie du jouet :

ciétés plutôt que de développer en interne, alors même que l'entreprise dispose des moyens qui lui permettraient de travailler à l'ancienne, en nommant une équipe de recherche. De la même façon, Alcatel n'a réussi sa politique de reconversion sur l'Internet qu'en rachetant des sociétés californiennes... Même s'il est important quand même, pour une grande structure, de ne pas démissionner : il y a au moins quelque chose que Cisco n'achète pas à l'extérieur, c'est sa vision du marché.

savoir pourquoi ils le perdaient. Du coup, le retour de bâton est violent et donne évidemment naissance à des discours de Père la Pudeur. Mais ce n'est vraiment pas grave. En tout cas, les PME des secteurs de consommation, le meuble, le vêtement, par exemple, n'ont encore rien vu. Quelque chose m'a frappé, quand nous avons réaménagé l'étage meubles des Galeries Lafayette. Nous présentions à la vente les canapés comme un achat d'impulsion. Pourtant, la livraison

Ne pensez-vous pas que, avec les premières faillites de start-up, ce sont des modèles de développement sur le Net qui sont en train d'être mis en défaut ?

On pourrait faire un annuaire de tous ces jeunes gens qui se sont dit : « Je sors d'une grande école de commerce, je quitte ma société de conseil pour une start-up et j'innove » et qui n'ont fait que reproduire des structures très codées, en plaquant les modèles de l'ancienne économie. D'où est-ce que les gens



Entre théorie et pratique

A presque 51 ans, le coprésident du Groupe Galeries Lafayette cache, sous des dehors d'entrepreneur entreprenant, grand et costaud, un goût pour les détours théoriques. Un intérêt qu'il doit peut-être à son passé de chercheur à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique) au début des années 70. Un temps membre de la Mission Informatique, il fut conseiller auprès du gouvernement, des ministères de l'industrie, de la recherche. Il aurait pu devenir un de ces dinosaures détenteurs de toute l'histoire informatique française. Mais le président du groupe de travail Commerce électronique au Medef (Mouvement des entreprises de France) ne s'est pas fossilisé et anime les *Cahiers Laser* et le club de réflexion de L'Echangeur.

les inventeurs des Pokémon, un concept « anti-M^{me} Michu » par excellence, ont procédé avec une démarche de marketing totalement à l'écoute. Il y a énormément de secteurs de l'industrie des services où il faut avoir l'audace de partir à l'aventure. Mais je ne pense pas, cependant, que seules les start-up soient capables de cette démarche. Même si l'expérience montre qu'il est très difficile, pour la grande entreprise, de suivre le rythme de l'innovation. Pour rester à la hauteur, Cisco a délibérément choisi d'acheter des so-

Pensez-vous que les entrepreneurs français ont encore peur de la nouvelle économie et des start-up ?

Nous ne sommes sans doute pas encore sortis des effets pervers de l'emballage pour le Net. Des entreprises ne s'y sont lancées que pour ne pas arriver à la réunion des analystes financiers du premier trimestre 2000 sans un projet Web quelconque sous le bras. Il y a des tas de gens qui y sont allés sans conviction et qui ont pris le risque de perdre de l'argent et de ne pas

premier huit semaines ! J'ai trouvé de cela d'autant plus curieux que des produits très proches, comme les sièges de voiture, sont l'exemple type d'industrie qui s'est organisée en flux tendus. Et un certain nombre de fournisseurs sont sur ces deux marchés à la fois. Je me suis donc dit : ce sera du gâteau d'introduire des bornes tactiles qui permettront aux visiteurs de choisir à distance la couleur et la forme de leur canapé, avec une promesse de livraison en huit jours – un canapé se fabrique en quatre heures.

Pourtant, aucun industriel français n'a été capable de répondre à cette exigence. On a par conséquent triché en choisissant un nombre de modèles très réduit et en les stockant quelque part en banlieue. Voilà une industrie en crise qui n'a pas compris que, pour s'en sortir, il ne s'agissait pas seulement de faire travailler de bons designers et de pratiquer des prix à la baisse, mais surtout de disposer d'un service client à la hauteur. Le jour où ces industriels se retrouveront face à des Coréens ou à des Américains, dont la différence se joue sur le service au client...

est sorti qu'il y aurait une grande demande pour les achats groupés ou les enchères inversées ? C'est sympathique, mais les marchés potentiels sont faibles. Cette non-innovation me fait penser aux débuts de l'automobile, quand les premières voitures ressemblaient à des carrosses. Elle me rappelle aussi le début des années 90 et la vogue des guides : tout le monde sortait son « Comment bien élever son enfant », sous prétexte qu'il en avait un.

Aujourd'hui, la démarche des créateurs de portails est la même. Il faudrait tout de même qu'il y ait des gens qui leur disent : « Si vous vous êtes trompés, ce n'est pas par excès d'audace, mais parce que vous êtes des petits minets trop gentils. » Regardez l'américain Autobyte, qui a eu le culot de demander aux concessionnaires de payer pour avoir droit à son service. Ça, c'est de l'audace marketing.

Propos recueillis par Cécile Ducourtieux

(*) « La nouvelle économie et ses paradoxes », *Cahiers Laser* n° 3, juillet 2000, peut être commandé sur le site www.00h00.com.

L'assurance française a beaucoup à gagner du Net

Grâce aux courtiers en ligne, le paysage français de l'assurance pourrait changer radicalement

« AVEC INTERNET, ça ne va plus être la galère de souscrire à un contrat d'assurance », annonce Vincent, surfeur invétéré. Faire le tour des assureurs, épilucher leurs contrats respectifs, peser le pour et le contre... Un acte désormais banal, simple et rapide ? Peut-être grâce à Assurland, Okassurance et tous les autres assureurs français, les traditionnels ou les nouveaux entrants qui se sont engouffrés sur le Web ces derniers mois.

En effet, « la valeur ajoutée d'Internet, pour le secteur de l'assurance, est plus importante en France qu'ailleurs. Internet sera à l'assurance ce qu'a représenté l'arrivée de Carrefour pour l'industrie alimentaire », prédit Stéphane Guinet, fondateur du portail d'assurance Assurland. Grâce au Web, en effet, les prix de l'assurance vont baisser,

et ce pour au moins deux raisons. D'abord, la distribution des contrats d'assurance via Internet génère des économies importantes. Martine Pauly-Lardenois, la directrice d'Okassurance, filiale en ligne des AGF, explique en effet que, sur la Toile, « il n'y a pas de frais de commission ni de gestion. D'où des économies de l'ordre de 18 % sur les primes pures, 15 à 25 % sur les commissions et frais de gestion ».

Les prix vont également baisser car le Réseau stimule la concurrence au sein d'une industrie jugée « inefficace » par Stéphane Guinet, qui assure que « les écarts de prix entre les trente grands assureurs français offline sont de l'ordre de 300 % ! ». Les courtiers, tel Assurland, proposent en effet les offres de divers professionnels, avec des comparateurs, qui permettent rapidement à l'assuré de choisir le meilleur rapport qualité/prix. Le Web va donc considérablement faciliter la vie de l'internaute, qui pourra en dix minutes, après avoir répondu à cinq questions, contracter une assurance-habitation ou une assurance-automobile. Par ailleurs, celui-ci pourra suivre son dossier en ligne. « Lors de la tempête de l'hiver dernier, se souvient Martine Pauly-Lardenois, les assurés se posaient beaucoup de questions : quand et à quelle hauteur ils allaient

être remboursés... Ils pourront désormais avoir toute cette information sur Internet. »

Enfin, la Toile pousse les assureurs à innover. Les internautes étant plus jeunes que la clientèle moyenne des agents, Martine Pauly-Lardenois va créer un contrat d'assurance-auto pour les moins de 25 ans et pour ceux qui ont moins de trois ans de permis (un segment qui fait peur aux assureurs traditionnels). Mais pourquoi ne pas coller aussi aux nouveaux modes de vie ?

« Les sports de glisse se développant, il y aurait des contrats à créer pour les gens qui se déplacent en patinette, par exemple », ajoute-t-elle.

Cependant, le passage des assureurs à un canal de distribution virtuel n'est pas si simple. Outre la délicate coexistence avec les réseaux commerciaux existants, les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'assurance-vie en ligne représente 1 % du marché aux Etats-Unis ; l'assurance-dommages, à peine 0,5 %. « Une enquête consommateurs nous a

montré la dimension irréductiblement humaine de la relation entre un assuré et son assureur. Traiter de l'assurance, c'est anxiogène, on vous rappelle que vous êtes mortel », explique Henri Debruyne. C'est pour cette raison que l'achat d'un contrat d'assurance se passe plus difficilement de la médiation d'une personne et que la gestion des sinistres ne pourra pas être complètement dématérialisée. D'après Martine Pauly-Lardenois, « tout le travail de l'assureur, en cas de problème, est de rassurer l'assuré qui a subi souvent un choc psychologique après un accident de voiture ou autre catastrophe. Il sera toujours possible d'avoir un contact humain pour les déclarations de sinistre. »

Les internautes étant réticents à l'achat en ligne, peu de sites se sont risqués à en faire leur unique moyen de paiement. Okassurance propose ainsi la souscription en ligne ou par le courrier traditionnel. Assurland ne propose aucune souscription en ligne mais permet aux internautes de se mettre directement en relation électronique avec l'assureur de leur choix, grâce à une technologie XML qui permet de relier les différents systèmes informatiques des assureurs au site d'Assurland. Par ailleurs, tous les contrats d'assurance ne peuvent être vendus en ligne. Ainsi de l'as-

assurance-vie, qui requiert des informations indiscrettes concernant la situation familiale ou personnelle que l'internaute sera réticent à donner « tant qu'il ne sera pas sûr de la protection des données personnelles sur le Web », explique Martine Pauly-Lardenois. Les sites ne proposent donc, en grande majorité, que de l'assurance-automobile et de l'assurance-habitation. Ce choix s'explique aussi pour des raisons économiques, puisque « 85 % du budget assurance des ménages sont consacrés à l'auto et l'habitation », rappelle Stéphane Guinet.

Constance Baudry

Le revers de la simplicité

Les assureurs virtuels ne proposent en général que des offres « packagées » plutôt que des contrats individualisés. C'est un peu le revers de la médaille de la simplicité revendiquée de l'assurance en ligne. « Ce qui se développe, c'est ce qu'il y a de plus simple, comme les packages. Dès qu'il commence à y avoir des options, l'internaute n'a pas la patience de surfer », explique Henri Debruyne, consultant chez Capa Conseil. Martine Pauly-Lardenois, directrice d'Okassurance, vend également les packages, mais pour une autre raison : « Il y a un risque à proposer du sur-mesure en ligne. Si l'internaute a le choix entre plusieurs couvertures, il prendra systématiquement la plus chère, et quand il verra le prix de l'assurance, qui sera logiquement très élevé, il fuira. Il n'y a, sur Internet, aucun agent pour lui expliquer qu'il n'a pas besoin d'une couverture aussi importante. Un cinq-pièces étant couvert à hauteur de 525 000 francs, la personne qui a besoin d'un contrat sur mesure, par exemple un aquarium géant à assurer, ira chez l'agent général. »



★ Traduit de l'anglais par Maxime Chavanne, Thibaut Devillard/Tradweb, Françoise Paicher et Marie-Christine Perraut-Poli.

★ Les pages « Entreprises » sont réalisées par les rédactions du « Monde interactif » et de « Business Week/e.biz ».

Des objets dans la main

Miniatures, vous les emmenez partout



Bilingue

Bavard, le traducteur de poche vocal CK 661 français-anglais (15 x 87 x 56 mm) traduit 2 000 mots par langue et 1 200 phrases. Astucieux, il mémorise 20 phrases. Discret, il s'éteint automatiquement.

Pratique, il gère vos déplacements (2 horloges, locale et autre, au choix) et vos rendez-vous (alarme). Oregon Scientific. 299 F (45,6 euros) ■ www.oregon-scientific.fr

Prévoyante

Promenez-vous tranquillement sans la pluie ! La station météo EB 312 portable (90 x 65 x 20 mm), résistante à l'eau, affiche la température ambiante et des prévisions avec indications de tendance et vous signale l'arrivée d'un orage. Mémoire, horloge, calendrier, alarme et fixation murale inclus. Oregon Scientific. 499 F (76 euros). ■ www.oregon-scientific.fr



Communicant

Surfez très rapidement sur Internet avec le modem Elsa MicroLink 56K (vitesse de transfert maximale : 56000 Kbp/s). Rectangulaire (31 x 93 x 123 mm), bleu translucide, c'est aussi un télécopieur, un émulateur Minitel, un répondeur pour enregistrer et écouter les messages sur votre PC. Mises à jour faciles grâce à la mémoire Flash intégrée. Pack Modem Wanadoo « Intégrales » 449 F (68,5 euros).

Prototype

Le plus petit appareil photo au monde. Miniaturisé à l'extrême et pesant environ 25 g, le futur appareil photo numérique de Sony sera à peine plus grand que la



carte Sony Memory Stick 64 Ko, utilisée pour stocker les photos (1 000 environ en 640 x 480 pixels), qui ressemble par sa taille et sa forme rectangulaire à un chewing-gum. L'écran couleur est en proportion : au format timbre-poste !



Précis

Les mots ne s'envolent plus avec l'enregistreur numérique VN-180, qui pèse 66 g et mesure 115 x 44 x 15 mm. Sa durée d'enregistrement atteint 180 min, soit jusqu'à 100 fichiers vocaux classés sur un écran à cristaux liquides dans trois catégories : date, heure et nombre de séquences. Alarme sous forme de messages vocaux. Olympus 990 F (151 euros) ■ www.olympus.fr

Portable

Spécialement conçue pour accompagner un ordinateur portable ou s'adapter aux petites mains d'un jeune enfant, la souris Baby Mouse Series (6 x 8 cm) est dotée de deux boutons et d'un port USB pour un démarrage immédiat. Translucide, cette souris pour Mac et PC existe dans les six couleurs de l'arc-en-ciel. Teac. 89 F (13,6 euros). ■ www.teac.de



Une sélection d'Agnès Batifoulier

PUBLICITÉ

Le cartable multimédia de la rentrée

Ecole

Les CD-ROM d'accompagnement scolaire font leur rentrée. Avec parfois Internet en toile de fond

APRÈS l'achat des livres et des cahiers, vient celui des CD-ROM, qui, aujourd'hui, font partie intégrante des outils d'apprentissage scolaire. Le moment est idéal, en cette période, pour faire son choix, la plupart des éditeurs ayant renouvelé leurs collections. Voici une sélection de titres qui peuvent séduire les enfants entre 2 et 10 ans pour cette rentrée.

Rayman, premiers clics pour les 2-4 ans complète la gamme éducative Rayman. Avec ce CD-ROM, le bambin aborde des connaissances essentielles en jouant, avec des activités allant du tam-tam, ces nouvelles aventures éducatives offrent un réel dépassement dans le récit, les décors, les personnages et les exercices. Dans *J'apprends à compter avec Tibili* et *J'apprends à lire avec Tibili* sont plus pédagogiques. Le scénario se déroule dans un village africain, un choix qui séduit par son originalité. Ponctué par les roulements du tam-tam, ces nouvelles aventures éducatives offrent un réel dépassement dans le récit, les décors, les personnages et les exercices. Dans *J'apprends à compter...*, neuf activités invitent l'enfant à partager les vives équitables, arroser le jardin en économisant l'eau pour lutter contre la sécheresse, reconstruire la maison des anciens sans épuiser le stock de bois...

Dans la collection « Les Mouzz », qui met en scène des petites souris loufoques chargées par le professeur Mouzzinzin d'initier les petits au français et au calcul, il manquait une gamme pour le primaire. Elle est désormais disponible sous l'appellation « Mini Mouzz ». La méthode d'apprentissage est efficace, car elle utilise un système mathématique. Celui-ci élabore un parcours sur mesure, selon les points forts et les faiblesses de chacun. L'enfant est capable de prendre en compte ses progrès. Les activités sont présentées de façon amusante : les souris font des tâches sur des lettres qu'il faut retrouver, les commentaires sont agréables... Toujours pour le primaire, la méthode d'accompagnement scolaire « Graines de génie » sollicite la logique, la curiosité et l'imagination de l'enfant en lui proposant de reconstruire les objets de la Bulle, un monde futuriste qui révélera ses mystères. La sauvegarde de la nature, thème principal de cette aventure éducative, est abordée de façon concrète et dynamique par la création d'un potager et la réalisation



d'un moulinet à vent. Le suivi des leçons, qui sont composées de trois parties – résumé, explication et test, et réussite des exercices –, fait avancer la mission. Les sujets traités sont variés. Les animaux, la Terre, les loisirs, l'histoire, l'atlas du monde... Un an d'abonnement gratuit au site Internet d'accompagnement des devoirs @près l'Ecole est offert dans chaque boîte.

Après l'initiation à l'ordinateur, le français et les mathématiques, vient l'apprentissage de l'anglais. Ce qui propose *Atout Clic Anglais*, qui s'est enrichi d'un système performant de reconnaissance vocale pour PC, créé par le spécialiste des logiciels d'apprentissage des langues étrangères Auralog. La prononciation anglaise ou américaine de l'enfant est analysée en temps réel dans deux parties ludiques de

thode d'apprentissage est efficace, car elle utilise un système mathématique. Celui-ci élabore un parcours sur mesure, selon les points forts et les faiblesses de chacun. L'enfant est capable de prendre en compte ses progrès. Les activités sont présentées de façon amusante : les souris font des tâches sur des lettres qu'il faut retrouver, les commentaires sont agréables... Toujours pour le primaire, la méthode d'accompagnement scolaire « Graines de génie » sollicite la logique, la curiosité et l'imagination de l'enfant en lui proposant de reconstruire les objets de la Bulle, un monde futuriste qui révélera ses mystères. La sauvegarde de la nature, thème principal de cette aventure éducative, est abordée de façon concrète et dynamique par la création d'un potager et la réalisation

la méthode : les dessins animés et les karaokés, dont l'enfant devient le héros et l'interprète.

Un microcasque est offert avec chacun des trois logiciels destinés aux élèves de CP (5-7 ans), CE1/CE2 (7-9 ans) et CM1/CM2 (9-11 ans). Dans *Atout Clic Anglais CP*, la méthode démarre avec des personnages amusants ; le professeur Phileas et son fidèle perroquet Kaliko animent toute la série. L'enfant apprend le vocabulaire de base en cliquant sur les objets d'une maison gaie et colorée et en s'amusant à des jeux en anglais, mais dont la règle est expliquée en français.

De toutes les collections d'accompagnement scolaire, c'est la méthode Adi 5 qui exploite au mieux Internet. Les deux personnages principaux, Adi 5, l'extraterrestre, et son avatar, qui représente l'élève et symbolise ses goûts physiques et intellectuels, évoluent dans un univers modélisé en 3D. L'enfant a une chambre à lui, décorée selon ses souhaits et équipée d'un bureau où se trouve un Journal intime, une palette graphique et une tirelire capable de calculer le montant de son argent de poche. Il a aussi accès à de nombreuses sources d'information...

La connexion à Internet accroît encore le potentiel de la méthode Adi 5. L'élève peut créer, sur le site, jusqu'à cinq mini-cabanes, qu'il partage avec un ami. Dans ce refuge, ils vont discuter ensemble, élever un poisson, mettre en commun leurs points pour accéder à plus de jeux disponibles en ligne.

A. Ba.

J'apprends à compter avec Tibili.

Editeur : Index. Support : PC et Mac. Prix : 249 F (38 euros)

Rayman, premiers clics.

Editeur : Ubi Soft. Support : PC et Mac. Prix : 149 F (22,7 euros)

Mini Mouzz en maternelle.

Editeur : Emme. Support : PC. Prix : 199 F (30,3 euros)

Graines de génie primaire.

Editeur : TLC-Edusoft. Support : PC. Prix : 199 F (30,3 euros)

Atout Clic Anglais primaire.

Editeur : Hachette Multimédia. Support : PC. Prix : 209 F (32 euros)

Adi 5 primaire.

Editeur : Coktel-Havas Interactive. Support : PC et Mac. Disponibilité fin septembre. Prix : 249 F (38 euros)

Le ballet interactif des clones

CAPTIVES (second mouvement), la dernière œuvre des chorégraphes Nicole et Norbert Corsino, donne l'impression d'être un film dont on est le héros. Sur un écran, un ballet de créatures virtuelles évoluant dans une scénographie imaginaire en 3D. Une danse où la chorégraphie se mêle aux mouvements de la caméra. Mais, loin des personnages de jeux, ces danseurs semblent réels. Ils interrogent le spectateur. Trois femmes caractérisées par leur pouvoir de dire « non », errant dans des mondes auxquels elles finissent par se fondre. « L'écran tatoue le corps », explique Norbert Corsino, le transperce de mille points. »

Pour le public, difficile d'imaginer que ces clones ont été enfantés par une machine. C'est le corps du spectateur lui-même qui est touché par les pixels, sa perception sort bouleversée de cette expérience visuelle, musicale et tactile. Aux yeux des Corsino, la danse a pour objectif de dire le mouvement. Comment raconter celui-ci autrement que par des théories physiques abstraites ? En le mettant à l'œuvre, en montrant la « complexité du corps », répond Nicole Corsino. Techniquement, les deux créateurs ont élaboré *Captives* avec des danseurs sur lesquels ont été posés des capteurs. Trente-deux pastilles qui enregistrent les mouvements et réfléchissent la lumière infrarouge de huit caméras. Un travail de fourmi, la technique ne suffisant pas à leurs aspirations : « Nous cherchons à faire venir la technique vers nous », affirment-ils.

Avec l'ingénieur Claire Pégurier et le scénographe Patrick Zanoli, Ni-



Chorégraphie Nicole et Norbert Corsino captent la complexité des mouvements du corps grâce à l'informatique

cole et Norbert Corsino ont placé ces capteurs à de multiples endroits du corps, ce qui donne aux déplacements une allégresse inédite sur l'écran. Puis, « une fois la capture effectuée, il y a le processus du "skinning" [habillage de la peau] », expliquent-ils. Un processus qui per-

met en quelque sorte d'habiller le mouvement, de lui donner chair. Et c'est là que les premières difficultés apparaissent. « Nous avons assisté à des déchirements de polygones, raconte, amusée, Nicole Corsino. Il a fallu réparer cette faille en convertissant tous les fichiers en "nubs" [Non-Uniform Rational B-Splines], en courbes, pour avoir plus de liberté. »

« Le progrès technique ouvre de nouveaux espaces de liberté », affirment les Corsino. Et le choix des outils informatiques dépend de cette liberté à gagner. Aller vers plus de liberté, rapprocher le mouvement de l'espace qui l'entoure, faire des allers-retours entre le lieu et ce que dit la chorégraphie... Et, pour cela, ils feront de nouveau appel à une technique inséparable du procédé de création : après la « motion capture » (capture du mouvement), ils appliquent le « motion control »,

qui conduit les caméras à enregistrer leurs propres mouvements sur des fichiers réutilisables à l'infini. Une œuvre qu'ils projettent de présenter à la Biennale d'art contemporain de Shanghai en 2002.

Leur chorégraphie a la précision des mathématiques. D'ailleurs, avant de se consacrer à la danse, Norbert Corsino a suivi des études de mathématiques. Le calcul devient un art et, hors de l'espace scénique, la danse s'inscrit dans un système de relations spatiales. Norbert Corsino compare la chorégraphie à la cartographie ; comme la littérature est souvent accompagnée de cartes ou d'atlas, dans la danse aussi « la linéarité du récit s'inscrit dans un système de relations permanentes ». Un système où « la danse est toujours là, même si le corps disparaît parce que le mouvement écrit, choisi, déterminé, se compose indéfiniment suivant les changements d'échelle ». Et c'est là que le spectateur est enivré « dans le plaisir de perdre ses sens et de les retrouver ».

Parce que la danse crée son territoire là où elle se produit, réciproquement le bouleversement des corps et le langage des machines « ouvre en retour sur une perception en marche de la danse ». Tant de moyens mis en œuvre, tant de technologie requise ramènent la danse à ses origines : « un art sans lieu, immigré et migrant », selon les chorégraphes. « La danse, c'est du continu. Elle navigue sans crainte sur des espaces inouïs. C'est l'eau plus ce qui navigue sur l'eau. Le danseur surfe. »

Sylvie Chayette

Windows Millennium Edition met plus de **multimédia** sur votre PC

LE 14 SEPTEMBRE, Microsoft présente en France Windows Millennium Edition – ou Windows ME –, le successeur de ses systèmes d'exploitation Windows 95 et 98.



L'objectif de l'éditeur est de rendre plus simples « les jeux, les surfs de qualité sur Internet et la découverte des nouveaux loisirs multimédias que sont la photo numérique et la vidéo ». Avec, en toile de fond, la volonté de faire du micro-ordinateur du particulier un objet aussi convivial que possible.

L'interface graphique de Windows Millennium Edition n'a pas subi de profonde mutation par rapport à Windows 95 ou Windows 98. Une fois le système d'exploitation lancé, le menu Démarrer est toujours à sa place et les fonctions principales sont affichées aux mêmes endroits. Au rang des nouveautés, l'utilisateur remarquera donc simplement l'apparition de nouvelles icônes pour le Poste de travail ou encore la Corbeille.

C'est parmi les accessoires et utilitaires multimédias que Windows ME innove. La nouvelle mouture du système d'exploitation offre effectivement d'autres fonctionnalités qui permettent au grand public de découvrir les nouveaux loisirs numériques, comme la possibilité de faire du montage vidéo. Tout nouveau est l'utilitaire Windows Movie Maker, qui permet de faire de l'importation et de l'édition de vidéos personnelles de votre Caméscope analogique ou numérique. Vous pouvez les agrémente de commentaires, de bruitages ou de graphismes au gré de vos envies. Ensuite, Windows Movie Maker peut vous aider à partager vos réalisations et à les envoyer à des amis ou à des proches, par courrier électro-

Tout s'explique Le dernier-né des systèmes d'exploitation de Microsoft se veut plus simple pour surfer et jouer

nique ou en les éditant sur un site Web. Bien entendu, Windows ME s'est aussi mis à l'heure de la photo numérique. Vous connectez votre appareil numérique à votre PC, et Windows ME lance un assistant, simplifiant l'importation et le stockage de vos images numériques dans un dossier appelé Mes Images. Le système détecte la plupart des appareils existants. Désormais, l'utilisateur a la possibilité de visualiser des vignettes de ses photos, de les agrandir pour les voir plus en détail ou encore de les arranger en un véritable diaporama.

L'audio, non plus, n'a pas été oublié. Windows ME offre la possibilité de créer et d'indexer une bibliothèque de fichiers audio de qualité CD, que vous pourrez stocker sur votre disque dur. Le lecteur Windows Media Player, dans sa version 7, permet aussi de visualiser et d'écouter vos contenus multimédias. A vous aussi la personnalisation de votre expérience musicale, en regardant par exemple des vidéos évoluant au rythme de votre musique ou en modifiant l'apparence de votre lecteur en lui attribuant un nouvel habillage graphique.

Tous ces utilitaires multimédias, comme les éditeurs de vidéos ou de photos numériques, existent déjà sur le marché. Développés et commercialisés par des entreprises spécialisées dans ces domaines respec-



tifs, ils sont parfois plus complets et plus puissants que les outils de Windows ME. Sauf que, dans le cas de Windows ME, ils sont intégrés au système. L'utilisateur ne paie que le prix de celui-ci. Une mise à jour de Windows ME à partir de Windows 95 ou de Windows 98 coûte respectivement 490 et 790 francs, et une version pleine, 1 690 francs. Une bonne affaire pour le consommateur

lorsqu'on sait que le prix d'un logiciel de montage vidéo grand public ou semi-professionnel varie entre 300 et 1 500 francs.

C'est au niveau de la compatibilité des matériels que le passage à Windows ME se justifie. D'une part, le nouveau système d'exploitation reconnaît les derniers périphériques et les nouvelles cartes mères. Il intègre également un nouveau

support pour les futurs appareils Universal Plug & Play de la domotique. A l'avenir, par exemple, il sera facilement possible de copier-coller les programmes TV d'un site Web vers votre magnétoscope ou votre lecteur DVD-ROM par l'intermédiaire du PC.

En principe donc, et cela dès que les appareils seront disponibles, vous pourrez connecter toute la maison avec Windows ME : le système d'exploitation détecte automatiquement et partage, sur votre réseau personnel, toutes les ressources disponibles, comme les imprimantes et autres périphériques de la domotique tels que micro-ondes ou appareils de chauffage. Vous pourrez alors régler la température de votre maison à distance... Pour l'heure, vous avez toujours la possibilité de profiter de cette fonction réseau pour connecter deux ordinateurs familiaux et leur faire partager un accès à Internet.

Fort de ces caractéristiques, Windows ME représente une évolution, pas une révolution. Sans être plus stable que les versions précédentes, le nouveau système d'exploitation bénéficie d'une meilleure protection. Une fonction empêche la suppression ou l'altération de fichiers critiques, quelle qu'en soit la cause. L'outil System Restore peut ramener le système d'exploitation à l'état dans lequel il était juste avant un bogue ou un blocage important.

Alors, faut-il adopter vers Windows ME? Sachez que tous les assembleurs de PC proposent Windows ME en standard sur leurs machines. « Lorsque Windows 98 était sorti, on disait que ce n'était qu'une évolution par rapport à Windows 95, et pourtant, six mois plus tard, tout le monde avait Windows 98 installé sur son PC. Dans six mois, on aura tous Windows ME », commente un utilisateur sur le forum de discussion alt.windows-me. Difficile de résister à un standard...

Hai Nguyen

Des **Jeux** peu attrayants

SYDNEY 2000
Éditeur : Eidos
Support : CD-ROM
(test de la version PC)
Prix : 249 francs (38 euros)

C'EST LE jeu vidéo officiel des Jeux de Sydney. Tout un programme! Sydney 2000 est une simulation de douze disciplines olympiques – 100 mètres, 110 mètres haies, marteau, javelot, triple saut, saut en hauteur, haltérophilie, cyclisme sprint, plongeon 10 mètres, 100 mètres nage libre, tir et kayak slalom. De quoi satisfaire, a priori, tous les goûts. « Aucun détail n'a été oublié afin de concevoir le jeu de sport le plus réaliste jamais créé », annonce Eidos, l'éditeur, qui a obtenu du Comité international olympique (CIO) la licence d'exploitation des titres au logo officiel des Jeux. Effectivement, une simulation est par définition réaliste, comme le montre Sydney 2000. Mais, dans le monde du jeu vidéo, réalisme rime parfois avec ennui. Et c'est le cas de ce titre.

Côté graphisme, Sydney 2000 est réussi. Le jeu utilise les dernières technologies de capture d'images, réalisées avec des vrais athlètes. Les infrastructures de Sydney, comme les stades, sont fidèlement reproduites. Le public et les athlètes sont finement modélisés. Les développeurs de ce jeu ne s'appellent-ils pas « Attention to Detail », un studio de développement basé à Warwick, en Angleterre? Côté graphique donc, rien à reprocher. En outre, le jeu n'exige pas une puissante configuration, chose rare de nos jours.

C'est le jeu proprement dit qui laisse dubitatif. Plus exactement, les simulations qu'il propose sont inégales, notamment les simulations d'athlétisme, qui sont sans intérêt. Le 100 mètres, par exemple, est redoutablement ennuyeux. « Prêt! », annonce la bande-son. Au signal du starter, un coup de pistolet, vous

partez. Vous appuyez alternativement sur deux touches du clavier (ou de la manette de jeu) pour faire avancer votre champion. Plus vite vous appuyez alternativement sur ces deux touches, plus la vitesse de course est rapide. Un autre bouton permet à votre athlète de se pencher en avant à la ligne d'arrivée pour optimiser la course. C'est tout.

La seule chose qui retienne un peu l'attention est le départ. Si vous appuyez avant le coup de pistolet, c'est un faux départ. Heureusement, le skeet (tir sur cible) et le kayak slalom, par définition des jeux d'action, sauvent un tant soit peu Sydney 2000. Avec le skeet, le joueur doit tirer sur des cibles en ajustant son fusil de chasse à l'aide des quatre claviers directionnels (ou toujours avec les boutons d'une manette de jeu). Cette discipline, transposée dans Sydney 2000, exige une certaine adresse. Quant au kayak slalom, il s'agit d'une course contre la montre en eau vive constituée de portes à franchir. Le jeu se déroule dans un environnement 3D, et les effets du courant d'eau se font bien sentir.

Parmi les modes de jeu proposés par Sydney 2000, le mode Olympique implique de la gestion et mérite qu'on y consacre de son temps : vous incarnez une équipe d'athlètes ; à chaque discipline son athlète spécifique. Vous devez d'abord former vos athlètes dans des gymnases et les faire franchir avec succès les épreuves qualificatives, avant de pouvoir les mener à Sydney. La version PC de Sydney 2000 intègre bien un mode dit « face à face », qui permet de faire concourir jusqu'à huit joueurs, en fonction du nombre de manettes connectées au PC, mais ne permet pas toutefois pas de jouer en ligne sur Internet. Un défaut inexcusable.

H. Ng.

Lorsque Lucienne s'allonge sur le **divan**



LE PSY, C'EST VOUS
Éditeur : Filmedoc
La Forêt/Emme.
Support : CD-Rom sur PC/Mac.
Prix : 299 francs (45,60 euros)
www.parissimo.com.

ET SI des séances de psychanalyse se conduisaient comme une enquête policière? Alors que tout semble lui réussir dans la vie – un nouveau compagnon, un travail valorisant, un enfant qui réussit bien à l'école –, Lucienne A. est assaillie de troubles répétitifs et handicapants : chaleurs, bouffées d'angoisse, nausées et étourdissements. Sur les recommandations de sa meilleure amie Dominique, elle se décide à consulter un spécialiste. Elle pousse enfin la porte du bureau du psychanalyste, le joueur, qui va tenter de dénouer les liens affectifs à l'origine du mal-être de la jeune femme. L'originalité majeure de ce jeu est de placer l'utilisateur dans le rôle du thérapeute, de celui qui écoute et qui, du moins dans la tradition freudienne, parle peu.

Pour découvrir l'origine des maux de Lucienne, le « psy » note sur un carnet (par l'intermédiaire du

clavier) les mots ou les expressions qui lui semblent « significatifs » dans le discours de sa patiente. En cliquant sur ces mots, le joueur va orienter le récit de Lucienne sur les sujets qui la préoccupent et provoquer des associations d'idées sous forme de réponses verbales, d'images, de sons, de séquences animées. Chaque fois que le joueur trouve ainsi une relance intéressante, il gagne des points « psy » lui confirmant qu'il est sur la bonne voie pour découvrir le traumatisme de Lucienne. Il en perd bien entendu quand, inattentif ou peu inspiré, il la relance sur des sujets bateaux (sexe, famille, angoisse, etc.) mais hors contexte avec ce qu'elle est en train de lui raconter.

Peu à peu, le récit de la jeune femme prend forme tandis qu'elle commence à livrer, souvent inconsciemment, de multiples informations sur son roman familial en utilisant des jeux de mots (*Le petit Louis dort...*), des mots à double sens (châteaux forts, château-margaux), des sonorités voisines et des homonymes (*volets, volés, violé, violet*). Différentes séquences fixes ou animées (jouées par un ensemble

d'excellents comédiens) évoquent un passé à la campagne et des jeux un peu troubles avec les cousins. On apprend assez vite que pour l'anniversaire de ses dix ans, Lucienne a reçu une bourse remplie de louis d'or et une « tâche/tache » de son grand-père le notaire, un homme respecté et respectable, qu'elle devra transmettre plus tard à sa descendance.

Entre les séquences, le joueur peut consulter sa bibliothèque et obtenir des renseignements sur les mots qu'il a notés. Certains d'entre eux (*angoisse, pulsion...*) font accéder à une fiche expliquant leur signification psychanalytique. D'autres mots, notés en violet, donnent l'occasion au « psy » d'être analysé à son tour en répondant à des questions portant sur les sentiments éprouvés en suivant l'histoire qui se déroule.

Sans confondre « le travail du jeu avec le plaisir du jeu », comme le souligne le « vrai » psychanalyste Jean-Pierre Winter dans un texte de présentation, ce programme se révèle astucieux, prenant, ludique et toujours décent. Restructurant un récit éclaté, le joueur cède au plaisir de découvrir une histoire en se découvrant un peu lui-même.

Léopold Braunstein

Sabir cyber



Start-up

Le mot vient d'entrer dans l'édition 2001 du Petit Larousse illustré. Il figurait déjà dans l'édition 2000 du Dictionnaire encyclopédique illustré d'Hachette. Si les deux dictionnaires signalent qu'il s'agit d'un anglicisme, seul le premier rappelle qu'il est officiellement recommandé de dire « jeune pousse » au lieu de *start-up*.

La rédaction des deux définitions est assez différente, mais, dans les deux cas, il s'agit d'une entreprise jeune ou qui se lance dans un secteur de pointe, avec l'aide du capital-risque précise Hachette. Bref, des jeunes qui montent une boîte sur Internet. Le nom officiel a-t-il une chance de s'imposer? Aucune. D'abord, parce qu'il s'avère difficile de traduire dans notre langue ces damnées mais géniales postpositions anglaises. Ces mots courts, signifiant le plus souvent un mouvement (*up, down, across*, etc.), viennent se coller à un verbe ou un nom. Le réflexe naturel, en français, c'est de prendre le nom ou le verbe, puis d'essayer de le tordre pour tenir compte de la postposition.

En fait, il faudrait faire l'inverse, partir de la postposition puis la colorer avec le verbe. Ainsi, une *start-up* est moins quelque chose qui démarre (*start*) en allant vers le haut (*up*) que quelque chose qui monte mais qui vient de démarrer. Ne pas voir la différence, c'est confondre un dragster avec un trolleybus. « Jeune pousse » a un côté bucolique qui donne le temps au temps. Mais le temps justement que les *start-up* entrent au Petit Larousse, les voilà désormais moins à la mode en France.

Car c'est à la mortalité des jeunes pousses qu'on s'intéresse désormais, à la suite de la « correction » boursière du printemps dernier. Le mot « correction » ayant, dans le vocabulaire boursier, toutes les connotations que lui octroient le lecteur de Sade ou de la comtesse de Ségur. Mais, même sévèrement corrigées, les *start-up* ne vont pas disparaître. Elles ont connu bien d'autres pistes de danse que le Web.

D'ailleurs, la plupart des dictionnaires américains ne leur voient pas de rapports privilégiés avec lesdites nouvelles technologies. Le mot est attesté depuis 1845 affirme le Merriam-Webster. Si son usage a pris une singulière amplitude médiatique avec le début de la micro-informatique, il y a vingt-cinq ans, il n'y est pas né. La notion de capital-risque elle-même était connue et mise en pratique dès la seconde moitié du XIX^e siècle, s'agissant, déjà, de deux « nouvelles technologies », l'électricité et la chimie. La *start-up* est la base même du capitalisme, selon Schumpeter. Il faut donc féliciter le Petit Larousse de cette entrée tardive, mais sans faute, à l'orée du XXI^e siècle. La raison qui justifie cette entrée n'est sans doute pas durable, mais le mot, lui, l'est. Sans perspective de traduction française à l'horizon. Pourquoi pas une « innovante »?

Cléo CANALPLUS.FR

★ Les pages « Cyberculture » sont réalisées par les rédacteurs du « Monde interactif » et de Canal+.

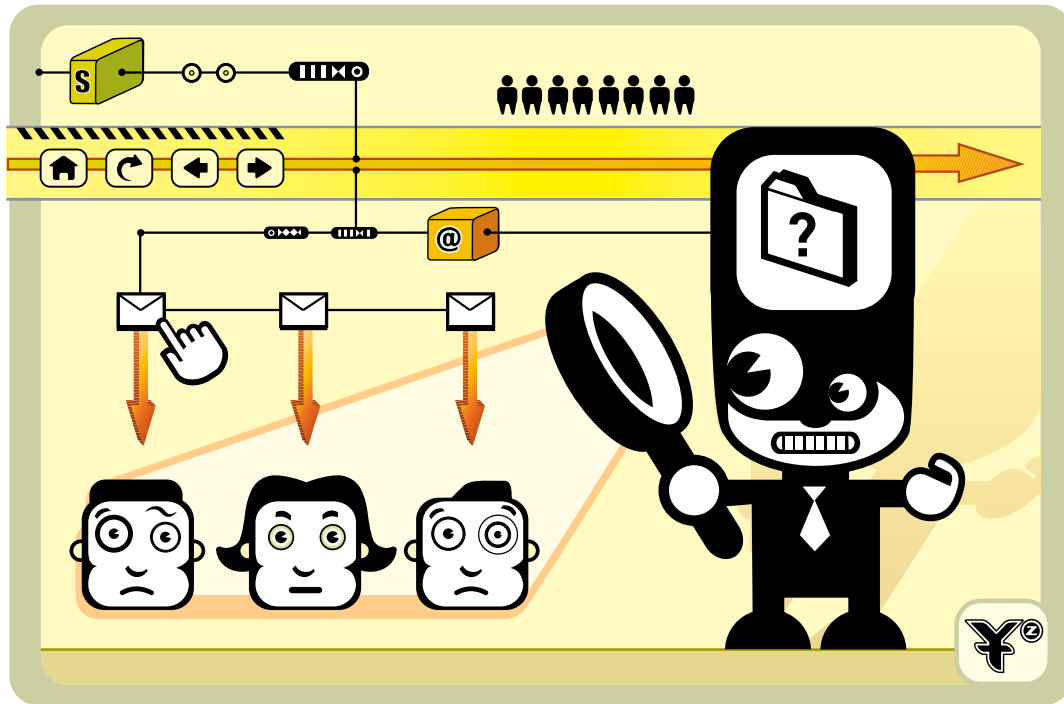
PUBLICITÉ

Cybersurveillance des salariés : le droit de savoir

Transparence
De plus en plus d'entreprises adoptent des chartes d'utilisation de l'informatique, mais qui pèchent par leur opacité

L'ORDINATEUR serait-il le plus efficace des mouchards? Disque dur, e-mail et connexions sur Internet regorgent d'informations sur votre activité au travail et peuvent être utilisés en toute légalité par les employeurs pour contrôler votre productivité.

Selon une enquête de l'American Management Association, 45 % des entreprises américaines surveillent électroniquement leurs employés en lisant leurs mails, leurs fichiers informatiques ou en contrôlant l'usage qu'il font d'Internet. En France, de telles statistiques fiables n'existent encore pas sur le sujet, mais la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) dit recevoir de plus en plus d'appels provenant de salariés ou d'entreprises désireux de mieux connaître leurs droits en matière de surveillance informatique. La commission a d'ailleurs annoncé, lors de la publication de son rapport annuel, en juillet dernier, sa volonté de faire du dossier de la cybersurveillance des salariés un de ses axes de réflexion prioritaires.



Légalement, l'employeur a le droit de contrôler l'activité de son salarié à trois conditions : « Avoir informé le salarié, avoir consulté le comité d'entreprise ou les délégués du personnel et enfin que le dispositif de contrôle soit justifié et proportionnel au but recherché », explique Joëlle Berenguer-Guillon, avocate spécialiste des nouvelles technologies au sein du cabinet Alain Bensoussan.

Pas de paranoïa excessive pourtant. Un employé qui envoie quelques mails personnels et surfe occasionnellement pour consulter en ligne l'état de son compte en banque risque peu d'être épinglé par son employeur. Il est en effet d'usage, en France, d'admettre le principe d'« utilisation résiduelle »

des fins privées » de son outil de travail. Tout est une question de ligne rouge à ne pas dépasser.

Pour prévenir d'éventuels abus, la plupart des grandes entreprises s'appuient sur une charte d'utilisation. Un guide où, en principe, le salarié apprend s'il peut utiliser l'e-mail pour son courrier personnel, s'il a le droit de faire des achats sur Internet ou s'il peut surfer sur ses sites préférés. Mais cette situation reste souvent théorique, car les chartes ne sont pas toujours précises ou suffisamment réactualisées pour pouvoir informer le salarié.

Chez Renault SA, par exemple, il existe un code déontologique très large qui précise les règles de conduite de base de tous les salariés de l'entreprise. Rééditée en 1994, cette charte distribuée à tous les salariés n'insiste pas particulièrement sur le comportement à avoir en ce qui concerne les outils informatiques mis à leur disposition. Un porte-parole du constructeur automobile note : « Nous donnons quelques règles d'usage aux salariés, comme d'éviter les pièces jointes dans les e-mails [...] pour des raisons de sécurité. » Quant aux 20 000 postes disposant d'un accès Internet sur les 44 000 existants, « dans la mesure où il faut disposer d'un "pass" et d'un code d'accès, la tentation de les utiliser pour des usages personnels est plus limitée », considère-t-il.

Sophie, cadre dans une grande entreprise d'électronique, se rappelle avoir vu passer une charte, où elle a relevé quelques « évidences », comme l'interdiction de se livrer à des opérations de piratage de site,

mais elle s'interroge sur son utilité. « La politique de la maison étant de limiter le nombre de postes Internet, plusieurs personnes utilisent le mot de passe de celui qui a les droits d'accès. Comment alors savoir, en cas d'abus, qui est le fautif? » Plus grave encore : certaines chartes, selon la CNIL, « ne seraient pas négociées avec les représentants du personnel ou leurs syndicats, et manifesteraient un déséquilibre patent entre les prérogatives de l'employeur et les droits des salariés ».

Un état de fait qui n'est pas seulement dû à la mauvaise volonté des employeurs, mais dont les représentants des salariés portent aussi la responsabilité. Pour Hubert Bouchet, vice-président délégué de la CNIL et secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs Force ouvrière, « les comités d'entreprises et les CHS-CT [comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail] ne sont pas assez sensibilisés sur les modes de traitement des données nominatives. Ces instances disposent pourtant de toutes les prérogatives pour assurer une mission de surveillance, mais ce n'est pas encore une priorité par rapport aux salaires, aux emplois ou à la dimension physique des conditions de travail ».

D'ici à la fin de l'année, la CNIL devrait émettre une recommandation qui aura valeur réglementaire sur l'usage des outils de communication électroniques dans l'entreprise. Une mesure qui permettra peut-être aux employeurs et aux salariés de se surveiller à armes égales.

Catherine Rollot

Tuteur de jeunes pousses

QUAND une start-up connaît un essor très rapide, ses ressources humaines se révèlent parfois insuffisantes pour gérer cette évolution. La solution idéale? Faire appel à un manager de transition qui met temporairement son expérience au profit de l'entreprise. A 57 ans, Claude Fer occupe ainsi pour une durée de six mois le poste de directeur général adjoint chez SDM Editions, une jeune société de Montpellier qui a créé deux sites Internet sur le sport automobile.

Sa longue expérience, trente années au sein de grands groupes industriels, lui permet d'occuper ce poste. Claude Fer a été PDG des filiales françaises et européennes de plusieurs sociétés d'informatique, dont Control Data et Storage Technology. C'est sa deuxième mission en temps que manager de transition. Il a déjà effectué une première opération d'un an pour un groupe de téléphonie mobile.

Aujourd'hui sa tâche consiste à structurer SDM Editions afin d'assurer son développement dans les meilleures conditions. « Après une importante arrivée de capitaux, explique-t-il, la société, qui a deux ans, entre dans une phase de croissance et d'acquisition. Elle a besoin d'être réorganisée et repensée, d'autant plus qu'elle souhaite acquérir une notoriété sur le marché français et international. » Il s'agit également de faciliter le passage d'une société de moins de dix personnes à un grand groupe. Même s'il a intégré l'équipe dirigeante, Claude Fer préfère parler de « conseiller » ou de « médiateur » pour définir sa fonction.

Un travail qui nécessite une bonne dose de diplomatie. A l'égard des dirigeants qui ont créé l'entreprise et dont les décisions peuvent parfois être remises en question, mais aussi à l'égard des salariés. « L'essentiel, c'est que l'entreprise tourne, atteigne ses objectifs. Quand, j'ai un conflit à régler, ils ne doivent pas voir à travers mes décisions les

Portrait
Claude Fer apporte son savoir-faire de manager à des start-up

ambitions personnelles d'un homme venu d'ailleurs. Je leur apporte une forme de neutralité », précise-t-il.

C'est cette envie de liberté et ce refus de faire une carrière à tout prix qui ont poussé Claude Fer à quitter la société américaine dans laquelle il travaillait pour s'engager dans des start-up par l'intermédiaire d'un cabinet de placement. « Dans les entreprises américaines, l'organisation est fabuleuse, les règles sont bien établies, mais le gros défaut c'est le carriérisme à outrance. Dans une start-up, au contraire, les gens doivent tout réinventer, tout construire, tout mettre en place en laissant de côté leur intérêt personnel. C'est là tout l'intérêt de ma mission », insiste-t-il.

Quant à la cohabitation d'une jeune équipe dont la moyenne d'âge atteint à peine 28 ans avec un manager plus expérimenté, « elle se passe formidablement bien. La première qualité d'un manager de transition, c'est de savoir s'adapter rapidement à toutes les situations et être capable de travailler avec tout le monde », estime Claude Fer. Avant d'ajouter, « le premier jour, je suis arrivé en costume-cravate; quand j'ai vu mes futurs collègues, j'ai tout de suite abandonné cette tenue pour leur montrer que j'étais comme eux ».

Claude Fer envisage, dès cette opération terminée, tel un aventurier, de repartir pour une nouvelle mission. D'un projet à l'autre, le management de transition peut devenir un métier à plein temps.

Sylvie Fonmarty

Surf au travail et productivité

Contrôler la navigation des salariés sur Internet. C'est tentant, mais finalement sans doute pas vraiment payant. Selon une étude publiée aux Etats-Unis en avril dernier par le cabinet Ipsos Reid Express, l'utilisation d'Internet au bureau pour des raisons personnelles, en facilitant la vie quotidienne des employés, peut être indirectement source d'efficacité au travail. « Les employés ont aujourd'hui la possibilité de régler au bureau des problèmes dont ils avaient l'habitude de s'occuper à la maison, comme le suivi de leur compte bancaire, ou faire leurs courses, constate le responsable de l'étude, Edward Morawski. Leurs soucis réglés, [ils] peuvent plus facilement se concentrer sur leur travail. » Certains même vont plus loin, tel Tudor Williams, expert du groupe de consultants sur la communication électronique NetGain, pour qui restreindre l'accès au Net dans l'entreprise serait une erreur : « Internet est un outil de communication, simplement plus performant que le téléphone. Si les employeurs veulent encourager l'ingéniosité de leurs salariés, ils ne doivent pas les empêcher de l'utiliser. »

L'Afrique touchée par le recrutement en ligne

A QUELQUES SEMAINES d'intervalle, deux sites de recrutement en ligne consacrés à l'Afrique viennent de voir le jour. Destinés en priorité aux cadres africains vivant en Afrique ou à l'étranger mais aussi à des non-Africains désireux de travailler en Afrique, Afriqueemploi et Jobafrique offrent toutes les fonctionnalités habituelles des sites de recrutement : dépôt de CV, possibilité d'enregistrer des critères de recherche d'emploi pour recevoir par e-mail des offres ciblées, création d'un compte personnalisé permettant de gérer sa recherche d'emploi ou sa carrière...

Internet
Les cadres africains peuvent désormais orienter leur carrière grâce au Web

L'originalité du projet provient surtout de l'objectif affiché : atténuer le phénomène de fuite de cerveaux observés en Afrique. Pour Jean Augustin Libog, fondateur d'Afriqueemploi, « la reprise économique observée en Europe n'a pas encore touché le continent africain et beaucoup de cadres africains souvent formés à l'étranger partent d'Afrique faute de possibilité sur place mais aussi faute d'informations ». Ingénieur informaticien d'origine camerounaise vivant en France, il a fondé, avec deux autres cadres africains dont sa sœur, ce site « pour permettre aux cadres du monde entier de mettre leurs compétences au service du continent africain ». La plupart des 200 offres mises en ligne sont à pourvoir

dans les pays du Magreb et de l'Afrique francophone (Côte d'Ivoire et Sénégal, notamment). Elles proviennent surtout de grandes entreprises occidentales ou d'ONG et la quasi-totalité des secteurs sont représentés. D'ici à la fin de l'année, Jean Augustin Libog espère toucher la cible anglophone avec une version en anglais de son site.

C'est justement de l'autre côté de l'Atlantique que Jobafrique a vu le jour. Etabli à San Diego en Californie, Daniel Ahouassa, 24 ans, ivoirien, titulaire d'un Master en e-commerce, a lui aussi avec cinq autres étudiants africains décidé de créer une start-up. Baptisée Weblog Corporation, l'activité principale de cette jeune pousse a été la création de sites comme abidjan.net, un portail consacré à la Côte d'Ivoire, mais aussi des sites institutionnels pour de grandes entreprises africaines. C'est cette activité qui lui a permis de lancer Jobafrique. Pour amorcer la pompe, le site est pour l'instant entièrement gratuit, pour les candidats mais aussi pour les entreprises. « Nous avons actuellement à peu près 300 offres qui nous sont arrivées spontanément mais aussi grâce à des partenariats tissés avec des portails afri-

cains et des journaux locaux », explique Daniel Ahouassa, directeur général de Weblog Corporation.

Même si le nombre d'internautes est encore limité en Afrique (autour de 2 millions de personnes connectés), la potentialité du marché africain commence à attiser les appétits des sites de recrutement. D'autant que ce chiffre ne reflète pas, selon Jean Augustin Libog d'Afriqueemploi, la réalité. « Il y a en fait beaucoup plus de connectés occasionnels, par exemple toute la clientèle des cybercafés mais aussi les cadres en recherche d'emploi qui se connectent via leur entreprise. » Le géant du recrutement en ligne Monster, lui-même, va ouvrir en janvier 2001 une filiale en Afrique du Sud. Plus modestement, Jobafrique compte avoir une présence en Afrique l'année prochaine. « Nous sommes en phase de levée de fonds pour développer une filiale dans le Maghreb », précise Daniel Ahouassa. Un premier pas avant, espère-t-il, de pouvoir s'implanter dans son pays d'origine.

C. Ro.

www.afriqueemploi.com
www.jobafrique.com

Profil

Le curriculum vitae idéal

Age : entre 40 et 60 ans

Expérience : une longue expérience professionnelle à la direction de grandes entreprises dans le secteur concerné.

Qualités : disponibilité et mobilité, faculté d'adaptation, rigueur et autorité naturelle, capacité d'organisation, grande puissance de travail, forte capacité d'écoute, gestion de projet.

Les fonctions : président, directeur général, directeur financier, directeur commercial, directeur des opérations, du marketing, de l'informatique, des ressources humaines ou de la supply-chain (chaîne logistique).

Langues : multilingue.

Lieu de travail : France et étranger.

Statut et mission : CDD ou CDI auprès de la société d'intérim.

Lors d'une mission de management de transition, un contrat est passé entre le cabinet d'intérim et la société cliente. Ce contrat définit le périmètre de la mission, la nature des tâches prioritaires, et les conditions de l'intervention.

Salaires-rémunération : l'entreprise cliente verse des honoraires à la société d'intérim, sur une base mensuelle forfaitaire. Salaire mensuel du manager : entre 4500 francs et 10 000 francs par jour de travail. Dans certains cas, le contrat prévoit en outre le versement de « primes de succès », liées à l'atteinte d'objectifs spécifiques. Durée de la mission : quelques mois à deux ans.

Contacts

EIM (Executive Interim Management)
28, rue de La Trémoille, 75008 Paris. Tél. : 01-53-57-34-56.

D&I,

1, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 01-41-92-02-92.
www.di-tmg.com

Boyden Interim Executive

1, rond-point des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 01-44-13-67-00.

Le Monde INTERACTIF
16-18, quai de la Loire, 75019 Paris.
Tél. : 01-53-38-42-60. Fax : 01-53-38-42-97. E-mail : hitech@lemonde.fr
Rédacteur en chef : Bertrand d'Armagnac.
Secrétaire général de la rédaction : Claudine Boeglin.
Directrice artistique : Maria Mercedes Salgado.
Chef d'édition Web : Nicolas Bourcier.
Rédaction : Pierre Bouvier, Sylvie Chayette, Cécile Ducourtieux, Marlène Duret, Guillaume Fraissard, Gaëlle Macke, Stéphane Mandard, Corinne Manoury, Cristina Marino, Hai Nguyen, Eric Nuñez, Olivier Puech, Catherine Rollot, Olivier Zilberstein.
Édition : Olivier Hervieux.
Réalisation : Nathalie Le Dréau, Alex Monnet, François Montintin.
Révision : Claude Amour, Christiane Tricoit.
Webmaster : Olivier Dumons, Claire Corbière.
Ont collaboré à ce numéro : Murielle Allouche, Agnès Batifoulier, Dennis K. Berman, Amy Borrus, Léopold Braunstein, Frank Colombani, Heidi Dawley, Lin Delpierre/Métis, Otto Dettmer, Laetitia Duarte/Agnes, Vincent Fagot, Kevin Ferguson, Sylvie Fonmarty, Alain Hazan, Mark Harrison, Hatim, Anaïs Jouvancy, Faith Keenan, Doug Knutson, Jay Laprette, Wyatt McSpadden, Rufu Modan, Roger O. Crockett, D. A. Peterson, David Rocks, Jenz Schmidt, Marcia Stepanek, Graham Trot, Wahib.
Publicité : Le Monde Publicité. Directeur général : Stéphane Corre. Caroline Séjourant, directrice de clientèle (01-42-17-39-56). Isabelle Quodverte (01-42-17-38-58).
Impression : Le Monde Imprimerie.
Les articles extraits de BUSINESS WEEK traduits et reproduits dans ce numéro sont la propriété de The McGraw-Hill Companies, Inc. ©2000. Tous droits réservés.
Articles translated and reprinted in this issue from BUSINESS WEEK are copyrighted 2000 by The McGraw-Hill Companies, Inc. All rights reserved.

PUBLICITÉ